DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

MARDI 24 JUILLET 1990

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14148 – 5 F

Cuba ou le « complexe de l'insularité »

EST-CE le prélude à un nouveau « Mariel », cet exode vers la Floride de cent mille Cubains à partir du port de Mariel en 1980 ? C'est en forçant les grilles de l'ambassade du Pérou que les réfugiés avaient alors obtenu gain de cause, et du même coup mis à nu les carences d'un régime jusque-là épargné par l'opinion publique. Depuis deux semaines, un étrange ballet se déroule à La Havane, autour des chancelleries européennes gardées comme des bunkers : des « réfugiés » ou supposés tels, trompent la surveillance, avec une facilité qui inquiète Madrid, après les autorités tchécoslovaques, qui, les premières, en ont fait les frais : à quoi joue La Havane ?

Certains ont vu dans les malheurs de l'ambassade de Tchécoslovaquie, mise à sac par quelques-uns de ces réfugiés un peu trop musclés, un avertissement à Prague, ancienne « sœur » socialiste, et comme tous les nouveaux convertis trop prompte à donner des leçons de démocratie : le président Havel n'avait-il pas, après la condamnation de plusieurs dissidents le 2 juin, dénoncé ouvertement « cette injustice » ? Pour d'autres, ces « infiltrations » par des éléments castristes auraient pour but de dénoncer les menées, toujours réelles, des Etats-Unis, voire de certains pays occidentaux, visant à influer sur le régime. Ce qui permettrait de justifier les mesures répressives que le clan des conservateurs, inquiet de l'effritement du pouvoir, voudrait voir adopter.

UNE seule chose est sûre : Cuba est sur le qui-vive. En trente ans de castrisme, pour si généreuse qu'elle fût, la geste révolutionnaire s'est figée dans une bureaucratie aux pesanteurs accablantes. Et si le blocus américain et la guerre idéologique, par ondes interposées depuis Miami, expliquent en partie la grogne née des pénuries et une certaine effervescence sociale, l'immobilisme du régime et ses « coups de sang » périodiques contre une dissidence mal tolérée ont fait le reste. Depuis que ses soldats sont rentrés d'Angola, et ses techniciens du Nicaragua ex-sandiniste, Cuba, l'exportatrice de révolution, rétrécie aux dimensions d'une île, souffre du « complexe de l'insularité ».

RIEN n'est plus perméable qu'une île, et la tempête idéologique qui s'est levée à l'Est, ébranlant au passage la « forteresse » albanaise, pourrait fort bien attiser encore le bouillonnement d'une jeunesse cubaine cultivée et exigeante. Effet pervers d'un nationalisme poussé à outrance ? Il n'est pas certain qu'elle se contente éternellement du « renouveau dans le changement » proposé par le régime, qui n'a su qu'offrir à sa réflexion – un an à l'avance ! – la discussion des orientations du futur congrès du parti. Mais le congrès est encore loin, et les candidats au départ, bien pressés.

D'autant plus qu'au bord de l'éclatement l'empire soviétique – ancien tuteur abhorré, mais efficace, de l'île – parle ouvertement de « s'alléger » à court terme du « boulet cubain ». A l'heure du grand rapprochement des blocs, il ne fait pas bon jouer les grains de sable. Pour gagner du temps, Castro va devoir discuter. Ouvrir la porte aux réfugiés pourrait être une première bouffée d'oxygène.

Lire nos informations page 3

Création de cinq Länder en RDA

Le fédéralisme a été rétabli dans toute l'Allemagne

Des menaces pesaient toujours, lundi 23 juillet, sur l'avenir de la coalition au pouvoir en Allemagne de l'Est, qui ne parvient pas à s'entendre sur la date de fusion des deux Etats allemands et sur le mode de scrutin des prochaines élections. Un éclatement de la coalition accentuerait encore la crise économique en RDA. Le Parlement de Berlin-Est a, par ailleurs, rétabli les anciens Länder, consacrant le retour du fédéralisme dans toute l'Allemagne.

Lire page 4 l'article d'HENRI DE BRESSON.

Ouverture de négociations commerciales à Genève

Les Etats-Unis et la CEE veulent régler leur différend agricole

Le différend entre les Etats-Unis et la CEE sur les aides à l'agriculture est le principal dossier des négociations commerciales ouvertes le lundi 23 juillet à Genève (Uruguay Round). Dimanche, les deux parties se sont entendues pour éviter qu'il ne bloque les débats. Les représentants d'une centaine de pays discuteront la libéralisation des échanges, un accord devant être trouvé avant la fin de l'année.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La réunion, cette semaine, du Comité des négociations commerciales (CNC), la plus haute instance de négociation pour les experts, promet d'être marquée par le différend agricole qui oppose la Communauté aux Etats-Unis. Ces derniers ont repris l'offensive de grande envergure déclenchée lors du sommet de Houston contre la politique agricole commune (PAC), agissant comme si la déclaration économique approuvée alors par les sept chefs d'Etat et de gouvernement et réclamant des réductions *« substantielles et progressives »* de l'ensemble des soutiens accordés à l'agriculture, n'existait pas. Ils mettent à nouveau l'accent sur l'élimination des subventions accordées par la CEE pour exporter ses excédents agricoles. Ils cherchent d'autre part à accréditer l'idée que la réussite de l'Uruguay Round est subordonnée au déblocage de cette affaire agricole.

La Communauté s'efforce de contrer cette tentative de dramatisation de la réunion du CNC.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 15

Electronique : l'Europe baisse sa garde

Après l'annonce de la vente du britannique ICL au japonais Fujitsu, une mobilisation des industriels et des pouvoirs publics s'impose

Au moment où la Grande-Bretagne envisage sérieusement de devenir membre à part entière du système monétaire européen, faudra-t-il l'exclure de l'Europe des technologies ? La vente annoncée d'ICL à Fujitsu va forcer à se poser la question.

La firme britannique, qui a été jusqu'ici outre-Manche le champion national de l'informatique au même titre que Bull en France, Olivetti en Italie et Siemens en RFA, participe à de très nombreux projets communautaires de recherche et développement au sein d'Eurêka, d'ESPRIT ou de RACE, les programmes de la CEE.

Que faire si Fujitsu prend la majorité du capital de la société britannique ? Accepter un statu quo reviendrait à laisser la porte ouverte des laboratoires européens aux Japonais alors que la réciproque, on s'en doute, n'est pas vraie. Aucune firme européenne ne peut l'accepter. Il faudrait se résoudre à exclure ICL des programmes engagés. Une Angleterre nipponisée risque le bannissement de la politique européenne de recherche. Les conséquences seront grandes. D'abord Mme Thatcher va, une nouvelle fois, se plaindre et clamer que Fujitsu, implanté en Europe et employant 18 000 salariés britanniques, mérite le titre d'européen.

N'a-t-elle pas déjà utilisé le même argument dans l'automobile pour les usines de Nissan et de Toyota ? Ensuite, en cas de refus, le premier ministre britannique va remettre en cause les sommes qu'elle verse à ESPRIT et à Eurêka et le fragile édifice risque de s'écrouler. Quand on sait que ces programmes représentent la seule politique industrielle de Bruxelles qui, pour le reste, s'en tient à un pur et dur libéralisme d'abaissement des barrières, des taxes et des soutiens publics, on mesure le danger. Or cette remise en cause interviendrait au plus mauvais moment.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 16

La redistribution du capital de Gallimard

Après soixante-dix-neuf ans de règne exclusif de la famille, les éditions Gallimard ont ouvert leur capital à des investisseurs extérieurs. La BNP, Havas, Einaudi, la Financière de Rothschild, la Financière Saint-Dominique, les Amis de la NRF et M. Françis Arbousset remplacent désormais Françoise, Isabelle et Christian Gallimard au terme d'une longue querelle avec Antoine Gallimard, actuel PDG de la maison d'édition.

La famille Gallimard et les héritiers des fondateurs de la NRF conservent cependant le contrôle de l'entreprise et veillent jalousement sur son indépendance. Gallimard veut s'appuyer sur la puissance d'Havas en France, de Einaudi et Mondadori en Italie pour se développer, mais n'entend pas tomber dans l'orbite de ces grands groupes. Un pacte très contraignant limite les ambitions des nouveaux actionnaires.

Lire page 14 les articles d'YVES-MARIE LABÉ, JEAN-FRANÇOIS LACAN et JOSYANE SAVIGNEAU



Le recul des glaces

Les glaciers alpins souffrent de la sécheresse des trois derniers étés

GRENOBLE
de notre correspondant

Les glaciers souffrent de la chaleur et ils grondent. Principale conséquence des attaques répétées du soleil sur ces énormes masses blanches qui descendent des plus hauts sommets des Alpes, l'eau bouillonne sur leur front. Leur débit, multiplié par dix, vingt, parfois cinquante, traduit l'intense activité qui règne en ce moment à l'intérieur des glaciers. Leur marche en avant a été très fortement ralentie ou même stoppée.

Comme la plupart des glaciers alpins, celui des Bossons, situé dans la vallée de Chamonix, n'avait pas cessé de progresser et de se développer depuis trente ans. Ainsi, il avait regagné, en partie, le lit qu'il occupait il y a un siècle. Mais depuis trois ans, ce glacier régresse et son front recule de cinquante mètres par an. Connus pour réagir très vite aux variations climatiques, les Bossons sont ainsi victimes des trois derniers hivers peu enneigés, mais surtout des étés très chauds qui leur ont succédé.

Selon les ingénieurs du laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement de Grenoble, les températures qui règnent au cours des mois de juillet et août conditionnent pour près de 50 % les bilans glaciaires, alors que les précipitations hivernales auraient une influence moindre, estimée à 15 %. Les conditions climatiques qui ont régné ces dernières années en montagne ont ainsi entraîné un recul de tous les petits glaciers, tandis que les plus gros voyaient leur avancée se réduire ou être stoppée, comme c'est le cas de la mer de Glace, mais aussi du glacier d'Argentière. Ce dernier n'a ainsi avancé que de 9 mètres en 1989 contre 20 à 30 mètres par an au début de la décennie 80.

Depuis une quinzaine d'années, certains glaciers sont exploités par des sociétés de remontées mécaniques. Les faibles précipitations des hivers derniers, puis les fortes chaleurs enregistrées en altitude pendant les trois derniers étés ont mis à nu, très vite, les glaciers, rendant la pratique du ski d'été presque impossible à partir du 1er août sur la plupart d'entre eux. Cette année, le glacier de Sarenne, situé à 3 000 mètres d'altitude au-dessus de la station de l'Alpe-d'Huez, n'a pas pu être ouvert au public.

CLAUDE FRANCILLON

Lire la suite page 8

M 0147 - 724 0 - 5,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

6. Les églantines de Carmaux

C'est la société en classes : il y a les possédants, il y a les exploités. La France rurale offre au progrès de l'industrie ses bataillons de prolétaires déracinés. La grève rôde. « Le Figaro » s'inquiète.

CARMAUX, bien sûr, ce n'est pas le «pays noir» de *Germinal*. Dépêché sur place, un journaliste parisien du *Temps* en est d'ailleurs tout ébaubi. Il soupire, le 11 octobre 1892 : *«Sous un ciel gai, un soleil bienfaisant, un air pur, des prés, des bois, des cultures. Les puits de mine n'ont rien de désolé ; ils émergent de verdoyants bouquets d'arbres, châtaigniers, acacias ou chênes qui enveloppent la cité du charbon de leurs feuillages et la parent de leur poésie.»* Hélas, de bucoliques mineurs de fond qui savaient si bien encore ramer les haricots du potager et tracer le sillon sur les collines ocre de leur Albigeois, ont été circonvenus là-bas par des meneurs, et ils entonnent à leur tour le grand air de «la Sociale» ! Que les gueules noires des brumes du Nord, les forçats du textile parqués dans leurs faubourgs nauséeux, les râleurs du bâtiment braillent leur espoir du «grand soir», passe encore. Mais que s'insurgent ces braves gens amis de la châtaigne et des abeilles, c'est inconcevable ! Le désordre ne gagnera pas la France saine des terroirs : quelques compagnies de biffins et force escadrons de gendarmes ont été chargés par la République d'aller le signifier aux gréviculteurs. Avec dans leurs bagages un préfet, des reporters, des parlementaires, des flics et des arbitres.

L'affaire vient de loin. Au 1er mai 1891, la Société des mines a licencié les 49 ouvriers qui avaient répondu à l'appel de la Chambre syndicale des mineurs et des verriers à chômer cette journée des Travailleurs et de la «République sociale». Elle avait dû reculer pourtant et les réintégrer précipitamment, dans l'effroi national causé le même jour par la tuerie de Fourmies, mais sous le choc surtout de l'ample grève de solidarité avec les exclus, à Carmaux même.

Depuis, la guérilla s'est installée. Le syndicat progresse et devient majoritaire chez les mineurs : il est assez fort pour conduire au succès une nouvelle grève, pour les salaires cette fois, en mars 1892. La Société a contre-attaqué, arguant de la chute de ses bénéfices au sortir de la crise des années 1880 pour agiter le spectre du chômage, imposant à l'arraché un nouveau règlement intérieur qui renforce la discipline dans l'entreprise. Elle croit tenir son monde. Or, ces mineurs, encore à demi ruraux, se sentent pris au piège d'une caporalisation qui en fera des prolétaires.

Ils s'enhardissent aussi en politique, tant l'emprise de la Société sur la vie locale leur semble insupportable : le baron Reille, président de son conseil d'administration, dirige l'Union conservatrice du Tarn et représente Albi à la Chambre, après y avoir battu Jaurès en 1889 ; son gendre, le marquis de Solages, patron de la Société, dont l'ancêtre Gabriel avait reçu concession royale en 1752 pour extraire le «charbon de terre» et faire souffler des bouteilles à Carmaux, est lui aussi député du cru. Et voilà qu'une «liste ouvrière» de verriers et de mineurs a vaincu aux élections municipales de mai 1892 et qu'un ouvrier de M. le marquis, Calvignac, a été élu maire de Carmaux, puis conseiller d'arrondissement !

Le 2 août, la Société l'a aussitôt puni en le congédiant pour absentéisme. L'idée d'un nouvel affrontement ne lui déplaît pas, tant elle est sûre d'en sortir vainqueur. Le maire, lui, fort de ses mandats, réplique qu'un élu en fonction peut s'absenter, même si son employeur lui en refuse la permission. Les hostilités sont ouvertes. Elles seront longues, confuses, et débouchent, le 3 novembre, sur un compromis qui met fin à la grève : Calvignac est réintégré puis mis en congé, mais les syndicalistes qui l'avaient le plus ardemment soutenu sont condamnés ; M. de Solages a démissionné de son siège de député, mais sa ville vit toujours sous son talon de fer. Passion des grévistes, dénuement de leurs familles, chaude solidarité dans la France entière, occupation militaire de la région, échauffourées, vifs débats à la Chambre et arbitrage manqué du président du conseil Emile Loubet, émoi de toutes les autorités : pendant trois mois, Carmaux a tout résumé. Et le pays entier a retenu son souffle.

Le baron Reille a dit crûment le sentiment des patrons dans un entretien au *Figaro* le 10 octobre : *«Il est nécessaire que tous ceux qui ont en France 5, 10, 500 ou 3 000 ouvriers à conduire soient désormais fixés sur la question de savoir s'ils sont maîtres chez eux ou s'ils doivent être exposés au désordre, à la ruine, à la déconsidération chaque fois que cela plaira à un agitateur socialiste ou à un syndicat».* Jaurès, l'enfant du pays qui était allé à la politique républicaine «comme le canard va à l'eau», touché au cœur par cette grève qui parachève son évolution intellectuelle vers le socialisme et fait de lui un leader ouvrier, a répliqué dans *la Dépêche*, le 8 novembre : *«A mesure que les salariés auront leur part effective de la souveraineté politique, la contradiction effrayante de notre ordre politique et de notre ordre social apparaîtra. Comme citoyens, les salariés sont une part du souverain : comme salariés, ils n'ont aucune part dans la conduite des entreprises, dans la gestion des intérêts : d'un côté, ils ont le pouvoir ou une partie du pouvoir ; de l'autre ils sont à l'état de subordination et de tutelle.»* Le travail, la justice et la solidarité devront demain, coûte que coûte, embrasser la liberté, l'égalité et la fraternité. N'en déplaise aux maîtres du capital et à la République des bourgeois opportunistes. Cette dernière décennie du siècle sera donc tout emplie de ce qu'on nomme pudiquement la «question sociale». Ce qui veut dire en clair : définir enfin la place et le rôle des classes laborieuses dans une société qui, avec quelques décennies de retard sur la Grande-Bretagne, abandonne le rythme très rural de sa première industrialisation et déleste ses campagnes pour se lancer dans la compétition économique, la rationalisation du travail à l'usine et la croissance urbaine qui vont lui permettre de «décoller» vraiment vers 1900 et la hisseront dans le peloton de tête des grands pays industriels.

LE vieux monde ouvrier français, à l'évidence, ne résiste pas à ces chocs : le travail à domicile et l'artisanat déclinent, l'atelier, la fabrique et la boutique sont bousculés par la concentration des capitaux et la mécanisation, la main-d'œuvre volante des migrants saisonniers s'affaisse, le tour de main des experts en vieux métiers n'est plus de mise sur la machine moderne qui attend déjà ses OS. Dévoreurs d'une main-d'œuvre moins qualifiée qui manque déjà, l'industrie et les services nouveaux, métallurgie, chemins de fer ou chimie, embauchent plus volontiers les moins payés, des femmes, des étrangers, des paysans fraîchement déracinés, entassés déjà dans les banlieues des grosses villes ou des zones industrielles plus étanches. L'usine pour horizon et pour avenir, la rupture avec les atavismes ruraux, une culture et des solidarités nouvelles qui se cherchent à tâtons, l'impression d'être enfermés, piégés, condamnés à vivre en marge : la prolétarisation qui guette tous ces ouvriers si divers leur donne brusquement une fierté, un élan, une conscience de classe.



KHARBINE/TAPABOR

Calvignac, ouvrier à la mine, élu maire de Carmaux en mai 1892, cristallise les passions.

Quelques-uns s'organisent, mêlant les anciens cadres de la solidarité, mutuelles, caisses de secours ou coopératives, aux nouveaux, le syndicat, légal depuis 1884, et surtout, riche invention française, ces Bourses qui vont rassembler ville par ville dans de vraies «maisons du peuple» toutes les forces vives du travail et leur promettre l'intelligence de l'avenir par l'auto-éducation de leur fierté. La lutte, d'ailleurs, sera vive entre ces deux formes matricielles d'une autonomie ouvrière. La Confédération générale du travail, fondée en septembre 1895 à Limoges-la-Rouge, piétinera longtemps avant de trouver en son sein un relatif équilibre entre la Bourse de l'émancipation intégrale et le Syndicat de la discipline industrielle. Mais, pour l'heure, ces poignées d'« agitateurs » apprennent à rêver d'émancipation collective d'un monde ouvrier au singulier. Et peuvent convaincre à l'occasion leurs compagnons de travail de l'utilité de l'action. Une forme de lutte en particulier séduit alors les uns et les autres : la grève, hantise des possédants, tourment des pouvoirs publics et école des exploités.

Ce n'est plus tout à fait le temps des grèves adolescentes que Michelle Perrot a si bien décrit. Leur grève, comme naguère, est un mélange détonant : le risque de manquer de pain qui glace l'âme, l'acharnement à faire négocier un patronat qui se dérobe, font bon ménage avec la fête, *«l'échappée belle»* qu'on salue en habits du dimanche, *«la propédeutique, l'antidote à l'isolement, au froid mortel où la division du travail réduit les travailleurs»*. Pourtant, l'outil est désormais mieux manié, mieux affûté : de *«fait coupable»*, la grève est devenue un grand *«fait social»*. Plus brève, plus fréquente et plus extensive (on dénombre 1 600 conflits en 1890-1893, et très souvent pour cause de 1er Mai), plus offensive aussi en période de hautes eaux économiques, moins violente et peu à peu autodisciplinée, déferlant par vagues, la grève fin de siècle entête tous ses acteurs, dégage un étrange parfum d'espoir qui est, lui, d'une rare violence. Au point que ses théoriciens, renforcés il est vrai par des transfuges de l'anarchisme et flattés par quelques bons apôtres du socialisme, en feront l'Idéal, l'annonce du « grand soir », le signe et le signal d'une Révolution inéluctable, celle de la grève générale. Tous les ouvriers ne sont pas sensibles, même de loin, à cette eschatologie de « la Sociale ». Mais ils répondent pourtant volontiers aux appels, partagent souvent ce désir du basculement à portée de main, cet espoir d'un grand coup de torchon salvateur, parce que, décidément, trop c'est trop.

JUSQU'EN 1906 à tout le moins, des millions de Français, des deux côtés de la barricade, resteront convaincus qu'une Révolution sociale interviendra dans quelques mois, au pire dans quelques années ; que ce monde trop neuf et trop déroutant est déjà entré dans les convulsions de l'agonie. Ce fut sans doute bien naïf. Pourtant, épée de Damoclès pour les uns, promesse pour les autres, la grève qui rôde à tous donna le frisson. C'est à Fourmies peut-être que la fièvre avait pour la première fois secoué le pays. Car du sang sanctificateur, de femmes et d'enfants, a coulé là-bas dans les rixes qui dégénérèrent à l'occasion des manifestations du 1er Mai de 1891. En tête du cortège, Maria-la-Blonde, une tisseuse de dix-huit ans, balançait une branche d'aubépine. En face, sans sommations, quelques fils d'ouvriers en pantalon rouge et capote bleue ouvrirent le feu comme au champ de tir, trouant la foule à soixante mètres sous les balles de leurs nouveaux fusils Lebel qui pouvaient encore faire mouche à deux kilomètres. On retrouvera la cervelle de Maria le lendemain sur un tas d'ordures. Et plus de trente mille personnes suivront dix cercueils. A la Chambre, où un «socialo» a brandi comme un drapeau la chemise six fois trouée d'une des victimes, Clemenceau s'est écrié le 8 mai : *«Il faut avoir le courage de le dire : c'est le Quatrième Etat qui se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir. [...] Il y a quelque part sur le pavé de Fourmies une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix. Prenez garde ! Les morts sont de grands convertisseurs. Il faut s'occuper des morts...»*

Pour mieux préparer ce 1er Mai, le journal *l'Egalité* avait convié ses lecteurs à un référendum : la manifestation devait-elle être révolutionnaire ou pacifique ? Une écrasante majorité avait répondu dans le sens de la révolution. Sans savoir encore que la légalité républicaine répondrait, elle, dans le sens du sang. C'est bien au 1er Mai, depuis 1890 sans doute mais depuis 1891 et 1892 surtout, au feu de Fourmies et de Carmaux, de revendications pour les huit heures en appels au « grand soir », au fil de *«cette journée des bras et des cerveaux qui produisent, terreur des ventres qui digèrent»*, observera *la Petite République française* en 1895, que le rouge a été hissé en France.

Dans les foules qui célèbrent alors la fête ouvrière, le muguet ne faisait pas encore fortune et l'œillet rappelait trop les temps douteux du boulangisme. On y apprit donc à orner la boutonnière du paletot ou du corsage d'une fleur humble et fière, douce et piquante, bien écarlate : l'églantine. Celle qui pousse partout dans les haies quand le printemps tient ses promesses, à Carmaux comme ailleurs.

Prochain épisode
Le canard à un sou

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
- Lundi 23 juillet : Les églantines de Carmaux.
- Mardi 24 juillet : Le canard à un sou.

Pour en savoir plus

▶ *La Classe ouvrière*, de Jean Jaurès, textes rassemblés et présentés par Madeleine Rebérioux, Maspero, 1976.
▶ *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, de Jacques Julliard, Le Seuil, 1971.
▶ *Limoges la ville rouge. Portrait d'une ville révolutionnaire*, de John M. Merriman, Belin, 1990.
▶ *Les Ouvriers dans la société française (XIXe-XXe siècle)*, de Gérard Noiriel, Le Seuil, 1986.
▶ *Jeunesse de la grève (France 1871-1890)*, de Michelle Perrot, Le Seuil, 1984.
▶ *Le 1er Mai*, de Miguel Rodriguez, Gallimard, 1990.
▶ *Les Mineurs de Carmaux (1848-1914)*, de Rolande Trempé, 2 vol., Les Editions Ouvrières, 1971.

ÉTRANGER

La fin de la visite de M. Michel Rocard au Japon

La France a pris conscience que Tokyo est également un partenaire politique

M. Michel Rocard a achevé, le samedi 21 juillet, une visite de trois jours au Japon. Le premier ministre a expliqué que la France et les pays européens n'étaient pas décidés à laisser les firmes nippones les envahir sans contrepartie, mais il a également traité le Japon comme un partenaire politique d'avenir. En marge de cette visite, le problème du lycée français de Tokyo semble aussi avoir été réglé.

TOKYO

de notre correspondant

La visite de M. Michel Rocard à Tokyo est globalement jugée positive par les Japonais. Le ton, courtois mais sans concession, et le message pointant les problèmes sans inutiles envolées émotionnelles, ont porté. D'un côté, le Japon est satisfait d'avoir eu un interlocuteur conséquent dans ses propos; de l'autre, la France semble avoir, finalement, *pris conscience que ce pays doit être considéré aussi comme un partenaire politique*. C'est là le fait nouveau et majeur de ce voyage. Il reste à espérer que ce ressaisissement se traduira dans les faits et que le *nouvel intérêt de Paris ne se perdra pas* dans les limbes de « priorités » françaises, comme ce fut le cas au lendemain du voyage de M. Mitterrand au Japon en 1982. Les Japonais ayant leur part de responsabilité dans cet effritement du dialogue.

Le cœur de l'Europe et le centre de l'Asie

La politique a tenu autant de place que l'économie dans les entretiens qu'a eus M. Rocard, même si, plus sensible pour Paris, la seconde *a surtout retenu l'attention*. La formule à l'emporte-pièce de M. Kaifu, selon laquelle la France est le cœur de l'Europe et le Japon le centre de l'Asie, a donné la mesure d'un souci, finalement réciproque, de reconnaissance mutuelle de régions dans lesquelles chaque pays jouit d'un poids particulier.

Les Japonais mesurent l'importance du rôle de la France dans la réorganisation européenne (comme de ce qu'ils *nomment* sa *« capacité de nuisance »* à leur égard) et ils souhaitaient que Paris prenne en compte une réalité : l'archipel, par sa puissance, constitue le lien fédé*rateur de la région. Implicitement*, le premier ministre japonais a tenu à marquer que toute politique asiatique doit être concertée avec Tokyo.

C'est en particulier sur la question du Cambodge, évoquée au cours des entretiens, qu'une concertation devrait se renforcer. Le Japon qui a organisé début juin une *conférence* sur le Cambodge et dont le ministre des affaires étrangères, M. Nakayama, doit se rendre en août au Laos (ce sera la première *visite d'un chef de la diplomatie* nippone à Vientiane) manifeste clairement qu'il entend faire sa rentrée sur la scène indochinoise. Le Japon n'est-il *dans* ce jeu qu'un poisson pilote des Etats-Unis ? Ce n'est pas impossible. La politique de Washington vis-à-vis de Hanoï est concomitante de la reprise de l'aide nippone à la Chine.

Les intérêts croisés de la France et du Japon *se précisent* : alors que ce dernier a réitéré son souhait de participer à des instances européennes *tels que* le Conseil pour la sécurité et la coopération en Europe – demande à laquelle la France ne s'oppose pas comme c'est en revanche *le cas pour la participation* du Japon aux travaux de l'OTAN – Paris a manifesté le désir d'entrer à la *Conférence économique* Asie-Pacifique (APEC). Sorte d'OCDE du Pacifique, créée en 1989, cette organisation est centrée à Tokyo qui ne *semble pas, pour* l'instant, favorable à la demande française.

Divergences sur l'URSS

Autre région dans laquelle le Japon, premier fournisseur mondial d'aide, et la France, ancienne puissance coloniale, devraient avoir des intérêts convergents et jusqu'à présent non exploités : l'Afrique. Une coopération en matière d'assistance pourrait se *mettre en place* à l'occasion de la visite à Tokyo en septembre de M. Jacques Pelletier, ministre français de la coopération. Le Japon est quasiment absent du continent africain. Plus que des intérêts économiques, il y poursuivrait une politique de relations *publiques* afin de se ménager les voix de certains pays aux Nations unies. Tokyo rêve toujours d'avoir un siège permanent au Conseil de sécurité mais, à plus brève échénance, il pourrait avoir besoin de soutien *si par exemple* venait devant l'Assemblée la question des îles occupées par les Soviétiques.

L'URSS est la question sur laquelle Paris et Tokyo ont des vues divergentes. Les Japonais ne voient que le *« derrière »* de la perestroïka alors que l'Occident en voit le *« visage souriant »*. La formule imagée qui circule à Tokyo signifie que les Japonais ne veulent à aucun prix faire les frais de la détente : l'URSS désarmant à l'Ouest pour reporter ses troupes à l'Est.

Vue de Tokyo, l'URSS demeure une menace. Argument certes nécessaire à un effort militaire poursuivi avec constance. Plus profondément, le Japon ne veut pas d'une Russie forte qui risquerait d'avoir le monopole de la puissance dans la région.

Les thèmes de concertation politique franco-japonaise ne manquent pas. La visite de M. Rocard a contribué à relancer un dialogue qu'il appartient aux deux parties de nourrir.

PHILIPPE PONS

Le casse-tête du lycée français

TOKYO

de notre correspondant

L'avenir du lycée français de Tokyo, dont la reconstruction, à *l'ordre* du jour depuis une dizaine d'années, est une *condition* du renforcement souhaité par M. Rocard de la présence française *au Japon*, a *été* l'un des points sur lesquels la visite du premier ministre aura eu un effet *significatif*.

Question franco-française depuis que Paris a compris que le Japon ne comptait pas faire jouer la réciprocité en ce domaine, et par conséquent aider la France à acquérir un terrain faisant pendant à celui offert par *notre* gouvernement sur le Front de Seine à Paris *pour* y implanter une Maison du Japon (*le Monde* du 19 juillet), l'affaire du lycée français n'a pas été abordée au cours des entretiens avec les Japonais. Mais, conformément au mandat que lui a confié M. Rocard, le *secrétaire* d'Etat aux affaires internationales, M. Thierry de Beaucé, qui accompagnait le *premier* ministre, a décidé de trancher ce problème urgent. *« Je compte mettre en œuvre au plus tôt le projet de rénovation et de restructuration de deux de nos implantations culturelles au Japon, le lycée et l'Institut franco-japonais de Tokyo, sur les terrains dont la France dispose dans la capitale »*, nous a déclaré M. de Beaucé.

La solution « autarcique », *arrêtée depuis près de deux ans* mais enlisée, *prévoit une extension* et une rénovation de l'Institut *franco-japonais* qui incorporerait une partie du lycée tandis que les petites classes demeureraient sur le terrain de l'actuel établissement. Il s'agirait de deux constructions de prestige qui donneront lieu à des concours d'architecture. *« La mise en œuvre du projet demande dix-huit mois et nous avons déjà trop tergiversé : si de nouvelles propositions se font jour, elles seront examinées mais il ne faut pas retarder, dans l'attente d'hypothétiques solutions miracles, le lancement du seul projet qui me semble réaliste »*, a précisé M. de Beaucé. Les nouvelles structures comprendront un internat destiné à faciliter la *scolarisation* des enfants d'expatriés vivant hors de Tokyo.

Une communauté inquiète

A la veille de la visite de M. Rocard, la *communauté* française, inquiète de *l'avenir d'un* lycée vétuste et d'une alarmante *exiguïté* (conçu pour 350 élèves, il en recevra 700 à la *rentrée* prochaine), avait rendu publiques trois propositions de terrains destinés à *recevoir* un nouvel établissement. Ces propositions viennent s'ajouter aux quelque *trente-huit* autres envisagées ces dernières années. Toutes, pour des raisons diverses (notamment l'éloignement *du centre* de Tokyo), avaient été rejetées. Faisant preuve d'un unanimisme *dicté peut-être* par l'urgence, les différentes associations de *Français* résidant au Japon, mobilisées sous l'égide de la chambre de commerce, sont *tombées* d'accord cette fois sur trois terrains excentrés, exigeant donc des *longs trajets*.

Certains posent le problème en *termes politiques* : ou bien s'implanter au centre de Tokyo, privilégiant ceux qui ont les *moyens d'y résider*, ou bien aller *à la périphérie* en disposant de terrains plus vastes mais en supposant aussi la délocalisation *progressive* d'une partie de la communauté française. Migration qui pourrait être l'effet naturel d'un étoffement de notre présence *conjugué* au *coût* des loyers au centre-ville.

Pour être satisfaisante, la restructuration de l'Institut franco-japonais et du lycée sur un *même* terrain suppose néanmoins que les *autorités nippones* autorisent des constructions *répondant* aux exigences d'espace d'une *école* conçue pour l'avenir et que, de son côté, Paris fasse preuve de discernement dans sa conception de l'ensemble pour *conserver*, malgré la fusion, leur nature spécifique à des établissements à *vocation très différente*.

Ph. P.

Un succès pour la Chine

L'Arabie saoudite établit des relations diplomatiques avec Pékin

L'Arabie saoudite a établi avec la Chine populaire, à compter du samedi 21 juillet, des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, selon un communiqué signé le même jour à Ryad au cours d'une visite du ministre chinois des affaires étrangères M. Qian Qichen. L'Arabie saoudite avait informé Taïwan, où elle entretenait une ambassade, de sa décision de reconnaître le régime communiste.

PÉKIN

de notre correspondant

Ryad n'a pas eu à déclarer explicitement que Taïwan *« fait partie de la Chine »*, comme il était de rigueur pour quiconque nouait des relations diplomatiques avec Pékin jadis. Cette nuance n'entame pas le succès que représente la décision saoudienne pour la Chine populaire : le communiqué conjoint publié par l'agence officielle chinoise précise bien que l'Arabie saoudite voit désormais en Pékin *« le seul gouvernement légitime représentant la totalité du peuple chinois »*.

L'Arabie saoudite était le dernier pays arabe à maintenir une ambassade auprès de la République de Chine (nationaliste), dont elle est le premier fournisseur de pétrole. Depuis des années, Pékin la courtisait. La presse officielle chinoise, lundi 23 juillet, jubile : le geste de Ryad est *« une contribution à la paix et à la stabilité en Asie et dans le monde entier »*, dit le Quotidien du peuple dans des termes identiques à ceux de télégrammes de félicitations adressés au roi Fahd par le président Yang Shangkun et le premier ministre Li Peng.

Le journal a souligné que la Chine *« se tient fermement aux côtés des peuples arabes pour condamner l'agression et l'expansion d'Israël et soutenir le juste combat du peuple palestinien »*. S'exprimant au cours d'une conférence de presse à Jeddah dimanche, M. Qian a appelé à l'ouverture d'une conférence sur le Proche-Orient sous les auspices des Nations unies, *« avec la participation de toutes les parties concernées et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité »*. Il a formulé le vœu d'une reconnaissance mutuelle de l'Etat d'Israël et de l'Etat palestinien (que Pékin reconnaît) et exhorté Israël à se retirer des territoires occupés, ajoutant : *« Là est la clé du problème. »*

Venant après les défections de petits pays qui ont cédé aux promesses d'aide économique de la riche île nationaliste chinoise pour rompre leurs relations avec le continent, la décision de Ryad apporte une bouffée d'oxygène à la diplomatie du régime communiste en proie à l'isolement dans le monde occidental depuis la répression du « printemps de Pékin » en 1989. Taïwan, dont les relations avec l'Arabie saoudite étaient antérieures à la victoire communiste sur le continent, a aussitôt entériné la rupture et accusé Pékin de chercher à l'isoler sur la scène internationale. Le ministre des affaires étrangères de Taïpeh, M. Frederick Chien, a estimé que Pékin poussait ainsi l'île à se déclarer *indépendante*, option inacceptable pour les communistes.

D'autres succès se profilent à l'horizon pour Pékin : la normalisation avec l'Indonésie devrait intervenir incessamment, et la Corée du Sud – un des deux plus puissants partenaires *diplomatiques* de Taïpeh avec l'Afrique du Sud – fait une percée massive, encore que non gouvernementale sur le papier, sur le continent chinois.

L'absence de relations diplomatiques n'avait pas empêché l'émergence d'un courant d'affaires substantiel entre Ryad et Pékin (790 millions de dollars dans les deux sens en 1988) et un flot d'autres échanges, notamment religieux. Les fidèles musulmans des régions d'Asie centrale chinoise vont désormais régulièrement en pèlerinage à La Mecque et, au cœur même de la capitale chinoise, des aspects bien visibles du commerce « islamique » avec l'Arabie saoudite ont fait surface au cours des dernières années, sous la forme d'immeubles et boutiques au style architectural musulman. *Une tournure* particulière de ces échanges avait, en 1988, fortement inquiété les Etats-Unis quand il était apparu que la Chine avait vendu des missiles de moyenne portée à Ryad et devenait un fournisseur d'armes important au Proche-Orient. Le cadeau diplomatique que Ryad vient d'offrir à Pékin risque de raviver l'inquiétude *causée par* une présence chinoise renforcée *dans la région*.

FRANCIS DERON

□ *CHINE* : **première visite d'un membre du gouvernement britannique depuis juin 1989.** – Les événements de juin 1989 en Chine ne doivent pas être *« oubliés »*, mais *« cela ne sert à rien de continuer à isoler la Chine à jamais »*, a déclaré, dimanche 22 juillet, le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, M. Francis Maude, attendu lundi à Pékin. M. Maude est le premier membre du gouvernement britannique à se rendre en Chine depuis juin 1989. Les pays de la Communauté européenne avaient décidé, l'an dernier, une interdiction des échanges de visites de haut niveau avec la Chine. Cette interdiction est toujours en vigueur, mais la Grande-Bretagne et le Portugal en ont été exemptés pour leur permettre de poursuivre les discussions sur Hongkong et Macao. – *(AFP.)*

CUBA : le contentieux sur les réfugiés à l'ambassade d'Espagne

Madrid soupçonne une « manipulation » de la part du régime castriste

MADRID

de notre correspondant

Le gouvernement cubain pourrait-il être tenté de résoudre par la force l'affaire des réfugiés de l'ambassade d'Espagne à La Havane ? On semble le craindre à Madrid après l'irruption dans la représentation diplomatique, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 juillet, d'un *nouveau groupe* de neuf Cubains qui sont venus s'ajouter aux neuf autres déjà présents sur les lieux depuis plus d'une semaine. Cinq des nouveaux « réfugiés » ont pénétré dans l'édifice en escaladant la grille devant la façade, quatre autres en sautant depuis le balcon d'un immeuble voisin. Comment ont-ils pu tromper ainsi la vigilance du véritable *régiment* de policiers *cubains* qui entourent désormais l'ambassade jour et nuit ? C'est la question que l'on se pose avec insistance du côté espagnol où l'on se demande si ce dernier groupe de « réfugiés » n'est pas d'un genre particulier, et si tout cela n'est pas une pure *« manipulation »*.

Ceux-ci présentent en tout cas *« un profil psychologique et physiologique différent »*, a souligné *dimanche* l'ambassadeur espagnol, M. Antonio Serrano de Haro (qui, rappelé en consultation par son gouvernement, devait regagner Madrid lundi). Le diplomate a précisé que les *nouveaux* venus ressemblaient à des *« athlètes professionnels »* et qu'ils donnaient l'impression d'avoir été *« entraînés dans les arts martiaux »*.

De là à craindre une provocation, ourdie par le gouvernement de La Havane, il n'y a qu'un pas, même si l'on affirmait dimanche soir au ministère des affaires étrangères à Madrid ne disposer encore d' *« aucune preuve »* à ce sujet. Les neuf « suspects » ont été jusqu'ici maintenus à l'écart des autres réfugiés, et une expulsion prochaine de l'ambassade *n'est pas* exclue. A condition toutefois qu'une telle mesure puisse être menée à bien sans heurts, a reconnu l'ambassadeur, en précisant que le groupe forme *« une troupe de genre costaud »* qui *« donne l'impression de savoir se défendre »*. Cinq membres des GEO, le corps d'élite de la police espagnole, ont dimanche quitté Madrid pour La Havane afin de prêter main forte à leurs quatre compagnons qui protègent l'ambassade depuis jeudi.

Les craintes sont d'autant plus vives du côté espagnol qu'un incident ne vienne mettre le feu aux poudres, que les négociations avec les autorités de La Havane semblent toujours au point mort. Le gouvernement cubain se refuse apparemment à envisager le départ de ses citoyens vers un pays tiers, en arguant de l'absence d'accord portant sur l'asile politique entre Madrid et La Havane. Les Espagnols, de *leur* côté, maintiennent que les réfugiés ne seront en aucun cas remis aux autorités contre leur *volonté*.

THIERRY MALINIAK

Dans un entretien à « l'Humanité »

Les « fidélités » de M. Jean-Edern Hallier

Jean-Edern Hallier revient de La Havane et cela s'entend. Dans un vibrant entretien-plaidoyer publié lundi 23 juillet par *l'Humanité*, qui n'en espérait pas tant, l'écrivain français qui a rencontré « Fidel » pendant dix heures (il compte en tirer un livre) confie ses impressions sur Cuba, *« ce sublime avatar du rousseauisme »*, *« cette surprenante enclave, quasiment intacte du naufrage de l'Europe des Lumières »* où *« les codes classiques, le jugement critique ne sont pas altérés par la publicité »*.

En fait de jugement, Jean-Edern Hallier critique surtout celui du monde occidental. *« La chute de Castro est programmée par le système à la mode. Ici, à Paris, on l'attend tous les jours, alors que je ne la ressens pas dans un pays où j'ai vu des gens détendus, pas stressés, bref un peuple gai qui se reconnaît dans ses dirigeants, même s'il les critique »*. Rien d'étonnant dans un pays *« qui fait de gros efforts pour promouvoir une sorte de démocratie directe »*. Et l'écrivain français, qui *« sort son revolver »* dès qu'il entend *« les clichés éculés »* bons pour les médias de *« démocratie et droits de l'homme »*, de s'enthousiasmer : à Cuba *« pas un village où les gens ne prennent la parole »* alors qu'en France *« nous n'avons droit qu'aux programmes électoraux. Silence, on vote »*...

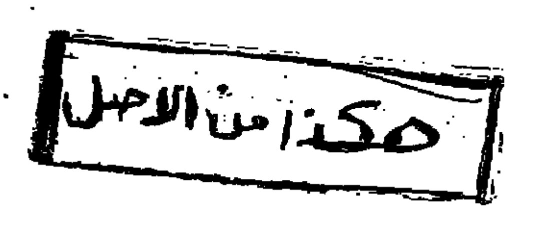
Restait à rendre hommage à l'architecte du miracle cubain, l'inspirateur de la *« dernière grande épopée romantique »*. Et c'est là que Jean-Edern Hallier donne sa mesure. Les grands hommes sont la petite faiblesse de l'écrivain français : il ne peut s'empêcher de les aimer. Après une rencontre face à face dont il était sorti visiblement ébranlé avec Augusto Pinochet en 1987, il confiait presque attendri, cette fois-là au *Figaro-Magazine* : *« A Santiago, je fus exaspéré de ne pas rencontrer d'oppression visible... les gens circulaient gaiement dans les rues... Un dictateur Pinochet ? Un repoussoir bien commode pour la bonne conscience de l'Occident... ce n'est plus qu'un vieil épouvantail à moineaux, un mythe périmé de la dictature. »*

Castro est un autre calibre, de ceux qui vous créent spontanément des *« fidélités »* : Jean-Edern Hallier, dont la barbe commence peut-être à pousser, est intarissable sur le charisme du *« barbudo »*, héros de l'indépendance, et sa vision historique de *« chevalier médiéval et de grand d'Espagne »*. Personne ne peut égaler ce dieu, pas même Dieu, auquel il affectait bruyamment de croire, il n'y a pas si longtemps : *« Castro, c'est l'esprit de résistance qui est universel. Mitterrand, c'est le tempérament collabo, qui n'est que le commun. Il ne lui reste plus qu'à se faire décorer de la médaille des caniches français par le chancelier Kohl »*. Comment dit-on caniche en cubain ?

M.-C. D.

Le président afghan accepte un point essentiel du plan de paix soviétique

Le *président* afghan Najibullah a accepté un point-clé du plan de paix soviétique en annonçant, dimanche 22 juillet, sa volonté de remettre *« certains pouvoirs »* dévolus aux ministères de la défense et de l'intérieur à une commission mixte comprenant des représentants des *moudjahidins* et de son gouvernement. Cette commission aurait pour charge d'organiser des élections générales qui devraient mettre fin à la guerre civile, a déclaré le président afghan lors d'une conférence de presse. M. Najibullah a toutefois souligné que ni lui ni le Parti populaire démocratique (PDP) au pouvoir n'entendaient se retirer avant les élections. Le plan de paix présenté par l'ambassadeur d'URSS à l'ONU, M. Iouli Vorontsov, prévoit l'organisation d'élections générales sous contrôle international, avait annoncé le 15 juillet le *New York Times*, citant des responsables américains (*le Monde* du 18 juillet). M. Vorontsov, ancien ambassadeur à Kaboul, propose une formule selon laquelle M. Najibullah conserverait un pouvoir symbolique pendant la campagne pour les élections générales. Il abandonnerait le contrôle des forces armées, des services de renseignement et des organismes publics d'information, qui passeraient sous la coupe d'une commission électorale. L'opposition armée sunnite, *qui* siège à Peshawar (Pakistan), a réagi, dès dimanche, en affirmant que les Soviétiques cherchaient *« à tout prix »* à imposer leurs *« agents »* dans un éventuel processus de règlement du conflit et en rejetant les *« prétendues concessions »* formulées par le président Najibullah, qualifié de *« criminel de guerre »*. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل

EUROPE

RDA : divisée sur le mode de scrutin des prochaines élections

La coalition gouvernementale est menacée d'éclatement

La coalition gouvernementale à *Berlin*-Est est toujours menacée d'éclatement, les Partis chrétien-démocrate, d'une part, social-démocrate et libéral, d'autre part, n'étant pas d'accord sur le mode de scrutin qui doit être appliqué sur le territoire de la RDA pour les élections du Parlement de l'Allemagne unie *le 2 décembre*. Le Parlement est-allemand a par ailleurs voté le rétablissement du fédéralisme.

BERLIN

de notre envoyé spécial

La détermination du mode de scrutin en vue de l'élection du Parlement d'une Allemagne unifiée a dominé, dimanche 22 juillet, une session pourtant particulièrement chargée du Parlement est-allemand. Les discussions ont duré tard dans la nuit, jusqu'à l'adoption d'un compromis présenté par le groupe parlementaire démocrate-chrétien renvoyant la décision aux commissions pour l'unité allemande constituées dans les deux Parlements de Bonn et de Berlin-Est.

Auparavant, les chrétiens-démocrates et les ex-communistes du Parti pour le socialisme démocratique (PDS) de l'avocat Gregor Gysi avaient, pour la deuxième fois depuis vendredi, présenté *un front commun* pour repousser *une résolution* des Partis *social-démocrate* et libéral demandant que l'adhésion de la RDA à la Constitution de la République fédérale soit déclarée avant l'élection du 2 décembre.

Le différend porte en fait sur la question de savoir si le mode de scrutin doit être le même sur tout le territoire allemand ou s'il doit y avoir deux systèmes électoraux, en RFA et en RDA.

Les deux partis avaient menacé tout au long de la journée de rompre la coalition gouvernementale si les chrétiens-démocrates ne cédaient pas. Une réunion du comité de coordination de la coalition devait avoir lieu lundi à Berlin-Est pour faire le point. Sociaux-démocrates et libéraux continuaient à maintenir le doute sur leurs intentions en accusant la CDU de l'Est de pactiser avec les anciens communistes, c'est-à-dire avec le diable.

Avec des trémolos dans la voix et à grand renfort d'appels à la morale publique, les orateurs du Parti démocrate-chrétien, de l'Union sociale allemande comme ceux du *PDS* et de l'*Alliance 90*, qui regroupe les petits partis issus de la révolution de l'automne 1989, ont *justifié leur attitude au nom de la défense des intérêts de la RDA dans* les *négociations* avec la RFA *et de la représentation de la spécificité est-allemande dans* le *futur* Parlement uni. On a vu le *premier ministre*, M. Lothar de Maizière, raide comme un piquet, *s'entretenir* avec le *metteur en scène* Konrad Weiss, de l'Alliance 90, qu'il tient pourtant, en privé, pour un *« Spinner »*, un imbécile. On l'a vu aussi approuver, en tapotant du poing sur le pupitre, le pasteur Hans Jochen Tschiche, de Magdebourg, qui ne s'est jamais privé de dénoncer la politique d'abandon du gouvernement... de Maizière.

En RFA, *le président du Parti* social-démocrate, *M. Hans-Jochen* Vogel, *et le comte Otto* Lambsdorff, *président du* Parti *libéral*, *membre de* la coalition au pouvoir à Bonn, sont *montés eux aussi au créneau* contre la *politique chrétienne-démocrate*. C'est que, à l'Ouest comme à l'Est, l'enjeu est de taille. L'adhésion de la RDA à la loi fondamentale ouest-allemande avant le scrutin permettrait d'appliquer dans l'ensemble de l'Allemagne un seul mode de scrutin. Avec la barre des 5 % au-dessous de laquelle, comme c'est le cas en RFA actuellement, on n'obtient pas de députés élus à la proportionnelle, les petits partis se verraient barrer la route du futur Parlement. L'Alliance 90 n'aurait alors aucune chance, *mais* le PDS *verrait lui-même* les siennes *fortement diminuées*. Dans un double collège, c'est-à-dire si l'on vote séparément en RFA et en RDA, le PDS serait au contraire assuré de rentrer au Parlement. Cela signifierait un éparpillement supplémentaire des voix de gauche. Le Parti social-démocrate, qui a déjà fort à faire avec les Verts, ne pourrait pratiquement pas aspirer à diriger la future coalition gouvernementale.

Le calcul des conservateurs est bien différent. Dans un collège unique, le CSU, parti frère de la CDU en Bavière, qui représente *actuellement au niveau* de la RFA *une force sensiblement* égale à celle du Parti libéral, verrait son poids relatif sensiblement diminuer. Ce serait donner une prime à son vieil adversaire libéral, dont le rôle de parti charnière se trouverait consolidé.

Un budget en déficit

Reste à savoir si l'enjeu est suffisamment important pour justifier un éclatement de la coalition est-allemande. Une rupture entraverait les efforts de redressement d'une situation économique fort peu brillante et augmenterait *considérablement*, en conséquence, le *prix de l'unification*. *Le budget de* la RDA pour la fin de l'*année*, *adopté* dimanche, ne prévoit-il pas déjà un déficit de 35 milliards de marks dont 25 doivent être comblés par la RFA? Le ministre des finances, M. Walter Romberg, a déjà prédit qu'un budget additionnel serait nécessaire à l'automne compte tenu du dérapage déjà prévisible des dépenses.

La guerre de tranchées que se livrent les partis est-allemands n'a toutefois pas empêché ceux-ci d'adopter la loi réinstituant les Lander en RDA. L'abandon du système central établi en 1952 par les communistes et le rétablissement du fédéralisme constituait la condition *sine qua non* de la réunification. Le territoire de la RDA se partage désormais en cinq Länder, ce *qui lui donnera un* poids relativement important pour faire valoir ses intérêts dans le futur Bundesrat de l'Allemagne réunifiée. Les élections des Parlements des Länder *auront lieu le 14 octobre*. Seul le cas de Berlin a été laissé à part. Le statut de la ville, qui dépend de l'issue du débat sur le siège de la capitale du futur Etat, devra être réglé dans le traité d'unification en cours de négociation entre les deux gouvernements allemands.

HENRI DE BRESSON

La deuxième chute du mur...

Feux d'artifice, marionnettes géantes, batteries de projecteurs, feux d'artifice : le mur de Berlin *s'est écroulé* une seconde fois *samedi 21 juillet*. Devant plus de 200 000 *spectateurs massés sur la Potsdamerplatz, dans ce qui fut* le cœur du *Berlin d'avant-guerre avant de devenir* le *no man's land* entre les deux parties de la ville, l'ancien Pink Floyd, Roger Waters, a présenté *The Wall*, l'opéra-rock du groupe, dont l'album a été vendu à près de vingt millions d'exemplaires depuis sa sortie en 1979. Cette fois-ci, les briques étaient de polystyrène, formant un mur long de 168 mètres et haut de 25 mètres.

Le spectacle, estimé à plus de 40 millions de francs, était organisé au bénéfice de l'association caritative britannique Memorial Fund for Disaster Relief. Après avoir donné le coup d'envoi des festivités, les deux maires de Berlin, MM. Tino Schwerzina (Est) et Walter Momper (Ouest), ont laissé la place à de nombreuses vedettes internationales. Pendant deux heures, Cindy Lauper, Sinead O'Connor, Ute Lemper *ou* Albert *Finney, ont raconté les tourments d'un adolescent* schizophrène *qui* cherche *désespérément* à faire exploser le mur érigé autour de lui par une société répressive.

Dans un message aux spectateurs lu en allemand au début du spectacle, le président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, a souhaité *que* toutes les barrières *disparaissent en Europe. « La musique est un des moyens de créer une Europe pacifique où les idées circuleraient librement »*, a-t-il conclu.

DANEMARK
Rostock
MECKLEMBOURG
Schwerin
POLOGNE
RFA
Berlin
Potsdam
BRANDEBOURG
Magdebourg
SAXE-ANHALT
Halle
Dresde
Erfurt
SAXE
THURINGE
TCHÉCOSLOVAQUIE
50 km

Les limites administratives des Länder correspondent approximativement au découpage effectué en 1946 dans la zone d'occupation soviétique. Seules quelques communes ont changé de Land pour éviter l'éclatement d'arrondissements créés par la réforme administrative de 1952. *Les cinq Länder restaurés sont le Mecklembourg (Nord), le Brandebourg (Centre), la Saxe-Anhalt (Ouest), la Thuringe (Sud-Ouest) et la Saxe (Sud-Est). Le choix des capitales régionales n'est pas réglé dans tous les cas. Si Potsdam, Erfurt et Dresde sont certaines de devenir les capitales respectives du* Brandebourg, de Thuringe et de Saxe, *Rostock et Schwerin sont en concurrence pour devenir celle du Mecklembourg, de même que Halle et Magdebourg en Saxe-Anhalt.*

L'URSS SANS CLICHÉS



ALEKSANDRAS/MACIJAUSKAS

Vodka

C'est ce que fut notre gros rouge et ce qu'est *la bière au nord de l'Europe : une boisson nationale, le petit opium quotidien qui fait des soucis un oubli – tout sauf un luxe*, mais voilà, même à cela les Russes n'ont pas droit.

D'abord, M. Gorbatchev les avait mis au régime sec. C'était les débuts de la perestroïka et il y avait encore chez les *réformateurs un réflexe puritain*. La bouteille, c'était *pour eux tout le brejnevisme et chaque fois* que craquait l'un des petits bouchons de métal vissé, ils voyaient se répandre sur la Russie le génie délétère de ce consensus flasque dont elle mourait.

Sous Brejnev, la bureaucratie s'engraissait jusqu'à *plus soif, le peuple se saoulait jusqu'à ne plus penser et cela fondait un équilibre dont chacun était heureux qu'il ne fût plus la terreur. Pour briser là, repartir sur d'autres* voies, il fallait donc traquer la corruption et interdire la boisson. Sitôt dit, sitôt fait mais outre qu'on ne peut supprimer les paradis *artificiels sans proposer un peu de bonheur séculier, le budget de l'Etat en prit un coup* fatal.

Soudain, quand les dépenses s'envolaient les recettes s'écroulèrent et trente mois après le « *décret sec* », on l'abandonna, discrètement, honteusement, au nom des équilibres financiers. Pour une bonne nouvelle, c'en était une : la « *petite eau* » allait *réapparaître mais on ne la revit pourtant pas*. Il y avait eu la *prohibition* et les réseaux de *marché noir avaient prospéré. On avait introduit l'autonomie des entreprises* et les ventes à l'exportation, sources de devises recherchées, s'étaient envolées. On avait réformé, tout chamboulé et les réseaux de distribution avaient un peu plus encore flanché.

Aux queues de la prohibition ont maintenant succédé celles de la pénurie et quand dans une rue de Moscou éclate une rixe, que chapkas et chapeaux volent dans un pugilat d'hommes et de femmes, c'est pour la vodka – pour un peu de *plaisir*. De la rigueur aux *réalités et de la réalité au chaos, cette histoire de gros rouge est, finalement, un peu celle de la perestroïka, mais faut-il pour* autant dire, « *catastroïka* »?

Beaucoup – on le sait – le font mais on ne voit plus depuis cinq ans d'ivrognes écroulés sur les trottoirs, dégorgeant, sous le soleil ou dans la neige, les humeurs d'un peuple bâillonné. Le phénomène était massif, répugnant. C'était une humiliation nationale, collective, et si la Russie d'*aujourd'hui* boit tellement *moins c'est avant tout qu'elle s'abreuve* de liberté.

BERNARD GUETTA

URSS

Réouverture de la frontière entre la Pologne et la Lituanie

Les autorités soviétiques ont rouvert, dimanche 22 juillet, le poste frontalier d'Ogrodniki, entre la Pologne et la Lituanie, pour les ressortissants de ces deux pays. Elles l'avaient fermé en avril, peu après la déclaration d'indépendance lituanienne à laquelle avait répondu un blocus économique de la République balte.

La réouverture de cette frontière, nouveau pas de normalisation après la levée du blocus, intervient alors que Moscou attend la formation de la délégation lituanienne aux négociations sur l'indépendance de la République balte.

Le premier ministre lituanien, Mme Prunskiene, a déclaré samedi qu'elles pourraient débuter cette semaine, mais le président Landsbergis, plus radical, avait estimé qu'elles ne commenceraient pas avant septembre. La réouverture de la frontière intervient aussi alors que Moscou a décidé de durcir *(le Monde* daté *22-23 juillet) les modalités de sortie du territoire soviétique* à ses frontières ouest, pour lutter contre la contrebande de biens de consommation soviétiques, notamment vers la Pologne. – *(UPI.)*

□ **YOUGOSLAVIE : licenciements de journalistes au Kosovo.** – Les autorités de Serbie ont licencié pour fait de grève 194 journalistes et employés de la télévision en langue albanaise du Kosovo, a annoncé samedi 21 juillet le quotidien *Politika*. La grève, quasi générale, avait suivi l'entrée en force le 5 juillet dans leurs locaux de la police serbe. – *(AFP.)*

GRANDE-BRETAGNE

Salman Rushdie proteste contre l'interdiction du film « International Guerillas »

Salman Rushdie a protesté, dimanche 22 juillet, contre l'interdiction par la commission britannique de censure cinématographique du film pakistanais *International Guerillas*. Ce film de trois heures et demie montre l'auteur des *Versets sataniques* sous les traits d'un agent d'une conspiration internationale, oisif et alcoolique, qui torture et tue des musulmans avec l'aide de gardes du corps israéliens avant d'être foudroyé par un éclair pour avoir blasphémé le prophète Mahomet.

La décision de censure a été *« apparemment décidée en partie à la suite de pressions de Scotland Yard sur un organisme indépendant, qui n'est pas le résultat d'une quelconque procédure légale, mais de la crainte que ce film puisse enfreindre la loi »*, a indiqué un porte-parole du comité de défense de Salman Rushdie. Celui-ci pense que le film *« devrait être dans le domaine public, de façon que toute diffamation ou toute infraction soit traitées selon la procédure légale »*. Selon la commission, le film qui comporte des scènes de grande violence, viole la législation britannique sur la *« diffamation criminelle »* et expose l'écrivain à la haine des spectateurs. Cette raison est-elle crédible, se demandent les défenseurs de Salman Rushdie.

L'auteur, citoyen britannique d'origine indienne, vit caché depuis son arrêt de mort prononcé par l'ayatollah Khomeiny en février 1989. Selon *The Independent*, M. Mohammed Siddique, président du Mouvement des jeunes musulmans, estime que le film pourrait inciter à la violence comme l'ont fait *les Versets sataniques* et que les deux devraient être censurés. Au Pakistan, le producteur du film, M. Sajjad Gul, a déclaré qu'il est *« injuste de fermer les yeux »* sur un livre qui *« a grossièrement blessé les sentiments de la communauté musulmane »*. Le film a connu un grand succès au Pakistan et des copies clandestines circulent déjà au sein de la communauté musulmane en Grande-Bretagne, mais il ne pourra être diffusé publiquement que si le nom de Rushdie et les appels à son exécution sont retirés, a écrit le directeur de la commission, M. James Ferman, au distributeur d'*International Guerillas*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

PROCHE-ORIENT

ISRAEL : dans la lutte pour la direction du Parti travailliste

M. Rabin essuie un revers face à M. Pérès

M. Itzhak Rabin a moins de succès avec l'appareil de son parti que dans les sondages d'opinion : si ceux-ci présentent l'ancien ministre de la défense comme l'homme politique le plus populaire d'Israël, les militants du comité central du Parti travailliste sont d'un avis nettement plus réservé. A une très nette majorité, ils ont infligé, dimanche 22 juillet, un coup sévère, peut-être fatal, à la campagne menée par M. Rabin pour ravir la direction du parti à son chef actuel, M. Shimon Pérès.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le débat a été tendu, houleux, passionné, mettant, une fois de plus, aux prises ces éternels « frères ennemis » devant les quelque mille quatre cents membres du comité central réunis à Tel-Aviv. Ses conclusions ont surpris la plupart des commentateurs qui, se fondant sur les sondages ou sur le crédit de M. Itzhak Rabin au bureau politique et au groupe parlementaire, avaient parié sur la défaite de M. Shimon Pérès.

C'était oublier le poids d'un appareil naturellement fidèle à son chef et sous-estimer la pugnacité de ce dernier : M. Pérès a mené au cours des derniers jours une forte contre-offensive auprès de militants qui sont nombreux à lui devoir beaucoup. Pour faire valoir que l'opposition avait besoin d'un nouveau chef, le plus rapidement possible, M. Rabin comptait sur l'échec cuisant enregistré au printemps par M. Pérès dans sa tentative de former un gouvernement dirigé par les travaillistes pour chasser le Likoud du pouvoir.

Il avançait que M. Pérès avait déjà mené plusieurs fois le parti à la défaite (1977, 1981) ou au match nul (1984, 1988) face au Likoud et qu'il était urgent de changer de tête. Il proposait qu'une confrontation pour la direction du parti ait lieu le 29 juillet, devant le comité central, sans modification des statuts du mouvement.

Pas de compétition avant un an

Meilleur orateur, M. Pérès a répliqué que M. Rabin avait *« partagé la responsabilité de toutes les décisions récemment prises »*, sous-entendu, y compris celle de rompre l'union nationale avec le Likoud, en mars derniers, et de tenter – en vain – une alliance avec les religieux. Bref, pas question de porter seul le poids de la défaite, d'abandonner un mandat de chef du parti qui ne vient pas à échéance avant un an – ou un an et demi – et de se lancer dans une confrontation qui risquerait de diviser les travaillistes au moment où ils doivent rester unis.

Sur tous ces points, l'appareil a donné raison à M. Pérès, à une majorité de 54 %. En principe, cela veut dire qu'il n'y aura pas de compétition entre les deux hommes avant un an, qu'elle aura lieu non plus devant le comité central mais à l'occasion de *« primaires »*, auxquelles participeront tous les adhérents au parti, ce qui pourrait réserver bien des surprises. Politiquement, cela veut dire que les militants travaillistes estiment que le gouvernement de droite conduit par M. Itzhak Shamir ne sera pas renversé de sitôt et qu'il faudra attendre la fin de la législature – dans deux ans – pour aller aux élections : d'ici là, pensent de nombreux travaillistes, la popularité de M. Rabin se sera effondrée.

Les « experts » étaient partagés entre deux interprétations. La plus optimiste est que le comité central a, en fait, signifié aux deux vétérans de la direction travailliste que leur temps prenait fin et que le parti devait s'ouvrir, d'ici un an, à de nouvelles candidatures. En repoussant la confrontation immédiate entre MM. Rabin et Pérès, on voulait, en somme, la différer pour toujours et laisser la place à une « deuxième génération » étouffée depuis longtemps par les deux anciens premiers ministres.

Cette volonté de vrai changement, on la retrouvait dans les deux camps, au-delà des différences, chez des hommes comme MM. Michael Bar Zohar (pro-Rabin) et Rafi Edri (pro-Pérès). *« J'ai le pressentiment*, disait ce dernier, *que ni Rabin ni Pérès ne seront plus jamais premier ministre. »* Beau joueur, M. Rabin a dit qu'il acceptait pleinement la décision du comité central, cependant que M. Pérès laissait entendre qu'il pourrait effectivement ne pas être candidat au poste de premier ministre lors des élections de 1992... Déjà, la relève se déclare : Mme Ora Namir, MM. Moshe Shahal, Motta Gur, Gad Yaacobi ont annoncé leur candidature pour la bataille de l'an prochain.

Les pessimistes interprètent la défaite de M. Rabin comme confirmant l'incapacité du parti à la moindre évolution : *« Le parti va se fossiliser ; rien ne va changer pour au moins une année, on va rester paralysé avec la même direction, la même vieille rivalité entre Pérès et Rabin. »* La thèse la plus sombre veut que le parti qui domina si longtemps la vie politique, et se confondit avec l'Etat, soit en pleine déliquescence. Ce serait au tour du Likoud de dominer la vie politique d'Israël pour longtemps.

ALAIN FRACHON

□ **KOWEIT : libération d'un porte-parole de l'opposition.** – M. Mohammed Kadiri, porte-parole de l'opposition koweïtienne, appréhendé le 15 juillet, a été libéré sous caution, samedi 21 juillet. M. Kadiri, ancien diplomate devenu homme d'affaires, avait été arrêté pour avoir transmis à une agence de presse occidentale un communiqué de l'opposition qui contestait les résultats de l'élection du Conseil national provisoire en juin en affirmant qu'elle était *« anti-constitutionnelle »* (*le Monde* du 18 juillet).

AMÉRIQUES

CHILI : la chasse aux sorcières dans l'armée

Démission du commandant de la place de Punta-Arenas

SANTIAGO

de notre correspondant

L'interview accordée par un officier anonyme, il y a quinze jours, à un quotidien de Punta-Arenas, (*le Monde* du 12 juillet) dans laquelle il justifiait plus ou moins les exactions de la dictature au nom des intérêts supérieurs de l'Etat aura finalement fait une *« victime »* : le général Alejandro Gonzalez, commandant de la place de cette ville sentinelle du détroit de Magellan, où les trois armes concentrent leurs principaux effectifs. Ami personnel du général Pinochet, le général Gonzalez a reconnu non seulement qu'il avait pris connaissance de la fameuse interview avant sa publication, mais encore qu'il y avait apporté quelques retouches. Se sachant en faute, il a remis sa démission à son commandant en chef, qui l'a acceptée vendredi 20 juillet.

Manquement évident au devoir de réserve, les déclarations du mystérieux officier avaient suscité une émotion d'autant plus vive qu'elles consistaient en une froide justification des violations des droits de l'homme. Pour le ministre de la défense, M. Patricio Rojas, qui avait ordonné une enquête administrative, l'incident est clos.

Ce n'est cependant pas l'avis des partis de la majorité présidentielle. Ainsi, M. Andrés Zaldivar, dirigeant de la démocratie-chrétienne, demande à l'officier par qui le scandale est arrivé *« de faire preuve du même courage que le général Gonzalez »*. Encore faudrait-il savoir si l'interviewé anonyme existe vraiment ou s'il n'est pas, comme le suggèrent certains, un masque utilisé par la majorité des officiers de la garnison de la ville australe.

GILLES BAUDIN

□ **ETATS-UNIS : trois enfants meurent dans un incendie à Harlem.** – Trois enfants âgés de six, quatre et trois ans, sont morts dans l'incendie d'un immeuble dimanche matin 22 juillet, à Harlem le grand quartier noir de New-York. Ce serait le plus jeune des enfants qui en jouant avec des allumettes aurait déclenché le sinistre. On compte également vingt-trois blessés dont dix neuf pompiers, et deux policiers. – *(AFP.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : selon deux journaux

Des dizaines de guérilleros de l'ANC auraient été arrêtés

Des dizaines de guérilleros du Congrès national africain (ANC) ont été arrêtés après avoir pénétré clandestinement en Afrique du Sud à partir du Swaziland pour lancer une insurrection armée, ont affirmé deux journaux dominicaux citant des sources policières. Le *Sunday Times* et le *Sunday Star* soulignent que ces éléments armés avaient établi une vingtaine de bases opérationnelles. Une grande quantité d'armes, dont des mines, des fusils de combat et un lance-roquettes RPG-7, a été découverte.

Selon le *Sunday Star*, les infiltrations avaient pour but de renforcer l'infrastructure clandestine de l'ANC et de lancer l'insurrection armée en cas d'échec des négociations entre l'ANC et le gouvernement du président Frederik De Klerk qui doivent reprendre le 6 août. D'après les sources policières, les éléments arrêtés étaient liés au Parti communiste, qui est le principal allié de l'ANC.

Un des dirigeants de l'ANC, M. Walter Sisulu, a jugé ces arrestations *« fâcheuses »*, ajoutant que ces incursions ne sont pas une nouveauté : car *« Il y a toujours eu des gens s'infiltrant dans le pays depuis que nous avons lancé la lutte armée. »* – *(AFP.)*

Une Mercedes rouge pour M. Nelson Mandela

M. Nelson Mandela a pris possession, dimanche 22 juillet, à Mdantsane, dans le bantoustan du Ciskei, d'une luxueuse Mercedes rouge, construite spécialement pour lui par les ouvriers d'une usine de montage du constructeur ouest-allemand. Elle lui a été offerte quelques jours après son soixante-douzième anniversaire, célébré le 18 juillet. Les ouvriers noirs de l'usine Mercedes-Benz, d'East-London ont effectué des heures supplémentaires, non rémunérées, pour lui offrir cette Mercedes 500 d'un peu plus de 500 000 F.

Devant 100 000 personnes réunies pour l'occasion dans un stade de la ville, le vice-président du Congrès national africain (ANC) a déclaré que la couleur de la voiture lui rappelera pour toujours *« le sang que les travailleurs et le peuple de notre pays ont versé dans leur lutte pour la libération »*. – *(AFP.)*

LIBÉRIA : alors que ses ministres l'abandonnent

Le président Samuel Doe refuse toujours de se démettre

Selon des sources militaires, le président Samuel Doe serait virtuellement prisonnier de ses propres soldats dans sa résidence de Monrovia, à deux kilomètres de laquelle se trouvaient, dimanche 22 juillet, les rebelles du Front national patriotique du Libéria. La résidence est gardée par cinq cents soldats, membres, comme lui, de l'ethnie krahn, qui refusent de le laisser partir sans eux. Ils se heurtent à d'autres militaires qui tentent, au contraire, de convaincre le chef de l'Etat de s'enfuir pour éviter un bain de sang.

La délégation gouvernementale présente en Sierra-Leone pour des négociations de paix qui n'ont pas abouti, avait envoyé, samedi, au président Doe une lettre pour lui demander de démissionner et de quitter le pays, *« dans l'intérêt supérieur de la nation et du peuple »*. De son côté, la Libye, par l'intermédiaire de son ambassade à Paris, s'est dite *« disposée à intervenir en tant que médiateur pour protéger les habitants de Monrovia et sauver la vie des innocents »*.

Le président Doe est *« convaincu de son invincibilité »*, a-t-on appris de source diplomatique. Plus le désastre est imminent, plus il semble croire que la magie suffira à le sauver. Selon cette même source, il s'apprête à livrer bataille jusqu'au bout et dispose de stocks de munitions et d'explosifs en prévision de l'assaut final des rebelles. Les Etats-Unis ont vivement protesté contre la décision de M. Doe d'expulser l'attaché militaire américain, qu'il a accusé d'avoir eu des contacts réguliers avec les maquisards du NPFL.

De violents combats continuent près du centre de Monrovia. Après s'être emparés de l'île de Bushrod, sur laquelle se trouvent le port, des dépôts de fioul et des entrepôts, les rebelles tentent de prendre deux ponts menant directement au centre-ville. – *(Reuter.)*

Le troisième sommet de l'UMA

Les pays du Maghreb étudient la mise en place d'une union douanière

Le troisième sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui groupe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, ne s'est ouvert que dimanche soir 22 juillet, en raison de l'arrivée tardive du roi Hassan II, au Palais des nations près d'Alger, avec pour ordre du jour la situation dans la région, les projets *« d'intégration maghrébine »* et les relations avec la Communauté européenne.

Le président en exercice sortant de l'UMA, M. Zine Ben Ali, le chef de l'Etat tunisien, a estimé, lors de la séance d'ouverture, que l'édification du Maghreb est *« sur la bonne voie »* avec la mise en place *« progressive de structures solides et stables »*.

Il a indiqué que l'UMA avait demandé à la CEE d'examiner la dette des pays membres, de *« manière globale »* et de *« revoir les mécanismes de l'aide »*.

De son côté, M. Chadli Bendjedid, le chef de l'Etat algérien, dont le pays assume, depuis le 1er juillet, la présidence de l'UMA, a annoncé qu'il œuvrera notamment à la mise en place d'une union douanière au Maghreb, *« étape préalable à la création d'un marché commun »* maghrébin. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **CAMEROUN : prochaine libération des prisonniers politiques.** – Le président Paul Biya a annoncé, samedi 21 juillet, lors de sa visite à Paris, la prochaine libération, *« d'ici une à deux semaines »*, de tous les prisonniers politiques. Le chef de l'Etat a précisé à Radio Monte Carlo qu'un certain nombre de prisonniers politiques avaient déjà été élargis et qu'il avait ordonné la constitution d'une commission d'enquête concernant les autres détenus. Dans un document rendu public, lundi 23 juillet, Amnesty International a invité le gouvernement à *« libérer immédiatement »* deux prisonniers condamnés en avril par une cour militaire à trois et quatre ans de prison pour subversion et insultes au président de la République. L'organisation humanitaire estime que le procès des deux hommes, Me Yondo Mandengue Black, ancien président de l'Association des avocats du Cameroun, et M. Amicet Ekané, directeur de société, a été d'une *« iniquité flagrante »*. – *(AFP.)*

□ **GABON : levée du couvre-feu dans la région de Port-Gentil.** – Le couvre-feu en vigueur dans la province de Port-Gentil, la capitale économique du Gabon, depuis les troubles de mai dernier a été levé. Mais cette région reste soumise à l'état de siège. – *(AFP.)*

□ **NIGERIA : condamnation à mort de quarante-trois militaires.** – Un tribunal militaire spécial vient de condamner à mort quarante-trois militaires, dont dix officiers, qui avaient comparu en maipour avoir tenté de renverser le gouvernement du général Ibrahim Babangida le 22 avril. Neuf autres personnes, dont trois civils, ont été condamnées à diverses peines d'emprisonnement. Onze militaires et deux civils soupçonnés d'avoir participé à la tentative de putsch sont toujours en fuite. – *(AFP.)*

□ **TANZANIE : dissolution du Parlement.** – Le président Ali Hassan Mwinyi a annoncé, vendredi 20 juillet, la dissolution du Parlement, donnant ainsi le coup d'envoi de la campagne pour les élections générales prévues le 28 octobre prochain. Neuf millions de personnes doivent élire à cette date leur président et le sixième Parlement depuis l'indépendance du pays en 1961. Le président Mwinyi avait été élu en 1985, succédant ainsi au premier président du pays, M. Julius Nyerere. – *(AFP.)*

□ **ZAIRE : ouverture d'une ligne aérienne Kinshasa-Johannesburg.** – Air-Zaïre s'apprête à exploiter un vol hebdomadaire Kinshasa-Johannesburg, *via* Lubumbashi, capitale de la province du Shaba, et Lusaka en Zambie.

South African Airways exploite déjà un vol hebdomadaire Johannesburg-Lubumbashi. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

EQUATEUR

Les Indiens entendent s'opposer à la célébration de la découverte de l'Amérique

Quito, la capitale de l'Equateur, a été l'hôte de la réunion continentale des peuples indigènes qui a eu lieu du 17 au 22 juillet, rassemblant en un congrès extraordinaire des Indiens de tout le continent américain. C'est dans un contexte de recrudescence des manifestations de colère de certain Indiens d'Amérique – avec les mouvements de protestation des Indiens de Bolivie, du Canada (*le Monde* daté 20-21 juillet) et de l'Equateur – que s'est tenue cette réunion sous une stricte surveillance policière. Les participants ont déclaré vouloir s'opposer partout où ils le pourront aux célébrations en 1992 du 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique, qui pour eux signifierait la fête du *« génocide de tant de frères indiens »*. Toutefois, nombreux sont ceux qui hésitent entre l'opposition non violente et l'épreuve de force. – *(AFP.)*

KENYA

L'ancien ministre des affaires étrangères aurait été assassiné

Le Kenya a regretté, dimanche 22 juillet, la *« fuite »* dont aurait fait l'objet un rapport de Scotland Yard sur la mort, en février, du docteur Robert Ouko, ancien ministre des affaires étrangères. L'existence de ce document a été révélée par le journal britannique *Sunday Correspondent*, citant des sources diplomatiques. *« Nous regrettons vivement cet abus de confiance ... qui va définitivement miner la confiance et la haute estime du peuple kényan pour l'image irréprochable de Scotland Yard »*, a déclaré le chef de la police à Nairobi, M. Philip Kilonzo.

Selon le *Sunday Correspondent*, un rapport de Scotland Yard doit prochainement prouver que la mort du docteur Ouko, dont le corps avait été retrouvé partiellement brûlé, n'était pas due à un suicide mais à un meurtre dans lequel pourraient être impliqués des membres du gouvernement du président Daniel Arap Moi. Le mobile de cet assassinat pourrait être, selon le journal britannique, *« l'insistance de l'ancien ministre pour qu'une enquête soit ouverte sur des allégations de corruption parmi ses collègues du cabinet »*. – *(AFP.)*

LIBAN

Une trentaine de tués dans les combats entre chiites

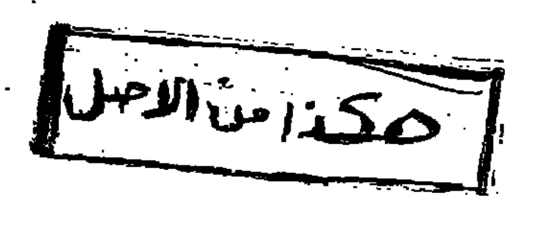
Des combats acharnés, qui ont fait une trentaine de tués et une centaine de blessés, ont eu lieu, samedi 21 juillet, dans le sud du Liban pour le contrôle d'un village stratégique que se disputent les deux milices chiites rivales, celle d'Amal (pro-syrienne) et celle du Hezbollah (pro-iranienne).

Au lendemain de ces combats, ponctués d'assauts et de contre-offensives des miliciens des deux mouvements contre le village montagneux de Jarjouh, des bombardements sporadiques ont continué, dimanche, entre Amal et le Hezbollah, que les Palestiniens du Fath de M. Yasser Arafat n'ont pu séparer malgré leur déploiement dans la région. – *(AFP.)*

ROUMANIE

Nouvelles manifestations pour la libération de M. Marian Munteanu

De trois à quatre mille personnes se sont rassemblées, dimanche 22 juillet, place de l'Opéra à Bucarest, pour réclamer la libération de M. Marian Munteanu, président de la Ligue des étudiants, et de toutes les personnes arrêtées lors des évènements de la mi-juin. Vêtus de blanc et portant des fleurs, les manifestants ont écouté différents orateurs, dont l'ancien ministre de l'enseignement, M. Mihai Sora, et le père de M. Munteanu. Samedi, la circulation avait été arrêtée symboliquement quelques minutes place de l'Université à l'issue d'une manifestation célébrant l'anniversaire du soulèvement de décembre 1989. *(AFP.)*



POLITIQUE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La situation en Nouvelle-Calédonie

Reprise du travail dans les centres miniers de la SLN après la signature d'un compromis

Un accord en dix-huit points a été signé, lundi matin 23 juillet, à Nouméa, entre la direction de la Société Le Nickel et l'USOENC (Union des syndicats des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie) pour mettre un terme à la grève qui paralysait depuis trente-six jours l'usine métallurgique et les centres miniers de cette société sur le territoire.

Le travail a partiellement repris, lundi midi, mais la totalité des deux mille employés ne reprendront effectivement leur poste que mardi matin. Le compromis conclu prévoit des mesures d'« *amélioration des conditions salariales et sociales* » pour un montant de 22 millions de francs. Les jours de grève seront en grande partie payés, une prime exceptionnelle de 3 300 francs versée à chaque employé ainsi que le treizième mois de salaire brut. « *Nous avons également obtenu la suppression de toutes les plus basses qualifications de personnel ; cela concerne trois cents travailleurs et c'est l'aboutissement de cinq ans de revendications*, a souligné le porte-parole syndical. *Mais nous avons signé ce protocole d'accord contraints et forcés. Si nous ne l'avions pas fait, nous prenions le risque d'un affrontement entre ouvriers grévistes et non grévistes.* »

La direction de la SLN estime à 2 400 tonnes la production irrémédiablement perdue durant le conflit. Pour l'ensemble de l'année 1989, la production de nickel a totalisé 46 935 tonnes et les exportations ont atteint 46 071 tonnes.

POINT DE VUE

Pour l'indépendance en association avec l'Europe

par Nidoish Naïsseline

DEUX ans après la signature des accords de Matignon, le choix de la paix reste le seul qui vaille. Certes, nous avons vu se mettre en place un système politique étouffant : tout ce qui est convenu entre l'Union calédonienne et le RPCR est aussitôt tabou. Il y a donc danger que les problèmes laissés de côté par ce tandem s'enveniment et menacent la paix. Celle-ci pourtant reste la condition indispensable du débat dont nous avons besoin plus que jamais. Car l'indépendance peut-elle demeurer l'objectif pour 1998 sans que son contenu économique et politique soit précisé ?

Nous ne pouvons ignorer que nos cent soixante mille habitants ne constitueront jamais un marché tel que la souveraineté nationale suffise à garantir une véritable indépendance. Nous sommes condamnés à vivre dans une économie ouverte sur la région et sur le monde. Comment faire dans ces conditions pour que notre nation ne tombe pas aussitôt dans la dépendance des géants économiques régionaux que sont le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ? Accéder à la souveraineté nationale sans répondre à cette question pourrait n'aboutir qu'à changer de maître !

Si l'indépendance est notre destin obligé, nous ne pourrons la maîtriser qu'en nous adonnant à un ensemble économique fort qui nous permette de valoriser nos atouts et de trouver nos créneaux de performance. Dans ce contexte, je pense aujourd'hui que l'Europe communautaire est aussi notre chance. Nous en sommes déjà membres du fait de la France. Pourquoi s'en priver une fois maîtres de notre pays ? L'indépendance-association avec l'Europe est une garantie de développement, de démocratie et de réelle souveraineté dans la région.

C'est un défi ? Du moins donne-t-il un contenu aux tâches de la période intérimaire. Nous devons définir nos créneaux et concentrer sur eux les moyens financiers aujourd'hui employés à tort et à travers, et au bout du compte, détournés de leur but initial : le rééquilibrage économique et social. Faute de quoi, on peut soupçonner que la manne financière actuelle n'organise en réalité que de nouvelles formes de dépendance à l'égard de la puissance coloniale !

L'objectif ainsi fixé, micro-développement, entreprises d'économie sociale et initiatives privées peuvent se compléter et une méthode du développement concerté émerger. La société d'économie mixte ne doit pas rester un luxe réservé aux pays riches !

▶ M. Nidoish Naïsseline, grand chef de l'île de Maré, est animateur du mouvement Libération kanak socialiste (LKS) et signataire des accords de Matignon en juin 1988.

L'avenir des Antilles

Les « Etats généraux de la Guadeloupe » revendiquent l'organisation d'une table ronde avec le gouvernement

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Les « Etats généraux de la Guadeloupe pour son devenir » face à l'intégration européenne se sont achevés, dimanche 22 juillet, par la revendication de la tenue d'une table ronde « *entre le gouvernement français et les forces vives de la Guadeloupe pour définir le cadre institutionnel le mieux adapté au développement économique et social* » de ce département d'outre-mer.

C'est justement pour « *éviter un débat institutionnel* », dont ils estiment qu'il n'a pas lieu d'être, que les élus et représentants locaux de l'opposition RPR-UDF avaient refusé de répondre aux appels réitérés et pressants des organisateurs de cette manifestation, l'Association pour la réalisation des Etats généraux de la Guadeloupe (APREG) présidée par le docteur Henri Corenthin, ancien ministre au Mali – où il occupa différentes fonctions gouvernementales entre 1957 et 1970 – Guadeloupéen et membre fondateur aujourd'hui « en congé » de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG, indépendantiste).

L'UPLG avait lancée l'idée de ces « Etats généraux » lors de la préparation, en mars dernier, de son premier congrès public, à l'issue duquel elle s'était prononcée pour un « *statut de transition avant l'indépendance* ». Le Parti communiste guadeloupéen (PCG), qui préconise un « *statut spécifique* », s'était rallié à cette proposition tout comme le Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) de M. Luc Reinette, le militant indépendantiste amnistié en juillet 1989, partisan d'une indépendance totale et immédiate.

Tous soulignaient la nécessité du débat et l'urgence du consensus. Invités par les organisateurs, l'évêque de la Guadeloupe, Mgr Ernest Cabo, comme le représentant régional du Grand-Orient de France, M. Jacques Abel, avaient plaidé dans le même sens lors de la séance inaugurale, jeudi 19 juillet. Quelques jours plus tôt, et en se félicitant de la volonté de dialogue apparue un an après l'amnistie des militants de l'ex-Alliance révolutionnaire caraïbe (qui avait revendiqué la plupart des attentats à l'explosif commis en Guadeloupe depuis 1983), la fédération guadeloupéenne du PS avait fait savoir qu'elle prendrait part à ces « Etats généraux » : en son nom, Frédéric Jalton, député, y a préconisé la création d'une « *collectivité nouvelle, spécifique à la Guadeloupe, qui renforce le pouvoir local et associe l'éventail le plus large à la gestion* ».

Mais tout au long de trois jours de travaux, auxquels ont également pris part plusieurs maires et conseillers généraux ou régionaux sans étiquette et qui constituaient la première rencontre publique entre des personnalités de ces différents horizons, les participants indépendantistes, communistes ou socialistes se sont plus attachés à réaffirmer leur propres propositions qu'à rechercher d'éventuelles convergences. Tous se sont prononcés, à des degrés divers, pour une évolution du statut de l'archipel.

En revendiquant la tenue d'une table ronde avec le gouvernement, la « *proclamation* » rendue publique dimanche s'est surtout félicitée que ces « «*Etats généraux aient constitué un défi lancé contre le cloisonnement* (...) *et un pari sur la volonté de se parler et d'échanger* » au moment même où les mouvements indépendantistes et, dans une moindre mesure, les partis politiques de l'archipel sont confrontés à une hémorragie de militants et à une crise de crédibilité nées du passage du cyclone Hugo en septembre dernier et accentuées par les évolutions intervenues depuis en Europe de l'Est.

EDDY NEDELJKOVIC

□ **Haute-Saône : élection municipale partielle.** – Il y a eu ballottage à l'issue du premier tour d'une élection municipale partielle organisée, dimanche 22 juillet, à Ovanches (Haute-Saône) à la suite de la démission collective du conseil municipal qui se considérait dans « *l'impossibilité de faire régner le calme* » dans ce petit village. Sur cent inscrits, il y a eu soixante-cinq votants, et seulement huit suffrages exprimés. Depuis près de quatre ans, les habitants d'Ovanches s'estiment importunés par les membres d'une famille, la famille Fourtier, à laquelle sont reprochés divers vols, escroqueries et menaces avec armes.

De retour du Japon

Un premier ministre content

Le premier ministre est content. Content d'avoir parlé carrément, comme il l'a fait, aux Japonais, même s'il est conscient des risques qu'il prend, au cas où sa fermeté ne payerait pas. A peine installé dans l'avion qui l'a ramené à Paris, dimanche 22 juillet, il a donc transmis à ses collaborateurs les consignes d'un « suivi » attentif du dossier. (*Lire : « Tokyo est également un partenaire politique » et « Le casse-tête du lycée français », par Philippe Pons, en page 3.*)

M. Rocard est content, *aussi, parce qu'il ne se lasse pas d'exercer « le plus beau métier du monde »*. Content, encore, parce que, début août, comme beaucoup de Français, il partira en vacances faire de la voile, quand les derniers arbitrages budgétaires seront « bouclés ». Content, enfin, parce que le mois de juin 1990 a été le meilleur qu'il ait passé depuis qu'il est à Matignon : le premier ministre y a vu progresser quelques dossiers sociaux « lourds », pour employer une terminologie qu'il affectionne (financement des retraites, travail précaire, SMIC et bas salaires). Quant aux indicateurs économiques, ils ont tous évolué dans le bon sens : chômage, inflation, déficit du commerce extérieur, tout a baissé en juin.

Le chiffre des échanges extérieurs a même fait tellement plaisir à M. Rocard que le chef du gouvernement n'a pas hésité à annoncer aux journalistes japonais, lors d'une conférence de presse, vendredi à Tokyo, la « *bonne nouvelle* », qui a laissé perplexe l'interprète, un peu perdue dans les équivalences entre francs et dollars, les données brutes et les données corrigées des variations saisonnières...

Le premier ministre est enclin à voir dans cette conjoncture les premiers signes, tant attendus, de la réussite de sa politique, au moment même où le concurrent allemand va commencer à affronter les difficultés économiques et sociales liées à l'unification.

Fier du budget

Si l'on ajoute que l'opposition est restée égale à elle-même, tandis qu'après une nouvelle alerte, fin mai-début juin, les relations entre le président de la République et son premier ministre sont entrées de nouveau dans une période paisible, on comprend pourquoi M. Rocard trouve une telle saveur au mois écoulé. Seule ombre au tableau : les arbitrages budgétaires sont décidément douloureux, et le chef du gouvernement s'inquiète même du moral de son ministre de la défense qui se sent brimé pour la deuxième année consécutive.

Néammoins, ce projet de budget pour 1991, M. Rocard l'assume avec fierté. Il est tout prêt à ferrailler avec ceux qui, dans l'opposition, à la rentrée, lui reprocheront le niveau des prélèvements obligatoires. Sans doute, à court terme, admet-il, l'Etat pèsera plus lourd qu'ailleurs sur les finances des contribuables. Mais, plus que jamais, le premier ministre est persuadé qu'à moyen et long terme, la France finira par être la seule ou presque, par rapport à ses voisins, à disposer de services publics efficaces, voire tout simplement en état de marche.

La session parlementaire d'automne – chargée, comme d'habitude, – M. Rocard l'abordera, là encore, content et même confiant, fort de la certitude que sa présence personnelle à l'hôtel Matignon, et la politique qu'il a choisi d'y mener ont permis de transformer en majorité absolue la majorité relative théorique dont il dispose à l'Assemblée nationale. Ce qui, évidemment, rend M. Rocard plus difficile à remplacer, tout en lui donnant une raison supplémentaire... d'être content.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

SOCIÉTÉ

Une nouvelle affaire niçoise

A la demande de l'administration fiscale, la justice enquête sur le versement à une intermédiaire d'une commission de 5,3 millions de francs déboursée par la ville de Nice

Les impôts et la justice n'en finissent pas de s'intéresser, directement ou indirectement, à M. Jacques Médecin. Depuis mars, une nouvelle enquête préliminaire a été confiée par le procureur de la République de Nice à la direction centrale de la police judiciaire sur dénonciation de l'administration fiscale.

Les inspecteurs des impôts ne comprennent pas comment 5,3 millions de francs, soit l'essentiel d'une commission rémunérant en 1986 une opération de refinancement de la dette de la ville de Nice, ont pu aboutir sur le compte bancaire d'une jeune femme, par ailleurs collaboratrice de M. Lucien Salles, directeur général de l'association Nice-Opéra présidée par M. Médecin. Sur cette somme, 4,6 millions seront rapidement retirés en espèces.

Cette « affaire » s'ajoute aux enquêtes en cours visant M. Médecin, personnellement ou en tant qu'élu.

Après avoir fait l'objet d'un redressement fiscal de 16,6 millions de francs pour les années 1981 à 1984, accompagné d'une hypothèque sur ses biens immobiliers, le maire de Nice a été inculpé, le 17 novembre 1989, de délit d'ingérence par la chambre d'accusation de Grenoble pour avoir attribué des subventions à des associations qui faisaient ensuite paraître des annonces publicitaires dans un mensuel dont il est l'actionnaire majoritaire. Une autre procédure visant l'éventuelle constitution d'avoirs à l'étranger, par le biais notamment de sociétés panaméennes et américaines, est actuellement entre les mains de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

« *Coup d'éponge sur la dette* ». Le 17 octobre 1986, le quotidien *Nice-Matin* n'est pas avare de compliments : « *Un joli coup. C'est ainsi que, dans le langage financier, on peut qualifier l'économie que vient de réussir une équipe d'élus et de fonctionnaires municipaux. En l'espace d'un été, elle a gommé une dette de 171,9 millions de francs. Comme par enchantement, la somme a disparu de la liste des annuités à rembourser aux organismes prêteurs. (...) Au total, la mairie économise ainsi 247,2 millions de francs.* » Trois mois plus tôt, le 27 juin 1986, le conseil municipal avait en effet engagé une vaste opération de refinancement de la dette de la ville de Nice, qui dépassait alors les 2 milliards de francs.

Annuler certains contrats d'emprunts, revoir à la baisse les taux des prêts, se tourner vers de nouvelles banques, la BNP notamment, etc, l'ensemble du dispositif avait été officiellement confié à une société spécialisée parisienne, AREFIC (Analyse et recherche de financement pour les collectivités locales). En échange de ses services, AREFIC devait toucher une commission d'un montant de 3 % hors taxes des nouveaux prêts octroyés à la ville. Donnant « *délégation à son maire pour régler les différentes formalités* », le conseil municipal, dans sa délibération de juin 1986, ne mentionnait que ce seul intermédiaire : AREFIC.

4,6 millions en espèces

Trois ans plus tard, le 5 juillet 1989, les inspecteurs de la Direction nationale des vérifications de situations fiscales auront la surprise d'en découvrir deux autres. Et, à lire la lettre de dénonciation qu'ils ont adressée, le 8 mars, au procureur de la République de Nice, ils ne trouvent guère normal le montage financier qu'ils ont dévoilé. Apparemment banale, leur enquête commence par l'examen de la situation fiscale personnelle d'une jeune résidente niçoise, née à Grenoble en 1963, Mlle Elisabeth Arnulf, gérante de sociétés.

Sans doute leurs investigations ne sont-elles pas dénuées d'arrière-pensées. Mlle Arnulf appartient en effet au réseau des amis et collaborateurs du maire de Nice. Elle est assistante de direction à Europ Show, importante société d'organisation de spectacles dont le gérant est M. Lucien Salles, par ailleurs directeur général de l'association Nice-Opéra présidée par M. Médecin. Le 1er décembre 1986, elle a créé, avec M. Salles, la SARL Elsa Conseil avec, pour objet social, celui d'un « *bureau d'études de marchés commerciaux* ». Le 4 octobre 1988, cette société achetait une maison individuelle, la Villa Monica, à La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes), où elle situe son siège social, mais qui constitue également le domicile de Mlle Arnulf.

Que découvrent les impôts en s'intéressant à Mlle Arnulf ? Tout simplement que l'essentiel de la commission attribuée à AREFIC a été reversé à une société Club SUDD, créée seulement le 24 décembre 1986, soit six mois après la délibération municipale sur le réaménagement de la dette, et ayant pour unique gérante Mlle Arnulf. De plus, ces sommes furent reversées, d'août à novembre 1986, soit antérieurement à la création de Club SUDD, sur un compte bancaire dont Mlle Arnulf avait, seule, la signature à l'agence de Nice de la Banque niçoise de crédit et ouvert au nom de l'association « Service universitaire de diffusion (SUDD) ».

Ainsi, en 1986, sur une commission officiellement destinée à AREFIC d'un montant total de 7 322 364 F (toutes taxes comprises), une somme de 5 372 580 F aboutira sur le compte de Mlle Arnulf. L'énigme ne s'arrête pas là : par chèques guichet à son ordre, les 27 août, 17 décembre et 23 décembre 1986, Mlle Arnulf retirera en espèces 4 604 000 F.

L'obstacle de la prescription

Cet itinéraire inhabituel ne trouve aucune justification aux yeux des agents du fisc : « *Les investigations effectuées,* écrivent-ils dans leur dénonciation au parquet niçois, *ont démontré que Club SUDD constituait un écran sans existence réelle ; cette société n'a aucune existence juridique légale et ne dispose d'aucun local, personnel et infrastructures lui permettant d'exercer une quelconque activité. En fait, cette société a été créée et mise en place par Mlle Elisabeth Arnulf pour lui permettre d'appréhender directement sans titre et sans cause des fonds publics.* »

Les inspecteurs des impôts ont reconstitué le cheminement des sommes dont Mlle Arnulf a finalement bénéficié. En fait, une semaine avant que la question de la dette ne soit portée devant le conseil municipal, AREFIC avait déjà accepté cette mission à la demande du cabinet Thierry Perrin, conseil en relations publiques et analyses financières installé à Paris. Une convention passée entre les deux partenaires stipulait que, sur les 3 % de commission, AREFIC en reverserait les quatre cinquièmes au cabinet Perrin.

Mais la réalité ne respectera pas tout à fait l'accord écrit. AREFIC ne paiera au cabinet Perrin que 2 501 510 F, versant directement 3 356 380 F à Club SUDD. De même, le cabinet Perrin reversera 2 016 200 F à Club SUDD, c'est-à-dire à Mlle Arnulf.

En décidant, le 29 mars dernier, de lancer une enquête préliminaire confiée à la direction centrale de la police judiciaire, le parquet de Nice avait un but bien précis : vérifier comment et pourquoi une commission légalement approuvée par la ville de Nice aurait finalement profité à une personne proche du maire qui ne peut « *revendiquer aucune compétence de technique financière particulière* ». Mais, prudents, les magistrats soulignent qu'ils se heurtent à l'obstacle de la prescription, sauf s'il est établi qu'il y a eu infraction criminelle (soustraction par dépositaire public, abus de confiance aggravé) ou continue (recel de fonds publics).

Un amoureux à New-York

L'enquête en cours devra le déterminer. Mlle Arnulf a fourni son explication. C'est elle qui aurait présenté M. Thierry Perrin à M. Médecin, rôle d'intermédiaire qui justifierait sa rémunération. Quant aux retraits en espèces, ils s'expliqueraient par une histoire d'amour... Un ami américain, propriétaire de magasins de chaussures à New-York, l'aurait convaincue de l'aider devant l'insistance de ses créanciers. Et les 4 604 000 F seraient ainsi partis de l'autre côté de l'Atlantique tout comme l'amoureux qui, inconstant, n'aurait plus donné signe de vie et n'aurait toujours pas remboursé sa dette.

Quant au maire de Nice, loin d'être ébranlé par les divers assauts judiciaires ou fiscaux autour de sa personne, de son entourage et de sa gestion, il vient de déposer plusieurs plaintes en diffamation à l'encontre des auteurs du livre *J. M., le feuilleton niçois (lire ci-contre)*, enquête approfondie en forme de réquisitoire.

EDWY PLENEL

Le trafic d'armes libanaises

Trois policiers ont été inculpés et écroués

Le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Marseille, M. Patrick Ardid, a inculpé, samedi 21 juillet, les policiers Jean-Claude Labourdette, Patrick Jacquin et Jean-Noël Lebat d'« *infraction à la législation sur les armes, par acquisition, cession et détention d'armes de 1ère et 4e catégories* ». Ils ont été écroués à la prison des Baumettes. Un débat contradictoire était prévu lundi 23 juillet pour décider le maintien ou non de leur mise en détention provisoire. Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a interrompu ses vacances pour répondre aux accusations de l'un des inculpés l'impliquant, indirectement, dans le trafic. Le procureur de la République à Marseille, M. Olivier Dropet, a démenti totalement, lundi, cette mise en cause.

La rumeur marseillaise aurait-elle encore frappé ? Depuis sa divulgation, lundi 16 juillet, l'affaire du trafic d'armes animé par des policiers français en poste à l'ambassade à Beyrouth a donné lieu à de nombreuses extrapolations qui, de source judiciaire, seraient disproportionnées par rapport aux accusations contenues dans les procès-verbaux d'interrogatoire. Ainsi le bruit avait-il couru sur la Canebière et dans certains couloirs de l'Evêché, siège de la PJ marseillaise, que de l'or, de la drogue, des chars, voire des missiles en pièces détachées auraient été transportés dans les fameuses « cantines » personnelles des policiers trafiquants. Ces affirmations avaient été démenties par les enquêteurs même si, malgré l'absence d'indices, ces derniers n'excluent pas *a priori* l'utilisation de la filière pour l'exportation d'autres marchandises illicites.

Aujourd'hui, selon des informations publiées, lundi 23 juillet, par *France-Soir* et le *Parisien* l'affaire connaîtrait un rebondissement politique à la suite des déclarations que le CRS Patrick Schaller aurait faites dans le bureau du juge d'instruction marseillais, M. Patrick Ardid, samedi 21 juillet. Selon les deux quotidiens, Patrick Schaller, considéré comme l'un des quatre policiers semi-grossistes du trafic, aurait confié qu'à plusieurs reprises des armes auraient été embarquées à bord d'avions gouvernementaux du GLAM. Le CRS aurait accusé son collègue Jean-Claude Labourdette, brigadier-chef responsable de la sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth, d'avoir même offert plusieurs armes au secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire lors de l'une de ses missions dans la capitale libanaise, en avril. Le policier aurait également remis un sac au garde du corps personnel du secrétaire d'Etat.

Ces informations ont été démenties, lundi matin, par le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Dropet. Selon lui, aucune mise en cause du secrétaire d'Etat n'est apparue au cours des interrogatoires. Patrick Schaller aurait seulement affirmé qu' « *à deux reprises, des cantines auraient été déposées dans les avions du GLAM. Elles auraient été convoyées dans les mêmes conditions que celles des voyages des escadrons de gendarmerie mobile, c'est-à-dire fermées à clé* ». Jean-Claude Labourdette aurait, lui, démenti les accusations de son complice présumé Patrick Schaller.

M. Kouchner rentre à Paris

M. Kouchner a interrompu ses vacances en Corse, lundi 23 juillet. Il était attendu dans l'après-midi à Paris pour répondre à cette mise en cause. Lundi matin, au secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire, on s'est limité à affirmer qu'en aucun cas M. Kouchner n'a reçu de tels « cadeaux » de la part de Jean-Claude Labourdette. On précise par ailleurs que le secrétaire d'Etat s'est déplacé à Beyrouth pour des opérations de rapatriement de blessés, réalisées non pas à bord d'avions du GLAM, mais d'appareils de la Sécurité civile, administration du ministère de l'intérieur. « *Je vois mal comment Bernard Kouchner aurait pu rencontrer Jean-Claude Labourdette à Beyrouth en avril dernier puisqu'il n'y est pas allé. C'est moi-même qui étais sur place* », précise le docteur Laburthe, chargé de mission au cabinet, ajoutant : « *Nous n'avons pas mené d'opérations de fret et nous pouvons même souligner que des contrôles douaniers ont été réalisés sur certains Libanais blessés ramenés en France* ».

Une chose est certaine : le trafic organisé depuis Beyrouth empruntait de multiples voies. Après plusieurs saisies réalisées dans la région de Mulhouse, zone d'affectation de plusieurs policiers impliqués, les enquêteurs ont retrouvé une cantine selon le procureur « *contenant deux armes de poing, un fusil et des munitions* » dans une caserne du régiment du génie de parachutistes de Montauban (Tarn-et-Garonne). La malle avait été convoyée par des militaires de retour du Liban, a indiqué M. Dropet. Un autre CRS, qui avait été en poste à Beyrouth, aujourd'hui muté aux Philippines, devrait être prochainement rapatrié pour être entendu.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Un livre sur Jacques Médecin

Un univers impitoyable

J. M., le feuilleton niçois, le livre de Bernard Bragard, Frédéric Gilbert et Catherine Sinet, est le fruit d'une longue enquête. Dès 1985, durant l'émission « Droit de réponse » de Michel Polac, à laquelle ils collaboraient, les trois auteurs s'étaient en effet penchés sur le dossier du maire de Nice. Depuis, ils ont poursuivi leur croisade contre l'homme fort des Alpes-Maritimes : « *Avec Dallas,* écrivent-ils, *l'univers impitoyable de J. R. a eu toutes les faveurs du public français pendant des années. Celui de J. M.* [Jacques Médecin] *mérite au moins la même attention, parce que ce feuilleton niçois (...) n'est pas vraiment du cinéma !* ».

Au générique de ce feuilleton, des conseillers municipaux et des relations du maire, comme feu le cambrioleur Albert Spaggiari et l'empereur du jeu Jean-Dominique Fratoni. Au gré de ses épisodes, une guerre des casinos, des scandales immobiliers, le casse « historique » de la Société générale de Nice, sans oublier des redressements fiscaux et des inculpations à répétition.

Clanisme et clientélisme

Comment un élu concerné par tant d'affaires politico-financières a-t-il pu « tenir », depuis un quart de siècle, le département des Alpes-Maritimes et la cinquième ville française ? Grâce, affirment les auteurs, à un double système de protection, local et national, qui est disséqué dans le livre. Localement, la dynastie Médecin profite d'un enracinement plus que centenaire. Lorsque le « roi Jean », qui a régné sur le fief familial de 1928 à 1965, cède le trône à son fils, « J. M. » se trouve à la tête d'un système bien rôdé. Cocktail de clanisme et de clientélisme, le médecinisme soude un réseau de notables politiques, d'entrepreneurs et de membres de professions libérales. Sous les assauts de l'extérieur, le maire sait faire corps avec « sa » ville. Il joue en virtuose de la corde sentimentalo-niçoise et transforme chaque accusation portée contre lui en une attaque contre les Niçois.

Redressement fiscal

Sa carrière nationale, il la doit à la machine électorale mise sur pied dans le département. C'est à cause d'elle que les giscardiens, puis les gaullistes, auront pour M. Médecin les yeux de Chimène. C'est grâce à elle qu'il ralliera des hommes d'extrême droite, séduits par son discours. Car les récents rapprochements du maire de Nice avec le Front national n'ont rien de surprenant : qu'il parle de l'apartheid, du racisme ou de dictatures d'Amérique latine, « J. M. » ne défend-il pas de longue date les mêmes positions que Jean-Marie Le Pen ?

Le *feuilleton niçois* démonte les filières des bureaux d'études, des associations paramunicipales, des sociétés utilisées selon les auteurs, par le maire de Nice. Des procédés classiques pour financer les campagnes politiques dans une grande ville ? M. Médecin, si l'on en croit ce livre, a une conception toute personnelle du financement des partis politiques. C'est à une Française ayant vécu aux Etats-Unis que l'on doit la découverte de la partie américaine des affaires internationales de « J. M. ». Chargée des intérêts privés du maire de Nice aux Etats-Unis, Claudette Pezenas-Berke deviendra *persona non grata* dans l'univers du maire. Le livre est dédié à cette femme morte le 2 juillet 1989 et dont le mari est persuadé qu'elle a été assassinée.

Le maire de Nice est sous le coup d'un redressement fiscal, un des plus importants jamais adressés à un homme politique français. Il reste au centre de plusieurs enquêtes policières, fiscales et douanières. « *Le dossier Médecin sera révélateur de la volonté de la classe politique de nettoyer ses écuries, en laissant agir la justice* », écrivaient les auteurs avant d'être eux-mêmes poursuivis en justice par le héros de leur livre.

ERICH INCIYAN

► « J. M., le feuilleton niçois », Editions La Découverte, 335 pages, 125 F.

FAITS DIVERS

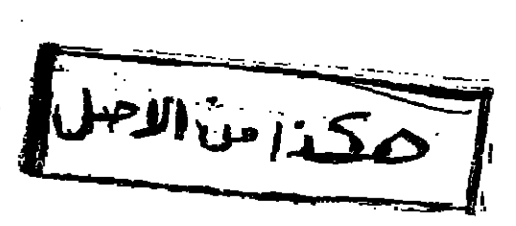
A Montauban (Tarn-et-Garonne)

Cinq cadavres découverts dans un immeuble désaffecté du centre-ville

Une enquête a été ouverte après la découverte, vendredi 20 et samedi 21 juillet, de cinq cadavres dans un immeuble désaffecté de Montauban (Tarn-et-Garonne) qui servait d'abri à des clochards et à des routards de passage dans la région. Alertés par des voisins qu'incommodait une odeur nauséabonde, les policiers ont découvert, vendredi, le corps d'un jeune homme portant une blessure profonde à la tête. Revenus sur place, le lendemain, pour les besoins de l'enquête, les policiers ont trouvé quatre autres cadavres gisant sous des gravats et des détritus, dans cet immeuble délabré situé à deux pas du centre-ville.

L'identification des cinq corps – quatre hommes et une femme, âgés de vingt à trente ans – sera difficile, en raison de leur état de décomposition ; la mort pourrait remonter à plusieurs semaines, voire à plusieurs mois. Des autopsies devaient être pratiquées sur les cadavres, lundi 23 juillet. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Toulouse, qui privilégie la piste criminelle.

□ **Manifestation des scientologues à Lyon.** – Venus de Paris, d'Allemagne ou des Pays-Bas, deux cents adeptes de l'Eglise de scientologie ont défilé, dimanche 22 juillet, dans le centre de Lyon. Cette « *croisade pour la liberté de la religion* » était organisée pour soutenir trois responsables de ce mouvement incarcérés dans cette ville : Jean-Jacques Mazier, président lyonnais du Centre de dianétique, inculpé d'exercice illégal de la médecine, d'escroquerie et d'homicide involontaire, ainsi que Danièle Gounord et Jean-Paul Chappelet, respectivement présidente et trésorier de l'association française, inculpés de complicité d'exercice illégal de la médecine et escroquerie (*le Monde* du 14 juillet). – (*Bur. rég.*)



SOCIÉTÉ

Vague de chaleur et sécheresse en Europe

Le temps des restrictions et des interdictions

La terre a soif et se fendille, le goudron fond sur les routes, l'eau, dans certains départements, vient à manquer : la canicule, qui flirte avec les records, s'est installée sur la France et devrait, selon la météorologie nationale, se prolonger jusqu'au dimanche 29 juillet. Un homme et son fils sont morts asphyxiés, samedi 21 juillet en Seine-Maritime, alors qu'ils creusaient un puits ; la chaleur et le manque d'oxygène pourraient être à l'origine de ces décès.

A Paris, le trafic ferroviaire a dû être interrompu pendant plus de quatre heures, samedi 21 juillet à la gare Saint-Lazare, la chaleur ayant fait disjoncter un relais électrique EDF qui alimentait le poste d'aiguillage.

Le Sud-Ouest est cependant la région la plus durement frappée par les températures sahariennes. Les Bordelais ont dû, samedi également, subir 38,8 °C et une quinzaine de personnes ont été victimes de malaises. Dans le Midi-Pyrénées, les autorités ont décidé au cours du week-end de souder cinq vannes du canal du Midi et d'assurer une surveillance permanente.

Des inconnus ont, en effet, détourné l'eau pour arroser les champs aux alentours. Le pompage de l'eau est sévèrement réglementé dans l'Aude, le Lot-et-Garonne et la Dordogne. Cette extrême chaleur a provoqué de multiples incendies sur l'ensemble du territoire. Samedi 21 juillet, une soixantaine d'hectares de blé ont flambé dans les Yvelines ; en Bretagne, les pompiers ont maîtrisé au cours du week-end une quarantaine de départs de feu tandis qu'en Lozère cent hectares de broussailles et de landes ont été la proie des flammes. Devant le danger, le préfet de l'Orne a décidé l'interdiction de fumer dans les forêts. Alors qu'en Charente-Maritime c'est l'arrosage des jardins et pelouses qui est interdit.

Cette vague de chaleur touche l'ensemble de l'Europe. Une personne est morte au cours du week-end dans le sud de l'Espagne alors qu'à Madrid la température atteignait 40 °C à l'ombre.

En Sardaigne, l'eau est rationnée dans de nombreuses villes et l'agriculture pourrait être déclarée sinistrée. Dans le sud-ouest de l'Angleterre et le Yorkshire, près de 6 millions de personnes n'ont plus le droit d'arroser leurs pelouses. En Turquie, les habitants d'Istanbul, où la pénurie d'eau devient alarmante, se sont rués dans les hammams, seuls endroits où l'on trouve encore de l'eau pour se laver.

Le recul des glaces

Suite de la première page

La masse de glace a, en effet, énormément fondu, rendant inutilisable le télésiège et les deux téléskis qui furent installés il y a quinze ans. Ce petit glacier, d'une superficie inférieure à un kilomètre carré, dont le volume estmesuré depuis 1948 par les Service des eaux et forêts, puis par les ingénieurs du Centre national d'études du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CEMAGREF), a reçu pendant l'hiver 1988-1989 ses plus faibles précipitations depuis quarante ans.

Les mois de juillet et août 1989 furent particulièrement chauds et extrêmement secs. Cette année-là, le glacier établit un record puisque son épaisseur se réduisit de 2,95 mètres. « *C'est seulement depuis 1985 que l'on assiste à un changement profond. Depuis cette date, le glacier a perdu 8 mètres en épaisseur. La raison essentielle est un changement des conditions climatiques avec des hivers moins neigeux et des étés plus chauds. Si la situation actuelle ne s'inverse pas, le glacier est condamné, tôt ou tard, à disparaître* », explique M. François Valla, responsable de la division nivologique au CEMAGREF.

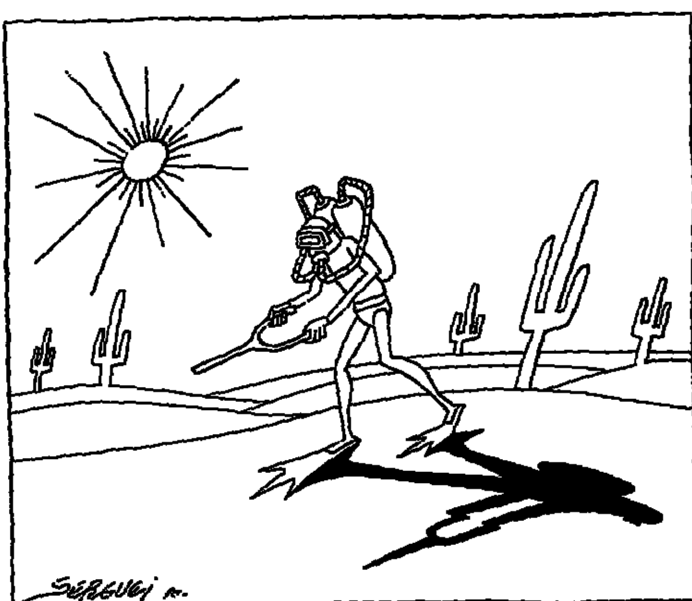
Le glacier de Sarenne, qui a perdu près de 27 mètres de glace en quarante ans et dont l'épaisseur est maintenant estimée à 40 mètres, pourrait avoir totalement disparu dans un siècle si les conditions climatiques actuelles devaient perdurer.

Cette situation ne semble pas préoccuper outre mesure M. Pierre Josserand, qui exploite le glacier de Péclet, à Val-Thorens. « *Les petits glaciers alpins ont des temps de réponse très courts aux conditions climatiques. Ils prennent des « coups de vieux » à toute allure, mais deux années de bon enneigement et quelques étés frais et pluvieux suffisent à leur redonner de la vigueur.* »

Les études effectuées sur ce glacier montrent, par ailleurs, que ces fluctuations ont été fréquentes depuis cinquante ans. Ainsi, des photographies font apparaître qu'en 1939 le glacier de Péclet était réduit à la portion congrue et que seule sa partie sommitale, située à 3 500 mètres d'altitude, subsistait. Sa course en avant ayant repris, il put être utilisé pour le ski à partir de 1973.

Mais, depuis une dizaine d'années, le cours du glacier s'est inversé et son front a à nouveau reculé de 300 mètres. Seule l'utilisation de la neige artificielle, fabriquée l'hiver pour recouvrir les parties sans glace, a permis jusqu'à aujourd'hui son exploitation. Cette solution est également envisagée par M. André Martzolffe, directeur des pistes de La Plagne, dont le glacier, la Chiaube, qui culmine au-dessus de 3 000 mètres d'altitude, a vu sa masse fondre de 10 % depuis 1983. « *L'eau que produit le glacier serait suffisante pour réaliser un enneigement artificiel en hiver et au printemps, permettant de recharger et d'exploiter notre glacier dans des conditions parfaites* », affirme M. Martzolf, qui attend toutefois, avec une certaine impatience, le retour d'étés « glacés ».

CLAUDE FRANCILLON



POINT DE VUE : le débat sur l'euthanasie

Compassion mais aussi discrétion

par les professeurs Jean-François Mattei et Philippe Douste-Blazy

LE débat sur les limites de la souffrance vient de surgir à nouveau avec la sanction prononcée par le Conseil de l'ordre des médecins à l'encontre du professeur Schwartzenberg. Il ne nous appartient pas de donner une appréciation sur cette décision. Néanmoins s'agissant d'euthanasie la gravité du problème conduit les médecins que nous sommes à réagir en soulignant quelques aspects fondamentaux trop souvent oubliés dans le débat médiatique.

La seule et unique mission de la médecine est de lutter contre la souffrance et de préserver la vie. C'est cette idée qui doit rester ancrée dans l'esprit des gens. Bien sûr chacun sait que les médecins sont parfois confrontés à des situations de souffrance et de détresse extrêmes. Ils peuvent alors, en fonction de chaque cas particulier, en leur âme et conscience prendre des décisions exceptionnelles. Parce que ces décisions sont exceptionnelles et qu'elles s'inscrivent comme toujours en médecine dans le cadre du secret médical, elles doivent aussi rester dans le secret des consciences. Leur diffusion au travers des médias pourrait en effet laisser croire que l'exception devient la règle. Il y a là un piège dans lequel les médecins ne doivent pas tomber qui consisterait, en cédant à un certain vedettariat, à confondre une exception et un exploit ou à transformer un échec en succès.

Après la confession d'un cas particulier que nul ne peut juger, comment méconnaître les conséquences des propos portés à la connaissance du grand public ? L'expérience nous a enseigné que nombreux sont les patients ou leur famille qui vont ensuite solliciter la mort auprès de leur médecin sous prétexte qu'un des leurs, et non des moindres, l'a déjà donnée en expliquant à la télévision avec une réelle humanité que c'était bien. Or dans la majorité des cas ces demandes ne sont pas justifiées. Le refus opposé est alors vécu comme une injustice aggravant le désarroi des uns et des autres et brisant la confiance du patient pour son médecin. Si la décision dans une situation bien définie est parfois compréhensible il devient dangereux voire coupable de faire naître de faux espoirs chez ceux qui n'ont pas toujours les moyens d'apprécier.

Il est vrai que le fardeau est lourd, surtout dans certaines spécialités qui livrent avec la mort un combat quotidien, mais il ne faudrait pas que de telles confidences ne soient un moyen de chercher par l'approbation de l'opinion publique la justification *a posteriori* d'une décision difficile à porter. Avec l'évolution de la médecine de nouveaux problèmes surgissent et un devoir d'information s'impose. Loin de s'y soustraire, il convient même d'aider à la réflexion et au cheminement des consciences, mais de même qu'on ne change pas la morale avec du vécu, on dégage rarement des principes généraux à partir de cas particuliers.

Dans une médecine trop souvent déshumanisée par des contraintes économiques, sociales ou technologiques, il est plus que jamais important que notre société redéfinisse les grands principes qui doivent guider son action dans le respect de la personne humaine, de sa dignité, du sens de la vie, de la souffrance et de la mort. Il est tout aussi important que les médecins sachent allier la vertu de compassion et le devoir de discrétion. Savoir com- battre la douleur et la partager, savoir accompagner jusqu'au bout celui que la mort attend ne peut se raconter car c'est le dialogue d'une âme avec sa conscience.

► **Jean-François Mattei est professeur de pédiatrie et de génétique *médicale, conseiller général et député des Bouches-du-Rhône* (PR).**

► ***Philippe Douste-Blazy*** **est professeur de cardiologie, maire de Lourdes (CDS) et député européen *(PPE-Démocratie chrétienne).***

REPÈRES

SEISME

Plus de mille morts aux Philippines

Une semaine après le violent tremblement de terre qui a frappé les Philippines, en particulier la région de Baguio sur la côte nord-ouest de l'île de Luzon, le 16 juillet dernier, le bilan ne cesse de s'alourdir : les autorités parlent maintenant de 1 000 et peut-être même de 1 500 morts. On pense, en effet, que 600 personnes sont toujours portées disparues sans grand espoir de les retrouver vivantes. On estime que le séisme a blessé au moins 3 000 personnes. Depuis une semaine, on a dénombré plus de 600 répliques dont une, ce lundi 23 juillet, était de magnitude 6,1. – *(AFP.)*

INTÉGRATION

SOS-Racisme prépare des états généraux

« Si on veut faire baisser Le Pen, cela ne sert à rien de faire la morale à la société. Il faut au contraire intervenir sur le terreau social sur lequel il se développe. » Pour Harlem Désir, président de SOS-Racisme, l'association ne doit plus se cantonner dans le seul rôle du *« SAMU antiraciste »*, mais agir concrètement pour *« recréer les solidarités sociales dans les villes et les quartiers »*. A l'occasion de l'université d'été du mouvement, du 20 au 23 juillet, à Dourdan (Essonne), Harlem Désir a annoncé la tenue en décembre à Paris des *« premiers états généraux de l'intégration »*. Ceux-ci, précédés par des assises locales, auront pour objectif d'établir une *« charte de l'intégration »* .

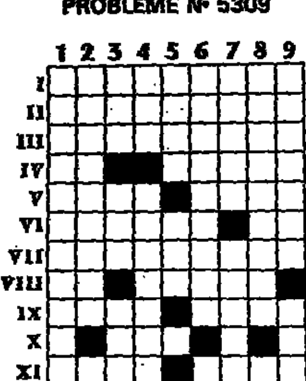
DISPARITION

Mort d'un des « pères » de la pilule

Le docteur Arthur Tremain Hertig, dont les recherches sur l'embryon ont contribué à la mise au point de la pilule contraceptive et de la fécondation *in vitro*, est mort d'un arrêt cardiaque, vendredi 20 juillet, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à l'hôpital de Falmouth (Massachusetts). Le docteur Hertig était connu pour ses travaux sur l'embryon de moins de deux semaines à l'école médicale de Harvard entre 1938 et 1952. C'est un de ses collègues, le docteur John Rock, de l'Institut de Carnegie (Washington), qui avait, quelques années plus tard, mis au point la pilule contraceptive. – *(AP.)*.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5309



HORIZONTALEMENT

I. Permet un bon nettoyage des artères. – II. Comme des affaires qu'il faut parfois expédier. – III. Elément d'une batterie. – IV. Saint. Faire payer cher. – V. Diamide carbonique. Qui a reçu une faveur spéciale. – VI. Un mammifère dont on peut dire qu'il a la dent. Préfixe. – VII. Sèche pour un vulgaire « aspirant ». – VIII. Pronom. Morceau de « corde ». – IX. Maison d'Italie. Darios y éleva un palais. – X. Une plaine désertique. – XI. Ne s'accordent pas toujours avec leurs sujets. Dans les Hébrides.

VERTICALEMENT

1. Un spécialiste des travaux d'aiguilles. – 2. Endroits où l'on peut trouver des pompons. – 3. Période de chaleurs. Une région de dunes. Choix. – 4. Une partie de la couronne. Qui ont un grand col. – 5. Marque une absence. Grand, pour les bonnes œuvres. – 6. Qui se sont donc mises en grève. – 7. Bon pour le service. Wagon dont on peut dire que c'est une sorte de machin. – 8. Des gens qu'on avait tort de croire dans la lune. – 9. Alcaloïde. Peut avoir le cœur sec.

Solution du problème n° 5308

Horizontalement

I. Rouspéteuses. – II. Guillemets. Colt. – III. Etale. Ironie. – IV. Oc. Everest. Tôt. – V. Barre. Ilien. – VI. Abois. Tel. Achat. – VII. Lime. Sec. Vire. – VIII. Neurasthénique. – IX. Me. Reg. Ours. Ur. – X. Ute. Lieres. Secs. – XI. Bout. Anone. Et. – XII. Suer. Tilt. Armor. – XIII. Inné. Are. Néroli. – XIV. Oie. Pli. Rivetée. – XV. Ne. Sieste. Ses.

Verticalement

1. Global. Mulsion. – 2. Ru. Cabinet. Unie. – 3. Oie. Rome. Ebène. – 4. Ultérieur. Ore. – 5. Slaves. Relu. Pi. – 6. Pelé. Sagittale. – 7. Emérites. Iris. – 8. Té. Electorale. – 9. Et. Sil. Huant. Ré. – 10. Usité. Verso. Né. – 11. Nains. Naevi. – 12. Ecot. Cri. Serre. – 13. Sonothèque. Mots. – 14. Lit. Urcéolée. – 15. Eté. Atre. Striés.

GUY BROUTY

JUSTICE

A la préfecture de Paris

Un fonctionnaire inculpé de corruption dans une opération immobilière

Responsable à la préfecture de Paris de la section « changement d'affectation des locaux », un fonctionnaire, M. Gérard Bellebeau, est incarcéré, depuis un mois, à la prison de Fresnes. Gérard Bellebeau soupçonné d'avoir, moyennant finances, autorisé illégalement la transformation d'appartements d'habitation en bureaux a été inculpé de faux en écriture, corruption active et passive, et trafic d'influence. Quatre autres personnes, travaillant dans le milieu immobilier, ont également été inculpées.

L'idée était simple : malgré l'explosion du prix des loyers, les appartements parisiens sont encore loin des sommets atteints par les immeubles de bureaux : jusqu'à 4 000 francs le mètre carré de loyer annuel. Mais pour effectuer la transformation, faire d'un appartement un local professionnel, il faut l'accord de la préfecture de Paris. Des autorisations que les services de Gérard Billebeau ne distribuaient qu'au compte-gouttes. Muni de faux certificats établis par un clerc de notaire, le fonctionnaire parisien n'avait plus, rapportent les enquêteurs, qu'à imiter la signature du préfet pour que des agences immobilières puissent réaliser des profits substantiels. C'est en tombant, par hasard, sur une autorisation qu'il n'avait pas délivré personnellement que le préfet a découvert le trafic.

Il y a deux ans, une affaire du même type avait été révélée à la Mairie de Paris. Depuis, la Ville avait mis en place une commission extramunicipale chargée de faire la chasse aux transformations illicites de logements en bureaux. Elle avait relevé plusieurs infractions, mais les services préfectoraux n'avaient pas réagi, pas plus qu'ils n'avaient tenu compte des avis défavorables concernant certaines transformations.

Gérard Bellebeau n'avait pas pris beaucoup de soin pour dissimuler les preuves de sa corruption. Les policiers de la division des affaires économiques et financières se sont contentés de perquisitionner à son domicile et d'ouvrir les tiroirs de son bureau de la préfecture de Paris pour retrouver des enveloppes contenant l'argent des transactions. En tout, ces pots-de-vins porteraient sur environ 3 millions de francs. Gérard Bellebeau aurait reconnu les faits et ses aveux ont permis l'inculpation d'un clerc de notaire, du directeur d'une société immobilière et de deux agents immobiliers.

La parade des grands voiliers à Bordeaux

Bien naviguer et savoir vivre

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

La nolstalgie est toujours ce qu'elle était et, comme à Rouen l'été dernier à l'occasion du Bicentenaire, tout Bordeaux s'enthousiasme, depuis samedi 21 juillet, pour la parade des grands voiliers qui sont venus s'amarrer au port de la lune. Sous la canicule, jour et nuit, des centaines de milliers d'Aquitains et de touristes français et étrangers admiratifs ont déambulé sur les quais, visité les navires majestueux engagés dans la course Cutty Sark, vibré avec les plus anciens chants de marins, vu la Garonne s'embraser samedi soir dans un somptueux feu d'artifice, tandis qu'une grue flottante tournait dans le courant au son des valses de Vienne, et échangé quelques pas de tango avec deux mille six cents cadets en uniforme, beaux comme des cœurs.

Une soixantaine de navires étaient engagés dans la course qui, partie de Plymouth, a fait escale d'abord à La Corogne avant de remonter l'estuaire de la Gironde et le fleuve d'or jusqu'au pont de Pierre. Mais une quinzaine seulement mérite le qualificatif de plus grands voiliers du monde. Car, à côté de ces trois ou quatre-mâts de 50 à 100 mètres de long, beaucoup de goélettes, bricks, sloops, lougres aux dimensions plus modestes mais non moins élégants, concouraient au trophée. Il s'agit d'une épreuve très particulière dont la première édition remonte à 1956. Créée par un avocat londonien, Bernard Morgan, à l'attention des navires-écoles, elle ne récompense pas le bâtiment le plus rapide, mais l'équipage composé d'au moins 50 % de jeunes de seize à vingt-cinq ans, qui aura su nouer le plus de contacts amicaux parmi des peuples de nationalité et de milieux très divers dont le point commun est la passion de la mer.

Absence française

A l'issue de la course, les commandants de chaque navire se réunissent, comparent l'état d'esprit des marins, la façon dont ils ont vécu à bord, l'aptitude qu'ils ont manifestée à changer d'embarcation et à s'intégrer à d'autres équipages, et ils élisent le voilier vainqueur.

Le plus grand de tous, le soviétique *Sedov*, avait dû mouiller à quelques encâblures en aval de Pauillac car sa mâture immense l'empêchait de passer sous le pont d'Aquitaine. Mais parmi les autres géants, grand pavois multicolore déployé entre les mâts, *L'Esmeralda*, étincelant de blancheur faisait sans doute figure de souverain suprême. 93 mètres, quatre mâts, le navire-école de la marine militaire chilienne, parti de Valparaiso en avril pour une tournée de six mois, compte un équipage de trois cent seize hommes. Quand ses dix-neuf voiles se gonflent, y compris les huniers, les cacatois et les trinquettes, il déploie 2 800 m² de toile et peut filer 16 nœuds. Avec ses vergues, mâture élancée, ses cordages et échelles innombrables mais bien au clair, *L'Esmeralda* construit à Cadix en 1952 et livré par l'Espagne au Chili pour éponger une dette de livraison de phosphate, est à la marine à voile de la grande époque ce que la tour Eiffel est à l'architecture métallique.

Signe du déclin de la France sur la scène maritime, aucun grand navire au pavillon bleu blanc rouge n'a été engagé officiellement dans la course. On remarquait bien à Bordeaux le *Belem*, la *Belle Poule* et *L'Etoile* de la marine nationale. Mais ils n'étaient là que pour l'escale bordelaise et c'est avec une vraie nostalgie que, dans quelques jours, au large de la chaussée de Sein, les Français qui aiment la mer verront l'armada du savoir-vivre autant que du savoir-naviguer s'engager dans la Manche jusqu'à Zeebrugge, point d'orgue du voyage sans qu'aucun pavillon national ne claque au vent.

FRANÇOIS GROSRICHARD

SPORTS

CYCLISME : l'Américain gagne son troisième Tour de France

Greg LeMond, vainqueur à gages

L'Américain Greg LeMond a remporté la soixante-dix-septième édition du Tour de France cycliste, dimanche 22 juillet, sur les Champs-Elysées. Grâce à une avance de 2 minutes 16 secondes, acquise, samedi 21 juillet, dans l'avant-dernière étape, un parcours contre la montre autour du lac de Vassivière en Limousin, il a ravi la victoire au jeune Italien Claudio Chiappucci.

Les années se suivent et se ressemblent presque pour le coureur américain. L'an passé il avait arraché la victoire à son adversaire Laurent Fignon pour une poignée de secondes lors de la dernière étape. En 1990 il a préféré endosser le maillot jaune un jour plus tôt, puisque les organisateurs avaient placé l'épreuve solitaire à ce moment-là.

En ce samedi de canicule, Greg LeMond a rempli son contrat. Il s'était préparé pour le Tour, seule épreuve qui le motive réellement. Il l'a gagné avec brio démontrant une nouvelle fois qu'il était le coureur le plus puissant et le plus intelligent. Cinq secondes le séparaient encore d'un des rescapés de l'échappée du premier jour. Avec un vélo classique il a gommé ce handicap en affichant une fraîcheur déconcertante dans un parcours, fait de multiples côtes, qui demandait une relance continuelle de la machine.

«Je n'ai pas forcé à la fin du circuit. J'ai toujours gardé des réserves «en genou», lorsque j'ai su à mi-course que j'avais plus d'une minute d'avance sur Claudio Chiappucci», expliquait Greg LeMond, comme pour excuser sa place de cinquième dans ce contre-la-montre. Mais que lui importait la victoire d'Eric Breukink ou le temps de Raul Alcala ? Lui vit une autre course, celle où seul compte le triomphe final, la première marche sur le podium dressé aux bas des Champs-Elysées.

Avec l'enfant du Nevada c'est le sport *made in USA* qui prend possession de la Grande Boucle. Cette troisième victoire dans l'épreuve reine du cyclisme, après 1986 et 1989, ne doit rien au hasard ni à la chance.

Un but un seul

Elle n'est pas non plus le résultat de victoires d'étapes minutieusement engrangées. Elle est simplement le fruit d'un calcul froid et précis d'un Américain qui a compris qu'il ne servait à rien d'éparpiller ses efforts. *«Si je pense aux étapes alors je perds le Tour»*, répète, dans un français acquis sur les routes, le champion d'un autre monde.

Greg le doux, le miraculé d'un accident de chasse, qui place sa femme et ses enfants au-dessus de tout, ne court pas pour l'argent ou pour une gloire éphémère. Sa culture optimiste le pousse à réussir ce qu'il entreprend parce que dans son pays on lui a toujours enseigné que *«si on veut, on peut»*. Alors l'homme se donne les moyens de son ambition, consent des sacrifices et se fixe un but, et même un seul, quitte à faire ruminer les vieux grognards du cyclisme qui n'apprécient pas les vedettes qui font des impasses sur les classiques du début de la saison.

Il voulait gagner le Tour, il voulait même réussir *«mieux que l'an passé»*. Alors pendant l'hiver il a abandonné son équipe de baroudeurs flamands pour une solide formation française. Il a trouvé un jeune industriel du textile qui lui a proposé un salaire royal, il a joué le jeu de star dans son pays, rencontrant le président George Bush ou participant à des shows télévisuels et, malgré tout, il s'est entraîné. *«Qui sait ce que j'ai vécu cet hiver*, déclarait-il dans un entretien au journal *l'Equipe* avant le départ du Tour. *«A Santa Rosa je roulais derrière la mobylette de mon entraîneur. Je me souviens que je pleurais en pédalant, tellement je souffrais.»*

Il peine pendant des mois pour acquérir cette puissance qui lui permet de démarrer dans la montée de Luz-Ardiden, ou d'entraîner un développement énorme dans le contre-la-montre de Vassivière. Quand ce «coup de genou» dévastateur est mis au service d'un sens tactique aigu, d'une analyse de la course permanente, le succès est souvent au bout de la route.

Une vraie équipe

L'une des images que l'on gardera longtemps en mémoire de ce Tour 1990 est apparue lors de l'épilogue du dimanche 22 juillet. Dans les boulevards de la périphérie parisienne, une équipe, toute de bleu vêtue, précédait son leader en jaune, dirigeait un peloton, en route pour le rituel final. Les Z, vainqueurs du trophée par équipes, sont aussi les héros d'une véritable course par équipes. Le capitaine Gilbert Duclos-Lassalle s'est illustré dans son Béarn natal, Ronan Pensec a joué les lièvres pour fatiguer Claudio Chiappucci avant Saint-Etienne, et puis les autres, tous les autres, ont parfaitement aidé leur leader.

Dans ce spectacle de trois semaines que constitue le Tour de France, le prologue fut un peu long. Joué par quatre coureurs qui réussirent à «voler» dix minutes aux grands, il a cependant permis à l'Américain qui, selon ses dires, n'atteint sa meilleure forme qu'en fin de parcours, de se familiariser avec le rythme de l'épreuve.

Puis, lors de la dernière semaine, Greg LeMond a magistralement signé les trois actes : l'attaque dans l'étape de Saint-Etienne, l'envolée sur les pentes de Luz-Ardiden et l'estocade à Vassivière. Face à une telle démonstration, la jeunesse de Claudio Chiappucci ou le brio d'Eric Breukink ne pesaient pas beaucoup. De plus, la prestation moyenne de l'Espagnol Pedro Delgado, la fatigue de l'Italien Gianni Bugno après sa victoire dans le Giro, ont empêché le match d'être équitable.

Mais le gamin qui était venu à dix-sept ans en Europe pour pratiquer le sport de son choix avait peut-être prévu tout cela. Greg LeMond a testé et jugé ses adversaires au fil des jours. Il a noté leurs points faibles pour mieux abattre son jeu. Le cyclisme moderne devient une compétition scientifique où les enfants d'Amérique élevés aux interminables calculs des points du base-ball se montrent les plus persévérants.

Heureusement, il reste l'imprévu, comme les crevaisons, que les informaticiens n'ont pu encore mettre en mémoire. La plus grande peur de Greg LeMond sur ce Tour demeurera cet incident qu'il a connu dans le col pyrénéen de Marie-Blanque. Isolé de ses adversaires, il a senti, un moment, que l'épreuve pouvait lui échapper puisque Claudio Chiappucci passait à l'offensive. Sa colère envers l'impie, envers le sort qui détruisait ses plans fut très grande. Autant que sa détermination qui lui permit, avec l'aide de ses équipiers, de revenir sur le peloton.

Les mots échangés à cette occasion entre le champion du monde et un petit Italien promu au rang de héros national, sont maintenant oubliés. Greg LeMond est aujourd'hui l'égal de Louison Bobet ou du Belge Philippe Thys avant-guerre. Il a obtenu sa troisième victoire. Le défi, entrer dans le trio très fermé des détenteurs de cinq victoires, est maintenant lancé, puisque le champion de vingt-neuf ans avoue ne pas avoir envie d'interrompre une carrière qu'il affectionne.

SERGE BOLLOCH

GOLF : Open britannique

Nick Faldo le génie de la simplicité

Le Britannique Nick Faldo a remporté la cent dix-neuvième édition de l'Open britannique de golf, dimanche 22 juillet à Saint-Andrews (Ecosse). Avec une dernière carte de 71, Faldo a totalisé 270 (18 en dessous du par) et a terminé avec une avance confortable sur l'Américain Payne Stewart et sur le joueur du Zimbabwe Mark McMulty, deuxièmes ex aequo à 275. Nick Faldo s'était déjà imposé dans l'Open britannique en 1987.

SAINT-ANDREWS

de notre envoyé spécial

Alors que Nick Faldo et l'Australien Greg Norman arrivaient, samedi 21 juillet, sur le green du deuxième trou, on cria au feu. Un barbecue tombé dans un buisson avait provoqué des hautes flammes et une traînée d'une dense fumée noirâtre traversait le fairway en direction des deux champions. On vit Norman gesticuler, appeler un officiel, sauter sur place, à pieds joints, pour mieux voir, bref s'inquiéter. Faldo ne consentit qu'un regard d'une seconde à cet épiphénomène avant de replonger dans la préparation de son putt à venir. Il y fera le par, là où l'Australien perdra un coup, et toute la journée, sous le signe de l'extrême rigueur pour l'un et de la fébrilité pour l'autre, sera à l'image de cet incident.

Pour le Faldo nouveau, forgé, carapacé, travaillé, apparemment imperturbable, sûr de ses gestes, il n'y a pas, il n'y aura jamais le feu.

Ce ne fut pas le cas en 1984. Obsédé par le désir de bâtir un swing inoxydable, d'apprendre par cœur un nouveau rythme qui ne s'emballerait pas sous le coup de l'émotion, Faldo prit quasiment congé du golf. Il plaça son avenir entre les mains de David Leadbetter, un professeur britannique domicilié en Floride. Lentement, alors que la presse de son pays ne l'épargnait guère, Faldo s'est refait une santé. Les résultats sont éloquents. Pas seulement avec ses quatre titres majeurs, mais pour la menace qu'il fait planer sur chaque épreuve du grand chelem.

Record du parcours

Tout joueur qui mène l'observe désormais du coin de l'œil. Il est toujours là.

Faldo a terminé dans les trois premiers lors des treize derniers tournois majeurs. Personne n'impose une telle présence aux avant-postes. Personne ne semblait aussi frais que lui, malgré la température et la pression psychologique, lors des neuf derniers trous de dimanche. A trente-trois ans, il a presque le même âge que l'Espagnol Ballesteros mais on ne le dirait pas. Vainqueur exubérant ici il y a six ans, mais éteint cette année, comme précocement vieilli par l'intensité de son jeu, Ballesteros n'a pu passer le couperet du cut.

L'Espagnol a commencé à jouer à cinq ans et est passé professionnel onze ans plus tard. Faldo ne s'est intéressé au golf qu'à partir de quatorze ans et il ne joue pas dans le registre de la démesure. Il joue seulement juste. Si juste que cela confine maintenant au génie.

On sentait ici une espèce de jubilation à peine contenue chez le Britannique. Chaque morceau d'un jeu patiemment renforcé était en place. Sur un parcours qui exige la vigilance mais qui était, sans le désagrément du vent, très abordable, Faldo a pris la tête après trente-six trous. Jamais il ne s'était présenté au dernier jour d'un tournoi avec un avantage de cinq coups. Lui avait-on reproché un manque de panache ? D'être celui qui profitait de la faiblesse d'autrui pour venir cueillir les fruits de la victoire sur la fin ? Alors, il battra, de six coups, le record du parcours de Saint-Andrews (276), établi par Ballesteros lui-même.

« Le coup clé »

Au bout de douze trous, dimanche, l'Américain Payne Stewart réduira l'écart de cinq à deux coups mais il n'ira pas plus loin. Au quinzième trou, Faldo réussira un nouveau birdie. *« Ce fut le coup clé que j'attendais »*, dira-t-il plus tard. Mais, même soulagé, il continuera à faire et à refaire les gammes de son swing sur chaque départ jusqu'au bout de son chemin. Même au dernier trou avec la victoire acquise et la foule donnant de la voix, Faldo attendra le silence pour jouer son coup d'approche.

Chez lui, aucun geste n'est gratuit, même dans l'euphorie de la victoire. *« Dans le golf professionnel,* dit-il, *réussir des coups magnifiques est moins important que d'élever la qualité des coups moyens. »* Pendant quatre journées, il nous a prodigué des coups magnifiques à chaque trou mais jamais il n'a pris trois putts et il ne s'est retrouvé qu'une fois dans le sable.

Faldo est le premier golfeur vainqueur de deux titres majeurs dans la même année depuis l'Américain Tom Watson en 1982. Sans un putt raté d'un cheveu à l'US Open, il aurait pu se présenter le mois prochain à Birmingham (Alabama), où se disputera l'US-PGA, pour la conquête du premier grand chelem de l'époque moderne.

MARC BALLADE

FOOTBALL : le championnat de France

Nancy découvre la rigueur de la première division

Pour son retour en première division, l'AS Nancy-Lorraine a été battue 2 à 1 par le Paris-Saint-Germain, samedi 21 juillet au Parc des Princes. Le match a duré onze minutes de trop pour les nouveaux promus, qui se sont inclinés sur un penalty de Safet Susic (79e) et un but de Zlatko Vujovic (90e) après qu'Eric Martin avait ouvert le score pour Nancy à la 53e minute.

Une main dans les cheveux, l'autre dans sa poche, Aimé Jacquet semblait plus détendu après le match qu'avant le coup d'envoi. Entrant dans le grand bain de la première division, son équipe venait de laisser échapper, avec un peu de naïveté, un match qu'elle tenait presque. Mais, même lorsqu'on a avalé un peu d'eau, on se sent toujours mieux dans la piscine qu'en haut du plongeoir.

Deux heures plus tôt, surveillant l'échauffement du coin de la surface de réparation, le nouvel entraîneur de Nancy parvenait à peine à ouvrir la bouche. A ses côtés, chemisette violette et pantalon bleu comme lui, son adjoint Olivier Rouyer jouait les anges gardiens : ne pas le laisser seul plus de trente secondes ; lui parler, encore et toujours. Comme si l'un des plus expérimentés entraîneurs français avait besoin d'être rassuré.

Après ses malheurs successifs à Bordeaux et à Montpellier, qui l'avaient fait renoncer au football de haut niveau, Aimé Jacquet se trouve à nouveau dans une position délicate. L'éviction, cinq jours avant le début du championnat, de l'ancien entraîneur Robert Dewilder, qui, bien qu'ayant assuré la montée, n'était *« pas assez professionnel »* pour le président du club, Jacques Brzezinski, a provoqué un petit vent de fronde en terre lorraine.

Un banquier pour président

Certains joueurs se sont déclarés très surpris par cette décision. Gérard Rousselot, membre du comité directeur et ancien président du club, a démissionné, estimant que *«les statuts ne sont plus respectés»* puisque *«le comité n'est pas consulté pour les grandes décisions»*, et refusant de *«cautionner les méthodes personnelles»* de son successeur.

Placé, bien malgré lui, au cœur de ce règlement de comptes, Aimé Jacquet eut beau entendre le président Brzezinski affirmer que *«ce n'est pas un entraîneur qui fait les résultats de son équipe»*, il sait ce que l'on attend de lui : *« Une place dans les dix premiers*, martèle, le poing serré, le président. *Et je ne veux pas entendre parler de maintien en première division. Avec aussi peu d'ambition, autant aller se jeter tout de suite dans la Seine. »*

Le message est clair. Arrivée en octobre 1988, l'équipe dirigeante actuelle est parvenue à redonner vie à un club moribond. Elle n'a pas l'intention de s'arrêter là. Avec, autour de lui, toutes les anciennes gloires nancéiennes reconverties – Jean-Michel Moutier en directeur général, Olivier Rouyer en entraîneur-adjoint et Michel Platini en vice-président, – Jacques Brzezinski a appliqué à *« l'entreprise de sport-spectacle qu'est le football »* ses propres règles de banquier : *«Je fixe le budget annuel* [quarante millions de francs cette année contre vingt-deux millions l'an passé] *et ensuite ils se débrouillent pour me proposer les joueurs qu'ils veulent du moment que ça entre dans l'enveloppe. Je leur fais entièrement confiance car je n'y connais rien. Il y a certains des nouveaux dont j'ignorais jusqu'à l'existence. »*

Ainsi, pendant que Michel Platini, profitant de sa cote auprès du président de la Juventus de Turin, obtenait le prêt pour un an du meneur de jeu soviétique Alexander Zavarov, que Jean-Michel Moutier embauchait le Polonais Ryszard Tarasiewicz et le Yougoslave Nenad Stojkovic, Jacques Brzezinski continuait à appliquer les méthodes draconiennes qui sont les siennes depuis deux ans. Le maire de Nancy, André Rossinot, souhaite-t-il assister au match ? *«Il n'a qu'à acheter un billet»*, répond-il au chef de cabinet interloqué. Les joueurs veulent une prime de match ? Il claque la porte du vestiaire et ne remet plus les pieds au stade pendant un mois.

Curieux président qui parle de *« schéma cybernétique »* et recherche l'*« optimisation des facteurs. »* Qui, lorsqu'on le taxe d'autoritarisme, se défend en citant Sénèque : *« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il veut aller ».* Qui glisse entre deux remarques assassines contre *« ceux qui tuent le football par l'inflation des transferts »* qu'il *« préférerait être à Berlin au concert de Roger Waters plutôt qu'au Parc des Princes ».*

Samedi soir, pourtant, il n'a vu d'autre mur que celui du coup franc sur lequel, à la dernière minute de la rencontre, le « vieux » Safet Susic a offert à Vujovic le but de la victoire. Paris-Saint-Germain s'était fait une grosse frayeur. Nancy pensait déjà à son prochain match contre Brest.

Et Jean-Michel Moutier découvrait qu'il avait peut-être été un peu rapide en déclarant avant le coup d'envoi que *« la première division, c'est comme la deuxième en un peu plus excitant ».*

NATHANIEL HERZBERG

MOTOCYCLISME

Kevin Schwantz vainqueur du Grand Prix de France

L'Américain Kevin Schwantz (Suzuki), un Texan de vingt-six ans, a signé, dimanche 22 juillet sur le circuit Bugatti du Mans, sa quatrième victoire de la saison en remportant le Grand Prix de France motocycliste, dixième des quinze manches du championnat du monde de vitesse, dans la catégorie 500 centimètres cubes. Sous un soleil de plomb, à l'origine de nombreuses glissades, Schwantz a couvert les 124,04 kilomètres en 48 min 05 s (moyenne : 154,770 km/h).

L'Australien Wayne Gardner (Honda) a pris la deuxième place devant l'Américain Wayne Rainey (Yamaha), le leader actuel du championnat du monde.

Déjà vainqueur au Mans l'an dernier, le pilote catalan Carlos Cardus (Honda) a récidivé en 250 centimètres cubes où il a su résister au retour de l'Américain John Kocinski (Yamaha), révélation de la saison, victime d'une chute à six tours de l'arrivée. Ce Grand Prix de France n'a pas souri aux meilleurs pilotes nationaux. Jean-Philippe Ruggia (Yamaha), deuxième à Spa le 8 juillet, a abandonné dès le quatrième tour. Son compagnon d'écurie, Christian Sarron, qui entend mettre un terme à sa carrière sportive à la fin de l'année, est rentré à son stand sept tours plus tard avec des problèmes d'allumage.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des voitures de sport-prototypes

Déjà vainqueur des deux premières épreuves de la saison, à Suzuka et à Monza, l'équipage franco-italien composé de Jean-Louis Schlesser et Mauro Baldi (Sauber-Mercedes) a renoué avec le succès, dimanche 22 juillet sur le circuit de Dijon-Prenois, en remportant la cinquième manche du championnat du monde des voitures de sport-prototypes. Ce succès permet à Jean-Louis Schlesser, tenant du titre, et à Mauro Baldi de rejoindre au championnat du monde des pilotes l'Allemand de l'Ouest Jochen Mass, deuxième à Dijon sur la deuxième Mercedes engagée. La troisième place est revenue à la Nissan des Britanniques Julian Bailey et Kenny Acheson.

Baja aragon

Pour leur première sortie en compétition, les Citroën ZX rallye-raid ont réussi un doublé avec le Finlandais Ari Vatanen, vainqueur, dimanche 22 juillet, de la Baja aragon, une épreuve tous terrains de 800 km, devant le Belge Jacky Ickx.

CYCLISME

Tour de France

Vingtième étape, Vassivière-en-Limousin (45,5 km contre la montre)

1. Erik Breukink en 1 h 2 min 40 s ; 2. Raul Alcala (Mex.), à 28 s ; 3. Marino Lejarreta (Esp.), à 38 s ; 4. Miguel Indurain (Esp.), à 40 s ; 5. Greg LeMond (E-U), à 57 s ; 6. Pello Ruiz Cabestany (Esp.), à 1 min 28 s ; 7. Dag-Otto Lauritzen (Nor.), à 2 min 1 s ; 8. Pedro Delgado (Esp.), à 2 min 21 s ; 9. Philippe Louviot (Fra.), à 2 min 26 s ; 10. Luc Leblanc (Fra.), à 2 min 27 s ; (...) 17. Claudio Chiappucci (Ital.), à 3 min 18 s.

Vingt et unième et dernière étape, Brétigny-sur-Orge - Paris (182,5 kilomètres)

1. Johan Museeuw (Bel.), 4 h 53 min 52 s ; 2. Adriano Baffi (Ita.) ; 3. Olaf Ludwig (RDA) ; 4. Djamolidine Abdushaparov (URSS) ; 5. Davis Phinney (E-U), tous même temps.

Classement général final. – 1. Greg LeMond (E-U), en 90 h 43 min 20 s ; 2. Claudio Chiappucci (Ita.), à 2 min 16 s ; 3. Erik Breukink (P-B), à 2 min 29 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.), à 5 min 1 s ; 5. Marino Lejarreta (Esp.), à 5 min 5 s ; 6. Eduardo Chozas (Esp.), à 9 min 14 ; 7. Gianni Bugno (Ita.), à 9 min 39 s ; 8. Raul Alcala (Mex.), à 11 min 14 s ; 9. Claude Criquielion (Bel.), à 12 min 4 s ; 10. Miguel Indurain (Esp.), à 12 min 47 s.

FOOTBALL

Championnat de France

Première division
(Première journée)

*Marseille b. Nice	1-0
*Bordeaux et Lyon	0-0
*Monaco b. Toulon	2-1
*Paris SG b. Nancy	2-1
*Sochaux et Brest	1-1
*Metz et Lille	2-2
*Nantes et Caen	0-0
*St-Etienne et Rennes	0-0
*Toulouse et Auxerre	0-0
*Cannes b. Montpellier	2-1

Deuxième division
(Première journée)

GROUPE A

*Nimes b. Avignon	2-1
*Strasbourg et Louhans-C	0-0
Martigues b. *Chaumont	1-0
*Gueugnon b. Mulhouse	1-0
*Bastia b. Alès	3-0
*Epinal et Valenciennes	0-0
*Dijon b. Annecy	3-1
*Rodez b. Ajaccio	2-1
*Dunkerque et Istres	0-0

GROUPE B

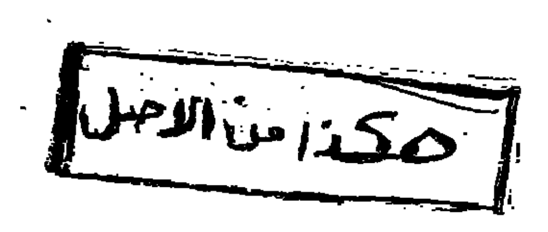
*Laval b. Le Havre	1-0
*Rouen b. St-Seurin	5-1
*Créteil b. Le Mans	2-1
*Bourges et Beauvais	1-1
*St-Quentin et Angers	0-0
*Lens b. La-Roche/Yon	3-1
*Guingamp b. Orléans	1-0
*Tours b. Niort	2-0

*(*Red Star-Reims, reporté 31 juillet.)*

TENNIS

Tournoi de Stuttgart

Le Yougoslave Goran Ivanisevic a obtenu, dimanche 22 juillet, sa première victoire dans un tournoi de l'ATP en battant l'Argentin Guillermo Perez-Roldan (6-7, 6-1, 6-4, 7-6) en finale du tournoi de Stuttgart. En demi-finale, l'Argentin avait éliminé le Français Henri Leconte (6-7, 6-3, 7-6).



هكذا من الاصل

CULTURE

Avignon 90

de nos envoyés spéciaux



Au petit matin...

Au petit matin, les acteurs épuisés mais extasiés, applaudissaient les spectateurs restés là, pendant douze heures, et qui écoutaient Claudel. C'était *le Soulier de satin*, *un mémorable événement qui marquera l'histoire du Festival*, c'était Antoine Vitez. *Il est mort* le 30 avril, on *n'imagine pas qu'il ne* viendra plus. Samedi 21 juillet, de minuit à trois heures du matin, au Verger, ses amis innombrables lui ont rendu hommage, ont lu quelques-uns de ses poèmes, des écrits qu'il aimait. Jack Lang était là, *lui aussi a lu un court texte, et ce n'était plus le ministre, mais un* ami de toujours qui cachait mal sa peine. L'hommage avait été organisé par Yannis Kokkos et Georges Aperghis. Ils connaissent trop Vitez pour se complaire dans une tristesse qu'il aurait rejetée. *« Chez ceux qui ont travaillé avec lui, il a ouvert une porte et elle ne s'est pas refermée »* disait Nada Strancar. On souhaiterait garder une trace de cette nuit-là et surtout de tout ce que Vitez a pu dire, inventer, transmettre pendant sa vie. Sans doute Alain Trutat aurait-il aimé que France-Culture profite davantage des multiples talents d'Antoine – y compris ses talent *d'imitateur*. Comme chaque année, France Culture est à Avignon, et *« produit, reflète, prolonge »*. Comme chaque année. André Benedetto dans son Théâtre des Carmes met en poème et en scène ses angoisses et ses colères de militant généreux. Et cette année, exceptionnellement, se poursuivent les différentes interprétations du *Ramayana*. Voici à présent les danseurs de Bali, et aussi les marionnettes de l'Inde.

C. G.



MARC ENGUERAND

L'opéra villageois

Quelques épisodes d'un « Ramayana » truculent, venu d'un village perdu de Bali

Après la fantasmagorie des ombres *malaisiennes*, le *raffinement* des danses indiennes, la sublime sophistication de l'opéra de cour javanais, voici la truculence, la gaîté et la santé populaires du Wayang Wong balinais. Un éclaboussement de couleurs et de sons, où le jeu s'allie à la danse et à la pantomime, le récitatif chanté au dialogue parlé. C'est la forme théâtrale la plus archaïque de Bali ; elle est encore intacte dans deux ou trois villages montagnards perdus, comme celui de Telepud, hameau de cent habitants dans lequel on ne compte pas moins de dix temples... Dans ces temples sont conservés les antiques manuscrits enluminés racontant les grands mystères de l'île Les *représentations* du Wayang Wong – *qui sont pour les Balinais un rituel, une offrande aux dieux* – *apparaissent comme une illustration vivante de ces manuscrits sacrés*. Le spectacle, là-bas, peut durer deux jours et deux nuits.

La tranche toute crue de *Ramayana* qui nous est servie au cloître des Célestins ne dure que deux heures – il faut s'adapter aux petits appétits *occidentaux*. Le gamelan est assis à droite de la scène (veste mao marine, turban fuschia et or). A la différence de la musique du Langen Mandra Wanara, qui s'étire dans une abstraction lancinante, celle du Wayang Wong est extrêmement expressive ; elle épouse l'action, se met en colère, s'attendrit, tonne ou chuchote, ponctue d'un coup de percussions, comme au cirque, les chutes ou les coups de pied au derrière.

Aux personnages du *Ramayana* que nous connaissons, s'en ajoutent *ici quatre, mi-clowns mi-serviteurs* (deux côté Rama, deux côté Ravana) ; ils commentent, ricanent, prêtent main-forte, culbutent, s'adressent parfois au public. Ils improvisent, alors que les rôles et les mouvements de tous les autres personnages sont réglés au millimètre par la tradition. Le texte est proféré *tantôt* par les *protagonistes*, tous masqués (borborygmes et rugissements se mêlent à la parole articulée), *tantôt par les deux récitants* et la récitante assis à côté du *gamelan*.

Les villageois de Telepud fabriquent eux-mêmes leurs magnifiques costumes et masques. Curieusement, dans les costumes, le vichy à carreaux rouges ou noirs façon nappe de cuisine s'allie aux plus rutilants brocards brochés et lamés ; les hommes portent des sortes de manteaux courts s'évasant à partir des aisselles, les femmes l'étroit sarong traditionnel, enrichi de ceintures et écharpes à larges pans. Les masques sont d'une variété et d'une fantaisie incroyables dans le dessin, la forme, la couleur. Ils sont surmontés de hautes coiffes dorées, dentelées, ciselées, ou bien chez certains démons, d'énormes perruques. Comme à Java, la queue des singes retrousse le dos de leur manteau et monte s'attacher à la coiffe.

Rama et Lakshmana étant des « personnages raffinés », sont joués par des femmes – comme Sita bien sûr qui semble une frêle adolescente. Les acteurs-danseurs se tiennent le plus souvent jambes écartées et légèrement pliées, position caractéristique des danses orientales. Les mouvements des bras sont ravissants, et on ne se lasse pas d'admirer ces doigts qui se détachent les uns des autres, en de volubiles et délicates chorégraphies – hélas incompréhensibles pour nous.

Le spectacle condense plusieurs épisodes du *Ramayana*. L'exil dans la forêt, la diabolique gazelle d'or qui éloigne Rama de Sita, le rapt de celle-ci par le roi des démons Ravana, auquel essaie de s'opposer le vautour Jayatu, la bagarre entre le roi des singes Sugriva et son frère Valin (que Rama expédie d'une flèche), le vol du singe blanc Hanuman vers Lanka où il voit Sita prisonnière, les féroces combats entre singes et démons, la mort de Ravana. Quand un personnage doit se métamorphoser, il disparaît simplement derrière un paravent, un autre ressort aussitôt à sa place...

On ne résiste pas au Wayang Wong. Si on ne peut voir que deux spectacles du *Ramayana*, c'est celui-ci et l'opéra de Java qu'il faut choisir.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ Cloître des Célestins, à 22 heures. Jusqu'au 27 juillet.

Cri et silence

André Benedetto présente ses deux dernières pièces dans son Théâtre des Carmes

De son palais dépouillé des Carmes, André Benedetto crie contre l'injustice. Il règne sur sa tribu de comédiens, un peu vieillis comme lui-même, dont le vigoureux accent provençal, l'expérience d'un jeu collectif élémentaire, la saveur et la bonhomie populaire, sont au service des causes qu'il défend avec les armes de la poésie. Une poésie exaltée, qui s'enivre d'images et paraît trouver en elle-même un ordre qui échappe à la logique théâtrale.

Alors la pièce se construit à coups de souffles lyriques, de discours de tribune, dominés par la voix de Benedetto lui-même, comédien-conteur, prédicateur flamboyant au ton incantatoire, dont les gestes et les mines viennent de la palabre méridionale. Tout procède de lui, de *sa séduction gitane, de son charme de baladin, de sa conviction de militant*. De son habileté aussi d'*homme* de métier *à jouer* d'un théâtre « pauvre », presque sans accessoires et sans décor, dans des murs nus. Il en est ainsi depuis des années, et dans son pré carré avignonnais, Benedetto ne se soucie pas des humeurs de la mode.

Il présente deux de ses pièces : *Nuits au maquis* et *Un autiste, un soir*. La première rassemble huit comédiens pour une invocation aux morts de la Résistance. Des personnages divers de notre actualité se retrouvent, par hasard, autour d'un gisant de pierre. Sa résurrection va les immerger pour un temps dans le peuple des ombres. Retour à l'Occupation avec ses clandestins, ses combattants, ses tièdes, ses opportunistes, ses collabos, et les jeunes gens qui s'aiment, en dépit de tout. La pièce, sur ce thème, s'alourdit assez souvent d'explications. Elle navigue mieux dans les dérives poétiques de Benedetto, semées de chansons aux rythmes de *songs* brechtiens, que la troupe scande en frappant des galets les uns contre les autres.

Un autiste, un soir fait plus directement appel à l'émotion. Dans un *hôpital, un médecin* et une infirmière se penchent sur le cas d'un *jeune malade muré* dans son silence. Un *mur qu'ils* essaient de briser, l'une avec sa *féminité*, la caresse de ses mains sur le corps contracté, l'autre par le *discours intellectuel*. En fait, il s'agit d'*une méditation* sur la condition humaine, sur *la nuit* des origines, il s'agit d'*un plaidoyer* en faveur des exclus d'une société qui ne supporte pas le mutisme.

Est-ce du *théâtre* ? Avec Benedetto et les deux comédiens de sa tribu, sans doute. Docteur et infirmière s'agenouillent près du lit où gît leur patient silencieux, comme des santons libertaires autour de la crèche, et le mystère provençal s'achève sur le premier mot d'un dialogue.

JEAN-JACQUES LERRANT

▶ Théâtre des Carmes. *Nuits au maquis* : le 27, à 21 h 30, le 28, à 17 heures et 21 h 30. *Un autiste, un soir* : à 17 heures, jusqu'au 1er août. Relâche samedi et dimanche.

Le visage vert de Sita

Venues du sud de l'Inde, les marionnettes à fils Yakshagana sont des ambassadrices de rêve du Ramayana

Elles parlent un peu, elles chantent surtout, elles se *câlinent pour dire des* mots d'amour, elles trépignent quand elles sont en colère, se bagarrent avec des gestes aussi vifs que ceux de Guignol, mais en lieu et place du bâton, elles portent des arcs et, avec une dignité royale, des lances d'or. L'art de la marionnette implique ici une narration aussi schématique que celle de la bande dessinée, et il n'est pas besoin d'avoir révisé son *Ramayana* pour comprendre l'épisode qu'interprêtent, avec brio, les marionnettes à fils Yakshagana. Il est vrai que ces joyaux de bois nés au XVIIIe siècle, dans l'Etat du Karnakata, au sud de l'Inde, ont inscrit à leur répertoire l'un des épisodes les plus connus de la légende : l'enlèvement de Sita par le roi des démons Ravana, avec la *complicité de son magicien favori*, Maricha. *Maricha, métamorphosé en un beau cerf couleur d'or charme tant Sita qu'elle persuade son époux Rama de partir à sa poursuite* dans la forêt.

Bien sûr, le conteur a brodé sur ce canevas, mais le résumé du petit programme distribué à l'entrée supporterait d'être plus résumé.

Le roi des démons est une sorte d'hydre à plusieurs têtes, avec des ailes redoutables. Le bon Rama a un sourire inlassable, un doux visage peint en vert, comme ses mains, et sur sa robe, verte encore, il porte un collier de fleurs. Rama caresse, en un geste d'une tendresse infinie, le visage de Sita son épouse, une bonne petite femme d'intérieur, n'était la couronne d'or. La mauvaise Surpanakhi, une garce, la soeur de Ravana, déboule en scène toute de rouge vêtue, les seins *comme* des *armes*, les dents comme *des flammes*. L'oiseau *prophète* Jatayu *est sympathique*, avec *son nez* crochu *rouge et ses petites* ailes *qui tombent au cours du combat avec* Ravana, tandis *que le rideau du très simple castelet s'agite en tempête*. Derrière, les *marionnettistes chanteurs mènent* une sarabande : ils sautent à *pieds joints au cours des* batailles, *ils enchaînent récitatif et* chant sur un rythme d'enfer soutenu par des percussions et une sorte d'instrument à vent qui émet un son acide, entre la cornemuse et *la* flûte.

L'or des couronnes, les pierres précieuses, la lampe à huile tenue parfois en scène par une poupée jettent des éclats de lumière jusque dans les yeux de ces marionnettes dont la présence a quelque chose de violent et de raffiné tout à la fois. La salle des Pénitents Blancs baigne dans la chaleur moite des nuits indiennes. On imagine, sans peine, les torches dans la nuit, les foules d'enfants assis au premier rang, frémissants de peurs toujours ravivées devant des aventures connues par cœur, et derrière, les anciens, avec leurs sourires édentés, et leurs peaux burinées. Mais il ne manque rien à ce spectacle, très populaire par essence, qui supporte fort bien le déplacement.

ODILE QUIROT

▶ Chapelle des Pénitents Blancs, à 19 heures. Jusqu'au 27 juillet.

DANSE

Une Lola Montes du Far-West

Au Festival d'Arles, Karine Saporta rêve d'une femme-enfant, inaccessible

Karine Saporta fait partie de ces êtres qui sont tellement attachés à leur jeunesse qu'elle *leur colle* à la peau, *même quand la quarantaine approche : corps de pré adolescente, visage aux traits fins et légers, chevelure volumineuse et* bouclée.

L'air d'une jeune fille rangée, volontiers boutonnée jusqu'au menton, mais qui dénude ses bras avec volupté. Toujours habillée de *vêtements sombres mais ajustés*, drapés : *un comportement étudié* entre *le strict* et le sensuel, la fillette précoce et la femme inaccessible...

Prévue initialement pour la Biennale de danse de Lyon de septembre prochain, qui a pour thème l'*histoire de la danse aux Etats-Unis*, Karine Saporta a planté la chorégraphie de *la Poudre des anges* dans l'Ouest américain. Sur des textes de William Burroughs, dont elle emploie la technique narrative du *cut-up*, elle reconstitue, bribe par bride, le destin d'Elisabeth Monnier, danseuse de burlesque, qui n'est pas sans rappeler celui de Lola Montes.

Les fantasmes du corps féminin, principale source d'inspiration de la chorégraphe, sont interprétés avec superbe par Anna Ventura : *un concentré de soumission et de lascivité, créature nocturne, tantôt* danseuse du ventre, vestale égyptienne, tantôt enfant apeurée, jeune captive d'un patron de cirque qui l'exhiberait sans vergogne.

Un sortilège exaspéré

Ce Far-West de songes, est peuplé de géantes baudelairiennes à la peau brune, de fils de famille fin de siècle, de nains dansants, de personnages qui se sont fait la tête d'Orson Welles jeune. Une petite fille hante les lieux, gantée de blanc. Karine Saporta a mis beaucoup d'elle-même dans cette *enfant, femme en miniature, désireuse de s'intégrer au monde des* adultes, les imitant pour mieux leur imposer sa propre volonté, têtue et enfantine.

Un cabinet, qu'un dispositif scénique *fait tourner sur lui-même, s'ouvre et se ferme à volonté* grâce à deux murs en demi-cercle Il découvre des espaces en perpétuel changement. Des *portes s'entrouvrent sur des jambes fuselées*, une épaule, des ombres. Parfois la scène est entièrement offerte, remplie du bruit furieux des corps exaspérés. Parfois, on aperçoit le saloon à travers les étagères du bar, fenêtre aux barreaux de cristal.

La musique et le chant sont *conçus comme un récitatif d'opéra, longue plainte de tous* ceux qui ont contribué, à l'instar d'Elisabeth Monnier, à la conquête de l'Ouest, utilisés et rejetés au gré des impératifs d'une économie sauvage.

La Poudre des anges opère comme un sortilège qui ferait revivre le passé. Quand l'effet d'hypnose s'estompe – effet parfaitement rendu par le saccadé et le ralenti du mouvement – la chair décomposée retourne à la poussière, le saloon à l'état de ruine. C'est, à ce jour, la pièce la plus achevée de Karine Saporta. Elle ouvrira dès septembre la saison du Théâtre de la Ville.

DOMINIQUE FRÉTARD

La part des ondes

France-Culture, partenaire du Festival ce n'est pas nouveau, mais ça marche

Informations, présentations, les radios, puis les télévisions nationales ont toujours accompagné le festival d'Avignon. De plus, des émissions se construisent à partir des spectacles. Pierre-André Boutang et Guy Seiligman sont là, chaque année, pour enregistrer quelques numéros d'« Océaniques », la Sept négocie le tournage de spectacles. *« Les hommes de théâtre doivent se mobiliser pour que la Sept obtienne un réseau hertzien. Ils en ont besoin, c'est pour eux de première importance »*, répète à qui veut l'entendre Bernard Faivre d'Arcier, qui d'ailleurs a mis sur pied la Sept, qui pourrait tenir à la télévision le rôle de France-Culture à la radio.

A Avignon, France-Culture *« reflète, produit, prolonge »*, selon la formule d'Alain Trutat, fondateur de l'Atelier de création, tremplin de tous les auteurs qui, à présent, comptent. De Valère Novarina à Joël Jouanneau, de Philippe Minyana à Pascal Rambert pour ne citer que les plus récents. *« Nous jouons un rôle que personne d'autre ne tient*, dit Alain Trutat, *et nous sommes discrets. Nous « couvrons » un certain nombre de manifestations, mais surtout, nous sommes à la source de plusieurs autres, qui ont trouvé leur place, comme les hommages aux poètes ; cette année René Char.*

» Nous avons également des coproductions. Notre investissement directement financier est minime, mais nous fournissons les moyens techniques les meilleurs qui soient, en particulier, évidemment, dans le domaine du son. France-Musique mène ses actions particulières, France-Culture s'intéresse également aux compositeurs contemporains. C'est à l'époque Guy Erisman qui a inventé la formule du théâtre musical ; nous avons continué, et cette année participé à l'opéra de Denis Levaillant, O. P. A. mia. *Même si la représentation a été contestée, nous ne le regrettons absolument pas, et je pense que la manière dont l'œuvre va être reprise sur la station, va aider à une meilleurs reception.*

» Je ne crois pas que la tâche de France-Culture soit plus difficile aujourd'hui qu'il y a vingt ans, je pense qu'elle est plus importante. La télévision ne nous gêne pas, ni les radios d'information. La seule chose que je regrette est de ne pas trouver d'interlocuteur critique. Nous avons besoin de réponse, de dialogue, fût-il polémique. »

propos recueillis par
COLETTE GODARD



CULTURE

ARTS

Des musées solitaires

Les vols opérés dans quelques établissements parisiens ont défrayé la chronique.
Les petits musées sont-ils particulièrement vulnérables ?

La chapelle des Pénitents de Brignoles, dans le Var, musée d'art sacré depuis 1986, a été pillée, dans la nuit du 19 au 20 juillet. Les voleurs ont fait main basse sur des tableaux, statues et ex-voto datant des dix-septième et dix-huitième siècles, *« des pièces de grande qualité à la valeur inestimable »*, a précisé le conservateur.

La veille, M. Jacques Sallois, le directeur des musées de France (DMF), rappelait, au cours d'une conférence de presse, que l'information sur les vols dans les musées ne devait plus être un tabou, en affirmant qu'il fallait banaliser la sécurité dans ces établissements. Il a d'ailleurs présenté l'inspecteur général de police Maurice Gravaud, détaché par le ministère de l'intérieur auprès de la DMF pour coordonner l'ensemble de ces problèmes. Ce dernier est assisté de deux spécialistes venus du secteur privé : M. Robert Dauvergne du Crédit lyonnais et M. Claude Bellière du Printemps. Cette « cellule » s'est déjà rendue dans de nombreux musées.

Dès la fin du mois, un pré-rapport sera remis à la DMF et un plan de sécurité lancé, cas par cas.

La protection des œuvres d'art exposées au public est difficile et coûteuse. Loin des grands « classiques » tels le Louvre, Orsay ou le Petit Palais, les musées plus modestes et plus intimes, moins fréquentés mais aussi passionnants, ne sont-ils pas plus vulnérables aux voleurs ?

Voici, par exemple, accroché aux coteaux de la ville royale de Saint-Germain-en-Laye, celui du Prieuré. L'ancienne maison bâtie par la marquise de Montespan pour accueillir les déshérités a été acquise en 1914 par le peintre Maurice Denis, ami de Gauguin. A sa mort, les héritiers de l'artiste donnèrent ses œuvres au département, qui décida d'ouvrir un musée, inauguré en 1980. Le Prieuré présente des toiles des symbolistes et des nabis avec, bien sûr, celles de Maurice Denis. Au total, cinq cents peintures au bas desquelles on retrouve notamment les signatures de Gauguin, Emile Bernard, Paul Sérusier, Auguste Cazalis, Félix Vallotton, Pierre Bonnard et Edouard Vuillard.

Trente mille à cinquante mille personnes visitent chaque année ce musée mis vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur alarme et surveillé par sept gardiens. Equipé de caméras reliées à un réseau de télésurveillance, le Prieuré est particulièrement bien protégé. Chacun est équipé de badge. Les tableaux sont munis de contacteurs. L'informatique est au rendez-vous et des radars discrets fouillent les salles où sont exposés ces nabis qui ont voulu renouveler l'art de la vie quotidienne. Coût de la mise en place d'un tel réseau : 2 millions de francs financés par le conseil général des Yvelines.

Aucune tentative de vol n'a troublé, jusqu'à présent, la quiétude du Prieuré. M. Stéphane Colsenet, administrateur du musée, sait bien qu'il n'existe *« jamais de fausse alarme »* et que tout système n'est efficace que dans la mesure où il est en parfait état de marche et où le personnel est préparé à réagir rapidement. *« En fait,* assure M. Colsenet, *la question posée par la sécurité des œuvres exposées dans les musées n'est pas celle du nombre des gardiens mais, avant tout, celle de leur formation et de leur motivation. »*

Le beau secret du Prieuré pour arrêter le professionnel, le fier-à-bras ou le mégalomane qui s'est emparé d'un tableau est cet escalier majestueux, à double révolution, qui dessert les trois niveaux du musée et relie entre elles les différentes salles d'exposition. Il aurait plu à Alexandre Dumas. En pierre, voûté d'arêtes, ses volées confèrent à l'édifice un mystère initiatique. Un véritable labyrinthe pour celui qui n'a pas l'habitude de fréquenter ces murs. Alors, le Prieuré, un musée sûr ? Peut-être. Mais n'est-ce pas l'écrivain James Murdoch qui disait : *« Le hasard favorise rarement les mécanismes dus à la main de l'homme et leurs défaillances se produisent généralement au moment les plus malencontreux »* ?

Protéger Zadkine

Dans ces paisibles musées, comme dans les plus agités, on sait bien qu'un nombre élevé de visiteurs est aussi dangereux que le promeneur solitaire dans une salle déserte. On se méfie des sacs, des larges manteaux et des parapluies. Certes, on est loin de la liste des objets trouvés, en une matinée, dans le sac des visiteurs des musées du Vatican : un poignard, deux couteaux à gaine, un couteau de poche, un couteau de cuisine, une paire de ciseaux, un couteau de cuisine à lame scie, cinq canifs et un revolver chargé, mais l'imagination est sans bornes.

Au Musée Zadkine, rue d'Assas, à Paris, le système de protection est moins sophistiqué qu'au Prieuré, mais à la suite des vols commis récemment, le conservateur a fait décrocher des murs deux masques en bois, plats et légers, qui se trouvaient près de la sortie. Installé dans un joli cadre, celui-là même où travaillait l'artiste, le musée offre à ses visiteurs (neuf mille par an) des sculptures en bronze, en pierre et en bois qu'il est difficile d'emporter du fait de leur poids, mais un portrait de Zadkine par Modigliani vient d'être protégé récemment par une vitre.

Et quelques toiles de Valentine Prax, la compagne de l'artiste, pourraient tenter quelques « amateurs ». Cinq gardiens sont chargés de la surveillance des quatre salles principales. Naturellement la demeure de Zadkine et ses annexes sont protégées par un système d'alarme. Fera-t-on plus ? Sans doute si l'épidémie de vols se propage. M. Sylvain Lecombre, conservateur de ce musée municipal (Ville de Paris), répugne à dresser des obstacles entre les œuvres et les visiteurs. Mais s'il faut interdire l'entrée à tous ceux qui refusent la fouille de leur sac, il n'hésitera pas.

JEAN PERRIN

DISQUES

Soul écossaise

► The Chimes. Disque, cassette, CD CBS.

Glasgow, « capitale culturelle européenne » pour 1990, peut viser un titre mondial. La ville a déjà réussi à acclimater le rock FM américain (Texas, Deacon Blue), voici que – filant le paradoxe entre le poli de la musique et la rudesse de la cité – elle donne naissance à un groupe de soul music d'un raffinement extrême.

The Chimes marchent sur les traces de Soul II Soul. Jazzie B., le maître-d'œuvre de la PME de la soul anglaise, a d'ailleurs produit deux titres de l'album dont *Heaven*, déjà sorti en 45 tours, un titre qui a fait beaucoup pour la réputation des Chimes sur les pistes de danse. La parenté ne s'arrête pas là, on retrouve chez les uns comme chez les autres les cordes suaves du Reggae Philharmonic Orchestra et surtout un raffinement qui flirte sans cesse avec l'anémie sans jamais y succomber.

En d'autres termes, The Chimes jouent le contrepoint de la brutalité hypnotique de la house music, sans jamais en renier tout à fait le vocabulaire. Sur des tempos moins frénétiques, leur son laisse plus d'espace aux paresseux qui auraient envie d'écouter sans bouger. On se croirait par moments revenu au temps délicieux du son de Philadelphie, au milieu des années 70. Le tout catalysé par la voix virtuose de Pauline Henry, une Anita Baker qui aurait des chansons à se mettre sous la dent. En prime, la reprise gospel du *I Still Haven't Found What I'm Looking For* de U2 démontre – après le *Mystery Girl* interprété par Roy Orbison – que Bono n'est pas toujours à même de faire justice à ses propres chansons.

T. S.

La valeur n'attend pas...

► L'Orchestre français des jeunes, Emmanuel Krivine (direction). Un disque compact Adès 14 165-2.

Fondé en 1982, à l'initiative du ministère de la culture, l'Orchestre français des jeunes se réunit chaque année pour une session de travail. Pendant dix jours, de jeunes instrumentistes, âgés de quatorze à vingt-six ans, issus des différents conservatoires nationaux supérieurs et de région et des écoles nationales de musique, préparent un programme de concerts qu'ils présentent ensuite aux publics des plus grands festivals européens. Emmanuel Krivine est leur patron. Sous son autorité, à la fois bienveillante et sourcilleuse, ils apprennent à se fondre dans un jeu d'ensemble, à acquérir cette homogénéité qui fait tant défaut à nos orchestres professionnels... sans rien abdiquer de ce qui fait la supériorité des musiciens français à leur zénith : flexibilité, virtuosité individuelle, sensualité, couleur brillante, qualités inégalées même par les plus beaux orchestres américains.

En écoutant ce disque, enregistré à Lons-le-Saunier en avril 1989, ce programme, qui n'est pas de tout repos puisqu'il réunit l'Ouverture des *Maîtres chanteurs de Nuremberg*, de Richard Wagner, *Iberia*, de Claude Debussy, et les *Danses symphoniques* de *West Side Story*, de Leonard Bernstein, on oublie immédiatement que ces jeunes musiciens sont encore des « bleus » de l'orchestre. Et, pour tout dire, leur interprétation d'*Iberia* et de *West Side Story* fait jeu égal avec les plus abouties. Et quelle belle prise de son, naturelle, aérée, sans artifices !

A. Lo.

EN BREF

□ **Les Mutuelles du Mans achètent « le Livre des Saint-Aubin ».** – Les Mutuelles du Mans ont acquis *le Livre des Saint-Aubin* pour 14 millions de francs. Ce recueil de dessins du dix-huitième siècle sera déposé pendant dix ans au cabinet des dessins du Musée du Louvre. Cette acquisition s'effectue dans le cadre des nouvelles facilités accordées aux sociétés d'assurances pour acheter des œuvres d'art. Riche de 280 dessins, *le Livre des Saint-Aubin* a été réalisé par une famille d'artistes portant ce nom.

□ **Cours d'interprétation du pianiste Vlado Perlemuter.** - Vlado Perlemuter donnera, à l'invitation de la Société franco-japonaise de musique, une série de cours publics d'interprétation salle Cortot, à l'Ecole normale de musique, du 23 au 28 juillet, de 14 heures à 16 heures (entrée libre). Elève de Moritz Moszkowski, d'Alfred Cortot, ce pianiste, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-six ans, a aussi reçu les conseils de Ravel.

► Ecole normale de musique, 78, rue Cardinet, 75017.

Deux disparitions

Le pianiste Joe Turner

Le pianiste Joe Turner est mort le dimanche 22 juillet à Montreuil. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

La Calavados, le bar de l'avenue Pierre-Ier-de-Serbie, à deux pas des Champs-Elysées, a perdu son pianiste. Joe Turner y était une institution. A quelques soirées près, pour raison de galas ou de festivals, il y jouait depuis 1962. A la porte, sa longue américaine : le cadeau d'un client un soir d'émotion particulière. Joe Turner maintenait intacte la virtuosité aimable et désinvolte des pianistes *« stride »* (la main gauche bondissante). Il était de la lignée de James P. Johnson, Fats Waller et Willie (*The Lion*) Smith. Conteur plein d'humour, il pratiquait un art aussi délicat, marqué chez lui par les longues périodes d'Art Tatum.

Né à Baltimore (Maryland) le 3 novembre 1907, il avait commencé sa carrière professionnelle à New-York en 1925, en solo dans les clubs de Harlem ou au piano chez Hilton Jefferson (1926), Benny Carter (1929) et Louis Armstrong (1930). C'est avec la chanteuse Adelaïde Hall qu'il vient en Europe pour la première fois (1935). Il voyage, enregistre à Prague avec l'orchestre local de Jan Sima, s'installe à Paris jusqu'au début de la guerre puis retourne à New-York avant d'être mobilisé.

En 1946, il intègre l'orchestre de Rex Stewart et revient définitivement en Europe deux ans après, se produisant principalement en Suisse et en France avant de se fixer à la Calavados.

FRANCIS MARMANDE

L'écrivain argentin Manuel Puig

L'écrivain argentin Manuel Puig est mort dimanche 22 juillet à Cuernavaca près de Mexico, après une opération de la vésicule biliaire.

Agé de cinquante-sept ans, Manuel Puig était l'auteur de nombreux romans, dont *le Baiser de la femme araignée* (Seuil 1979) porté à l'écran en 1985 et qui valu à William Hurt le prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes, cette année-là. *Le Baiser de la femme araignée* met en scène les fantasmes et l'amitié naissant, en prison, entre un homosexuel condamné pour détournement de mineurs et un guérillero : deux hommes qu'*a priori* tout sépare, mais qui, ensemble parviennent périodiquement à s' « évader » de l'univers carcéral, de ses contraintes, de sa promiscuité, en se racontant l'un à l'autre des films, en choisissant le rêve contre la dure réalité.

Manuel Puig, passionné de cinéma, qui fut sa première vocation – il ne commença à écrire qu'après l'âge de trente ans, – est l'auteur de nombreux autres livres, à travers lesquels il poursuivait un projet littéraire où il tentait, comme l'écrivait Claude Fell (*le Monde* du 15 janvier 1982) de *« fusionner la radioscopie des classes moyennes argentines et la transcription imaginaire des angoisses et des conflits qu'implique, dans notre monde, l'affirmation des pulsions profondes de l'individu »*.

Outre *le Baiser de la femme araignée*, plusieurs ouvrages de Manuel Puig sont actuellement disponibles dans leur traduction française (la plupart ont été traduits par Albert Bensoussan) : *Malédiction éternelle à qui lira ces pages* (Gallimard, 1984) ; *les Mystères de Buenos-Aires* (Seuil, 1975) ; *le plus Beau Tango du monde* (Denoël, 1972 repris en 1987 dans la collection de Gallimard, « L'imaginaire ») ; *Pubis angelical* (Gallimard, 1982) ; *Sang de l'amour partagé* (Belfond, 1986) ; *la Trahison de Rita Hayworth* (Gallimard, 1969).

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

– *Les conseils d'administration*
Et le personnel des sociétés
Sucrerie-Raffinerie de Chalon-sur-Saône,
Sucreries de Bourgogne,
Sucrerie-Raffinerie de Brienon,
ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M. François BALLAND,

pieusement décédé le 21 juillet 1990, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Désert (Saône-et-Loire), le mercredi 25 juillet, à 15 h 15.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le secrétaire perpétuel,
Le bureau
Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres,
ont le regret de faire part du décès, survenu le mercredi 18 juillet 1990, de

M. André CHASTEL,
membre de l'Académie
des inscriptions et belles-lettres,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur honoraire à la Sorbonne
et au Collège de France,
directeur d'études
à l'Ecole pratique des hautes études,
membre de l'Académie dei Lincei,
à Rome,
de la British Academy, à Londres,
de la Bayerische Akademie, à Munich,
et de l'Académie royale de Suède,
à Stockholm,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur des Palmes académiques,
commandeur des Arts et Lettres,
commandeur dans l'ordre du Mérite
de la République italienne.

– La direction du patrimoine,
Ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire,
a le regret de faire part du décès, survenu le 18 juillet 1990, de

André CHASTEL,
membre de l'Institut,
commandeur de la Légion d'honneur,
professeur honoraire
au Collège de France,
président d'honneur
de la Commission nationale
de l'inventaire général des monuments
et richesses artistiques de la France.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

(*Le Monde* du 20 juillet.)

– Mme Paul Klein,
son épouse,
M. Gérard Klein,
M. et Mme Bernard Klein,
M. et Mme Gilbert Masfety,
ses enfants,
M. et Mme Yves Balas,
M. et Mme Olivier Columelli,
Laure Masfety,
Julien Masfety,
ses petits-enfants,
Les familles Peltre, Klein, Mosser, Lahure,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul KLEIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
inspecteur général HC
honoraire de la Banque de France,

survenu le 18 juillet 1990, à Villemomble (Seine-Saint-Denis), à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 23 juillet, à 14 h 30, en l'église de Juzennecourt (Haute-Marne), suivie de l'inhumation au cimetière de Juzennecourt, dans le caveau de famille.

125, boulevard d'Aulnay,
93250 Villemomble.

– M. Philippe-Etienne Zermizoglou,
son fils,
Mme Catherine Damon,
sa mère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie-Claude ZERMIZOGLOU,
née Damon,

survenu le 20 juillet 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 juillet, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Etienne, 5, rue Georges-Bizet, Paris-16e, suivie de l'inhumation au cimetière de Montrouge (Hauts-de-Seine), à 11 h 45.

39, rue Carvès,
92120 Montrouge.

– Son épouse,
Mme Anahid Ter-Minassian,
née Drézian,
Ses fils,
Rouben et Daniel Ter-Minassian,
et leurs épouses,
Son frère,
Lévon Ter-Minassian,
son épouse Anahide
et leurs enfants,
Ses amis,
Les familles Ter-Minassian, Drézian,
Et leurs alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Walk TER-MINASSIAN,
membre de la Société des ingénieurs
et scientifiques de France,
membre du Comité français
des grands barrages,
expert de la Coopération technique
internationale,
consultant en barrages
et aménagements des bassins
des Nations unies,
de la Banque mondiale, de la FAO
et de la Banque asiatique
de développement,

survenu le 18 juillet 1990, à Neuilly.

Le service religieux aura lieu en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-8e, à 14 heures, le mercredi 25 juillet. A 15 h 30, aura lieu l'incinération au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs, ni couronnes. Des dons peuvent être adressés en faveur de la construction de l'Ecole française de Leninakan (Arménie soviétique), à SOS Arménie, 15, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

47, boulevard du Château,
92200 Neuilly.

[Né en 1922 à Erevan, Walk Ter-Minassian, ingénieur civil de l'Ecole française d'ingénieurs de Beyrouth, a fait la plus grande partie de sa carrière d'ingénieur de barrages, à Paris. Il participa à la conception d'une trentaine de barrages dans le monde entier et fut à l'origine d'importantes innovations techniques. Expert de la Coopération technique internationale, il était consultant en barrages et aménagement de bassins des Nations unies, de la Banque mondiale, de la FAO et de la Banque asiatique de développement. Il venait d'achever la traduction en français des Mémoires de son père, Rouben Ter-Minassian, l'un des fondateurs de la République indépendante d'Arménie de 1918 à 1920.]

– Mme Roger Wellhoff,
née Laetitia Roux,
Le docteur Jean-Paul Wellhoff,
M. et Mme Maurice Wellhoff
et leurs enfants,
Mme André Wellhoff
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger WELLHOFF,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
directeur du Registre international
des citoyens du monde,

survenu le 17 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

32, rue Merlin,
75011 Paris.

– Tous ses amis du Registre international des citoyens du monde,
ont la douleur de faire part du décès le 17 juillet 1990 de

M. Roger WELLHOFF,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
directeur du RICM.
Jusqu'à la fin, il a animé avec foi et efficacité le Registre international des citoyens du monde.

66, boulevard Vincent-Auriol,
75013 Paris.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire de la disparition de

André JANNEY,

sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

– Il y a trente ans, le 23 juillet 1960,

Marie SABOURET,
sociétaire de la Comédie-Française,

s'en est allée.

Elle vit dans le cœur de ceux qui l'ont aimée.

Messes anniversaires

– Pour le treizième anniversaire du rappel à Dieu de

Jean SALUSSE,
maître des requêtes au Conseil d'Etat,
directeur de la Caisse nationale
des monuments historiques et des sites,
administrateur
des Théâtres lyriques nationaux,

décédé tragiquement le 23 juillet 1977, victime de son devoir.

Une messe sera dite à son intention, ce 23 juillet 1990, dans sa paroisse, église Saint-Louis, à Hyères.

Que ceux qui l'ont connu, aimé et admiré aient une pieuse pensée pour lui.

Ne meurent que ceux que l'on oublie.



AGENDA

CINÉMA

LUNDI 23 JUILLET

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MARDI

La Merveilleuse Vie de Jeanne d'Arc (1927), de Marco de Gastyne, 16 h ; Cinéma italien : *la Dixième Victime* (1965, v.o. s.t.f.), d'Elio Petri, 19 h ; Cinéma italien : *I Cannibali* (1969, v.o. s.t.f.), de Liliana Cavani, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LUNDI

Le Cinéma des pays nordiques : *la Persécution* (1981, v.o. s.t.f.), d'Anja Breien, 14 h 30 ; *Juha* (1937, v.o. s.t.f.), de Nyrki Tapiovaara, 17 h 30 ; *Erotikon -vers le bonheur* (1920, v.o. intertitres anglais -traduction simultanée), de Mauritz Stiller, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

MARDI

Si vous avez manqué le début : Montparnasse 1919 -1989, la Fureur de vivre des années vingt (1963) de Jean-Marie Drot, Quartet (1981) de James Ivory, 14 h 30 ; la Parisienne : *le Coup du berger* (1956) *de Jacques Rivette, Belle de jour* (1966) *de* Luis Bunuel, *16 h 30 ; la Parisienne* : la Boulangère *de Monceau* (1962) d'Eric Rohmer, le *Festin* de Babette (1986-1987) de Gabriel Axel, 18 h 30 ; Sartre : Génération -Larmes à gauche (1988) de Daniel Edinger et Jean Lassave, le Mur (1967) de Serge Roullet, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde*, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC *Danton*, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Saint-Lazare-Pasquier*, 8e (43-87-35-43).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47)

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; *Fauvette Bis*, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : *Pathé Impérial*, 2e (47-42-72-52) ; *Pathé Montparnasse*, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : *Sept Parnassiens*, 14e (43-20-32-20).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : *14 Juillet Parnasse*, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CŒURS FLAMBÉS (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC *Champs-Elysées*, 8e (45-62-20-40) ; *Mistral*, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : *Reflet Logos II*, 5e (43-54-42-34) ; *Le Triomphe*, 8e (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : *Forum Horizon*, 1er (45-08-57-57) ; UGC *Danton*, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (*Pol., v.o.*) : *14 Juillet Parnasse*, 6e (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS *LE JOUR DU SEIGNEUR* (*Pol., v.o.*) : *14 Juillet Parnasse*, 6e (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet *Parnasse*, 6e (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (*Pol., v.o.*) : 14 Juillet Par*nasse*, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13e (45-61-94-95) ; *Miramar*, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : *Cinoches*, 6e (46-33-10-82).

EINSTEIN JUNIOR (Austr., v.o.) : *Forum Horizon*, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FEU SUR LE CANDIDAT (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GLORY (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; *Studio 28*, 18e (46-06-36-07).

LE GRAND BLEU (*Fr., v.f.*) : Elysées *Lincoln*, 8e (43-59-36-14).

GUNMEN (Chin., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : *Cinoches*, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : *Gaumont Alésia*, 14e (43-27-84-50).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (*Brit., v.o.*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *Studio des Ursulines*, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *Gaumont Alésia*, 14e (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : *Utopia Champollion*, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., *v.o.*) : *Studio Galande*, 5e (43-54-72-71) ; *Grand Pavois*, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : *Gaumont Les Halles*, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont *Opéra*, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

OH, QU'ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER NOIRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., *v.o.*) : *Ciné Beaubourg*, 3e (42-71-52-36) ; *UGC Normandie*, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; *v.f. : Rex*, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES P'TITS VÉLOS (*It., v.o.*) : *Latina*, 4e (42-78-47-86) ; *Sept Parnassiens*, 14e (43-20-32-20).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PROVINCIAL (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : *Publicis Champs-Elysées*, 8e (47-20-76-23) ; *Gaumont Parnasse*, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LE RETOUR DE FLESH GORDON (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

RÊVES (*Jap., v.o.*) : *Pathé Impérial*, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet *Odéon*, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., *v.o.*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30).

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum *Orient Express*, 1er (42-33-42-26).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., *v.o.*) : *UGC Biarritz*, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (*Fr.*) : *Gaumont Opéra*, 2e (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., *v.o.*) : *Lucernaire*, 6e (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Grand *Pavois*, 15e (45-54-46-85).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., *v.o.*) : *Pathé Marignan-Concorde*, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; *Le Triomphe*, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

MANIAC COP 2. (*) Film américain de William Lustig, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *Le Triomphe*, 8e (45-74-93-50) ; *v.f.* : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC *Convention*, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE. Film américain de Robert Zemeckis, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Gaumont Opéra*, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 *Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Saint-Lazare-Pasquier*, 8e (43-87-35-43) ; *Paramount Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SUPERSTAR. *Film américain de Chuck Workman, v.o.* : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

THE KING OF NEW YORK. (*) Film américain d'Abel Ferrara, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Fauvette*, 13e (43-31-56-86) ; *Pathé Clichy*, 18e (45-22-46-01).

TU MI TURBI. Film italien de Roberto Benigni, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; *14 Juillet Odéon*, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; *v.f.* : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

WAR PARTY. Film américain de Franc Roddam, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *v.f.* : *Paramount Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler II (ex-Images)*, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRISES

LES AMANTS DU CAPRICORNE (A., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LE BAL DES VAMPIRES (*A., v.o.*) : *Action Ecoles*, 5e (43-25-72-07).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

CHANT D'AMOUR (**) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DÉDÉE D'ANVERS (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'EQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

L'ILE NUE (Jap., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont *Ambassade*, 8e (43-59-19-08).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis *Logos salle* Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

OTELLO (Fr., *v.o.*) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *UGC Odéon*, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

RAGING BULL (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

REBECCA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., *v.o.*) : *Gaumont Parnasse*, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THÉATRE

ATELIER (46-06-49-24). L'Homme assis : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). *Seymour Brussel* : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. *La Vie de Galilée : 20 h 30.*

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : *20 h 30.*

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. *Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.*

GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). *Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.*

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 18 h 30. La Leçon : *20 h 30.*

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Fontaine-fables : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : *21 h 30.* Théâtre rouge. La Vie à deux : *21 h 30.*

PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33). Le Médecin malgré lui, précédé du Mariage forcé. Festival Molière : 20 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Dépêche-toi, c'est Shabbat (sous réserve) : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Taratata : 21 h.

PARIS EN VISITES

MARDI 24 JUILLET

«Une heure au Père-Lachaise», 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

«Les impressionnistes au Musée d'Orsay», 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant.

«Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain», 15 h 30, métro Solferino (P.-Y. Jaslet).

«Grande Arche de la Défense et son quartier», 14 h 15, hall du RER La Défense, sortie L (Tourisme culturel).

«L'Opéra Garnier», 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

«L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel au Musée Rodin», 14 h 30, 77, rue de Varenne, près caisse (D. Fleuriot).

«Grande Arche et quartier de la Défense», 14 h 30, hall du RER, sortie L (C. Merle).

«Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Les salons de la Bibliothèque nationale», 14 h 45, métro Bourse, sortie Bibliothèque nationale (M. Banassat).

«Parcours policier : passages et ruelles du Sentier à la Cour des miracles», 15 heures, sortie métro Sentier, côté rue des Petits-Carreaux.

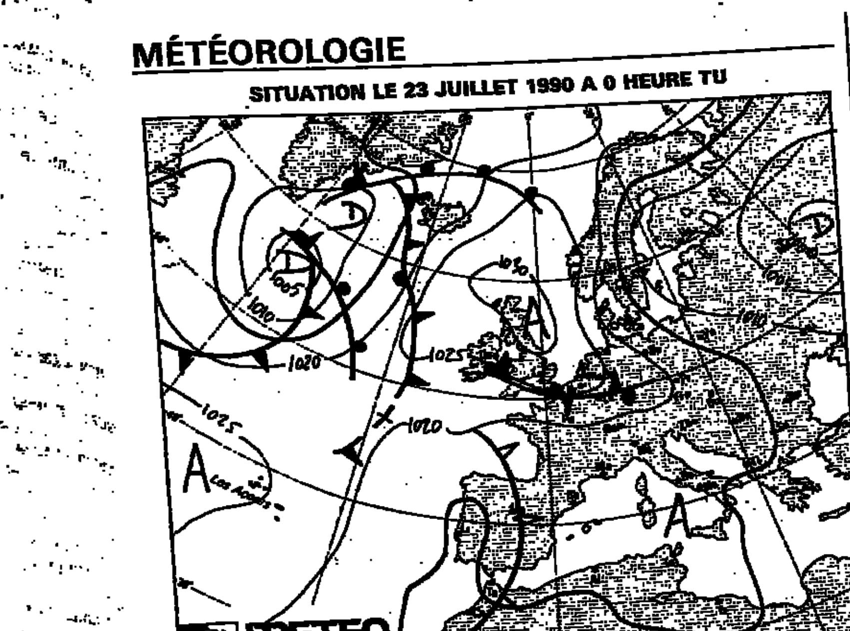
«La basilique de Saint-Denis», 15 heures, portail de la basilique (Paris et son histoire).

«Hôtels célèbres du Marais», 21 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET A 12 HEURES TU

METEO FRANCE

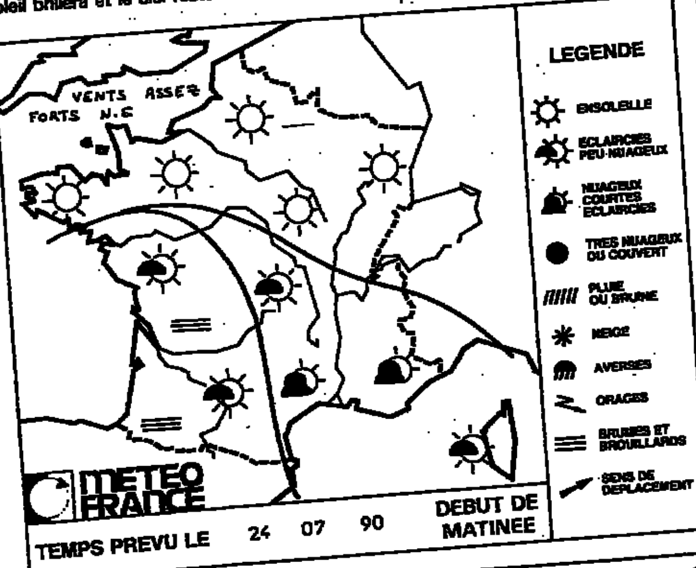
Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 juillet à 0 heure et le mardi 24 juillet à 24 heures.

De l'air chaud dans les basses couches de l'atmosphère favoriseront des orages isolés au sud de la Loire.

Mardi : du soleil. Quelques orages au sud de la Loire.

Le temps n'évoluera pas beaucoup au cours de la journée. De la Bretagne à l'Alsace et au Nord-Pas-de-Calais, le soleil brillera et le ciel restera clair ; sur les régions situées des Pays de Loire à la Franche-Comté et au nord des Alpes, le soleil sera légèrement voilé. Sur la moitié Sud, des nuages se développeront et quelques orages éclateront en soirée.

Les températures minimales iront de 12 à 18 degrés sur la moitié Nord et seront voisines de 20 degrés sur la moitié Sud ; les maximales seront élevées : de 26 à 30 degrés sur la moitié Nord et de 32 à 34 degrés sur la moitié Sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-7-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 22-7-90 à 6 heures TU et le 23-7-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	28	16	D
BIARRITZ	30	17	C
BORDEAUX	37	30	N
BOURGES	36	19	N
BREST	30	16	N
CAEN	29	16	D
CHERBOURG	22	15	N
CLERMONT-FER.	35	16	D
DIJON	33	16	D
GRENOBLE-SM-H	35	17	D
LILLE	25	12	D
LIMOGES	34	22	N
LYON	35	20	D
MARSEILLE-MAR.	31	20	N
NANCY	29	13	D
NANTES	36	23	N
NICE	27	22	N
PARIS-MONTS.	33	17	D
PAU	33	16	D
PERPIGNAN	32	21	B
RENNES	35	21	N
ST-ÉTIENNE	35	17	D
STRASBOURG	30	14	D
TOURS	37	19	N
TOULOUSE	37	21	D
POINTE-A-PITRE	33	23	N
ÉTRANGER			
ALGER	31	20	D
AMSTERDAM	20	8	C
ATHÈNES	32	27	D
BANGKOK	32	26	C
BARCELONE	30	22	D
BELGRADE	29	18	N
BERLIN	23	11	D
BRUXELLES	24	9	D
LE CAIRE	33	22	D
COPENHAGUE	22	10	D
DAKAR	30	26	N
DELHI	36	27	P
DJERBA	31	21	D
GENÈVE	33	16	D
HONGKONG	28	27	A
ISTANBUL	28	21	D
JERUSALEM	30	18	C
LISBONNE	37	21	D
LONDRES	24	14	N
LOS ANGELES	27	19	C
LUXEMBOURG	28	12	D
MADRID	31	24	C
MARRAKECH	37	25	N
MEXICO	24	13	B
MILAN	33	20	D
MONTRÉAL	27	18	A
MOSCOU	23	15	O
NAIROBI	25	14	C
NEW-YORK	30	22	N
OSLO	22	12	C
PALMA-DE-MAJ.	31	17	D
PÉKIN	30	25	D
RIO-DE-JANEIRO	24	16	C
ROME	32	19	B
SINGAPOUR	27	27	C
STOCKHOLM	16	13	P
SYDNEY	18	11	D
TOKYO	31	26	C
TUNIS	32	20	D
VARSOVIE	23	10	D
VENISE	30	21	D
VIENNE	29	16	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 23 juillet

TF 1

20.30 **Feuilleton : Scandales à l'amirauté.** De Harry Falk, avec Dennis Weaver (4e épisode).
22.15 ► **Variétés : Salut les 60 !** Emission présentée par Claude François junior. 1964.
23.15 **Magazine : Minuit sport.**
23.50 **Journal, Météo et Bourse.**
0.10 **Série : Intrigues.**
0.35 **Série : Côté cœur.**
1.00 **TF 1 nuit.**
1.30 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
1.55 **Info revue.**
2.40 **Feuilleton : Le boomerang noir.**

A 2

20.40 **Variétés : Face cachée.** Emission présentée par Daniela Lumbroso. Avec Joëlle Ursull, Les Têtes brûlées, Jean-Louis Aubert, Jamie Morgan, Edouard Bennato, Les Visiteurs, Salif Keita, Louis Bertignac, Les Inconnus.
22.15 **Théâtre : Clérambard.** Pièce de Marcel Aymé, mise en scène de Jacques Rosny, avec Jean-Pierre Marielle, Danièle Lebrun, Denise Provence. *La reconversion d'un aristocrate déchu.*
0.25 **Informations : 24 heures sur la 2.**
0.35 **Météo.**
0.40 **Variétés : Michel Sardou.** Spectacle enregistré au Palais des congrès en 1987.

FR 3

20.35 **Cinéma : La bataille de San Sebastian.** ■ Film franco-italo-mexicain de Henri Verneuil (1968). Avec Anthony Quinn, Anjanette Comer, Charles Bronson.
22.20 **Journal et Météo.**
22.45 **Magazine : Océaniques.** Yvette Chauviré, de Dominique Delouche.
23.40 **Documentaire : Histoire de l'art.** D'Alain Ferrari. 1. « Les esclaves » de Michel-Ange.
23.55 **Musique : Carnet de notes.** Concerto pour deux violons, de Vivaldi, par l'Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kantorow.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Les cow-boys.** ■ Film américain de Mark Rydell (1972). Avec John Wayne, Roscoe Lee Browne, Bruce Dern.
22.30 **Flash d'informations.**
22.35 **Corrida.**
23.50 **Sport : Les goodwill games.** Natation, athlétisme, basket.
5.45 **Série : Deux solistes en duo.**
6.30 **Documentaire : Chasse à l'Indien en Amérique du Sud.** De Nick Gray.

LA 5

20.40 **Téléfilm : Cléo et Léo.** De Chuck Vincent, avec Jane Hamilton, Scott Baker.
22.15 **Série : Le voyageur.**
22.45 **Spécial Tour de France à la voile.**
22.50 **Téléfilm : L'invasion des cocons.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **L'invasion des cocons** (suite).
0.30 **Rediffusions.**

M 6

20.35 **Téléfilm : La dernière enquête.** Un ancien flic new-yorkais dans une plantation de l'Ouest.
22.10 **Série : La malédiction du loup-garou.**
22.30 **Cinéma : T'inquiète pas, ça se soigne.** □ Film français d'Eddy Matalon (1980). Avec Jean-Michel Dupuis, Bernard Le Coq.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler.
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

20.00 **Documentaire : Dossard.** D'Alain Marcoen.
21.00 **Documentaire : Du pôle à l'équateur.** De Yervant Gianikian.
22.40 **Documentaire : Les galets gravés aziliens.** De H. Lièvre.
23.05 **Cinéma d'animation : Images.**
23.25 **Documentaire : Ateliers contemporains** (Richard Long). De Philip Haas.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Le grand débat.** Quel avenir pour une société francophone en Amérique du Nord ? (2e partie, rediff.)
21.30 **Dramatique. Mobile,** de Michel Butor (2e partie).
22.40 **Cote d'amour.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Les cow-boys et les Indiens (jusqu'au 27 juillet).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées.** Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30 **Avant-concert.**
22.00 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Un Américain à Paris, Ouverture cubaine, Concerto pour piano et orchestre en fa, de Gershwin ; West Side Story, de Bernstein, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Jo Alfidi (piano).
0.00 **Jazz.** En direct de Montpellier : Michel Graillier, pianiste, en solo.

Mardi 24 juillet

TF 1

16.55 **Tiercé à Saint-Cloud.**
17.00 **Série : Chips.**
17.45 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.35 **Jeu : Une famille en or.**
19.05 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.30 **Jeu : La roue de la fortune.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.30 **Cinéma : C'est pas moi... c'est lui.** □ Film français de Pierre Richard (1979). Avec Pierre Richard, Aldo Maccione, Valérie Mairesse.
22.15 **Documentaire : Histoires naturelles.** Un grand pas vers... la Louisiane.
23.10 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.05 **Journal, Météo et Bourse.**
0.25 **Série : Mésaventures.**
0.55 **Série : Passions.**
1.20 **TF 1 nuit.**
1.55 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.15 **Info revue.**
3.00 **Téléfilm : L'année noire** (1re partie).
3.55 **Série : Côté cœur.**

A 2

16.10 **Magazine : Eté show** (suite).
17.35 **Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
18.00 **Magazine : Giga.** Alf ; Throb.
19.05 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Les dossiers de l'écran : Manon des sources.** ■■ Film français de Claude Berri (1985-1986). Avec Emmanuelle Béart, Yves Montand, Daniel Auteuil.
22.30 **Débat : Le petit monde de Marcel Pagnol.** Avec Lucien Grimault, élève de Marcel Pagnol en 1924, Pierrette Bruno, comédienne, Robert Bouvier, journaliste-écrivain, Claude Jean-Philippe, journaliste-écrivain, Jean-Pierre Chabrol, écrivain, Pierre Cordelier, écrivain-journaliste.
23.35 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.45 **Météo.**
23.50 **Histoires courtes.** Classique ! de Christian Vincent ; Le fantôme au bain-marie, d'Olivier Nicolas.
0.15 **Lancement de la fusée Ariane.**

FR 3

18.00 **Feuilleton : Sixième gauche.**
18.30 **Les grands voiliers de Bordeaux.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 **Jeux : La classe.**
20.35 **Soirée spéciale : Les grands voiliers de Bordeaux.** En direct de Pauillac, parade sur la Garonne et la Gironde.
22.05 **Journal et Météo.**
22.30 ► **Documentaire : Pierres d'étoiles.** De Gérard Raynal. L'art roman sur les chemins de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle.
23.25 **Documentaire : Histoire de l'art.** D'Alain Ferrari. 2. « Le concert champêtre », du Titien.
23.40 **Musique : Carnet de notes.** Symphonie pour orchestre, de Vivaldi, par l'Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kantorow.

CANAL PLUS

17.05 **Spectacle : Le monde du cirque.**
17.55 **Contes à dormir debout.**
17.59 **Cabou cadin.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Cabou cadin.**
19.20 **Top 50.**
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.**
20.29 **Flash d'informations.**
20.30 **Cinéma : MAL - Mutant aquatique en liberté.** □ Film américain de Sean S. Cunningham (1988). Avec Taurean Blacque, Nancy Everhard, Greg Evigan.
22.05 **Flash d'informations.**
22.10 **Cinéma : Air Force-Bat 21.** ■ Film américain de Peter Markle (1988). Avec Gene Hackman, Danny Glover, Jerry Reed (v.o.).
23.50 **Sport : Les Goodwill Games.** Athlétisme, natation, basket.
6.10 **Documentaire : Mana Kini, de l'autre côté du fleuve.** De Patrick Deshayes et Barbara Keifenheim.

LA 5

17.30 **Dessins animés.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Projet A force 10.** De Jackie Chan, avec Jackie Chan, Maggie Cheung. *Un superintendant de police malhonnête.*
22.20 **Divertissement : Les mordus de la vidéo.**
22.30 **Cinéma : Catherine et Cie.** ■ Film français de Michel Boisrond (1975). Avec Jane Birkin, Patrick Dewaere, Jean-Claude Brialy.
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Catherine et Cie** (suite).
0.25 **Rediffusions.**

M 6

17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Feuilleton : La demoiselle d'Avignon.**
19.00 **Série : Chacun chez soi.**
19.25 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : Safari pour un diamant.** De Kevin Connor, avec Brian Dennehy, Brooke Adams. *Une charmante doctoresse, un guide plutôt bourru et un gros diamant.*
22.20 **Documentaire : Chasseurs d'images.** Samburu.
22.30 **Cinéma : Le boulanger de Valorgue.** ■ Film français de Henri Verneuil (1952). Avec Fernandel, Pierrette Bruno, Francis Linel.
0.15 **Six minutes d'informations.**
0.20 **Magazine : Ciné 6.**
0.35 **Musique : Boulvrock and hard.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

16.30 **Danse portraits : Nick et Murray.** De Christian Blackwood.
18.00 **Téléfilm : Notturno, Schubert** (1. Le voyageur). De Fritz Lehner.
19.35 **Court métrage : Toi + moi = 3.** De Christophe Otzenberger.
20.00 **Documentaire : Le temps des cathédrales** (3). De Roger Stéphane et Roland Darbois.
21.00 **Documentaire : Ceux qui appellent les requins.** De Dennis O'Rourke.
22.00 **Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films** (7). De Denis Derrien.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.** De Philippe Grandrieux.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science.** Le ciel des vacances.
21.30 **Débat.** Les prêtres ouvriers (rediff.).
22.40 **Nuits magnétiques.** Quatre villes : Nantes.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées.** Le Festival d'Aix-en-Provence, hier et aujourd'hui.
21.30 **Avant-concert.**
22.00 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : L'oiseau de feu, de Stravinski ; Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny, de Weill, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol. : Ute Lemper (soprano).
0.00 **Jazz.** En direct de Montpellier : le groupe Data Error.

Audience TV du 22 juillet 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	29,9	Téléfoot 10,4	Journal Tour 8,2	Journal rég. 5,2	Flash 0,5	Enfer devoir 3,9	Culture pub 2,0
19 h 45	34,5	Vidéo gags 15,1	Journal Tour 10,0	19-20 infos 4,5	Pub 1,3	Journal 2,2	Années... 1,5
20 h 16	39,2	Journal 15,3	Journal 11,4	Benny Hill 5,4	Catch 1,1	Journal 3,0	Mme est servie 2,6
20 h 55	43,7	Airport 77 18,4	100 millions 9,4	40 ans... 9,4	Pelle... 1,8	Proie désert 4,5	Dame en.. 1,9
22 h 08	43,6	Aiport 77 22,7	100 millions 9,0	Soir 3 5,4	Pelle... 1,6	Ciné 5 2,3	Dame en... 2,4
22 h 44	30,9	Ciné diman. 11,5	Nord et Sud 6,1	Paradis... 2,6	Pelle... 1,9	Enfer mécan. 6,5	Capital 1,9

DOSSIER

La redistribution du capital de Gallimard

Fondée en 1911, la maison Gallimard, la plus prestigieuse des maisons d'édition françaises, était, depuis près de quatre-vingts ans, une société familiale. Elle vient de restructurer son capital en s'ouvrant à de nouveaux investisseurs, français et italiens. Ainsi s'achève un long conflit entre les membres de la famille qui avait provoqué l'inquiétude des auteurs « maison ».

La cession de 24,3 % de Gallimard s'est faite sur la base d'un milliard de francs de capital. Einaudi, Havas et les actionnaires institutionnels ont signé un pacte qui limite leurs ambitions sur la maison d'édition. Tous affirment, avec le PDG, M. Antoine Gallimard, que les conditions sont désormais réunies pour garantir l'indépendance de l'éditeur et assurer son développement.

Le pacte du PDG avec les nouveaux actionnaires vise à garantir l'indépendance de la société et son « identité culturelle »

En signant, le mercredi 18 juillet, un accord qui entérine la redistribution de 24,3 % du capital de sa maison d'édition, M. Antoine Gallimard a mis fin à des années de querelle familiale, d'abord rampante, ensuite publique – et même portée devant la justice – depuis que sa sœur aînée, Mme Françoise Gallimard, avait décidé, à la fin de janvier, de confier la vente de ses parts (12,5 %) à un homme d'affaires américain, M. Henry Ansbacher.

De son tour de table, longuement négocié, le jeune président-directeur général de Gallimard a de quoi être satisfait, même s'il doit faire face aux rumeurs – *« Gallimard, c'est fini, c'est Mondadori et Havas »* – qu'on entend déjà ici et là, et parfois dans la bouche de personnes travaillant dans des maisons du groupe Hachette, ou du Groupe de la Cité, ce qui ne manque pas de saveur...

Aidé par M. Bernard Gaucher-Piola, directeur des agences parisiennes de la BNP, qui l'a laissé tout à fait libre de constituer son tour de table, par son avocat, Me Jean-Michel Darrois, et par un autre avocat de ses amis, Me Pierre Hebey, Antoine Gallimard est, dit-il, *« parvenu à un accord qui apporte des garanties d'indépendance, favorise la stabilité de la maison et son développement »*.

Décourager les spéculations

Ce sont en effet des dispositions assez contraignantes qu'ont signées les nouveaux investisseurs, le groupe Havas, l'éditeur italien Einaudi, la Compagnie financière de Rothschild, la Financière Saint-Dominique et M. Francis Arbousset. Car il est prévu qu'aucun actionnaire ne doit dépasser 12,5 % du capital ; que chaque actionnaire doit conserver ses titres au moins cinq ans ; qu'en cas de conflit les actionnaires doivent vendre à des personnes désignées par M. Antoine Gallimard. *« Enfin,* nous a précisé Me Darrois, *si un changement de majorité intervient dans l'un des groupes ayant des parts chez Gallimard – c'est-à-dire, aux termes de l'accord, si quelqu'un devient actionnaire à 20 % et plus – ce groupe peut être contraint de revendre ses actions Gallimard. Ces engagements, pris auprès d'Antoine Gallimard, valent également pour son successeur, au cas où Antoine cesserait d'assurer la présidence de la maison. Nous avons voulu garantir l'indépendance de Gallimard au-delà de la personne de son actuel président-directeur général. »*

Ce dispositif encadrant le nouvel actionnariat devrait décourager les nombreuses spéculations sur de possibles renversements de majorité et d'alliances à la faveur d'éventuelles augmentations de capital. Antoine Gallimard estime, pour sa part, que la maison d'édition dispose aujourd'hui d'un confort financier satisfaisant : *« Les éditions de la NRF sont en bonne santé. Pour le dernier exercice, arrêté en février de cette année, la maison d'édition a dégagé un bénéfice de 11 millions de francs et le groupe un bénéfice de 25 millions de francs. Gallimard a la possibilité d'accroître ses résultats, en dépit des réels problèmes de ses filiales. Gallimard a de nombreux projets, notamment pour ce qui concerne « Folio », la collection de poche, et le secteur jeunesse que dirige Pierre Marchand. Je répète que, comme l'a dit mon banquier, aucune augmentation de capital n'est à l'ordre du jour. Ce que nous venons de faire n'avait qu'un but, qui a été, je crois, atteint : assurer la stabilité de la société et préserver l'identité du projet culturel de Gallimard. Si Havas et Einaudi nous rejoignent c'est parce qu'ils reconnaissent l'existence et l'avenir de ce projet culturel. »*

M. Pierre Dauzier, président-directeur général d'Havas, se dit, lui aussi, très attaché à l'indépendance de la maison d'édition, *« une indépendance dont la littérature a besoin »*. Il affirme que sa décision d'entrer dans le capital à hauteur de 7 % *« s'explique d'abord par une grande complicité avec Antoine Gallimard qui sait créer une admirable alchimie entre un véritable éditeur et de véritables auteurs »*.

Le Groupe de la Cité, dépendant d'Havas, risque-t-il, à terme, de satelliser la rue Sébastien-Bottin ? *« Voisinage n'est pas cousinage,* répond M. Dauzier, *Havas a l'habitude de laisser chaque entreprise du groupe maîtresse de son destin. Larousse, Nathan, Plon, Julliard ou Orban, qui font partie du Groupe de la Cité, ont une totale indépendance éditoriale. Il en ira de même pour Laffont qui se rapproche aujourd'hui du groupe. »*

« Un pan de l'histoire culturelle »

M. Dauzier, nouvel administrateur de Gallimard, siégera au conseil d'orientation de la maison d'édition. Il espère faire bénéficier la NRF du savoir-faire d'Havas en matière de distribution, d'informatique ou de communication : *« Les éditeurs français sont souvent trop fragiles pour appuyer, comme leurs collègues anglo-saxons, la commercialisation des livres par des campagnes de publicité. Un des rôles d'Havas peut être d'imaginer des formes nouvelles de promotion pour soutenir les auteurs qui viennent travailler dans nos maisons d'édition. »*

Du côté italien on tient le même langage : *« On n'en aurait pas fini de sitôt si on voulait dresser la liste des éléments historiques et culturels qui rapprochent Einaudi et Gallimard, deux éditeurs qui représentent chacun un pan de l'histoire culturelle de leur pays »*, explique M. Massimo Vitta Zelman, administrateur délégué du groupe Elemond, membre du conseil d'administration d'Einaudi et d'Electa. *« Les contacts,* ajoute-t-il, *entre Gallimard et nous étaient naturels et obligés. Nous les avions depuis longtemps. Mais plus récemment nous avons tissé des liens intellectuels et amicaux avec Antoine Gallimard. Ayant des vues identiques sur l'édition européenne, nous avons bâti une charte d'accords éditoriaux pour développer notre collaboration. Ensemble, nous avons une force qui peut nous permettre de nous imposer en Europe. Nous souhaitons explorer la possibilité d'élargir cet accord à des partenaires venus d'autres pays. »*

Le coup de cœur de M. Arbousset

Pour l'heure, Gallimard et Einaudi commencent la publication de la « Bibliothèque de la Pléiade » en Italie – avec les œuvres de Luigi Pirandello et de Cesare Pavese – et vont s'attacher à élargir la présence de Gallimard sur le marché du livre d'art, grâce à Electa, grand éditeur d'art.

Aux côtés des financiers et des opérateurs que M. Antoine Gallimard souhaitait réunir autour de lui, on trouve dans la nouvelle composition du capital une personne privée, qui a acheté 1 % à elle seule, M. Francis Arbousset. Cet homme de soixante-six ans raconte tranquillement comment il a été conduit à prendre cette décision : *« C'est à la fois un coup de cœur et un placement de bon père de famille qui serait heureux de voir ses enfants et ses petits-enfants demeurer actionnaires d'une société qui s'appellera toujours Gallimard. J'étais actionnaire d'un holding de sociétés d'assurances, qui a été absorbé par une autre société. Comme le climat n'était plus le même, je suis sorti. J'avais donc de l'argent à ma disposition. Gallimard est une société dont j'aurais été heureux d'être actionnaire depuis toujours, et je pense qu'il faut tout faire pour éviter qu'elle ne tombe aux mains d'un grand groupe sans âme. J'ai dû acheter mon premier livre de la fameuse collection blanche avant la seconde guerre mondiale. Et je suis fier de posséder l'intégralité de la « Bibliothèque de la Pléiade, dans le premier tirage. Ma démarche est donc parfaitement logique. »*

A la BNP, qui a eu un rôle déterminant dans le dénouement de cette affaire, d'abord en achetant les actions de Mme Isabelle Gallimard, ensuite en entrant en contact avec M. Christian Gallimard et Mme Françoise Gallimard pour reclasser leurs parts, on se montre *« très heureux de la solidité du pacte qui a été signé »*, dit M. Bernard Gaucher-Piola. *« Je rends hommage à Antoine Gallimard pour la fermeté avec laquelle il a défendu son entreprise, avec le souci constant de continuer dans l'esprit de la NRF, tout en se développant. » « Au cours de ces négociations qui se sont heureusement terminées,* conclut-il, *nous avons toujours pris en compte non seulement la sauvegarde de l'indépendance de Gallimard, mais l'intérêt de ses auteurs et de son personnel, aux prises de position desquels nous n'avions, bien sûr, pas été insensibles. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN et JOSYANE SAVIGNEAU

NRF GALLIMARD

Actionnaires	Part
M. Antoine GALLIMARD	33,5 %
M. Claude GALLIMARD	11,90 %
Mme Muriel TOSO	15 %
M. Robert GALLIMARD (et autres)	1 %
Mme Monique HOFFET	1,26 %
LES NOUVEAUX ACTIONNAIRES :	
BNP	12,5 %
M. Francis ARBOUSSET	1 %
EINAUDI	10 %
AMIS DE LA NRF (et autres)	1,8 %
HAVAS	7 %
FINANCIÈRE SAINT-DOMINIQUE	2 %
FINANCIÈRE DE ROTHSCHILD	2,5 %

Une famille et mille personnes

Jusqu'au lundi 2 juillet, date à laquelle le conseil d'administration de Gallimard a agréé la BNP comme actionnaire (la banque possède les 12,5 % que lui a vendus Mme Isabelle Gallimard), le capital de la prestigieuse maison d'édition était entièrement familial, détenu par M. Claude Gallimard (fils de Gaston Gallimard, le fondateur), ses enfants, MM. Christian et Antoine Gallimard, Mmes Françoise et Isabelle Gallimard, d'autres membres de la famille, notamment M. Robert Gallimard, et des descendants des fondateurs de la NRF, comme Mme Monique Hoffet, héritière de Jean Schlumberger, et Mme Muriel Toso, fille d'Emmanuel Couvreux.

Des enfants de Claude Gallimard, seul Antoine, actuel président-directeur général de l'entreprise, possède aujourd'hui une part significative du capital (33,5 % dont 13,5 % contestés par son frère et sa sœur Françoise).

Gallimard, dont le chiffre d'affaires consolidé vient de dépasser le milliard de francs, est au premier rang des maisons d'édition moyennes (juste devant Flammarion), mais, bien sûr, loin derrière les grands groupes qui dominent le paysage éditorial français : Hachette avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs pour son secteur livres et le Groupe de la Cité avec un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs.

Gallimard emploie quelque mille personnes, dont trois cent vingt dans la maison mère, les éditions de la NRF, auxquelles s'ajoute une équipe de correcteurs. Le reste du personnel se répartit entre les diverses activités du groupe : les éditions Denoël, les éditions du Mercure de France, le CDE, organe de commercialisation, la SODIS, réseau de distribution auquel s'ajoutent des activités de distribution au Canada, la société de reliure Babouot ainsi que des librairies : quatre à Paris, une à Strasbourg, une à Cambridge (Massachusetts) face à l'université de Harvard, une à Mexico et une au Canada.

Jalons

– 1911 : création de l'atelier d'édition de la NRF autour de Gaston Gallimard.

– 1921 : les éditions de la NRF deviennent une société commerciale.

– 1971 : sous l'impulsion de Claude Gallimard, le fils du fondateur, qui est directeur général depuis 1966, Gallimard rompt avec le groupe Hachette, qui, jusque-là, assurait sa distribution, sa diffusion et intégrait ses ouvrages au catalogue du Livre de poche. Gallimard crée son propre réseau de distribution et de diffusion et sa propre collection de poche, « Folio ».

– 1975 : à la mort de Gaston Gallimard, Claude Gallimard devient PDG de l'entreprise.

– 1983 : après un différend avec son père, Christian Gallimard, qui était directeur général, comme son frère cadet Antoine, quitte la maison d'édition. La querelle familiale commence.

– 1988 : Antoine Gallimard devient, en mars, le troisième PDG de la célèbre maison. Une décision qu'acceptent mal ses frères et sœurs.

– 1989 : au mois de juin, Christian Gallimard donne un entretien au *Nouvel Observateur* dans lequel il met en cause la gestion et la politique éditoriale de son frère.

– 1990 : à la fin du mois de janvier l'aînée des quatre enfants Gallimard, Françoise, confie ses intérêts à un homme d'affaires américain, Henry Ansbacher, pour qu'il vende ses parts du capital (12,5 %). La « guerre » commence, les « prédateurs » tournent autour de Gallimard, le groupe Bouygues veut tenter de tout racheter, Robert Maxwell fait des propositions, François et Christian intentent un procès à Antoine, contestant la manière dont il a acquis 13,5 % de la minorité de blocage (33,5 %) qu'il détient.

Au début avril, Isabelle Gallimard casse le jeu en vendant ses actions (12,5 %) à la BNP. La BNP se propose comme médiateur. Françoise et Christian lui confient un mandat pour reclasser leurs actions.

Le 18 juillet, un accord est signé, entérinant l'entrée de nouveaux actionnaires non familiaux dans le capital de Gallimard.

Les alliés italiens

Un éditeur de prestige et un groupe puissant

En Italie, tout le monde connaît l'emblème de la maison d'édition Einaudi : *une petite autruche.* Einaudi est en effet l'un des plus prestigieux éditeurs de la péninsule. *Fondée en 1933 à l'aube du* fascisme par Giulio Einaudi, la *maison d'édition turinoise possède* un catalogue de plus de cinq mille ouvrages répartis en trente collections (« Supercoralli », « Saggi », « Grandi opere », etc.).

Elle publie les plus grands auteurs, essayistes et romanciers italiens (Renzo De Felice, Vittorio Strada...) et étrangers (Marcel Proust, Günther Grass, Susan Sontag, Marguerite Yourcenar...), ce qui fait d'Einaudi la maison d'édition de *« l'honnête homme »* italien par excellence. Une association entre Gallimard et Einaudi avait d'ailleurs facilité la coédition des ouvrages de La Pléiade.

Cette réputation flatteuse n'a pas empêché Einaudi de rencontrer, en 1984, des difficultés financières et de voir sa gestion confiée à un syndic. Jusqu'au rachat, en 1988, de 53,3 % de son capital par la société Elemond, le reste demeurant aux mains de différentes personnes physiques. Depuis, Einaudi a recouvré la santé. Dès fin 1988, son chiffre d'affaires s'élevait à 58,5 milliards de lires (280 millions de francs), en augmentation de 20 % sur l'année précédente, et la maison publiait cent cinquante et un nouveaux ouvrages et trois cent quatre-vingt-six rééditions. En dépit de son passage dans le giron d'Elemond, Einaudi, longtemps sourcilleuse sur son indépendance, a pu conserver sa propre personnalité éditoriale tout en bénéficiant du soutien logistique du groupe.

Les déchirements de Mondadori

Elemond a été constituée le 17 juin 1988 par la holding financière de l'éditeur de livres d'art Electa qui en détient 51 % et par les éditions Mondadori (49 %). Cette répartition du capital assure à Einaudi une certaine sécurité par rapport aux luttes de pouvoir qui déchirent depuis quelques mois Mondadori. Le grand groupe italien, éditeur du quotidien *la Repubblica*, a, lui aussi, été victime de dissensions familiales à la faveur desquelles M. Silvio Berlusconi a tenté d'arracher le pouvoir à M. Carlo de Benedetti. Mais ce dernier semble avoir aujourd'hui retrouvé le contrôle du groupe.

Le chiffre d'affaires total d'Elemond s'établissait en 1989 à 179 milliards de lires (813 millions de francs) et il employait cinq cent trente-trois personnes. En plus d'Einaudi, Elemond contrôle aujourd'hui la maison d'édition Electa et le département « livres d'art » de Mondadori. Elemond Arte représente un catalogue de deux mille livres d'histoire de l'art et d'architecture, issus pour la plupart d'Electa. Mais Elemond, c'est aussi le domaine du livre scolaire qui constitue un des secteurs de développement stratégique du groupe, *via* Elemond Scuola.

Enfin, Elemond est aussi présent dans la presse magazine avec *Casabella, Interni, Grand Gourmet, Teatro in Europa*, etc., dans la publicité, avec sa régie GSE, et dans l'impression. Le groupe est en effet à la pointe des technologies modernes de fabrication grâce à ses sites de Venise et Milan.

Y.-M. L.

L'Université d'été de la communication à Carcans-Maubuisson

Le premier ministre, M. Michel Rocard, et Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication, inaugureront l'Université d'été de la communication qui se tiendra, du 27 au 31 août, à Carcans-Maubuisson (Gironde). Comme chaque année, depuis plus de dix ans, le petit village accueillera, à l'ombre des pins, une dizaine de membres du gouvernement et la quasi-totalité des responsables de l'audiovisuel français pour cinq jours d'ateliers et de débats.

Si ce rassemblement rituel de la rentrée audiovisuelle suffit à assurer le succès de la manifestation, le Crepac d'Aquitaine et la Ligue de l'enseignement, organisateurs de l'Université d'été, ont réussi, depuis deux ans, à sortir du nombrilisme hexagonal et à donner à la rencontre un caractère international. Cinq pays sont invités à Carcans et y envoient d'importantes délégations de professionnels et de responsables politiques : la Tchécoslovaquie témoignera, le 27 août de l'ouverture des pays de l'Est et sera suivie par le Québec, l'Espagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Un débat réunira également les responsables des grandes télévisions locales urbaines de Toronto, Berlin, Londres, Madrid et Paris. Parallèlement, le Conseil de l'Europe réunira à Carcans les participants d'Eurimages, qui subventionne la production audiovisuelle européenne.

Côté français, l'audiovisuel public devrait faire une rentrée remarquée, le 28 août, journée qui réunira M. Philippe Guilhaume, président-directeur général d'A2 et FR3, et tous les responsables des entreprises publiques. Différents ateliers seront consacrés au satellite, au câble, à la télévision éducative, à l'édition multimédia sur CD Rom, au rôle de la presse écrite en Europe et à l'avenir du cinéma. Toute la semaine, France Télécom présentera les applications du réseau Numéris qui sera lancé en Aquitaine, le 31 août, en présence de M. Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications. Le même jour verra une démonstration de la télévision à haute définition européenne. Enfin, les radios associatives tiendront, à Carcans, leur convention nationale.

▶ **Renseignements et inscriptions : Crepac d'Aquitaine. Tél. : 56-29-04-09.**

ÉCONOMIE

BILLET

Dettes américaines

Les entreprises américaines sont endettées et mal endettées. La célèbre société d'analyse financière Moody's vient de dresser un bilan spectaculaire des notes qu'elle attribue à la qualité de leur crédit. Au cours du premier semestre, le nombre de sociétés dont la cotation a été dégradée a été 4,2 fois plus élevé que celui des firmes dont le crédit s'est amélioré : 217 firmes contre 52. C'est un record pour Moody's.

Nombre de firmes ont traversé les années Reagan sans prudence, empruntant à tout va. Leur endettement global atteindrait, selon certaines estimations, le montant astronomique de 2 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de dix ans d'épargne. Aujourd'hui, le ralentissement de la croissance, net depuis le début du second semestre de 1989 – le rythme annuel a été ramené à 1,9 % au premier trimestre de 1990 et les experts estiment qu'il a été de 1,5 % au second trimestre, – les étrangle.

Les premières victimes sont les banques, qui ont à souffrir en particulier des risques pris autrefois sur les pays en voie de développement et qui n'ont pas assez été provisionnées depuis. Mais elles paient surtout leurs engagements dans le secteur immobilier, qui s'écroule actuellement : les mises en chantier ont encore reculé de 2,3 % en juin.

D'autre part, les nombreuses entreprises ayant levé des fonds sous la forme de « junk-bonds », dont la valeur dépend directement des recettes futures, c'est-à-dire de la croissance, se retrouvent aujourd'hui prises dans un piège qui se referme.

Toutefois, le creux de la vague est peut-être atteint. La croissance américaine ne semble pas devoir se ralentir encore, s'étant installée sur un palier. En outre, les firmes profiteront de la modération des taux d'intérêt, qui ont amorcé une décrue. Les récentes péripéties financières de MM. Donald Trump et Robert Campeau ont peut-être enseigné la sagesse. M. Bush admet qu'il lui faut lever des impôts pour réduire son déficit. Les entreprises découvrent la prudence. L'Amérique serait-elle bientôt prête pour la rigueur?

F. L. et E. L. B.

Selon les derniers calculs des Nations unies

La population de l'Afrique va être multipliée par 2,5 d'ici à 2025

L'Afrique compte aujourd'hui moins d'habitants qu'on ne le pensait, mais la croissance de sa population ne se ralentit pas : en 2025, dépassant les prévisions antérieures, elle va approcher les 1 597 millions d'habitants et représenter 19 % de la population mondiale, au lieu de 12 % aujourd'hui, soit une multiplication par 2,5. C'est une des conclusions majeures de la révision de ses estimations et de ses projections que vient d'effectuer la division de la population des Nations unies. Une conclusion inquiétante, compte tenu de la pauvreté de la majorité des pays africains.

Pour 1990, la population de l'Afrique (642,1 millions d'habitants) avait été sensiblement surestimée, notamment pour l'Afrique du Nord, où elle n'est évaluée qu'à 146 millions d'habitants (– 2,1 %), et pour l'Afrique occidentale, où elle serait de 193,7 millions au lieu de 199,5 (– 5 %) : cela compense largement la sous-évaluation de l'Afrique orientale (196,9 millions au lieu de 194,8). En revanche, la population d'Asie a été sous-estimée, à la fois pour l'Asie orientale (et notamment la Chine), qui compterait 1 335,6 millions d'habitants (1,6 % de plus), et l'Asie du Sud-Est (péninsule indochinoise, Indonésie et Philippines), qui en aurait 444,8 millions au lieu de 440,8 millions.

Hausse également en Asie du Sud-Est

Pour 2025, au contraire, les Nations unies ont révisé à la hausse leurs prévisions pour l'Afrique (de 15 millions d'habitants). L'Afrique orientale atteindrait ainsi 542,5 millions d'habitants au lieu de 523 millions, et l'Afrique centrale 192,3 millions au lieu de 179,6 millions. En effet, contrairement aux espoirs, la fécondité ne paraît pas décliner au sud du Sahara et dépasse 6,5 enfants par femme dans 27 pays.

Hausse aussi pour l'Asie du Sud-Est (726 millions d'habitants au lieu de 700,5 millions) et pour l'Asie orientale (1 736,9 millions au lieu de 1 728,6 millions, par effet d'inertie, malgré la baisse de la fécondité en Chine). Au total, la population mondiale atteindrait 8,5 milliards d'habitants à cette date au lieu de 5,3 milliards aujourd'hui.

Dernière observation : la population de l'Europe atteindrait 515,2 millions d'habitants en 2025 au lieu des 512,3 millions antérieurement prévus, la croissance plus forte de l'Europe de l'Ouest et du Nord compensant la décélération de celle du Sud et de l'Est.

G. H.

En raison des difficultés financières de l'URSS

Le premier ministre soviétique craint une pénurie de pain

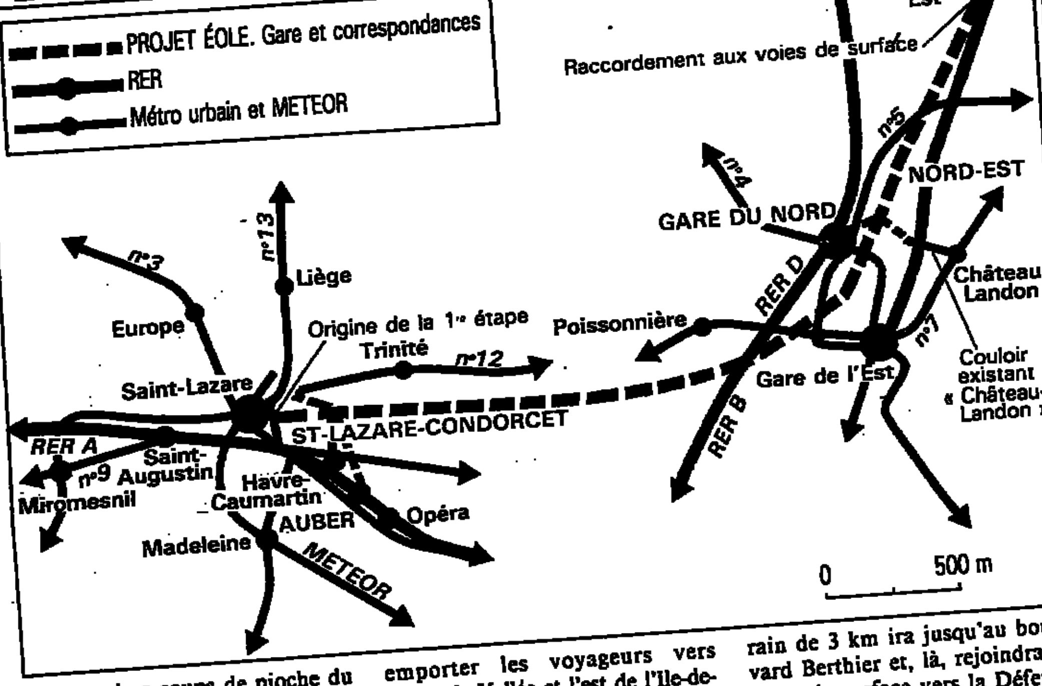
Les difficultés financières de l'URSS vont contraindre les autorités à réduire les importations de céréales, a déclaré le premier ministre soviétique M. Nikolaï Ryjkov, lors d'une réunion gouvernementale tenue à Moscou vendredi 20 juillet. Ses propos ont été publiés dans la presse soviétique dimanche 22 juillet. Selon lui, le manque de devises ne permettra pas à l'Union soviétique d'acquérir sur les marchés internationaux autant de céréales qu'en 1989 (44 millions de tonnes).

Si l'Etat ne parvient pas à augmenter le montant des céréales acquis auprès des producteurs locaux, la situation alimentaire, déjà précaire, s'aggravera, et des pénuries de pain pourront apparaître. Malgré la perspective d'une très bonne récolte, et le doublement du prix des céréales versé aux agriculteurs annoncé au printemps, M. Ryjkov s'est montré pessimiste quant à la possibilité d'une augmentation de l'offre par les agriculteurs soviétiques. M. Ryjkov a également annoncé plusieurs mesures de libéralisation de l'économie devant être appliquées au cours des deux prochains mois, dont l'augmentation des taux d'intérêt et la décentralisation du commerce de détail et des services.

Le premier ministre doit présenter à la mi-septembre un nouveau plan d'ensemble après le rejet par le Parlement d'un premier projet, en mai. Les députés s'étaient en particulier opposés à la forte augmentation des prix des produits alimentaires prévue par le plan. Intervenant au cours de la même réunion, M. Mikhaïl Gorbatchev a dénoncé les tentatives de trop grande autonomie économique des Républiques. Les difficultés financières du pays seront à nouveau évoquées, jeudi 26 juillet, à l'occasion de la visite de M. Giulio Andreotti, le premier ministre italien et actuel président du conseil des ministres de la Communauté européenne.

La nouvelle ligne est-ouest de RER à Paris

Les premiers coups de pioche d'EOLE



Les épreuves du baccalauréat étant terminées, les ouvriers vont pouvoir installer la foreuse dans la cour du lycée Condorcet à Paris (9e). La machine, espèce de petit derrick mobile, enfoncera jusqu'à 30 mètres sous terre un tube muni de dents de diamant. Les carottes qu'il remonte renseigneront sur la nature du terrain aux différentes profondeurs. Opération indispensable avant la construction à cet emplacement exact de la future station Saint-Lazare-Condorcet. Cette gare sera le premier maillon du projet EOLE réalisé par la SNCF.

La ligne A du RER étant plus que saturée, surtout dans sa partie centrale, entre Auber et Gare-de-Lyon, une deuxième grande liaison transversale dans la région parisienne s'imposait. EOLE (Est-Ouest liaison express) contribuera, avec le futur METEOR de la RATP et la ligne D du RER, à soulager la traversée centrale de Paris.

Les premiers sondages, commencés il y a quelques jours devant l'entrée du lycée Condorcet et près de l'église Saint-Louis d'Antin, donnent déjà des indications : jusqu'à une dizaine de mètres sous la chaussée, le sol est meuble. On y trouve même, à 8 mètres, la présence d'alluvions de la Seine.

Mais, au-dessous, le calcaire apparaît. C'est là, à – 30 mètres du sol, que la gare sera construite en toute sécurité, dans des roches dures. Ces travaux sont le prélude aux premiers coups de pioche du chantier qui s'ouvrira vraiment au début de 1992. La première étape sera la construction du tronçon souterrain qui courra de Saint-Lazare-Condorcet aux gares du Nord et de l'Est, puis se prolongera sur 1 km avant de se raccorder aux voies de surface de la SNCF pour emporter les voyageurs vers Marne-la-Vallée et l'est de l'Ile-de-France. La mise en service de ce premier tronçon, qui coûtera 4,1 milliards de francs, est prévue pour la fin de 1996 ou le début de 1997. Le deuxième tronçon partira de la gare Condorcet pour aller vers l'ouest cette fois. Le souterrain de 3 km ira jusqu'au boulevard Berthier et, là, rejoindra les voies de surface vers la Défense. Une nouvelle gare sera créée à Pont-Cardinet. Au cours de cette deuxième étape, qui coûtera 3,3 milliards de francs, une gare sera aussi construite à La Villette sur le tronçon est. EOLE transportera 70 000 personnes à l'heure, alors que la ligne A ne peut dépasser les 55 000. Le gain sera obtenu par l'utilisation de voitures à deux étages, équipées de portières très larges. La station Condorcet comportera quatre quais. A terme, la ligne pourrait acheminer trente-six trains à l'heure, dans sa partie centrale.

Mais « *l'ambition de la SNCF*, souligne M. Jacques Berducou, directeur des services régionaux de voyageurs de l'Ile-de-Fance, *n'est pas seulement de transporter massivement des voyageurs. Elle est aussi, de plus en plus, de les transporter dans de bonnes conditions* ». Le but visé est qu'un voyageur sur deux puisse être assis aux heures de pointe.

Ces voyageurs, qui seront au nombre de 77 millions par an dans la première étape, économiseront en moyenne sept minutes par trajet. Le projet est d'ores et déjà financé, et la technique du creusement par les tunneliers permet aujourd'hui d'aller vite. A Paris, elle aura aussi l'avantage de réduire les nuisances en assurant l'évacuation des déblais sans avoir à percer des puits verticaux. La seule interrogation qui subsiste pour les responsables de la SNCF est de savoir s'ils prévoient d'emblée de construire la ligne à quatre voies.

CHARLES VIAL

Stabilité du chômage en mai dans la CEE

Eurostat, l'office statistique de la Communauté européenne, annonce que le chômage est demeuré stable, en mai, dans les douze pays membres. Par rapport à la population active, le taux de chômage s'élevait à 8,6 %, en données corrigées, une fois harmonisées les définitions nationales. En données brutes, mais cette fois en avril dernier, la CEE comptait 13 973 000 demandeurs d'emploi.

Pays par pays, le classement s'établit comme suit : Irlande, 16,6 % ; Espagne, 15,8 % ; Italie, 11,1 % ; France, 9,3 % ; Pays Bas, 8,9 % ; Belgique, 7,9 % ; Danemark, 6,9 % ; Grande-Bretagne, 6 % ; RFA, 5,2 % ; Portugal, 5,1 % ; et Luxembourg, 1,7 %. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la Grèce.

□ **La SEC identifie sept initiés lors de la fusion GTE-Contel.** – Une semaine après les révélations de la SEC (Securities Exchange Commission), selon lesquelles la fusion des groupes de télécommunications GTE et Contel Corp aurait donné lieu a des délits d'initiés (*le Monde* daté 15-16 juillet), l'organisme chargé du contrôle des marchés boursiers américains a repéré sept initiés européens. Il s'agit en Allemagne de l'Ouest de quatre résidents (MM. Ortwin Heider, Hans-Jurgen Klisch, Hannelore Mirbach-Krahn et Bodo Pawlick) et d'un fonds de pension Union Investment, et en Suisse de deux firmes, Nalasag Corp à Genève et Sigesse SA à Lausanne.

Ouverture des négociations commerciales à Genève

Régler le différend agricole

Suite de la première page

Le moment n'est pas venu, expliquent ses porte-parole, d'identifier sujet par sujet les principales options politiques de la négociation avec l'idée d'engager dans la foulée le grand marchandage final. L'Uruguay Round est une machinerie lourde à manœuvrer et elle a pris du retard. On compte quinze groupes de travail représentant quinze thèmes différents, et l'état d'avancement des pourparlers varie de façon sensible de l'un à l'autre.

La Communauté ne s'oppose pas aux Etats-Unis que sur l'agriculture. Ainsi, une vive controverse a lieu à propos des modalités de libéralisation des échanges de textile. Le tiers-monde tient beaucoup à ce que l'accord multifibre (AMF) – qui permet aux pays industrialisés de limiter leurs importations en provenance des producteurs à bas coût de revient – soit rapidement démantelé. Les Etats-Unis proposent comme étape intermédiaire la fixation de « quotas globaux » qui, sous couvert de libéralisation, leur donneraient la possibilité de limiter leurs achats, non seulement en provenance du tiers-monde, mais également d'Europe, alors que ces derniers ne sont pour l'instant soumis à aucune entrave. « *Nous n'accepterons jamais cette formule* », a déclaré, jeudi 19 juillet à Bruxelles, M. Hugo Paemen, l'un des principaux négociateurs de la Communauté.

Autre exemple de polémique CEE-Etats-Unis : la libéralisation des échanges de services. Les Américains veulent exclure les services financiers, la CEE souhaite que la libéralisation affecte l'ensemble des échanges. De façon générale, les négociations sur les « nouveaux sujets » – échange de services, renforcement de la défense de la propriété intellectuelle, – pour lesquels le travail de débroussaillage a été considérable, ne font que commencer.

Sur le front agricole, la Communauté maintient les positions défendues à Houston. Mais, impressionnée sans doute par la virulence de l'attaque américaine, elle annonce son intention de préciser bientôt l'ampleur de la réduction du soutien qu'elle est prête à mettre en œuvre au cours des années à venir ; à charge, bien sûr, pour les Etats-Unis et les autres pays producteurs, de consentir le même effort de clarification.

Cet énorme chantier qu'est l'Uruguay Round n'appelle pas à ce stade des réponses politiquement simplifiées. Selon la Communauté, le CNC peut tout au plus donner un nouvel élan à la négociation. Dans cette partie de bras de fer, c'est la Commission européenne qui est le porte-parole de la Communauté mais les Douze suivent de très près son action, en tenant compte de manière quasi continue des réunions de coordination. Dans l'hypothèse d'un échec du CNC, on prête à M. Renato Ruggiero, le président en exercice du conseil des Douze, l'intention de proposer pour l'automne une réunion des ministres du commerce des principaux pays participant à l'Uruguay Round.

PHILIPPE LEMAITRE

Renato Ruggiero, le volontarisme à l'italienne

Son engagement européen, à la mode française en convient-il lui-même, est dépourvu de caractère idéologique. Nationaliste pragmatique, Renato Ruggiero, soixante ans – ministre italien du commerce extérieur, qui présidera jusqu'à la fin de l'année les débats que les Douze consacreront à l'Uruguay Round – est convaincu que le cadre communautaire est le plus propice à la défense des intérêts de son pays.

Nommé ministre par Bettino Craxi en 1987, ce haut fonctionnaire qui n'a jamais été élu fait, à bien des égards, figure d'exception au sein de la classe politique italienne. « *Peu connu du grand public, à l'écart des querelles politiciennes, il est pourtant considéré par les industriels comme le plus efficace* », rapporte un de ses compatriotes.

Cet homme à la silhouette massive mais à l'énergie vitale évidente a acquis sa parfaite connaissance des dossiers communautaires et de l'appareil bruxellois de 1970 à 1978, comme conseiller de deux présidents du collège européen (Franco-Marco Malfatti et Sicco Mansholt), puis comme directeur général de la politique régionale et porte-parole de la Commission lorsqu'elle était conduite par Roy Jenkins. Représentant permanent de l'Italie auprès de la Communauté de 1980 à 1984, il rejoignit ensuite la *Farnesina*, le ministère des affaires étrangères.

Pendant les années où la vie de la Communauté fut marquée par la « *querelle budgétaire* » qui opposait le Royaume-Uni, nouvel adhérent, à la RFA et surtout à la France, Renato Ruggiero prit souvent fait et cause pour les thèses britanniques, soucieux lui-même de voir rééquilibrer au profit de l'Italie (alors contributeur net) les comptes de la Communauté et en particulier le fonctionnement de la politique agricole commune (PAC). Cet objectif étant atteint, il prit ses distances à l'égard d'une politique anglaise qu'il jugea trop négative. Mais ce passé continue à nourrir la méfiance de certains dirigeants français.

Absence de stratégie

Un soupçon qui, dans les circonstances actuelles, porte sur sa détermination à défendre la PAC face aux appétits américains dans l'ultime phase de l'Uruguay Round. « *Personne ne pense un instant qu'il faille remettre en question la solidarité à l'égard de la France* », réplique-t-il. Pour lui, nul doute en effet que la bataille agricole au GATT serve essentiellement des intérêts français... Cependant, décidé à jouer un rôle de premier plan dans cette négociation, il déplore ce qu'il appelle l'absence de stratégie de la Communauté. « *Il ne s'agit pas de se battre uniquement sur des mots, comme on l'a fait à Houston, mais d'avoir une vision d'ensemble, de préciser les efforts que nous sommes prêts à faire pour respecter les engagements pris, mais aussi ceux que nous entendons voir accomplir par les Etats-Unis et les autres pays producteurs, de faire connaître notre volonté d'adapter le PAC aux exigences nouvelles.* »

Ce souci « *offensif* » de clarification correspond en vérité à l'invitation faite aux Douze, au lendemain de Houston, par Jacques Delors à « *réfléchir sur l'avenir de l'agriculture européenne* ». Mais il inquiète néanmoins les Français, qui redoutent que la Communauté ne s'engage dans la voie des concessions alors que les Américains n'auraient toujours rien lâché.

Nos compatriotes peuvent-ils reprocher à Renato Ruggiero de considérer que l'enjeu de l'Uruguay Round dépasse largement le cadre de la PAC? Qu'il s'agit pour la Communauté de préserver un système de commerce multilatéral et ouvert, au maintien duquel, plus que les Etats-Unis et le Japon, elle a un intérêt vital? De ne pas décevoir l'attente des pays du tiers-monde, de ne pas oublier non plus – autre thème controversé à Genève – les intérêts des producteurs textiles, souvent italiens? La solidarité communautaire est une alchimie aux dosages subtils. Renato Ruggiero – que beaucoup considèrent comme le seul, avec Ruud Lubbers, à avoir la stature d'un successeur de Jacques Delors et qui admet volontiers en privé que « *la conclusion logique de [sa] carrière serait de revenir à Bruxelles* » – les connaît mieux que quiconque.

Ph. L.

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

ÉCONOMIE

Fondée son Galli tigieur tion de

.onique : ...urope baisse sa garde

Suite de la première page

Nombre de groupes européens souffrent durement et il faudrait les soutenir aujourd'hui plus fermement plutôt que de retirer le tapis de la recherche et développement sous leurs pieds. Philips, qui paraissait solide, annonce des pertes lourdes. Le groupe néerlandais repense son engagement dans deux programmes essentiels pour le futur, JESSI dans les composants et TVHD dans les téléviseurs. Même s'il ne peut lâcher prise dans ces secteurs, l'incertitude existe sur les moyens qu'il pourra y consacrer. Le français Bull est également dans le rouge. L'italien Olivetti cherche un partenaire capable de lui assurer un avenir. L'allemand Nixdorf a dû se réfugier dans les bras de son compatriote Siemens. Dans cette liste, on peut inscrire toutes les firmes d'armement comme Thomson ou British Aerospace, la détente Est-Ouest plongeant ce qui restait l'un des points forts de l'Europe face aux Japonais dans la difficulté.

Choisir le loup contre le renard

Or la véritable guerre que se livrent Américains et Japonais dans l'électronique va se jouer sur le champ européen, marché ouvert. La compétition sur les prix est déjà engagée dans plusieurs domaines, dont les circuits intégrés et les ordinateurs. La prise de contrôle d'ICL par Fujitsu va déclencher une nouvelle phase du conflit. Elle sera meurtrière. Les Japonais avançaient cachés (au travers d'accords technologiques et de la vente de gros ordinateurs). Ils n'ont plus peur aujourd'hui de s'affirmer, implantant leurs circuits commerciaux, leurs usines et même quelques laboratoires-alibis pour faire croire à leur bonne foi. Quant aux Américains, ils sont en train de redécouvrir les vertus de la politique industrielle. Ils se remobilisent et se coordonnent.

La tentation sera alors grande de considérer que l'Europe a raté le coche et qu'il faut s'en remettre aux industriels étrangers. C'est ce que pense Mme Thatcher dans l'électronique comme dans l'automobile. M. Rausch, ministre français du commerce extérieur, développe aussi cette idée que l'avenir est aux services et qu'il faut abandonner tout espoir dans les matériels. D'autres expliquent qu'entre Américains et Japonais il faut choisir. Considérant les groupes nippons comme « des tueurs », beaucoup d'industriels sont convaincus qu'il faut conclure une vaste alliance électronique avec les Américains. M. Kohl, le chancelier allemand, semble de cet avis quand il se déclare favorable à la participation d'IBM aux programmes européens de recherche.

Le danger est pourtant, là aussi, évident. Se réfugier sous l'aile d'IBM, ce serait imiter ICL qui croyait, en 1981, assurer sa survie en acceptant les technologies de Fujitsu. L'issue sera la même : celle du lapin qui choisit de faire alliance avec le loup contre le renard...

L'Europe doit se sauver seule. Et ses armes ne sont pas négligeables. En effet, si la situation financière de certaines firmes est inquiétante, les Douze ont réussi depuis cinq ans à stopper leur déclin dans l'électronique. Après vingt ans de recul, leur part dans la production mondiale est remontée de 21 % en 1984 à 22 % en 1988 (1). Résultat fragile, mais qui prouve que les politiques menées par les grands groupes et la prise de conscience à partir du début des années 80 d'une partie de la Commission de Bruxelles (sous l'influence de M. Davignon) et de certains gouvernements n'ont pas été sans effet. L'existence des programmes JESSI et TVHD le prouve.

Le progrès technologique n'en est encore qu'à ses débuts et les cartes industrielles ont encore le temps d'être battues plusieurs fois. Il suffit, un instant, d'interroger les chercheurs et de porter son regard sur l'année 2000. L'informatique, simple exemple, est à la veille d'un nouveau bouleversement avec l'arrivée des machines dites « massivement parallèles » (2). L'Europe peut retrouver toutes ses chances.

Le colosse de Munich

Pourtant, l'engourdissement et la lassitude menacent un peu partout depuis deux ou trois ans. Que le rachat d'ICL n'ait pas provoqué plus de réactions politiques est significatif. A Bruxelles, la direction de la concurrence fait désormais plus parler d'elle que la direction des technologies. En France, le programme TVHD se noie dans des querelles de ministères. France Télécom, qui est le pilier central de toute politique en électronique (les crédits viennent de sa poche), ne songe qu'à la réforme de son statut et à la baisse de ses tarifs.

D'un point de vue industriel, cette administration n'a plus aucune stratégie et vit des programmes lancés il y a dix ans. Le plan câble a été un échec ; le Minitel n'a pas de successeur. En Allemagne, Siemens est, dans l'électronique, ce que Bonn est dans la CEE : une incertitude permanente. Le colosse de Munich est plus souvent concerné par son intérêt propre que par celui des Douze, refroidissant tout espoir de coordination avec lui.

Une relance de la mobilisation s'impose – notamment dans l'informatique – mais plus personne ne semble s'en soucier. Le discours sur la technologie ennuie. A Paris, l'horizon est celui du prochain sondage d'opinion. A Bruxelles, après 1993, c'est le vide.

Au début des années 80, le directeur général de l'industrie, M. Jean-Pierre Souviron, pensant à 1990, voulait lancer un plan aboutissant à des télécopieurs grand public d'un prix d'environ 3 000 francs. Ce fut impossible ; les critiques dénonçant son « volontarisme et son dirigisme » l'emportèrent. Aujourd'hui on trouve des télécopieurs dans les boutiques pour 10 000 francs, le prix voulu par M. Souviron, inflation déduite. Part de marché des Japonais ? 95 %.

ERIC LE BOUCHER

(1) Source : Société d'études EIC, 11, rue Hamelin, 75016.

(2) Les ordinateurs parallèles sont aux machines actuelles ce que les autoroutes sont aux routes de campagne : le trafic des données s'écoule sur plusieurs voies, le traitement étant le même sur chacune, grâce à des processeurs semblables mis en parallèle. On obtient des machines « massivement parallèles », en construisant des sortes d'autoroutes à plusieurs étages, les processeurs étant placés dans un rectangle de lignes et de colonnes. La difficulté est, bien entendu, de gérer les communications entre tous ces processeurs.

□ **La vente d'ICL pourrait amener les concurrents à intervenir.** – La vente par le groupe britannique STC de sa filiale informatique ICL au japonais Fujitsu provoque une agitation des concurrents, pour l'instant encore souterraine. Alors que la conclusion des négociations est attendue pour cette semaine, le canadien Northern Telecom, déjà propriétaire de 27,5 % du capital de STC, pourrait être tenté par le lancement d'une OPA sur cette firme, croit-on savoir dans les milieux boursiers de Londres. Hors l'informatique, STC est en effet présent dans les télécommunications (STC est l'ancienne filiale d'ITT en Grande-Bretagne), et le groupe canadien cherche à se renforcer en Europe. Certains estiment que le français Alcatel pourrait être également intéressé.

En Grande-Bretagne

Une industrie qui part en lambeaux

Si la reprise d'ICL par Fujitsu se conclut, il ne restera presque plus rien de l'électronique britannique. Cette vente s'inscrit en effet au bout d'une longue liste d'abandons et de cessions effectués ces trois dernières années. Le pays qui avait créé le premier radar – juste avant la guerre – et le premier ordinateur – juste après la guerre, en même temps que les Américains – voit le capital étranger prendre un contrôle presque entier des entreprises de ce secteur.

Dans l'informatique, avant ICL, il y a eu Apricot, fabricant de micro-ordinateurs, cédé à Mitsubishi en avril dernier. Toutes les tentatives des PMI britanniques de se lancer, en voulant copier le modèle californien, sur les créneaux neufs de la micro-informatique ont échoué après des débuts en fanfare. Amstrad, le dernier-né, se remet mal d'une chute de ses bénéfices en 1989. Mme Thatcher voyait en Clive Sinclair (anobli pour l'occasion) et en ses émules les symboles du renouveau du capitalisme outre-Manche. Il lui faut convenir que cette stratégie libérale d'une rénovation spontanée par les PME est balayée par la force de la concurrence mondiale.

Le secteur des services informatiques devait compenser le déclin dans les matériels, suivant l'idée que l'avenir est au tertiaire et non plus à l'industrie. Hélas, le groupe français Cap Gemini Sogeti a acheté il y a quelques jours le numéro un des services, la société Hoskyns. La même semaine a donc vu la vente des deux fleurons du hardware et du software.

Dans les télécommunications, l'engourdissement des deux géants GEC et Plessey durant les années 70 et 80, puis la politique de déréglementation du secteur menée par le gouvernement ont conduit à l'entrée en force du suédois Ericsson et des américains ATT et Motorola.

L'avenir de STC en question

Affaibli, Plessey, qui est pourtant encore « une mine d'ingénieurs de très haut niveau », au dire de tous les électroniciens du monde, a subi une OPA de GEC allié à Siemens. Le groupe a été dépouillé, tandis que GEC lui-même s'est transformé en holding. Ses technologies en télécommunications dépendent désormais de son partenaire allemand. Ses autres activités ont été mariées : l'électricité au français Alsthom, les satellites à Matra, les matériels médicaux et l'électroménager à l'américain General Electric, etc.

Le troisième acteur des télécommunications, STC, propriétaire de ICL, a vu lui-même le canadien Northern Telecom prendre 27 % de son capital. Après la vente d'ICL – qui constitue l'essentiel de son chiffre d'affaires), – son avenir est en question.

Dans les composants électroniques, Inmos, création de la politique volontariste des travaillistes dans les années 70, a été vendu à la société franco-italienne SGS-Thomson. Quant à la société Ferranti, autre figure historique de l'industrie britannique, elle a été victime d'une fraude de plus de 3 milliards de francs. Les firmes qui se sont portées à son secours pour la racheter (Thomson, British Aerospace, etc.) ont renoncé après inventaire... La compagnie doit depuis se vendre elle-même par appartements. Elle vient d'afficher une perte de 1,6 milliard de francs pour 1989.

Il reste quelques acteurs indépendants, essentiellement dans l'électronique militaire. On peut citer Racal, le Matra anglais et le géant British Aerospace. Cette firme détient aussi Rover, c'est-à-dire les derniers quartiers de l'industrie automobile britannique. La technologie de Rover dépend de... Honda, qui possède en outre 20 % de son capital. Automobile et électronique font l'objet du même abandon délibéré aux Japonais.

E. L. B.

EN BREF

□ **National Power veut supprimer 5 000 emplois.** – National Power, la plus grande compagnie de production d'électricité de Grande-Bretagne bientôt privatisée, a l'intention de supprimer 5 000 emplois au cours des trois prochaines années, ont indiqué plusieurs journaux britanniques dimanche 22 juillet. Parallèlement au plan de suppression d'emplois, National Power doit annoncer dans quelques jours des pertes de 200 millions de livres pour l'année (environ 2 milliards de francs). La compagnie supprimera les 5 000 emplois progressivement après sa privatisation prévue en principe au début de 1991 – en même temps que la majeure partie de l'industrie de l'électricité britannique – en comptant sur les mises à la retraite et les départs volontaires. – (AFP.)

□ **Deuxième accord d'intéressement à EDF-GDF.** – La direction d'EDF-GDF et les syndicats CFDT, UNCM-CGC et CFTC ont conclu un accord d'intéressement pour 1990, 1991 et 1992 lié à la réduction du prix de revient du kilowattheure. Pour cette année, l'objectif est d'abaisser celui-ci de 3 % à EDF et de 1,9 % à GDF, ce qui permettrait de débloquer 165 millions de francs, soit une prime de 1 000 francs en moyenne par agent. D'autres objectifs seront négociés pour chaque unité : les agents percevront également 1 000 francs si ceux-ci sont atteints.

□ **Le syndicat SUD réclame le retour des « sept » à Lille-Lezennes.** – Le syndicat SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques) réclame le retour dans leur centre d'origine des sept postiers du centre de tri de Lille-Lezennes sanctionnés en décembre 1989 à la suite de la séquestration du directeur départemental de la Poste. « M. Paul Quilès, ministre des PTT, a annoncé le 9 juillet qu'il a décidé de lever toutes les sanctions. Nous constatons qu'il est encore loin de joindre le geste à la parole », estiment les syndicalistes de SUD, dissidents de la CFDT. Selon eux, « le ministre gomme les conséquences futures des sanctions (déroulement de carrière) mais ne lève aucune des sanctions qui ont été appliquées (mutation d'office, suspension du traitement) ». « Au-delà des effets oratoires, il faut passer aux actes. Le seul véritable apaisement passe par le retour des sanctionnés dans leur centre de tri d'origine : Lille-Lezennes », conclut un communiqué de SUD publié vendredi 20 juillet.

□ **Nouveau programme de privatisations en Argentine.** – Le gouvernement argentin a annoncé, samedi 21 juillet, son intention d'engager de nouvelles privatisations. Le programme pourrait atteindre le montant de 400 millions de dollars (2,2 milliards de francs) et porterait principalement sur le secteur de la défense. Selon le ministère de la défense, l'Etat devrait céder sa participation dans les chantiers navals militaires Tandanor, dans une fonderie, ainsi que dans des entreprises pétrochimiques et une unité de production d'acide sulfurique. Cette décision coïncide avec une séries de ventes et concessions de sociétés hydroélectriques (Yacyreta et Salto Grande) prévues à Buenos-Aires pour les prochains mois et survient peu de temps après la vente d'Aerolineas Argentinas à un consortium dirigé par la compagnie aérienne espagnole Ibéria.

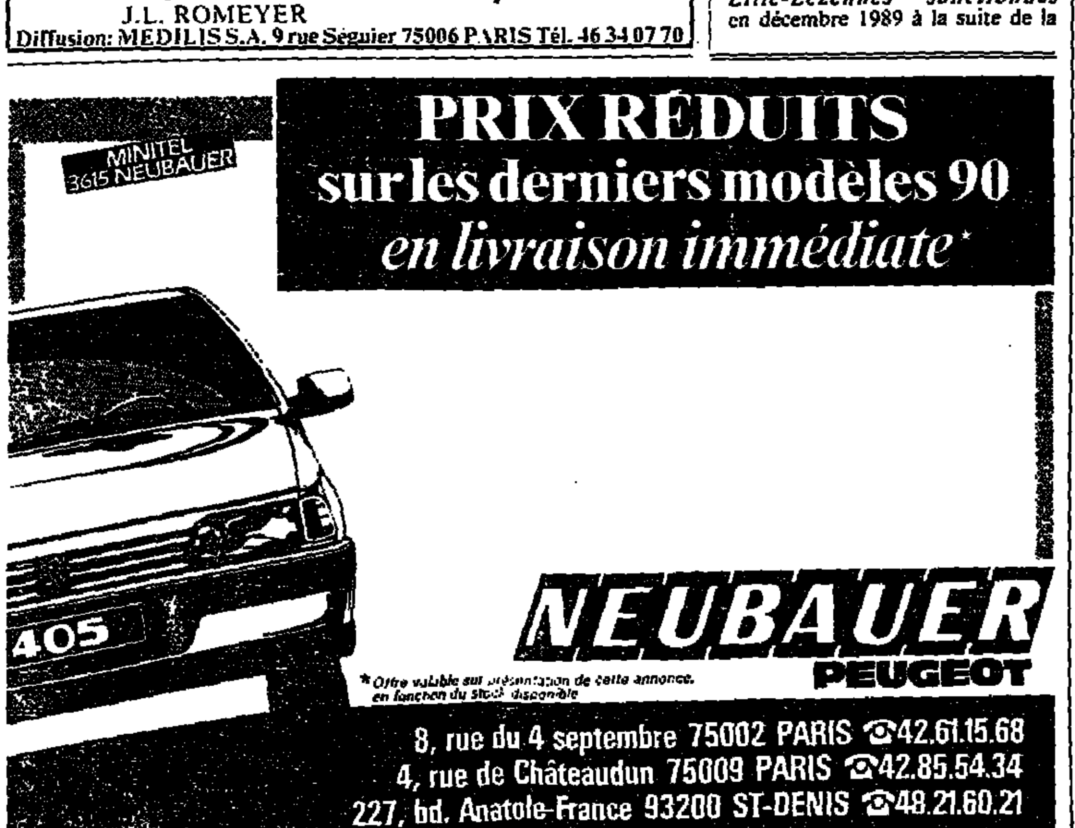
JOURNAL OFFICIEL

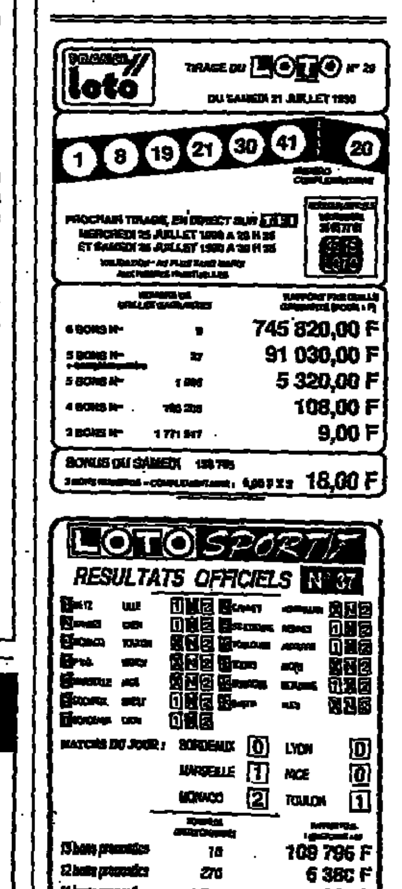
Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 21 juillet 1990 :

DES DÉCRETS

N° 90-639 du 17 juillet 1990 portant multiplication du programme à long terme entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la coopératon scientifique, technique, économique et industrielle dans le domaine agricole et agro-industriel jusqu'à l'an 2000, signé à Paris le 4 juillet 1989.

N° 90-641 du 18 juillet 1990 modifiant les articles du code de l'aviation civile relatifs à la redevance de route.



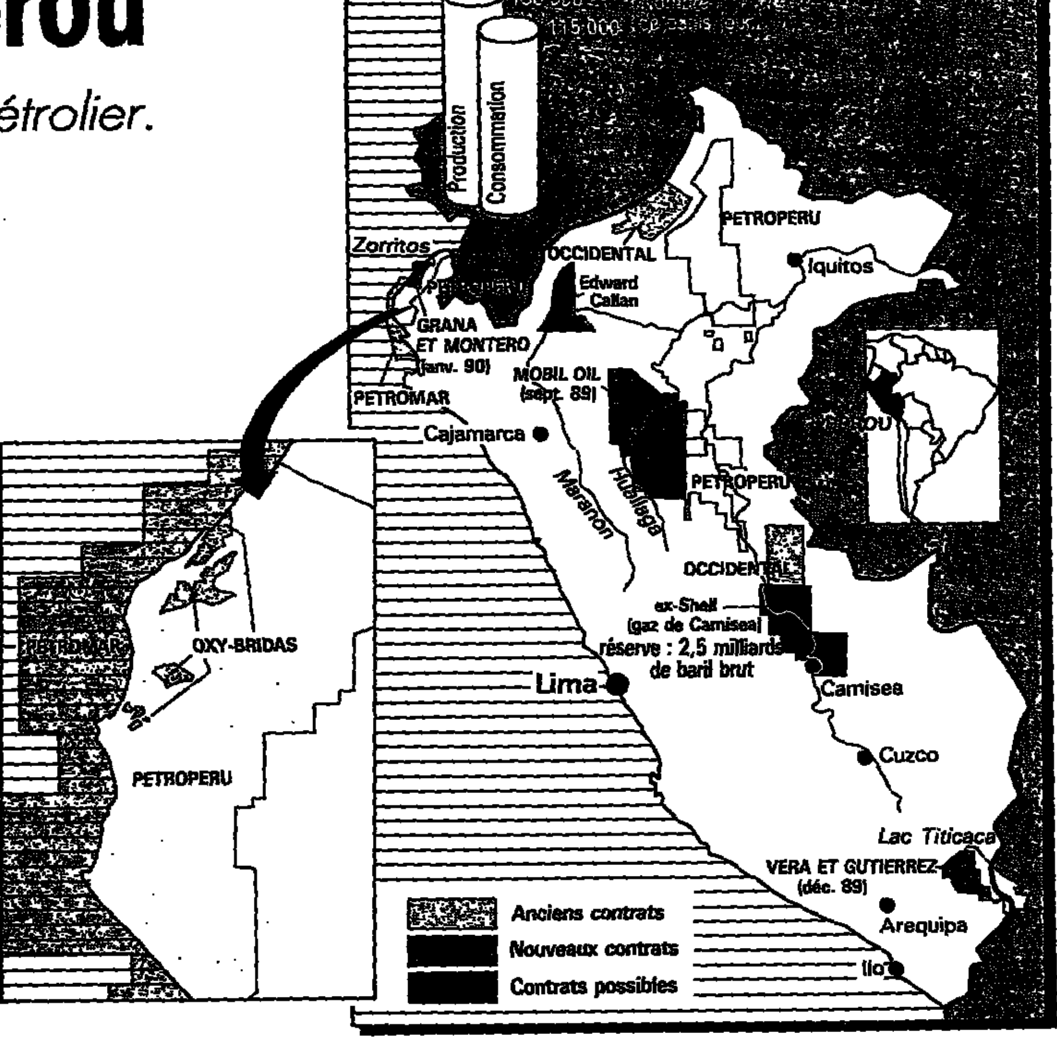


CHAMPS ECONOMIQUES

Nouvelle donne en Amérique latine

Le pétrole inviolé du Pérou

Les Péruviens comptent toujours sur l'eldorado pétrolier. A condition de pouvoir l'exploiter. Le nouveau gouvernement devra s'entendre avec les compagnies internationales.



DE l'eau jusqu'à la ceinture, des hommes arpentent le bord de mer, luttant contre les vagues pour entraîner de gigantesques épuisettes rouges. Ils sont plus de cinq mille, ces pêcheurs de fortune, à avoir envahi une trentaine de kilomètres de la côte nord du pays pour traquer les larves de langoustines. Sur la grève, ils trient grossièrement les embryons capturés, maniant la batée, une simple écuelle en fer-blanc, à la manière des chercheurs d'or de l'Amazonie.

« Ce n'est pas de l'or, mais c'est beaucoup d'argent », explique l'un d'eux. Au gré de la marée et de la lune, ils se font, en une journée, ce que beaucoup de Péruviens ont du mal à gagner en un mois. Des camionneurs équatoriens achètent leur pêche, après une sélection minutieuse, au bord de la route : des larves de langoustines de la famille des *penaeus vanamei* (la seule à s'adapter à l'élevage en captivité). Le résidu (petits crustacés ou poissons) est rejeté sur le macadam et s'y dessèche. *« La déprédation est catastrophique,* explique un expert gouvernemental. *Cette année, à Zorritos, le volume de la pêche a baissé de 20 %. »* Le problème est d'autant plus préoccupant que ce sont les Equatoriens qui profitent clandestinement de l'exploitation de ce marché.

Pourtant, à Zorritos, personne ne semble s'en inquiéter. La population est convaincue que cette frange de désert est un morceau de Terre promise : le charbon est à fleur de terre, le phosphate s'étale en nappe épaisse juste un peu au sud, le sous-sol et la plate-forme continentale regorgent, dit-on, de gaz et de pétrole... Il est vrai que le premier puits d'or noir de l'Amérique latine a été foré dans le village, en 1863. Vestiges de cette activité pionnière, qui permit l'extraction de plus d'un milliard de barils, abandonnée depuis une cinquantaine d'années : les restes du débarcadère et les carcasses rouillées des puits.

Quinze pour cent seulement des réserves ont été exploités. Des émanations de gaz flottent toujours dans l'air, et les habitants, il n'y a pas si longtemps encore, s'approvisionnaient en gaz en branchant directement des conduites sur les vieux puits désaffectés. A Zorritos, comme un peu partout dans le pays, l'absence d'énergie est chronique. Le village s'est réadapté au rythme de l'époque pré-industrielle. Mais à 1 300 kilomètres au sud, à Lima, la capitale, les pannes de courant quotidiennes perturbent l'existence des huit millions d'habitants – pas d'électricité, donc pas d'eau, pas de pain, etc. – et paralysent la production.

Deux projets pour le gaz

« Le Pérou est un mendiant assis sur une montagne d'or », remarquait au siècle dernier l'explorateur italien Antonio Raimondi. Une définition toujours actuelle. Le pays souffre cruellement d'une pénurie d'énergie, alors que ses ressources naturelles sont abondantes, notamment en pétrole et en gaz. Mais celles-ci restent enfouies dans les dix-huit bassins sédimentaires de la plate-forme continentale, du désert côtier, des montagnes andines et de la forêt amazonienne. Sur un « potentiel » de 75 millions d'hectares, le cinquième seulement a été exploré, et encore de façon superficielle et partielle. D'après les experts, les réserves de brut (prouvées, probables et potentielles) seraient de l'ordre de 20 milliards à 40 milliards de barils.

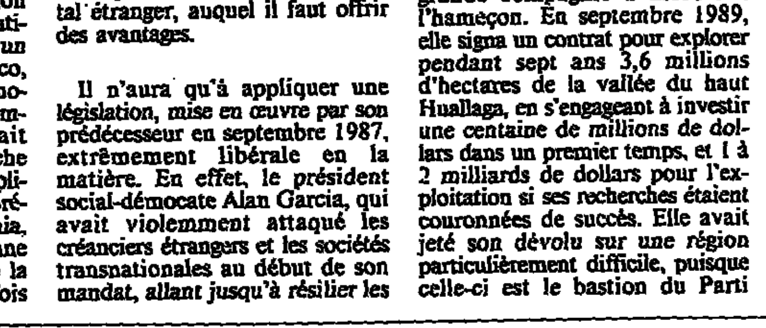
Quels sont les obstacles qui ont empêché leur mise en valeur ? Les gisements se présentent sous forme d'alvéoles ne contenant guère plus de 20 millions de barils, le brut est souvent trop lourd pour que son extraction soit rentable, et, surtout, le relief tourmenté constitue un handicap notamment pour les gisements situés sur le versant amazonien. Enfin, dernier écueil, et non le moindre, l'appel au capital étranger provoque inévitablement une levée de boucliers.

Importateur de brut à partir de 1963, redevenu exportateur en 1978, le Pérou est sur le point de basculer à nouveau dans la catégorie des importateurs (en 1989, ses achats de pétrole léger à l'Equateur, financés par le commerce compensé, ont représenté 360 millions de dollars). Sa production ne cesse de décliner (190 000 barils/jour en 1980, contre 130 000 en 1989, pour une consommation intérieure de 115 000), ainsi que les réserves prouvées. Cependant, celles-ci ne tiennent pas compte du gisement de gaz naturel de Camisea découvert, il y a trois ans, par la Shell, et qui équivaut à 2,5 milliards de barils de brut – soit six fois plus – mais est enseveli dans le sous-sol amazonien...

La Shell, qui avait investi 200 millions de dollars (1) en six ans dans sa recherche difficile d'or noir, présenta un projet d'exploitation de Camisea : dans une étape initiale de quatre ans, le gisement produirait l'équivalent de 70 000 barils de brut, acheminés, à Lima, par un gazoduc et un oléoduc. L'investissement requis, d'une valeur de 1,4 milliard de dollars, serait assumé partiellement par la compagnie, qui, en contrepartie, exporterait les condensés.

Nationalistes et régionalistes lancèrent une contre-proposition décentralisatrice : le gaz serait utilisé sur place, afin de créer un pôle de développement à Cuzco, qui servirait au décollage économique du sud du pays. Un complexe pétrochimique serait construit dans la zone franche d'Ilo, au bord du Pacifique, réplique de celui de Camacari, au Brésil, qui a converti l'Etat de Bahia, totalement abandonné il y a une décennie, en pôle régional de la pétrochimie. Le coût, deux fois moins élevé, serait financé partiellement par Pemex et Petrobras (Mexique et Brésil). Les deux projets ayant été renvoyés dos à dos, Camisea est resté inviolé...

Plus pour longtemps, néanmoins. L'ingénieur Alberto Fujimori, qui entrera en fonctions le 28 juillet et professe le pragmatisme, estime que l'exploitation du gaz de Camisea est un objectif prioritaire, et qu'elle ne peut se faire qu'avec le concours du capital étranger, auquel il faut offrir des avantages.



Il n'aura qu'à appliquer une législation, mise en œuvre par son prédécesseur en septembre 1987, extrêmement libérale en la matière. En effet, le président social-démocate Alan Garcia, qui avait violemment attaqué les créanciers étrangers et les sociétés transnationales au début de son mandat, allant jusqu'à résilier les contrats pétroliers avec Occidental Petroleum, Belco et Oxy-Bridas, en juillet 1985, pour *« profits indus »*, a adopté en fin de parcours une politique de portes ouvertes aux investissements étrangers.

Un regain d'intérêt

La Mobil Oil fut la première grande compagnie à mordre à l'hameçon. En septembre 1989, elle signa un contrat pour explorer pendant sept ans 3,6 millions d'hectares de la vallée du haut Huallaga, en s'engageant à investir une centaine de millions de dollars dans un premier temps, et 1 à 2 milliards de dollars pour l'exploitation si ses recherches étaient couronnées de succès. Elle avait jeté son dévolu sur une région particulièrement difficile, puisque celle-ci est le bastion du Parti communiste Sentier lumineux et des trafiquants de cocaïne. Le représentant de la Mobil expliqua que la richesse géologique et la flexibilité du contrat avaient primé sur les autres considérations...

Pour les autorités, ce contrat, le premier signé en huit ans, devait servir d'appât au grand capital. Trois autres compagnies en effet emboîtèrent le pas : deux péruviennes et une américaine : la (Vera Gutierrez) s'est installée près du lac Titicaca, la Grana Montero, sur le Nord côtier, et Petromineros, succursale d'Edwar Callan, sur un million d'hectares dans le nord de l'Amazonie, au confluent des fleuves Maranon et Santiago.

de Zorritos
NICOLE BONNET

Lire la suite page 18

(1) Un dollar vaut environ 5,5 francs.

Le Mexique en quête d'argent

La restructuration de la dette ne suffit pas. On attend les investissements étrangers et le retour des capitaux exportés.

LE 4 février dernier, le gouvernement mexicain signait en grande pompe un accord « historique » avec ses principaux créanciers internationaux. Selon le président, M. Carlos Salinas, le Mexique venait d'obtenir une réduction de 20 % de sa dette externe, principal obstacle à la croissance économique du pays.

Première application du plan Brady – du nom du secrétaire américain au Trésor – en faveur du pays le plus endetté d'Amérique latine après le Brésil, cet accord avait ouvert une période d'euphorie dans les milieux liés au gouvernement mexicain : *« Le problème de la dette est réglé pour les cinq prochaines années et nous allons enfin pouvoir consacrer notre énergie au développement économique »*, disaient alors et continuent de dire les technocrates chargés de mettre en œuvre la politique de *« modernisation »* du président Salinas.

Cinq mois plus tard, la dure réalité des chiffres tend à donner raison aux sceptiques qui, dès le début de la renégociation de la dette, avaient évoqué l'optimisme *« excessif »* des dirigeants mexicains, voire même la *« manipulation politique »*. Compléments indispensables pour sortir l'économie du marasme (le produit intérieur brut a progressé de 2,9 % seulement en 1989, après plusieurs années de stagnation), les investissements étrangers se font attendre, de même que le rapatriement des capitaux placés à l'étranger par les Mexicains soucieux de se protéger de la dévaluation du peso ou de mesures comme la nationalisation de la banque en 1982, qui avait accéléré la fuite des capitaux, en particulier vers les Etats-Unis.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances Angel Gurria, *« les montants placés à l'étranger n'ont jamais atteint 80 milliards de dollars, soit l'équivalent de notre dette externe, comme l'a affirmé un peu légèrement la Morgan Guaranty Trust. On peut tout au plus parler de 24 milliards de dollars, ce qui, avec les intérêts accumulés, peut donner près de 40 milliards »*. Cette évaluation est partagée par la plupart des spécialistes qui sont en revanche plus sceptiques à propos du montant des rapatriements – 4 milliards de dollars depuis juillet 1989 – avancé par M. Gurria.

« Un Etat moins propriétaire mais plus juste »

Les autorités mexicaines espèrent que la privatisation de la banque, annoncée le mois dernier – l'Etat détient actuellement plus de 70 % du capital bancaire et pourrait conserver une participation minoritaire dans ce secteur, – va créer le climat de confiance nécessaire pour accélérer ce rapatriement. La vente au secteur privé des entreprises « non stratégiques » de l'Etat – la plupart, sauf le monopole de la production pétrolière PEMEX, intouchable selon la Constitution – va dans le même sens et s'inscrit dans le projet néolibéral de l'équipe au pouvoir. Il s'agit, affirme le président Salinas, de renforcer le secteur privé national, tout en modifiant le rôle du gouvernement : *« Un Etat moins propriétaire mais plus juste, car nous pourrons corriger les problèmes sociaux du Mexique avec le produit de la vente des sociétés nationales »*, précise-t-il.

M. Gurria estime que l'Etat peut obtenir environ 15 milliards de dollars avec la vente de ses actions au sein de la banque, de la compagnie de téléphone TELMEX, des mines de cuivre Cananea, de la sidérurgie et d'une vingtaine d'usines sucrières. *« TELMEX gagne plus de 1 milliard de dollars par an »*, affirme le secrétaire d'Etat chargé des questions financières internationales, qui espère convaincre les compagnies européennes, en particulier Alcatel, de prendre une participation dans cette entreprise. *« Il est vrai,* reconnaît-il, *qu'il faudra investir 10 milliards de dollars dans les six prochaines années pour moderniser le téléphone au Mexique. »*

« Quelle société étrangère peut donc avoir intérêt à acheter dans ces conditions ? », s'insurge M. Jorge Castaneda, un des critiques les plus sévères de la politique économique du gouvernement. Il dénonce également la *« précipitation »* des autorités qui cherchent à vendre toutes les entreprises en même temps au risque de provoquer un effondrement de leur valeur réelle. *« Cela revient à vendre l'argenterie de famille pour régler des problèmes de caisse »*, dit-il.

Le manque de liquidités – « l'argent neuf » indispensable pour revenir aux taux de croissance de 6 % et plus des années 70 – demeure en effet le principal problème du gouvernement mexicain, qui avait cru pouvoir le résoudre avec la renégociation de la dette. Selon l'interprétation officielle de l'accord intervenu dans le cadre du plan Brady, le transfert net de ressources vers l'extérieur par rapport au produit intérieur brut annuel allait être ramené de 6 % en 1988 à 2 % en moyenne pour la période 1990-1994. Le Mexique, qui devra quand même débourser cette année 8 milliards de dollars pour le service de la dette, allait donc « économiser » plus de 4 milliards de dollars par an en moyenne sur ces cinq années.

« Faux ! », disent les économistes indépendants qui ont décortiqué les documents officiels. Ils reprochent aux autorités de gonfler les économies en incluant les reports d'échéance de la dette qui devra être finie de payer en 2019. Plus grave encore, indiquent-ils, le gouvernement ne tient pas compte des intérêts qu'il devra payer sur les nouveaux emprunts contractés auprès du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du Japon (5 milliards 700 millions de dollars au total) pour acheter les bons du Trésor des Etats-Unis déposés dans un fonds de garantie pour les créanciers (en cas d'insolvabilité du Mexique).

Reprendre son souffle

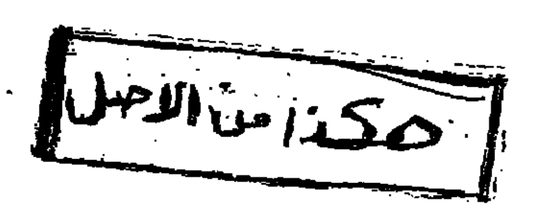
Selon les mêmes économistes, la réduction de dette obtenue par la renégociation va être rapidement annulée par les nouveaux emprunts. Ils estiment donc que *« le plan Brady n'a pas résolu le problème structurel de l'endettement »*, mais reconnaissent qu'*« il a permis au Mexique de reprendre son souffle en allégeant un fardeau devenu impossible à traîner »*. Ils n'écartent pas la possibilité d'une nouvelle négociation d'ici trois ans à moins que dans l'intervalle les investissements étrangers et le rapatriement des capitaux se révèlent suffisants pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements (le déficit prévu officiellement en 1990 atteindrait 5 milliards de dollars).

C'est le pari qu'ont fait les dirigeants mexicains qui comptent surtout sur les effets « implicites » et « psychologiques » de la renégociation de la dette pour convaincre les investisseurs étrangers. Les voyages du président Salinas en Europe et aux Etats-Unis n'ayant guère donné de résultats – il ira également au Japon fin juin, – les technocrates mexicains ont décidé de jouer leur dernier joker : la création d'une zone de libre-échange avec les Etats-Unis qui, avec la privatisation et la main-d'œuvre bon marché, pourrait créer la « dynamique » nécessaire pour attirer les industriels étrangers désireux de s'implanter au Mexique pour vendre sur le marché américain (*le Monde* du 2 juin).

Sans la renégociation de la dette, les projets du président Salinas n'auraient sans doute jamais vu le jour et le Mexique était condamné tôt ou tard à un affrontement avec ses créanciers. *« Sans le plan Brady, nous serions aujourd'hui dans une situation beaucoup plus préoccupante »*, soutient l'ancien président de la commission bancaire nationale, M. Carlos Abedrop. *« Nous n'aurions pas réussi à ramener l'inflation de 160 % à 20 % ni à maintenir la valeur du peso. Nous serions dans l'incertitude la plus complète et aucun investisseur étranger ne s'intéresserait au Mexique »*, ajoute-t-il.

L'ancien ministre des finances, M. Jesus Silva Herzog, qui a exprimé de fortes réserves sur la politique de ses successeurs, reconnaît lui aussi que le plan Brady est arrivé *« bien tard, mais c'est mieux que rien »*. *« Je crois que nous sommes sur le bon chemin. Pour utiliser le langage de la boxe, je dirai que nous commençons actuellement le cinquième round, mais qu'il nous en reste encore une bonne dizaine. »*

de Mexico
BERTRAND DE LA GRANGE



CHAMPS ECONOMIQUES

Socialisme libéral au Venezuela

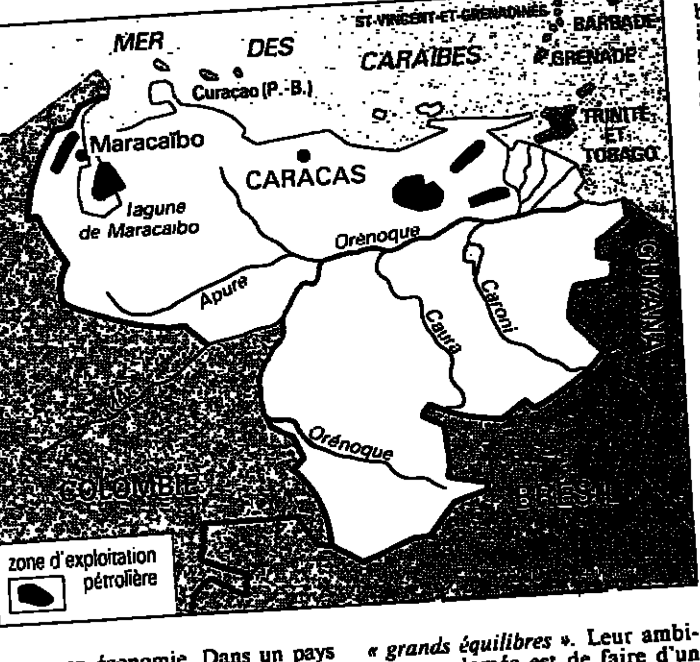
Le pays peut-il résister aux recettes appliquées depuis dix-huit mois pour rétablir les « grands équilibres » et relancer la production ?

IMPOSSIBLE, à Caracas, d'ignorer que le Venezuela est un pays pétrolier. Cela se voit à la dimension des voitures et au prix du super à la pompe – 2 bolivars et demi le litre, soit 36 misérables centimes. L'essence fait tellement partie des biens et des mœurs du pays que le gouvernement, depuis trois mois, hésite à l'augmenter. Il a suffi qu'on parle une nouvelle fois de hausse, au début de juin, pour que de violentes manifestations éclatent dans une banlieue de la capitale. C'est à la suite d'une augmentation, plusieurs fois répercutée dans les tarifs des transports, que s'étaient produites les émeutes sanglantes de février 1989 à Caracas.

Pourquoi, dans ces conditions, envisager un nouveau relèvement ? Au nom de la vérité des prix, répond le gouvernement. Tel est le maître mot de la politique de choc lancée par le social-démocrate Carlos Andres Perez dès son retour au pouvoir, le 2 février de l'an dernier. Politique pour laquelle un néologisme barbare a été inventé : celui de « *sincération* » de l'économie, ce qui signifie qu'elle doit retrouver sa transparence, sa « sincérité ».

Voilà plus d'un an que le Venezuela est engagé dans un tel effort. Les mauvaises habitudes prises au temps de la prospérité pétrolière l'avaient conduit dans une mauvaise passe. L'Etat devenu tout-puissant depuis la nationalisation des exploitations pétrolières, il y a quatorze ans, utilisait les recettes de l'or noir (50 % du budget) pour renflouer ses entreprises déficitaires et financer les achats à l'étranger : un taux de change préférentiel – inférieur de moitié à celui du marché libre – était accordé aux importateurs. L'Etat contrôlait également les prix et subventionnait une série de denrées de première nécessité.

Résultat : les caisses se sont vidées. Le déficit public, en 1988, a atteint 8 % du PIB. Les réserves de change, elles aussi, ont fondu, au point qu'il a fallu négocier pendant de longs mois un rééchelonnement de la dette extérieure, jusqu'alors payée rubis sur l'ongle. Comme on ne donne pas impunément à des fonctionnaires la possibilité d'octroyer des dollars à moitié prix, l'organisme officiel chargé de cette distribution, RECADI, est accusé aujourd'hui d'avoir été « *un nid de corruption* ». « *Onze milliards de dollars se sont volatilisés,* affirme un commentateur politique très connu, José Vicente Rangel. *Lusinchi, l'ancien président, devrait passer en jugement.* »



Produire et exporter

Personne, même à gauche, ne nie que M. Carlos Andres Perez devait redresser rapidement la barre. Il le fit en signant un accord avec le FMI et en appliquant les recettes habituelles, dont :: comparait autrefois les effets à ceux de la bombe à neutrons : libération des prix, du taux de change, des taux d'intérêt, libéralisation du commerce extérieur, par un abaissement progressif des barrières douanières. Il se donna corps et âme à cette opération d'assainissement. Mais il alla beaucoup plus loin que prévu.

Il innova, d'abord, en choisissant pour ministres, non des hommes de son parti, ADECO (Action démocratique), mais des techniciens, dont plusieurs « masters » en économie. Dans un pays où le pouvoir était détenu traditionnellement par des caciques d'appareil (ceux d'ADECO ou ceux de COPEI, le parti social-chrétien, qui a longtemps alterné à la présidence), l'audace a surpris. Elle a compliqué les relations du président avec son parti, déjà minoritaire au Congrès, mais a contribué à moraliser la gestion des affaires publiques. « *Nous savons que les ministres ne sont pas des voleurs* », dit M. Teodoro Petkoff, chef du MAS (Mouvement vers le socialisme), principale formation de gauche : au Venezuela, c'est un *satisfecit* rare.

Les « masters » ne se sont pas contentés de rétablir, en un an, les « *grands équilibres* ». Leur ambition proclamée est de faire d'un pays qui vivait de la rente pétrolière, et importait ce qu'il consommait, un pays qui produit et qui exporte. « *Nous ne prétendons pas tout produire,* explique M. Moïses Naïm, ministre du développement, *mais porter l'effort sur les secteurs où nous sommes bien placés : le pétrole, bien sûr, et aussi la pétrochimie, la chimie fine, le gaz, l'aluminium. Leur développement ne sera pas confié à des fonctionnaires. L'Etat n'interviendra que pour créer les conditions nécessaires aux investissements.* »

Libre convertibilité de la monnaie, liberté des mouvements de capitaux et de rapatriement des bénéfices, ouverture totale aux investissements étrangers, y compris dans l'industrie pétrolière, dont l'expansion doit se faire, grâce au retour des multinationales sur les champs de prospection : telles sont les règles d'or de l'équipe au pouvoir. Autre volet de la réforme : les privatisations. Les poids morts tels que VIASA, la compagnie nationale d'aviation, l'eau, le téléphone, les chantiers navals, ainsi qu'une série d'établissements hôteliers devraient – théoriquement – sortir de la sphère publique.

« Folie spéculative »

« *Mais qui peut s'intéresser à de telles affaires ?* demande Alfredo Pena, du quotidien *El Nacional*. *Elles sont aux mains de mafias formées par les syndicats et les partis, dont il est pratiquement impossible de se débarrasser.* »

Mais les critiques portent surtout sur la brutalité du choc opéré l'an dernier. La libération des prix a provoqué, de l'aveu général, une « *folie spéculative* », d'autant plus facile dans une économie où des monopoles se sont constitués grâce aux faveurs publiques. « *On a vu le prix de certains médicaments passer de 40 à 300 bolivars* », affirme José Vicente Rangel. C'est une spéculation dans les tarifs des transports qui a provoqué les quelque deux cent soixante morts (chiffre officiel) des 27 et 28 février.

Il s'est ensuivi une récession brutale, attestée par une chute de 8 % du PIB et de 25 % du salaire réel en 1988. « *Le revenu par tête est retombé à son niveau de 1968,* affirme M. Teodoro Petkoff. *Tandis que le secteur financier a augmenté ses gains, ce sont maintenant 80 % de la population qui vivent en situation de pauvreté critique ou relative.* » Fort habile à redresser les finances extérieures, le gouvernement Carlos Andres Perez n'a pas démontré la même maestria sur le front social. Sa politique, dans ce domaine, se limite à l'octroi de modestes bourses alimentaires aux plus démunis, et d'une assurance-chômage pendant trois mois, « *alors que la durée moyenne du chômage est de deux ans* », selon M. Petkoff.

L'ancien chef de l'Etat, M. Rafael Caldera, social-chrétien, ironise sur cette « *nouvelle forme de socialisme* » pratiquée par l'actuel président, « *le socialisme néolibéral* ». Selon lui, les recettes appliquées depuis un an « *ont conduit à la crise des années 30. Le protectionnisme,* dit-il, *est nécessaire pour certains secteurs de l'économie* ».

De la situation de ses compatriotes, il fait une analyse désabusée : « *Avec 3 000 dollars de revenu par tête, nous croyions être riches. C'était une fiction !* » José Vicente Rangel parle d'une « *nation en décomposition* », avec sa justice vénale, ses syndicats et ses partis corrompus. Les dernières élections semblent donner raison à ces prophètes de malheur. Alors qu'ils étaient appelés à élire pour la première fois leurs maires et leurs gouverneurs, en décembre dernier, les Vénézuéliens ont boudé les urnes dans la proportion de presque 70 %.

de Caracas
CHARLES VANHECKE

Le pétrole inviolé du Pérou

Suite de la page 17

En ce qui concerne la région de Zorritos, le gouvernement a lancé un important appel d'offres pour couvrir la récupération secondaire et la prospection de 13 millions d'hectares de désert, autrefois réservés à l'entreprise publique Petroperu.

De son côté, AIG, la compagnie d'assurances de la Belco, expropriée en décembre 1985, espère rentrer dans ses frais en exploitant une nappe de gaz propane située dans la plate-forme continentale, face au village.

L'or noir du Pérou a donc suscité un regain d'intérêt : en moins de six mois, quatre compagnies pétrolières ont signé des contrats portant sur plus de 5 millions d'hectares.

Le premier rush des compagnies étrangères s'était produit en 1971, après que Petroperu eut découvert une nappe importante de brut d'excellente qualité dans le bassin amazonien, près de la frontière équatorienne et colombienne.

L'Occidental Petroleum s'était installée à proximité, obtenant aussi un franc succès. C'était alors la ruée, et, en deux ans, le régime militaire du général Velasco signait dix-sept contrats, garantissant un investissement de 700 millions de dollars.

Mais ce ne fut qu'un feu de paille, car les compagnies, bredouilles, abandonnèrent leur prospection. Vingt ans plus tard, auront-elles plus de chance ?

Le Pérou y joue son proche avenir, car l'état de ses finances ne lui permet guère d'envisager d'importer davantage d'hydrocarbures. Quant à la population de Zorritos, elle suit avec inquiétude, ces derniers temps, les déplacements d'une « marée rouge ». Il s'agit d'une gigantesque nappe de plancton qui, lorsqu'elle se sédimentera, risquera de former un matelas intoxiquant huîtres, crabes, langoustes, langoustines.

Plus que jamais, le pays a besoin de rêver, et de se prendre pour El Eldorado.

de Zorritos
NICOLE BONNET

La faillite de Petroperu

« Les rouler a été aussi enfantin qu'échapper à une contravention »... C'est à peu près en ces termes qu'Armand Hammer, le magnat de l'Occidental Petroleum Company, commentait ses tractations avec l'équipe du général Velasco pour s'installer dans l'Amazonie. C'était il y a vingt ans. Depuis, le « vieux renard » a mis dans sa poche tous les régimes successifs, ceux du général Bermudez, du libéral Fernando Belaunde, et du social-démocrate Alan Garcia.

Entre Velasco et Hammer, la partie de bras de fer promettait pourtant d'être rude. Le putsch du 3 octobre 1968 donnait le coup d'envoi d'une « révolution nationaliste et anti-impérialiste », et, six jours plus tard, l'International Petroleum Company était expulsée pour avoir *« usurpé le territoire, dicté les lois, et imposé ses hommes de paille à la tête de l'Etat »*, pendant un demi-siècle.

Le gisement découvert par Petroperu, la compagnie nationale, laissait supposer un prolongement de la nappe équatorienne. L'Occidental souscrivit donc un contrat « modèle péruvien », qui mettait fin au régime des concessions et stipulait une participation à la production *fifty-fifty*. Théoriquement, la compagnie devait prendre en charge l'acheminement du brut jusqu'à la côte.

Hammer fit-il jouer la corde sensible du nationalisme ? Toujours est-il que Petroperu finança la construction de l'oléoduc – 856 kilomètres de long, 200 000 barils/jour de capacité. Evaluée initialement à 300 millions de dollars, elle revint finalement à 800 millions. Aujourd'hui encore, 400 millions restent dus au créancier japonais. Mais Petroperu est en faillite.

Pendant deux décennies, l'entreprise d'Etat a fait office de poule aux œufs d'or. Elle a financé le coût de la révolution, puis celui de la restauration démocratique (le budget national est largement « pétrolisé »), subventionné le prix des carburants sur le marché local, et contribué à l'allègement des impôts pesant sur les compagnies étrangères, Occidental et Belco. Le revenu pétrolier a été réparti de la façon suivante : 13 % pour Petroperu, 27 % pour les multinationales, 60 % pour l'Etat...

Les contrats entre Petroperu et l'Occidental ont été modifiés à trois reprises, mais cette dernière a toujours su gagner au change. Aujourd'hui, la compagnie d'Armand Hammer a pratiquement gelé les investissements et l'exploration, elle ne paye plus l'usage de l'oléoduc, mais elle vend son brut à Petroperu au tarif international, et, enfin, elle est exonérée d'impôt car elle déclare travailler à perte. Entre 1971 et 1987, Occidental a investi 1 milliard de dollars au Pérou et rapatrié 2,5 fois sa mise.

De son côté, Petroperu, première entreprise publique, enregistre un déficit cumulé de 1,5 milliard. Le montant de ses dettes est supérieur à son patrimoine. Seuls deux de ses six équipements de forage en Amazonie sont actuellement en état de fonctionner, et la compagnie n'est même pas en mesure d'exploiter le puits prometteur de Chambira, découvert l'année dernière. Faute de pièces de rechange, ses raffineries et ses complexes pétrochimiques ne travaillent qu'à régime réduit. La situation est tout aussi noire pour Petromar, sa filiale, qui avait pris en charge les installations, sur la plate-forme continentale, de la Belco expropriée.

Saignée à blanc pendant vingt ans, aujourd'hui exsangue, Petroperu en est réduite à brader sur le marché les bassins pétrolifères qu'elle s'était réservés. La Texas Crude convoite celui de Chambira, et une vingtaine de compagnies plus modestes sont sur les rangs pour exploiter la région de Zorritos.

Le sort de Petroperu s'est joué le 18 juin avec le deuxième tour des élections présidentielles : si l'écrivain Mario Vargas Llosa, porte-drapeau du néo-libéralisme, était élu, Petroperu serait privatisée. Si c'était l'« ingénieur indépendant » Alberto Fujimori, Petroperu serait remise à flot. Fujimori l'a emporté. Quelles seront les drastiques mesures adoptées à partir du 28 juillet pour éponger un déficit journalier de 800 000 dollars ?

N. B.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Comment aider l'Union soviétique

CE n'est pas parce qu'il y a une quinzaine d'années les banques nous ont fourvoyés dans un inextricable problème d'endettement international que les gouvernements des pays industrialisés d'Occident doivent se montrer exceptionnellement rigoureux dans leur politique de prêts à l'égard des pays ex-socialistes et de l'Union soviétique de M. Gorbatchev *(voir notre chronique précédente dans le Monde du 17 juillet).*

A l'époque, une conviction, ni argumentée ni historiquement fondée, mais conforme aux préjugés ambiants, tenait lieu de raison. Trésors publics des pays riches ou réputés tels et établissements de crédit avaient érigé cette croyance au rang de principe : un Etat souverain ne peut faire faillite. La conclusion qu'ils en tiraient était qu'on pouvait, à un Etat et aux entités publiques qui en dépendent, avancer autant d'argent qu'ils en demandaient.

Quant au remboursement du principal, c'est une préoccupation que les créanciers avaient d'emblée écartée implicitement, puisqu'ils ne se souciaient guère de la destination des fonds prêtés ni, par conséquent, de leur conservation sous forme tangible d'un capital amortissable. Tout se passait comme s'il était tacitement entendu que l'opération serait renouvelée à l'échéance. Cela ouvrait l'alléchante perspective d'une rente perpétuelle à un taux – c'était à peu près la seule chose dont on avait oublié de tenir compte – qui, étant donné son niveau élevé, n'était pas perpétuellement soutenable, même par un débiteur parcimonieux. Que les professionnels qui ont fait, naguère, consciemment, ce genre de calcul n'imposent pas leurs vues aujourd'hui.

A circonstances nouvelles, réflexion et, si possible, action nouvelles. En ce qui concerne spécifiquement l'Union soviétique *(voir notre chronique précédente)*, il semble bien que la question, quoiqu'on doive l'aborder sous plusieurs angles différents (politique, financier, humanitaire, moral) et sur une échelle graduée du temps (concours circonstanciels et de plus longue durée), puisse être définie en quelques propositions simples auxquelles, moyennant les accommodements inévitables, il serait sans doute bon de se tenir.

Première proposition : sauf à prendre le risque de graves désordres et d'un blocage de tout processus de réformes positives, aider l'Union soviétique est indispensable. Deuxième proposition : cela implique l'engagement de sommes importantes mais pas gigantesques, avancées en une ou deux occasions pour une durée de cinq à sept ans au maximum. Troisième proposition : il faut réclamer en contrepartie un programme clair, aux résultats vérifiables par l'homme de la rue (ou, si l'on veut descendre un degré supplémentaire dans l'ordre de la lucidité, par le député de base) et non pas seulement par l'expert du Fonds monétaire dont les critères statistiques (du genre : réduire le déficit budgétaire de 10 % à 2 % du PNB) n'ont aucune valeur opératoire dans les pays sans monnaie véritable, où personne n'est capable d'estimer le PNB. Quatrième proposition : le pessimisme n'est pas de mise parce que le passage d'un régime socialiste à une économie de marché est tout sauf une opération morose...

Ces propositions se tiennent toutes. Si des concours extérieurs sont indispensables mais doivent être concentrés sur quelques points essentiels et accordés, autant que possible, en une seule fois (ce qui complique, évidemment, la question du contrôle de l'accomplissement des conditions requises), c'est qu'il s'agit de renverser la vapeur. Pour inverser le sens de la marche d'une machine, des précautions sont sans doute à prendre, faute de quoi on risque de la casser en faisant la manœuvre, mais il est évident que, une fois la direction nouvelle déterminée, on ne doit pas continuer à aller en arrière. En termes concrets, qu'est-ce que cela signifie?

La clef de tout, c'est de relayer les rouages archi-usés de la planification par le mécanisme des prix. En taxant à un bas niveau – ce qui, en termes économiques, veut dire en dessous du prix de revient – les produits de première nécessité, le pouvoir soviétique, selon une expérience commune à pratiquement toutes les politiques de contrôle des prix, en décourage la production. Ce faisant, il obtient le résultat contraire de celui qui serait souhaitable, et qu'il souhaite. Il est vrai qu'il existe aussi, notamment pour les denrées agricoles, des prix libres, mais aussi longtemps que les sources d'approvisionnement principales resteront soumises à la taxation, ces prix libres ressembleront à des prix de marché noir. Il y a aussi dans maints secteurs des prix de marché noir au sens propre du terme, c'est-à-dire illégaux. La libération des prix est en elle-même une libération de toute la vie économique. Avec elle, chaque unité de production devient *ipso facto* autonome. Chacun tend à être responsable pour soi-même. Si elle réussit, l'état de pénurie doit rapidement disparaître. On en a fait l'expérience sous toutes les latitudes et à toutes les périodes de l'histoire économique.

Cependant, surtout dans un pays comme l'URSS où les prix officiels n'ont pratiquement aucune signification économique, l'opération risque d'être extrêmement périlleuse, bien qu'elle enclenche par elle-même toute une série de processus propres à en favoriser le succès. Pour la faciliter, il convient sans doute, au début, de maintenir des prix officiels, relevés par étapes rapprochées les unes des autres. Au fur et à mesure qu'on se dirige vers la « vérité des prix » et qu'une certaine abondance commence à se manifester, les prix du marché noir ont tendance à baisser jusqu'au moment où ce marché perd sa raison d'être. Toute l'habileté consiste à jouer de ces hausses et de ces baisses. C'est possible à condition justement de ne pas vouloir être trop habile, ce qui conduirait (on l'a vu à plusieurs reprises en France) à maintenir trop longtemps les contrôles, sous prétexte de jouer au plus fin avec le marché.

DANS la pratique, le grand, l'angoissant problème, c'est celui de la capacité d'achat des salariés. La réponse néolibérale aujourd'hui pratiquement universellement admise par les experts, c'est qu'il faut se montrer très dur. Tant pis si, dans un premier stade, la libération des prix se traduit par une très fort hausse moyenne du coût de la vie, disons, pour fixer les idées, de 30 %. Si on lâche simultanément les salaires, c'est, assure-t-on, la spirale inflationniste et l'échec certain au bout de la route. En vertu de cette analyse superficielle à force de se vouloir rigoureuse, le FMI a provoqué dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine des catastrophes (émeutes sanglantes du Caire, de Casablanca, de Caracas, d'autres encore). La Pologne applique actuellement cette politique qui semble bien s'être traduite par une diminution du pouvoir d'achat de 20 %, voire de 30 %. Triste inauguration pour une réforme radicale dont l'objectif proclamé est de recréer une économie fondée sur l'incitation à l'effort et les bienfaits de la concurrence. Empressons-nous d'ajouter que, à cette étape de l'opération, quelques grosses importations, financées au besoin à crédit par des pays bienveillants, peuvent aider à passer un cap difficile, à condition bien sûr que les premiers efforts de redressement de la production locale n'en soient pas étouffés.

Mais l'idée janséniste qu'il ne faut libérer les salaires qu'une fois le pouvoir d'achat des salariés sérieusement étrillé par une bonne hausse des prix – idée chère à nos experts, fussent-ils un peu de gauche – ne tient pas compte d'un facteur qu'il faut absolument mettre dans sa manche. Celui-là, si on le tient, se révèle comme étant un vrai élément de réussite alors que c'est loin d'être le cas pour la police des salaires. Neuf fois sur dix, dans un pays affligé depuis longtemps d'un contrôle des prix, le déficit budgétaire a pour cause principale, sinon unique, ce contrôle. D'abord parce que les taxes indirectes sont assises sur des prix beaucoup trop bas, ensuite, parce qu'à cause de la prolifération de l'économie illégale (trop joliment baptisée aujourd'hui « informelle »), nombre de transactions échappent à l'impôt, enfin et parfois surtout, parce que le budget de l'Etat se trouve alourdi par une insupportable masse de subventions.

Tout l'art d'une libération des prix bien menée, c'est de faire en sorte qu'elle s'accompagne spontanément d'un retour au giron officiel de toutes les activités productives et d'une réduction décisive des subsides consentis à l'économie. Ce devrait être là une préoccupation dominante chez les responsables de la politique soviétique. Là encore, un appui financier de nature à mettre en évidence la confiance des pays « capitalistes » dans l'entreprise pourrait beaucoup contribuer à son succès.

Si un climat favorable s'instaurait, ce serait une seconde raison pour l'Etat soviétique d'améliorer sa gestion budgétaire. Il pourrait émettre des emprunts propres à stabiliser le pouvoir d'achat latent aujourd'hui accumulé dans les caisses d'épargne et les banques, faute de trouver des débouchés plus satisfaisants soit sous forme d'achats de biens de consommation convoités, soit sous forme de placements financiers attrayants. Au cas où recettes fiscales supplémentaires plus « vrais » emprunts (ceux qui se traduisent par une ponction des moyens de paiements correspondants) en viendraient à excéder rapidement le montant actuel du déficit comblé par l'Institut d'émission, on pourrait sans risque augmenter, mettons de 18 % à 25 % (dans l'hypothèse précédente), les salaires. Une telle situation n'a rien de chimérique. La majoration des salaires reviendrait dans ce cas à diminuer l'augmentation des profits due à la hausse des prix.

A partir du moment où l'URSS (ou tout autre pays cherchant à sortir, sans le dire ou en le disant, du socialisme) serait sur le chemin d'accomplir, sous le couvert d'une libération des prix, cette révolution copernicienne consistant à faire dépendre la masse des revenus distribués, non plus en partie du déficit des dépenses publiques, mais en totalité de la valeur de la production des biens et services, la voie serait ouverte pour une réforme monétaire d'envergure. Le rouble pourrait pratiquement sans transition être rendu convertible. C'est ici que les concours extérieurs joueraient leur rôle principal.

POUR sauter le pas, l'Institut d'émission de l'URSS (ou de telle République de l'Union, devenue monétairement autonome) aurait besoin, pour parer à toute demande intempestive de conversion, d'importantes réserves. Selon certaines évaluations, un apport à la Banque de l'URSS de 20 milliards de dollars par les pays capitalistes, accordé en une seule fois et remboursable sur une période de cinq à sept ans, serait suffisant. En venant s'ajouter aux quelque 30 milliards que l'URSS posséderait déjà sous forme de devises et d'or, il permettrait de constituer une réserve de quelque 50 milliards de dollars. Une telle somme, si importante soit-elle (d'un ordre de grandeur comparable aux réserves, or compris, de la Banque de France) peut paraître juste au regard des déficits de balance des paiements constatés aujoud'hui. Mais ce dont il devrait s'agir, c'est d'une vaste opération de stabilisation. Le but de l'opération serait non pas de combler un déficit de la balance des paiements, destiné à se perpétuer si on commence par en annuler les effets restrictifs par des crédits extérieurs, mais à faire cesser tout déficit tant soit peu significatif. Précisons un point important pour les chances de succès d'une telle politique : que les Russes n'aillent pas apprendre le capitalisme chez Mme Thatcher. Ils en reviendraient avec l'idée qu'on doit laisser, au nom de la déréglementation, les banques prêter à tort et à travers, notamment pour stimuler la consommation des particuliers (comme naguère celle de l'Etat mexicain). Sous un tel régime, déficit budgétaire ou pas, aucun équilibre, interne ou externe, ne tient.

A TRAVERS LES REVUES

Par Michel BEAUD

Regards croisés

MARK BLAUG sur l'histoire de la pensée économique (1), John Hicks sur Keynes et les « grands classiques » (2), Frank Hahn sur Hicks (3), divers auteurs sur l'impérialisme de l'économie, la socio-économie (4), les théories de la régulation (5)... Comment les économistes parlent-ils les uns des autres ?

L'article de John Hicks avait été proposé à l'*Economics Journal* en avril 1989 – juste après son quatre-vingt-cinquième anniversaire, peu avant sa mort. Etonnant Hicks : en 1936, il soulignait l'importance des anticipations dans la *Théorie générale* ; en 1937, il ouvrait la voie d'une *« théorie généralisée »* susceptible d'inclure les apports de Keynes et ceux des « classiques », avec lesquels ce dernier affirmait rompre ; et, plus de cinquante ans après, dans un article qui devait à ses yeux constituer un hommage à la pensée économique britannique (Irlande comprise), il recherche chez les premiers fondateurs – William Petty, Cantillon, les physiocrates – et chez les grands classiques – Adam Smith, David Ricardo, John Stuart Mill – les racines de la macroéconomie moderne, dont Keynes a été l'initiateur (2).

Dans une période dominée par la pensée américaine, John Hicks est resté fidèle à la grande tradition des économistes britanniques, caractérisée, selon Frank Hahn, par le refus de l'esprit de système, le souci de situer les phénomènes économiques par rapport au cadre plus large d'étude de la société, la recherche de l'expression mathématique la plus sobre et la volonté de rester accessible à l'honnête homme non spécialiste. Théorie du choix du consommateur, analyse par période, traitement des anticipations, interprétations de Keynes, théorie de la croissance : Hahn examine les différentes facettes de l'œuvre de Hicks, et notamment de *Valeur et Capital*, avec le double souci d'en faire ressortir la singularité tout en marquant sa place dans la généalogie des concepts et des théories (3), une combinaison, si l'on suit Mark Blaug, de deux démarches, la « reconstruction historique » et la « reconstruction rationnelle ».

Reprenant en effet les catégories proposées par Richard Rorty, Mark Blaug distingue quatre démarches caractéristiques en histoire de la pensée économique : la *Geistesgeschichte*, la « reconstruction historique », la « reconstruction rationnelle » et la « doxographie » (1). La *Geistesgeschichte* – histoire des pensées – cherche à identifier les questions centrales posées par les penseurs du passé, pour les situer dans les cohérences de leurs propres systèmes de pensée. La reconstruction historique, elle, cherche à rendre compte des pensées de ces auteurs, dans les termes mêmes où ceux-ci les avaient formulées et dans des présentations qu'ils auraient acceptées.

Quant à la reconstruction rationnelle, elle vise à présenter les idées des auteurs dans le langage moderne, avec le souci de faire apparaître, par rapport à l'état actuel de la pensée, leurs erreurs, leurs apports et leurs lacunes. Enfin, la doxographie reformule les pensées des auteurs du passé de manière à les évaluer à l'aune d'une moderne orthodoxie.

Si les frontières entre ces démarches ne sont pas d'une absolue netteté, leur distinction permet d'échapper à de faux débats : ainsi, écrivant l'un et l'autre, à partir de Marx, sur le problème de la transformation de la valeur en prix de production, Paul Samuelson et William Baumol suivaient des voies profondément différentes : le premier, procédant par reconstruction rationnelle, voulait montrer le caractère erroné de la démonstration de Marx, tandis que le second, dans l'esprit de la reconstruction historique, prenait en compte l'intention de Marx, qui s'attachait particulièrement au problème de la transformation en profits de la plus-value.

La démarche de la reconstruction rationnelle peut conduire certains à reconstruire les pensées des auteurs sur lesquels ils travaillent sous des formes qui diffèrent très profondément de leurs pensées originelles : tel est le cas avec Morishima, qui aboutit à une économie marxienne sans valeur travail ni baisse tendancielle du taux de profit, ou qui traite de l'équilibre walrasien aussi bien en statique qu'en dynamique ; pour lui, Ricardo, Marx, Walras, Neuman sont en quelque sorte des contemporains participant à un séminaire réuni sous sa férule (1).

En présentant ainsi trois méthodes praticables en histoire de la pensée, Mark Blaug rejette, comme Richard Rorty, la quatrième, la doxographie, méthode *« absolutiste »* fondée sur l'idée que, une théorie constituant la vérité, toutes les autres doivent être examinées à sa lumière.

N'est-ce pas précisément dans ce travers que versent Jean Cartelier (université de Picardie) et Michel de Vroey (université catholique de Louvain) dans leur examen des théories de la régulation : « L'approche de la régulation. Un nouveau paradigme ? » (5). Leur verdict est clair : *« L'approche de la régulation n'existe qu'à un niveau intermédiaire d'abstraction et non comme alternative crédible à la théorie économique dominante. »* Leur démarche l'est moins.

Jean Cartelier et Michel de Vroey soulignent d'abord que leurs critiques *« ne peuvent disqualifier ni la fresque historique d'ensemble que l'on trouve dans les écrits régulationnistes ni les nombreux travaux particuliers se réclamant de la régulation »*. Mais c'est la capacité de l'approche de la régulation à constituer une alternative à l'économie politique dominante qu'ils mettent en cause : ils le font en affirmant l'existence d'un *« champ de l'économie politique »*, champ défini par les *« grandes questions »* posées par les fondateurs (de Smith à Marx et Walras) ou, plus précisément, par la reconstruction rationnelle qu'en font nos auteurs et qui leur permet de dégager *« la parenté étroite entre les questions auxquelles Marx tentait de répondre et celles traitées par les classiques et, plus tard, par la théorie de l'équilibre général »*.

Dès lors, tout devient simple : le champ de l'économie est défini par le problème de l'équilibre ; la théorie moderne de l'équilibre, qui apporte les réponses les plus élaborées, est reconnue comme théorie dominante ; et l'approche de la régulation – et c'est ici que l'on verse dans la doxographie – ne peut être prise pour une alternative sérieuse... puisque c'est précisément à l'aune de la théorie de l'équilibre qu'on la juge. Et si elle prétend, en prenant en compte les dimensions historiques et sociales, répondre à des questions qui sortent du champ ainsi défini, c'est de *« transgression »* des frontières disciplinaires, de *« délaissement du champ de la théorie économique »* et même – ce qui ne manque pas d'être paradoxal – de *« désertion des problèmes traditionnellement associés à la constitution de l'économie politique »* qu'elle est accusée.

Sur de telles bases ne peuvent qu'être rejetés, avec l'approche de la régulation, non seulement l'école historique allemande, l'institutionnalisme américain, le « sociologisme » à la française ou la nouvelle vague de la socio-économie (4), mais encore la grande majorité des textes écrits par les grands fondateurs de l'économie.

L'effort de connaissance a tout à perdre de cette recherche d'une vérité absolue, susceptible de s'exprimer en un mot, en une logique à une dimension, et qui porte en germe des attitudes tout à la fois de rejet, de renfermement et d'*« impérialisme »* (4) intellectuel.

(1) Mark Blaug, « On the Historiography of Economics », *Journal of the History of Economic Thought* (antérieurement *History of Economics Society Bulletin*), printemps 1990 (Department of Economics, University of Richmond, Richmond VA 27706, Etats-Unis).

(2) John Hicks, « The Unification of Macro-Economics », *The Economics Journal* – volume du centenaire – juin 1990 (University of York, Heslington, York, YO1 5DD, Grande-Bretagne, abonnements : Basil Blackwell, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, Grande-Bretagne).

(3) Frank Hahn, « John Hicks the Theorist », *The Economics Journal* – volume du centenaire – juin 1990.

(4) « The Ascent of Socioeconomics », *Challenge*, janvier-février 1990 (80 Business Park Drive, Armonk, NY 10504, Etats-Unis).

(5) « Le colloque de Barcelone », *Economies et sociétés*, Cahiers de l'ISMEA – Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, série « Théories de la régulation », 1989, nº 11 (11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris). Ce numéro donne la liste des cent soixante quatre contributions présentées au colloque de Barcelone de juin 1988 : il en publie trois, qui constituent un faisceau convergent de critiques à l'égard de l'école parisienne de la régulation, sans réponse de la part de représentants de celle-ci. Sans doute – la correction du débat intellectuel l'exige – la réponse est-elle prévue pour le prochain numéro ?

Kaléidoscope

– Organisation et dynamique industrielle, numéro spécial de la *Revue d'économie industrielle*, 1er trimestre 1990.

– Déséquilibres internationaux : dettes, déficits, taux d'intérêt, *Economie et Statistique*, mai 1990, Economie mondiale : taux de change, or, pétrole, *Paribas conjoncture*, bulletin économique de la banque Paribas, mai 1990.

– L'Europe entre l'Est et le Sud, dynamique de l'Allemagne, perspectives de l'économie française, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1990. L'Europe 1992, vue des Etats-Unis, *Brookings Papers on Economic Activity*, 1989 – 2. Débats sur l'union monétaire européenne, *De Pecunia*, juin 1990.

– Relations économiques extérieures des pays de l'Est, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1990 nº 1. Crise, régulation et réforme à l'Est, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1990.

– Développement, technologie, secteur informel, *Revue tiers-monde*, avril-juin 1990. Environnement et développement, déclaration de Vancouver, critiques du *Rapport Brundtland*, *IFDA Dossier* (International Foundation for Development Alternatives), mai-juin 1990. Pour une lecture plus positive du même, *Rapport Brundtland*, *la Pensée*, mars-avril 1990.

– Personnes âgées : le coût de la dépendance, dossier de la *Revue française des affaires sociales*, janvier-mars 1990. Etude de la démographie des neuf principaux régimes de retraite, *Population*, novembre-décembre 1989. Conséquences financières du veuvage avant soixante ans, *Documents du CERC* (Centre d'étude des revenus et des coûts), 4e trimestre 1989.

– Sur la pensée de James Buchanan, à partir de la publication récente de deux recueils de ses articles, *Journal of Economic Literature*, mars 1990.

هكذا من الأصل

مكنز من الاجل

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Directeur industriel

Président du Directoire

Groupe International, nous recherchons ce cadre supérieur pour l'une de nos filiales du secteur de *l'Industrie Mécanique : effectif* : 1.000 personnes, CA supérieur à 1 milliard de francs, en croissance régulière.
Cette entreprise *dynamique*, largement bénéficiaire, tournée vers l'avenir et toujours à la pointe du progrès, grâce à ses *technologies avancées* est leader sur le marché français dans sa spécialité et positionnée *au plan international* sur les cinq continents (la moitié de son CA est réalisée à l'exportation). Elle doit son succès à *sa capacité d'innovation*, à son anticipation des besoins des clients finaux, à des investissements réussis *aux plans* : industriel, commercial, d'outils de gestion et des hommes.

Outre vos fonctions de Président du Directoire : politique, stratégie, management, vos exercerez une fonction opérationnelle en apportant votre propre valeur ajoutée de Directeur Industriel : production, investissements, achats, animation et gestion des hommes en faisant progresser l'entreprise dans ces domaines.

Diplômé d'une *école supérieure*, ingénieur de préférence, votre formation est complétée par votre *expérience de Dirigeant* dans l'industrie mécanique. Un charisme, une capacité d'écoute et de dialogue, un talent de *négociateur* et de *manager* sont nécessaires pour réussir.
Langues : *Anglais et/ou Allemand*.

Poste dans l'est de la France, à proximité d'une ville Universitaire, au carrefour de l'Europe.

Notre conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle *sous la référence* 3395.



MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber 75116 PARIS
Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

SUD-OUEST Organisme Logement Social
7500 logements locatifs, 350 accession,
recherche son



DIRECTEUR GENERAL

Homme de dialogue et de stratégie, expérimenté en maîtrise d'ouvrage, ou métiers connexes, de préférence du logement social, il saura mettre en place le management participatif de 195 salariés, administratifs, ouvriers et personnel de service, et assurer la poursuite des activités dans le maintien de la vocation sociale de l'organisme.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 14847 à Contesse - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret.
Discrétion assurée.

CONTESSE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde des Juristes

Filiale française d'un important Groupe International de l'informatique recherche son

Responsable Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez en charge l'ensemble des affaires juridiques de la société (suivi des contrats, gestion du contentieux, conseils aux opérationnels, droit des affaires).
Vous serez assisté dans votre mission par une juriste junior, et reporterez directement au General Counsel aux Etats-Unis.
Agé de 28 à 35 ans, doté d'une bonne formation juridique, maîtrise de droit privé, 3e cycle droit des affaires, et nanti d'une expérience de plusieurs années (4/5 ans) en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans une société très dynamique.
Votre sens des affaires, votre pragmatisme ainsi que votre connaissance de la langue anglaise vous permettront de réussir à ce poste et d'intégrer le comité de direction.

Contactez **Thierry Virol**, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Tax & Legal**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. TV5942MO.

MP

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

LBW



L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

Ce groupe industriel, spécialiste du chauffage domestique et leader sur ses marchés (convecteurs électriques, chauffe-eau, chaudières ...), recherche pour son Service Administratif du Personnel

UN JEUNE JURISTE FONCTION PERSONNEL

Il assiste et conseille le DRH, la responsable du Service Administratif, les responsables opérationnels sur les chapitres de la législation sociale, des tableaux de bord ou de la représentation du personnel ...

Juriste, spécialiste du Droit du Travail avec éventuellement un DESS en Gestion du Personnel, vous souhaitez par la suite évoluer vers des responsabilités opérationnelles afin de concrétiser votre goût pour les relations humaines.

Le poste est basé près du littoral Atlantique, à 60 kms de Nantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
ATLANTIC - Direction du Personnel
BP 65 - 85002 La Roche sur Yon

OEC

PUBLICATION SOCIALE PARIS
recherche pour sa rubrique juridique

JOURNALISTE JURIDIQUE (H/F)

spécialisé(e) en protection sociale

Mission : synthèse et rédaction de textes juridiques et sociaux, suivi de la politique sociale.
Profil : maîtrise de droit social, expérience rédactionnelle exigée, facilité de contact.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
A.S.H./recrutement (réf. H.M.)
14, bd Montmartre - 75009 PARIS

La Société de Banque Occidentale, Banque Commerciale filiale d'un groupe bancaire international de 1er plan recherche pour son DEPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

JEUNE REDACTEUR

diplôme 3e cycle, droit des affaires, droit notarial. Expérience souhaitée.

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo et prétentions à
Mme Dominique TISSERAND
D.P.R.H - S.d.B.o
8, rue de la Rochefoucauld - 75009 PARIS



Société de Banque Occidentale

MEDIA PA

Groupe Bancaire, LA DEFENSE
recherche

JURISTE

- Niveau souhaité : D.E.A ou D.E.S.
- Expérience bancaire indispensable.
- Connaissance approfondie en droit des obligations.
- Bonnes notions de procédures.
- Excellentes capacités relationnelles.

Envoyer CV, lettre de motivation, photo et prét. à N° 8060
PUBLICITES REUNIES 112 bd Voltaire 75544 PARIS CEDEX 11

Le Monde de la Gestion

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recherche pour son Département
RISK ASSET MANAGEMENT un :

ANALYSTE FINANCIER
BILINGUE ALLEMAND

Jeune diplômé HEC, ESSEC ou équivalent vous avez:
- une bonne connaissance de la comptabilité française
- une excellente maîtrise de l'allemand et de l'anglais.

Après un stage de 6 mois à Londres où vous serez formé aux méthodes d'analyse anglo-saxonne, de retour à Paris vous serez chargé de l'étude des *risques des sociétés suisse-allemandes.*
Vous évoluerez ensuite vers l'ingénierie financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
Denise Thuilier, 18 bd Malesherbes, 75008 Paris.

MEDIA-SYSTEM

AUDITEUR INTERNE

Vous avez :
- une formation comptable supérieure ;
- 5 ans d'expérience au minimum en cabinet et/ou en entreprise ;
- une bonne pratique de la micro-informatique ;
- 30-35 ans.

Le poste :
- Basé à Paris avec de nombreux déplacements France entière ;
- Missions classiques de contrôle interne et de contrôle comptable ;
- Etablissement de comptes annuels, révisions semestrielles ;
- Comptes consolidés, intégration fiscale ;
- Interventions d'organisation comptable ;
- Participation à l'évolution du système d'information.

Le groupe :
11 sociétés de services (secteur transports)
CA : 600 MF – 1 200 personnes.

Merci d'envoyer votre dossier
(lettre manuscrite, C.V., photo, dernier salaire)
à Chantal Desjoyeaux
T D S - 152, rue de Javel - 75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE RECHERCHE
POUR POSTE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE UN

CADRE FINANCIER

Le candidat, de formation supérieure, devra justifier d'une solide expérience dans la gestion administrative et financière d'une entreprise industrielle.

Adresser lettre manuscrite + CV avec photo et prét. s/réf 6867 à
LEVI TOURNAY/ ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC
INTERCOMMUNAL SPÉCIALISÉ DANS
LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

RECRUTE D'URGENCE

L'ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

Chargé de la coordination des Services comptables de la Direction, il aura également pour tâche d'adapter et de mettre en oeuvre le nouveau plan comptable au sein de l'organisme.
Le candidat devra avoir le sens des relations humaines, de l'organisation et de l'initiative.
Ce poste s'adresse à un jeune titulaire du DECS (ou de niveau équivalent)

Transmettre : Lettre, CV, photo au SIDEN 23 Avenue de la Marne - BP 101 - 59443 WASQUEHAL CEDEX
☎ 20.98.81.40

Le Monde de la Gestion

ORLEANS

Jeune Contrôleur de Gestion

3 / 4 ans d'expérience et une bonne dose de dynamisme pour évoluer...

Car avec nous, vous êtes necessairement amené à évoluer !

Spécialisés dans la distribution de Biens d'Equipement automobile (CA 280MF - 300 personnes), nous vous proposons, dans le cadre de la restructuration de notre équipe financière, l'opportunité de seconder en ligne directe notre D.A.F. pour l'élaboration, la mise en place et le suivi des procédures budgétaires (tableaux de bord, contrôle budget et marges, audit...).

C'est une création de poste, vous aurez donc toute l'initiative nécessaire pour suggérer, développer et appliquer des procédures que vous maîtrisez!

De votre professionnalisme et votre implication, dépendra votre évolution.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou Université + 3ème cycle de gestion, votre soif de réussir nous intéresse... Alors, parlons-en!

Rémunération très motivante liée à votre expérience.

Adressez votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 301349 à Havas Régies BP 5329 - 45053 Orléans Cedex 01 qui transmettra.

Groupe Français (CA : 7 Mds F) en forte expansion cherche pour son équipe d'audit international un

Auditeur

230 KF +

Banlieue Ouest

Vous participerez activement aux audits et conduirez des missions dans les nombreuses filiales du groupe en France et à l'Etranger.

Votre action portera sur les aspects comptables et opérationnels avec une présence particulière lors des clôtures semestrielles.

La réflexion sur l'amélioration des procédures et les systèmes de contrôle interne sera également de votre ressort.

Agé de 26/30 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent vous avez une première expérience de 2/3 ans en cabinet d'audit.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contacter **Ralph Crockett** au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.RC5851MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Le Groupe CEPME, spécialiste du conseil et du financement des entreprises, met à la disposition des PME une gamme complète de produits financiers permettant d'assurer leur développement. Présent dans 42 villes de France, il conseille plus de 220 000 entreprises françaises.

LES CARRIERES DE LA REUSSITE

Chargés de Clientèle

De formation supérieure -Ecole de Commerce, ITB, juriste- vous possédez une première expérience (2 à 3 ans) du secteur bancaire et plus particulièrement de l'exploitation entreprise.

Responsable à part entière de vos clients, décideurs de PME (Directeurs Financiers ou Directeurs Généraux), vous disposerez d'une totale autonomie pour les conseiller, diagnostiquer leurs besoins, gérer et analyser leurs risques. Vous participerez activement à la prise de décision finale.

Rapidement, suivant vos résultats, vous prendrez la responsabilité d'un groupe commercial que vous animerez et gérerez. Plus qu'une opportunité, nous vous proposons aujourd'hui d'intégrer au sein de notre groupe un métier très porteur qui saura dynamiser votre carrière et vous offrir de très larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser sous réf.07MO votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME, Monique Danion, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

Crédit d'équipement des PME

LE DIRECTEUR COMPTABLE D'UN GROUPE FINANCIER RECHERCHE

Jeune Adjoint (30 ans)

Elément fort de l'état-major comptable, le titulaire nécessairement à fort potentiel se verra confier un large champ de responsabilités tant dans le domaine **opérationnel** par la direction effective d'un secteur comptable que **fonctionnel** par la prise en charge des organisations et des évolutions informatiques de cette direction.

Ce poste représente une véritable opportunité pour un jeune diplômé ayant une formation généraliste type ESC, DESS de gestion, complétée par l'expertise, une expérience acquise dans un grand groupe ou en cabinet et un goût prononcé pour la matière comptable développée dans un environnement complexe.

La rémunération offerte est attractive et le développement accéléré de carrière, réel, pour un candidat de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (en précisant sur l'enveloppe la réf. 1728) à :

UNANIME
110, bd Sébastopol – 75003 Paris, qui transmettra.

Pour prendre un bon départ : la comptabilité H.P !

Jeune diplômé d'une école de commerce (option finances/compta), vous souhaitez valoriser vos compétences dans une société qui développe un système comptable performant et vous permette d'évoluer dans un environnement international.

Hewlett-Packard, l'un des premiers constructeurs informatiques (7,5 milliards de CA en France), vous propose de découvrir un système comptable informatisé, et de vous former aux comptabilités anglo-saxonne et française.

Au sein d'une équipe de 35 personnes - et en contact avec nos différents services - vous assurez le suivi comptable des stocks, validez les transactions journalières, vérifiez leur valorisation et analysez le "cost of sales", avec un souci constant de respect des échéances.

La pratique de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes dans notre société ou dans le groupe.

Postes basés à Evry (91).

Merci d'envoyer votre candidature (CV + photo + lettre) sous réf. ADMIN2/LM/FR, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HEWLETT PACKARD

---

bip BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

recherche

INTERVENANTS SUR LES MARCHES

Mission : Vous mettrez en place et gérerez des stratégies d'arbitrage sur les différents marchés.

Vous bénéficierez dans l'exercice de votre activité de l'assistance d'une équipe de recherche et des outils d'aide à la décision les plus évolués.

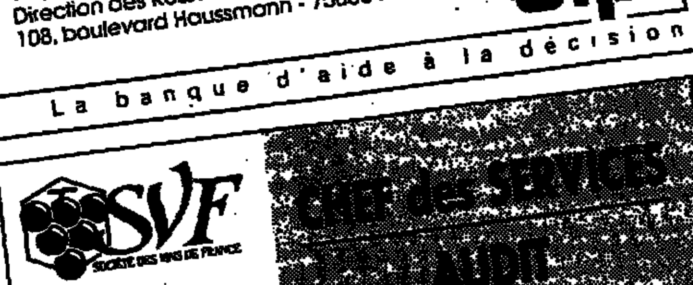
Profil : Vous êtes de formation supérieure, de préférence scientifique, débutants ou avec une première expérience.

Venez rejoindre notre équipe d'intervention sur les marchés pour y exercer un métier passionnant dans un secteur financier de pointe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence ISM/GVB à BIP
Direction des Ressources Humaines
108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

bip

La banque d'aide à la décision



SVF
SOCIÉTÉ DES VINS DE FRANCE

CHEF des SERVICES AUDIT et TRESORERIE

C.A. 2 Milliards,
1700 personnes
Filiale d'un grand
Groupe Alimentaire
Français
Recherche pour son
Siège basé à
GENNEVILLIERS (92)

SYSECA

Tout ce que vous voulez savoir sur ...

... SYSECA : Société de Services et d'Ingénierie en Informatique (1800 personnes dont 80% d'ingénieurs), partenaire d'un grand groupe international. Nous proposons la vision globale de notre entreprise à :

RESPONSABLE DU PLAN STRATEGIQUE

Sous la responsabilité de notre secrétaire général et conformément aux procédures du groupe Thomson, vous prenez en charge l'élaboration et la mise en place du plan stratégique annuel. Pour cela vous avez un rôle d'animateur auprès des correspondants plan de chacune de nos divisions. Vous êtes l'interface entre la société et le groupe Thomson. Par ailleurs, votre mission vous amène naturellement à réaliser des études économiques et financières (marché, concurrence).

Diplômé d'une école de commerce ou ingénieur titulaire d'une formation complémentaire en économie ou en gestion, vous justifiez d'une expérience de 2 à 5 ans, si possible dans le domaine des services ou de l'ingénierie informatique. Votre aisance dans les techniques comptables et financières, votre connaissance de l'informatique et votre maîtrise de l'anglais sont vos atouts pour réussir. Nous offrons de sérieuses possibilités d'évolution aux candidats les plus motivés.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1240 à : SYSECA SELECTION - 315 Bureaux de la colline - 92213 Saint Cloud Cedex

SYSECA SELECTION

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

L'arrestation de deux « spéculateurs sauvages »

Les autorités du marché veulent assainir la Bourse de Tokyo

L'arrestation, la semaine dernière, de deux « spéculateurs sauvages » connus, sévissant à la Bourse de Tokyo, pourrait être le prélude à une opération d'épuration de plus grande ampleur (*le Monde* daté 22-23 juillet). L'action de la police coïncide avec un souci de contrôle des opérations boursières visant à assainir une situation dont le quotidien *Asahi* stigmatisait, samedi 21 juillet dans un éditorial, le caractère trouble. Le marché a réagi avec une certaine nervosité redoutant que ces arrestations ne soient le début d'un nouveau grand scandale.

TOKYO

de notre correspondant

Afin de remédier à l'insuffisance des contrôles, le ministère des finances et les responsables de Kabuto-cho étudient un renforcement des systèmes de surveillance électronique des transactions. Le nombre des employés du bureau de contrôle de la Bourse, créé le 1er juillet auprès de la direction des titres au ministère des finances, doit en outre passer de sept à dix-sept.

Si les spécialistes de l' « arnaque » boursière, déjà durement touchés par la chute des cours, craignent davantage aujourd'hui d'être l'objet de poursuites judiciaires, les milieux politiques s'inquiètent aussi non seulement des éclaboussures, mais aussi des retombées de ces affaires sur la vie parlementaire un an après que le gouvernement a finalement réussi à étouffer le scandale Recruit.

C'est la seconde fois dans l'histoire du Japon que sont opérées des arrestations de suspect sous l'inculpation de manipulation de cours en Bourse. L'une des deux personnes arrêtées, M. Mitsuhiro Kotani, est en effet un « gros poisson » de la spéculation sauvage et des dessous de la politique. L'autre, d'origine coréenne, M. Shuichi Yamamoto, président d'une société de construction, est un plus petit calibre. Il n'en passait pas moins pour le bras droit d'un ancien secrétaire général du parti conservateur et ex-ministre de la santé, M. Kunikichi Saito. Il était en relation avec M. Kotani.

Ce dernier, président de la société immobilière Koshin Co. a fait ses débuts à la Bourse en 1984 avec un « raid » sur une petite société d'électronique. Aujourd'hui, il contrôle cinq maisons de titres. Il s'en servit notamment en avril dernier pour des transactions douteuses sur les six millions d'actions de l'une des premières sociétés touristiques japonaises, Fujita, destinées à combler un prêt de 24 milliards de yens consentis par l'entreprise Kokusai Kogyo, dont il avait pris de contrôle en 1988.

Quatre employés de Kokusai Kogyo ont été arrêtés le mois dernier sous l'inculpation de fraude fiscale. M. Kotani est en outre le premier actionnaire de Fujita. Les manipulations des cours de cette société lui rapportèrent quelque 30 milliards de yens.

Un ami de M. Nakasone

Sur le plan politique, le personnage était surtout lié à l'ancien premier ministre M. Nakasone. Il aurait notamment fourni à celui-ci quelque 120 millions de yens en 1987. L'ancien président de la commission politique du parti conservateur, M. Hiroshi Mitsuzuka, semble aussi avoir été un familier de Kotani puisqu'il participa à certaines réunions de la direction de Kokusai Kogyo. L'entreprise était notamment en cheville avec un secrétaire de M. Nakasone et un ancien directeur de l'agence de l'environnement, M. Inamura à qui elle fit réaliser de sérieux bénéfices.

Le fait que les financements pour les manipulations de M. Kotani aient été fournis par deux grandes banques, Mitsubishi Trust et Saitama Bank, ainsi que les liens que le personnage entretenait avec M. Takuchi, ancien président de la grande maison de titres Nomura, donnent à penser qu'il disposait de solides appuis. Pour le compte de qui agissait-il ? Certaines personnalités politiques de premier plan pourraient bien être préoccupées par ce que M. Kotani révélera éventuellement à la justice.

Un assainissement du jeu boursier paraît une première et nécessaire étape à une plus grande transparence des jeux du pouvoir.

Ph. P.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 29 décembre 1989

	13 juillet	20 juillet
Valeurs franç. à rev. variable	97,7	98,8
Valeurs industrielles	98,9	100,7
Valeurs étrangères	98,1	98,6
Pétroles-Énergie	125,4	131,7
Chimie	93,9	94,8
Métallurgie, mécanique	88,9	88,6
Électricité, électronique	111,4	112,3
Bâtiment et matériaux	97,1	100,1
Ind. de consom. non alim.	90,1	89,7
Agroalimentaire	95,9	98,2
Distribution	88,7	88,8
Transports, loisirs, services	110,8	110,4
Assurances	89,7	92,1
Crédit bancaire	101	104,7
Sicomi	90,6	91,1
Immobilier et foncier	93,8	93,3
Investissement et portefeuille	91,2	91,2
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	97,8	98
Emprunts d'État	99	99,5
Emprunts garantis et assimilés	96,6	97
Sociétés	98,2	98,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 488,3	4 538,9
Valeurs étrangères	4 495,5	4 528,3
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	647,7	656
Valeurs étrangères	690,5	694,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	112,7	113,2
Emprunt d'État	94	94,5
Emprunts garantis et assimilés	111,3	111,7
Sociétés	113,2	113,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	533,2	536,8
Produits de base	406,9	415,7
Construction	571,8	582,2
Biens d'équipement	338,6	339,3
Biens de consom. durables	500,8	495,5
Biens de consom. non durables	635,6	643,3
Biens de consom. alim.	812,8	832
Services	554,7	554,8
Sociétés financières	597,7	594,4
Sociétés de la zone franc, exploitant principalement à l'étranger	494,8	482,8
Valeurs industrielles	509,9	517

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	322,6	321,7

LONDRES

Prochaine fusion du marché des futures et des options

Les deux principaux marchés d'instruments financiers britanniques, le London International Financial Futures Exchange (*LIFFE*) et le *London Traded Options Market* (LTOM) vont fusionner à la fin de l'année. L'intégration du marché des instruments financiers à terme et de celui des options était *souhaitée par* la Banque d'Angleterre afin de renforcer le rôle de la City comme première place financière européenne.

La fusion des deux marchés à la fin de l'année, *au sein d'un London Derivatives* Exchange (LDE), créera le cinquième marché de futures et d'options dans le monde et le premier hors des Etats-Unis, selon ses promoteurs. *Jusqu'à présent, le LIFFE était* au coude à coude avec le Marché à terme international de France (MATIF) de Paris et voyait avec inquiétude le développement d'un marché à *terme à Francfort*, le Deutsche Terminboerse (DTB).

En pratique, le rapprochement consiste en une OPA du LIFFE sur le LTOM, dont les membres vont pouvoir *souscrire à de nouvelles actions dans le capital* du LDE. Le directeur général du LIFFE, M. Michael Jenkins, a été désigné directeur général du LDE. Les deux marchés *partageront un parquet commun dans* un immeuble en construction près du pont de Cannon Bridge, en plein cœur de la City, à partir de 1992.

PARIS, 23 juillet ⬇

Affaiblissement

Début de semaine morose à la Bourse, lundi, où l'indice CAC-40 s'orientait à la baisse dès les *premiers échanges*. Après avoir perdu 0,48 % à l'ouverture, il accentuait son recul et descendait en début d'après midi jusqu'à – 0,71 %. Toutefois, en ce dernier *jour du mois boursier* de juillet, la liquidation demeurait encore positive vers 14 heures (+ 0,44 %). Bien que cette performance ne soit pas *exceptionnelle comparée aux + 11,24 % d'avril*, elle révèle selon *certains* intervenants un petit changement de tendance après deux mois de liquidation négative (– 0,67 % en mai, et – 6,06 % *en* juin).

Toutefois, selon les analystes, ce changement doit tout de même être confirmé. Or l'absence de perspective rapide d'une baisse des taux en France associé à un tassement de l'activité, *traditionnelle en cette période estivale, ne font* rien pour *conforter* cette esquisse de revirement. Peut-être un nouvel élan de Wall Street pourrait redynamiser le nouveau terme d'août...

En attendant, la journée de lundi a été marquée par l'inaction en *raison* de l'*absence d'investisseurs tant français qu'étrangers*. Les principales variations s'effectuaient dans de faibles volumes. Du côté des hausses, on notait les progressions de De Dietrich, Skis *Rossignol*, Berger, *Elf Aquitaine* et Prétabail *Sicomi*.

Du *coté* des baisses figuraient Métrologie International, Electronique Dassault et Comptoir des entrepreneurs. Parmi les valeurs étrangères, les sociétés *japonaises (Ito Yokado, Sumitomo* Bank, Hitachi) *étaient affectées* par la baisse du Kabuto-cho, la Bourse japonaise ayant réagi négativement depuis deux séances aux arrestations de deux *spéculateurs, redoutant un scandale financier*.

TOKYO, 23 juillet ⬇

La baisse continue

La baisse a continué à Tokyo et ce pour la quatrième *séance consécutive*. L'indice *Nikkei a perdu lundi 526,73 points* (-1,63 %) et a clôturé à 31 894,79 points. Pour la première fois depuis la fin du mois de juin, il est revenu sous la *barre des 32 000 points. Ce mouvement de repli observé* depuis mercredi 18 juillet s'est accéléré à la veille du week-end (-1,92 %). L'arrestation de M. Kotani, soupçonné d'avoir manipulé les cours *des actions de Fujita Tourist Enterprises*, est l'une des raisons de cette rechute que connaît le Kabuto-cho depuis vendredi. Il convient d'ajouter les préoccupations des opérateurs *quant à une hausse des taux d'intérêt japonais* et la forte baisse du marché obligataire. Seule, la stabilité du yen a soutenu le marché et freiné ce courant de ventes, assurait un analyste de *Merrill Lynch Japan*.

VALEURS	Cours du 20 juillet	Cours du 23 juillet
Akai	1 030	1 020
Bridgestone	1 530	1 520
Canon	1 870	1 850
Fuji Bank	2 550	2 470
Honda Motors	1 760	1 740
Matsushita Electric	2 100	2 080
Mitsubishi Heavy	971	961
Sony Corp.	8 890	8 800
Toyota Motors	2 260	2 250

FAITS ET RESULTATS

□ **Lonrho prend 10 % du distributeur allemand Asko.** – Le conglomérat britannique Lonrho, animé *par l'homme* d'affaires « Tiny » Rowland, va prendre 10 % du capital d'Asko, une des premières sociétés de distribution de *RFA* avec *400 magasins*, qui a réalisé un bénéfice de 91 millions de deutschemarks en 1989 (environ 305 millions de francs). Asko va recevoir 215 millions de deutschemarks (*environ* 720 *millions* de francs) le 9 août et 8,5 millions d'actions nouvelles de Lonrho émises à cet effet.

□ **Burlington change de propriétaire.** – La société allemande Kunert (*bas et collants*) vient d'annoncer qu'elle avait racheté Arlington (la branche européenne de Burlington) à l'américain Wickes. Les huit sociétés d'Arlington, qui produit et distribue dans *toute* l'Europe les célèbres chaussettes de couleurs à losanges ainsi que les pullovers, T-shirts et autres sweatshirts griffés Burlington, a réalisé un chiffre d'affaires de 89 *millions de marks* (298 millions *de francs*) en 1989. Cette acquisition va permettre à Kunert – dont le chiffre d'affaires atteint 564 millions de marks (1,9 milliard de francs), principalement en *Grande-Bretagne et* en Allemagne – de bénéficier du réseau de distribution de Burlington dans les autres pays européens.

□ **Double acquisition pour CMB Packaging.** – CMB Packaging, numéro un de l'emballage en Europe et numéro trois dans le monde (dernière Pechiney-American National Can *et le japonais Toyo Seikan*), reprend l'initiative. Le groupe franco-anglais, candidat malheureux à la reprise de TPI – ce spécialiste français du conditionnement de luxe finalement cédé en mars dernier à *Pechiney*, – a annoncé jeudi 19 juillet deux acquisitions destinées à affermir ses positions dans l'emballage plastique (l'emballage métal représente encore 69 % du chiffre d'affaires de CMB).

□ **Rossignol table sur des pertes de 85 millions de francs en 1990-1991.** – Skis Rossignol, *premier producteur mondial* de skis, table pour l'exercice 1990-1991 sur un chiffre d'affaires de 1,39 milliard de francs, contre 1,47 milliard en *1989-1990, et sur des pertes de* 85 millions de francs, contre 9,34 millions de francs l'année précédente. En 1988-1989, le groupe avait dégagé un bénéfice de 30,48 *millions* de francs. Le groupe souligne l'impact, sur ses résultats, des parités de change, notamment sur le yen et le dollar. Selon les documents examinés jeudi 19 juillet par le conseil d'administration, la perte *« de l'ordre de 85 millions de francs envisagée »* est le reflet de la dépréciation des deux principales monnaies de facturation depuis le début 1990.

□ **Kuoni rachète Popularis.** – Kuoni, première agence de voyage, suisse, a repris 65 % de l'agence Popularis Tours à Berne (120 salariés), dixième agence helvétique, spécialisée dans les voyages familiaux à bon marché. Kuoni a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs suisses (plus de 8,5 milliards de francs français) *dont* les deux tiers en Suisse et Popularis, filiale du distributeur Co-op, 122 millions (environ 475 millions de francs français) et 30 000 francs suisses de bénéfice net.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	429	429	INZ	300	300
Asystel	105	....	I.P.B.M.	135	135
B.A.C.	215	215	Loca Investis.	327	322
B. Demachy Ass.	576	575	Locamic	130	128 10
Bqe Tarneaud	176	175	Matra Comm.	184 90	182 50
B.I.C.M.	842	841	Métall. Minière	211	....
Boiron (Ly)	395	393 80	Molex	240	....
Boisset (Lyon)	252	....	Navale-Delmas	1242	1241
Câbles de Lyon	3500	3509	Olivetti Logabax	590	599
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1255	1300	Om. Gest. Fin.	605	610
Calberson	513	515	Presbourg	92	92
Cardif	659	650	Présence Assur.	550	457
C.E.E.	385	385	Publ. Filipacchi	698	698
C.E.G.E.P.	277 50	279	Razel	680	702
C.F.P.I.	255	250	Rhône-Alp. Ecu (Ly.)	320	320
Ciments d'Origny	740	739	St-H. Matignon	260	262
C.N.I.M.	1251	1295	S.C.G.P.M.	630	....
Codetour	275	280 30	Segin (Ly)	320	327
Comareg	355	353	Select Invest (Ly)	103	103
Conforama	1125	1117	Seribo	495	500
Creeks	367 50	365	S.M.T. Goupil	203 80	231 10
Dafsa	210 50	....	Sopra	202 80	200
Dauphin	720	720	Supra	205	....
Desquenne et Giral	265	269	TF1	306	302 30
Devanlay	1173	1200	Thermador H. (Ly)	300	300
Deville	498 80	485	Unilog	200	195
Dolisos	176	175	Union Fin. de Fr.	479 50	480
Editions Belfond	265	270	Viel et Cie	180	....
Elysée Invest.	15 25	15 20	Y. St-Laurent Groupe	1075	1065
Europ. Propulsion	403	405 20			
Finacor	198	198			
Garonor	915	865			
GFF (group.fon.f.)	489 90	468			
Grand Livre	473	461			
Gravograph	247	248			
Guintoli	1190	1165			
I.C.C.	260	260			
IDIA	355 50	356			
Idianova	159	160			
I.M.S.	1300	1300			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 20 juillet 1990

Nombre de contrats : 16 894

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	680	–	14,50	–	–
CGE	640	33	–	11	–
Elf-Aquitaine	720	23,50	40	–	30
Eurotunnel SA-PLC	50	5,70	8,10	1,90	2,80
Euro Disneyland SC	100	3,50	–	5	6
Havas	637	18	–	–	–
Lafarge-Coppée	480	32	50	12	–
Michelin	110	2	–	14	–
Midi	1 300	–	–	65	–
Paribas	680	7,50	–	–	–
Pernod-Ricard	1 083	87	–	–	–
Peugeot SA	720	48	71	14	21
Rhône-Poulenc CI	440	20	–	–	–
Saint-Gobain	600	10	21,99	–	–
Source Perrier	1 500	45	–	48,50	–
Société générale	600	15	32	–	–
Suez Financière	480	6	16,50	45	43
Thomson-CSF	120	1,90	4	17	17

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 juillet 1990

Nombre de contrats : 29 194.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	102,84	102,88	102,90
Précédent	102,90	102,86	102,96

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
103	0,59	1,18	0,75	1,29

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,49 F ⬇

Le dollar s'inscrivait en légère baisse dans un marché calme le lundi 23 juillet à Paris, s'inscrivant à 5,49 francs contre 5,500 francs vendredi à la cotation officielle. *Le mark était en légère* hausse, au-dessus de son cours pivot, à 3,3552 francs contre 3,3542 francs vendredi.

FRANCFORT	20 juillet	23 juillet
Dollar (en DM)	1,6420	1,6355
TOKYO	20 juillet	23 juillet
Dollar (en yens)	148,35	148,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 juillet)	9 7/8-10 %
New-York (20 juillet)	7 15/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	19 juillet	20 juillet
Valeurs françaises	96,80	97
Valeurs étrangères	97,20	96,80
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	537,42	536,80
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 023,31	2 030,60

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	19 juillet	20 juillet
Industrielles	2 993,81	2 961,14

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	19 juillet	20 juillet
Industrielles	1 888,70	1 898,10
Mines d'or	181,20	181,90
Fonds d'État	79,30	–

TOKYO

	20 juillet	23 juillet
Nikkei Dow Jones	32 421,52	31 894,79
Indice général	2 363,43	2 329,92

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E-U.	5,4840	5,4860	+ 78	+ 89	+ 157	+ 178	+ 470	+ 520
$ can.	4,7460	4,7518	– 198	– 136	– 321	– 267	– 757	– 666
Yen (100)	3,6904	3,6943	+ 65	+ 82	+ 131	+ 157	+ 366	+ 416
DM	3,3537	3,3564	+ 35	+ 54	+ 80	+ 107	+ 225	+ 283
Florin	2,9772	2,9799	+ 37	+ 50	+ 76	+ 97	+ 210	+ 253
FB (100)	16,2682	16,2838	– 10	+ 167	+ 79	+ 335	+ 475	+ 960
FS	3,9242	3,9284	+ 16	+ 38	+ 39	+ 71	+ 145	+ 214
L (1 000)	4,5776	4,5831	– 87	– 48	– 136	– 83	– 356	– 266
£	9,9699	9,9790	– 495	– 459	– 853	– 799	– 2315	– 2189

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8	8	8 1/8
Yen	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 1/2	7 5/8	7 11/16	7 13/16
DM	7 7/8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 3/8	8 1/2
Florin	7 3/4	8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9 3/8	9 5/8	9 1/4	9 1/2	9 3/16	9 7/16	9 1/8	9 3/8
F.S.	8 11/16	8 15/16	8 7/8	9	8 7/8	9	8 7/8	9
L (1000)	2 1/2	4 1/2	10 3/4	11 1/4	10 7/8	11 3/8	11 1/4	11 5/8
£	14 13/16	15 1/16	14 7/8	15	14 7/8	15	14 13/16	14 15/16
F franç.	9 3/4	10	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 JUILLET

Règlement mensuel

Cours relevés à 13 h 53

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3650	C.N.E 3%	3670	3670	3675	+ 0 14
1081	B.N.P. T.P.	1100	1103	1110	+ 0 91
....	C.C.F. T.P.	1200	1190	1190	- 0 83
1113	Cr.Lyon. T.P.	1122	1122	1122	....
1980	Renault T.P.	1920	1920	1900	- 1 04
2007	Rhone Poul. T.P.	2030	2030	2022	- 0 39
1250	Saint Gobain T.P.	1139	1135	1130	- 0 79
1255	Thomson T.P.	1230	1230	1230	....
1010	ACCOR	995	997	997	+ 0 20
765	Air Liquide	794	786	791	- 0 38
1940	Als.Superm.	1700	1700	1660	- 2 35
515	A.L.S.P.I.	528	520	511	- 3 22
2330	Arjom. Prioux	2340	2338	2292	- 2 05
1070	AGF Sté Centrale	1072	1060	1039	- 3 08
1060	Aux. Entrepr.	1075	1065	1061	- 1 30
....	Avenir H. Média	385	385	382 20	- 0 77
245	Axa Midi Ass.	249 50	245 10	245 40	- 1 64
290	Bafip	288	279 30	285	- 1 04
280	Bail-Equipem.	275	285	269	- 2 18
1000	Bail Investiss.	925	930	920	- 0 54
585	Bancaire	582	584	583	+ 0 17
795	Bazar H.-V.	780	790	782	+ 0 26
875	Béghin-Say	903	900	890	- 1 44
1390	Berger (M)	1250	1255	1300	+ 4 00
645	Bic	652	650	653	+ 0 15
960	B.I.P.	888	888	888	....
670	BIS	578	578	578	....
420	B N P (CI)	436	430	431	- 1 15
1040	Bolloré Tech.	1085	1080	1080	- 0 47
3300	Bongrain	3350	3340	3340	- 0 30
1050	Bon-Marché	1050	1049	1042	- 0 76
640	Bouygues	624	616	620	- 0 64
135	BP France	140	140	137 60	- 1 71
885	B S N	893	892	895	+ 0 22
900	Canal Plus	967	960	973	+ 0 62
485	Cap Gem.S.	484 90	484	478	- 1 42
3500	Carrefour	3740	3700	3685	- 1 47
128	Casino	146 50	146 60	144	- 1 71
107	Casino ADP	109 90	110	108 50	- 1 27
1130	Castorama D.I.	1115	1118	1118	+ 0 27
225	C.C.F.	230	231	229 60	- 0 17
133	CCMC Ly.	118	117	120	+ 1 69
460	C.D.M.E.	497	490	494 70	- 0 46
580	C.E.G.I.D.	544	530	528	- 2 94
255	Centrest (Ny)	255	255	250 10	- 1 92
665	C.E.P. Comm.	678	672	675	- 0 59
365	Cerus	355	348 50	353	- 0 56
580	Cetelem	560	551	561	+ 0 18
565	C F A O	511	509	505	- 1 17
500	CF Int.	465	470	466	+ 0 22
625	C G E	650	647	649	- 0 15
440	CGI Info.	404	400 40	399 10	- 1 21
1330	C G I P	1258	1260	1260	+ 0 16
560	CGP	570	568	566	- 0 70
1030	Chargeurs S A	974	970	962	- 1 23
780	C I C A (M)	735	735	733	- 0 27
1740	Ciments franc.	1795	1740	1760	- 1 95
610	Club Méditer.	620	618	622	+ 0 32
195	CMB Packa.	187	186	185	- 1 07
145	Codetel	120	119 50	118	- 1 67
350	Colimeg	345 80	336	336 20	- 2 78
825	Colas	800	796	800	..
380	Cpt. Entrep.	341	347	328	- 3 81
1180	Compt Mod.	1111	1130	1110	- 0 09
325	Concept S.A.	294	290	287	- 2 38
430	CPR (Paris Réa.)	422	419 20	410	- 2 84
1280	Créd. Foncier	1288	1280	1298	+ 0 78
810	Cr Lyon.(CI)	820	807	815	- 0 61
1450	Crédit Nat.	1490	1488	1485	- 0 34
385	CSEE	300	296 10	299	- 0 33
3090	Damart	3010	3010	3000	- 0 33
....	Dassault Aviation	515	510	505	- 1 94
330	Dassault Electr.	273	269 90	263 60	- 3 44
1920	De Dietrich	1740	1849	1840	+ 5 75
210	Dév.R.d.C.(L)	211	211	211	....
310	Dév.R.Sud-Est	281	283 50	285	+ 1 42
550	D M C	511	513	507	- 0 78
3980	Docks France	3790	3790	3792	+ 0 05
595	Dumez	760	754	758	- 0 26
2640	Eaux (Gle)	2648	2645	2631	- 0 64
550	Ecco	520	520	521	+ 0 19
1040	Electro-Finan.	979	986	985	+ 0 61
665	Elf Aquitaine	703	701	703	....
500	- (Certific.)	501	500	520	+ 3 79
1180	Epeda B.-F.	1151	1185	1152	+ 0 09
2850	Essilor	2694	2660	2689	- 0 19
1300	Essil.Int.(DP)	1260	1226	1235	- 1 98
780	Esso	730	725	727	- 0 41
2020	Eurafrance	2030	2028	2029	- 0 05
2220	Eurocom	2012	2000	1994	- 0 89
103	Eurodisneyland	97	97 10	97 40	+ 0 41
4000	Euromarché	4150	4149	4149	- 0 02
1320	Europe 1	1259	1258	1259	....
47	Eurotunnel	53 20	53 25	52 65	- 1 03
1760	Exor	1709	1704	1719	+ 0 59
1680	Facom	1650	1690	1667	+ 1 03
185	Financtel	176	176 20	176 60	+ 0 34
365	Fives Lille	370	361 10	372	+ 0 54
2350	Fromager. Bel	2300	2295	2270	- 1 30
1960	Gal.Lafayette	2005	2005	2000	- 0 25
2040	G.A.N.	2185	2179	2210	+ 1 14
470	Gascogne (B)	500	497 50	497 50	- 0 50
1530	Gaz et Eaux	1627	1540	1585	- 2 58
1130	Géophysique	1290	1240	1270	- 1 55
595	Gerland Ly.	593	591	591	- 0 34
850	Groupe Cité	845	851	840	- 0 59
1650	GTM-Entrep.	1730	1740	1731	+ 0 06
1020	Guyenne-Gas.	1040	1025	1030	- 0 96
335	Hachette	317 70	312	310	- 2 42
635	Havas	620	615	619	- 0 16
670	Hénin (La)	640	632	640	....
1210	Hutchinson	1125	1120	1120	- 0 44
380	Imétal	358	355	353	- 1 40
124	Immob. Phénix	118	115 60	116 50	- 1 27
131	Ingénico	130	128	128	- 1 54
4130	Inst. Mérieux	3780	3711	3798	+ 0 48
520	Interbail	464 90	462	464	- 0 19
1340	Intertechnique	1395	1400	1370	- 1 79
1070	J. Lefebvre	1040	1045	1064	+ 2 31
1070	Labinal	1052	1065	1064	+ 1 14
2620	Lab. Bellon	2840	2801	2820	- 0 70
470	Lafarge	489 90	487	483	- 1 41
1340	Lebon	1360	1362	1340	- 1 47
4460	Legrand	4585	4500	4545	- 0 87
2360	Legrand (DP)	2600	2600	2575	- 0 96
700	Legris Industries	769	765	774	+ 0 65
740	Locabail Imm.	820	800	799	- 2 56
480	Locafrance	483	478 10	476 20	- 1 41
845	Locindus	784	791	780	- 0 51
490	Lucloire	445 10	445	447	+ 0 43
4390	L.V.M.H.	4660	4629	4625	- 0 75
890	Lyonn. Eaux	621	620	620	- 0 16
360	Majorette Ly.	331	334	334	+ 0 91
410	Mar. Wendel	413 50	400	403	- 2 54
370	Matra	346	349	344 10	- 0 55
6110	Merlin-Gerin	6250	6250	6250	..
188	Metaleurop	155	148	150 50	- 2 90
220	Métrologie In.	200	197	189 30	- 5 35
115	Michelin	96 10	96	96	- 0 10
1280	Midi (Cie)	1233	1227	1220	- 1 05
154	Midi. Ets Sa *	130	130	130	....
380	Min. Salsig. (Ma)	355	355	351 10	- 1 10
173	MMB	159 90	160	153	- 4 32
113	Moulinex	104	103 20	105	+ 0 96
1500	Navig. Mixte	1570	1583	1552	- 1 15
190	Nord-Est	194 50	187 50	189	- 2 83
545	Norton (Ny)	544	540	535	- 1 65
780	Nouv Galeries	707	697	705	- 0 28
775	Occid. (Gle)	756	750	753	- 0 40
1900	Omn. f. Paris	1836	1845	1836	....
355	Olipar	363	360	360	- 0 83
5390	Oréal	547	545	544	- 0 55
635	Paribas	633	633	624	- 1 42
1500	Pechelbronn	1579	1579	1550	- 1 84
147	Pechiney Int.	159	157 90	158	- 0 63
335	Pechiney (CIP)	322 50	322	320	- 0 78
615	Penhoët	590	598	590	....
1210	Pernod Ricard	1134	1129	1123	- 0 97
810	Peugeot	736	732	729	- 0 95
....	Pinault	505	506	506	+ 0 20
435	Plastic-Omn.	430	420	425	- 1 16
610	Poliet	618	611	615	- 0 49
1190	Prétabail-Sic.	1100	1105	1125	+ 2 27
750	Primagaz	722	725	722	..
655	Printemps	656	660	651	- 0 76
3950	Promodès	2100	2089	2068	- 1 52
680	Radiotechn.	585	593	589	+ 0 67
199	Raff. D.Total	221	220	221	..
3380	Redoute (La)	2999	3025	3031	+ 1 07
....	Rémy et Associés	386 50	385	386 50	....
470	R. Poulenc CIP	460	465	457	- 0 65
370	Robur Financ.	360	352	350	..
75	Rochette (La)	69	67 80	67 20	- 2 61
2190	Roussel Uclaf	2322	2310	2290	- 1 38
4800	R. Impé.Ly *	4470	4450	4440	- 0 67
200	Sade (Ny)	198	198	198 10	+ 0 05
1540	Sagem	1700	1700	1670	- 1 76
550	Saint Gobain	565	557	555	- 1 77
1440	Saint Louis	1520	1505	1511	- 0 59
1460	Salomon Ly	1599	1560	1560	- 2 44
485	Salvepar (Ny)	500	495	490	- 2 00
980	Sanofi	1005	1000	1003	- 0 20
1700	S A T	1769	1770	1780	+ 0 62
315	Saul. Chât.	330	335 90	327	- 0 91
1750	Saupiquet (Ns)	1580	1630	1600	+ 1 27
1030	Schneider	1030	1021	1023	- 0 68
22	SCOA	23 40	23 50	22 85	- 2 35
1330	S.E.B.	1309	1305	1308	- 0 08
500	Sefimeg	478	478	478	..
685	Sextant A.	710	717	709	- 0 14
1650	S F I M	1575	1555	1554	- 1 33
250	S.G.E.	274 40	267 50	267	- 2 70
620	Simco	552	550	555	+ 0 54
1000	Sk. Rossignol	960	960	1009	+ 5 10
1050	Sligos	1033	1037	1048	+ 1 45
555	Société Géné.	569	565	556	- 2 28
135	Sodecco (B)	127 80	126 50	126 50	- 1 02
162	Sodero (Ns)	161	161	161	..
705	Sodexho	624	600	615	- 1 44
107	Sogenal (Ny)	100	100 20	100	...
440	Sogerap	488	495	493	+ 1 02
2120	Som-Allib.	1710	1700	1710	..
1560	Source Perrier	1484	1475	1479	- 0 34
740	Sovac	686	685	684	- 0 29
700	SPEP	658	658	657	- 0 15
800	Spie-Batignol.	759	754	753	- 0 79
1300	Strafor	1349	1320	1320	- 2 15
435	Suez	434 50	430 10	426 50	- 1 84
540	Synthelabo	614	612	610	- 0 65
121	Thomson	103	104 10	103 80	+ 0 78
675	Total	718	713	720	+ 0 28
118	- (certif.)	123 60	118	120	- 2 91
400	Trailfaut Fin.	392	400	395	+ 0 77
620	U.A.P.	609	604	605	- 0 66
420	U F B Locab.	415	406 50	406 50	- 2 05
1180	U I C	1210	1196	1195	- 1 24
675	U I F	642	636	640	- 0 31
935	U I S	899	899	898	- 0 11
880	Unibail	846	850	846	..
235	U.C.B.	253 50	254	249	- 1 78
560	Valéo	550	560	552	+ 0 36
295	Vallourec	325	321 50	323 60	- 0 43
405	Via Banque	425 50	420	423 20	- 0 54
1360	Zodiac	1440	1455	1455	+ 1 04
1220	Elf Gabon	1243	1230	1227	- 1 29
138	Amax	143 80	143	143	- 0 56
189	Amer. Express	171	167 50	167 50	- 2 05
245	A.T.T.	208 60	207	207	- 0 77
152	Anglo Amer.C.	157	160	160	+ 1 91
415	Amgold	418	421	421	+ 0 72
260	Banco Santander	298	293 10	293	- 1 68
980	B.A.S.F.	941	940	940	- 0 11
980	Bayer	994	985	982	- 1 21
72	Buffelsfont.	81 80	83 10	83 10	+ 1 59
134	Chase Manh.	114 50	111	112	- 2 18
130	De Beers	126	127 10	127 10	+ 0 87
2830	Deutsche Bank	2761	2750	2751	- 0 36
1420	Dresdner Bank	1560	1561	1561	+ 0 06
55	Driefontein	62 20	62 60	62 60	+ 0 64
220	Du Pont-Nem.	223 50	219 50	219 50	- 1 79
235	Eastman Kodak	219 40	217	217	- 1 09
13 50	East Rand	15 30	..	..	..
69	Echo Bay	69	68 10	68 10	- 1 30
245	Electrolux	241	240	240	- 0 41
1250	Ericsson	1245	1223	1223	- 1 77
270	Exxon Corp.	274 10	265	265	- 3 32
250	Ford Motor	243	237 60	237 60	- 2 22
43	Freegold	46 20	..	..	..
15	Gencor	14 60	..	..	..
400	Gén. Elect.	414 60	406	406	- 2 07
280	Gén. Motors	274	270 50	270 50	- 1 28
530	Gén. Belgique	543	543	543	
64	Gd. Métropol.	65 50	67	67	+ 2 29
77	Guinness	80 80	80 80	80 80	...
24	Hanson PLC	24 20	....	..	..
32	Harmony Gold	38 60	..	..	..
270	Hewlett Packard	258	247 40	247 40	- 4 11
55	Hitachi	54 50	53 40	53 50	- 1 83
900	Hoechst	940	930	927	- 1 38
96	Homestake	101 10	99 50	99 50	- 1 58
114	Imp. Chemical	114	114	114	..
665	I.B.M.	655	643	643	- 1 83
335	I T T	322 50	316 80	316 80	- 1 77
144	Ito Yokado	152 20	148 20	148 20	- 2 63
76	Matsushita	78 10	77 10	77 10	- 1 28
19 50	Maxwell	18 50	18 45	18 45	- 0 27
200	Mc Donald's	206	195 10	195 10	- 5 29
465	Merck	494	...	...	..
480	Minnesota M.	494 50	...	....	..
355	Mobil corp.	380	...	....	..
205	Morgan J.P.	209	..	..	..
34800	Nestlé	33800	33700	33700	- 0 30
1040	Norlorf	1088	1080	1080	- 0 74
173	Norsk Hydro	174 50	173 50	174	- 0 29
107	OFSIL	108	....	....	..
1940	Pétrofina	1933	1930	1930	- 0 16
245	Philip Morris	276 30	..	..	..
99	Philips	87	85 90	85 05	- 2 24
86	Placer Dome	90 10	90	90	- 0 11
320	Quilmès	290	290	290	....
24	Randfontein	24 90	..	..	....
425	Royal Dutch	446	441 50	441	- 1 12
54	R T Z	56 10	55 60	55 60	- 0 89
9	Saat.& Saatchi	8 05	....	...	..
46	St Helena	45 05	..	..	..
335	Schlumberger	351 80	350 50	349 50	- 0 65
44	Shell transp.	47 80	....	....	..
2460	Siemens	2588	2585	2585	- 0 12
315	Sony	327	322	322	- 1 53
92	Sumitomo Bank	89	86 80	86 80	- 2 47
245	T.D.K.	269	..	....	..
48	Telefonica	53 20	52 40	52 40	- 1 50
39	Toshiba	39 50	...	...	..
465	Unilever	483	480	480	- 0 62
335	Uni. Techn.	334	....	....	..
370	Vaal Reefs	400	...	...	...
305	Volvo	330	328	328	- 1 21
153	West. Deep.	178 50	..	....	...
275	Xerox Corp.	281	..	....	...
107	Yamanouchi	114	..	..	..
1 79	Zambia Cop.	1 83	1 82	1 82	- 0 55

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	119 50	1 47
Emp.Etat 9,8%78	100 15	0 29
10,80% 79/94	101 71	9 62
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	102 44	8 08
Emp.Etat 13,4%83	110 32	7 85
Emp.Etat 12,2% 84	104 60	9 62
Emp.Etat 11% 85	107 30	4 58
10,26% mars 86	102 20	3 73
OAT 10% 5/2000	102 90	1 56
OAT 9,9% 12/1997	102 37	6 02
OAT 9,8% 1/1996	100 96	4 67
PTT 11,2% 85	103 70	6 62
CFF 10,30% 88	98 50	4 67
CNB Bques 5000F	99 50	0 58
CNB Paribas 5000F	100 15	0 58
CNB Suez 5000F	100 15	0 58
CNE 11,5% 85	102	1 41
CNI 1/82 5000F	99 50	0 58
CNT 9 % 86	94 80	2 37
CRH 10,90% déc.85	103 85	5 51
CHARB FCE 3% 100	152 90	....
CNCA	1150 30	...
Cores	....	....
CGE 6 janv. 89/99	643	....
Drouot Ass.8%88cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1532	1533
Applications Hydr.	1640	1615
Arbel	1027	1020
Asturg	319	313 10
Bains C.Monaco	1294	1277
B.Hypoth.Europ.	350	....
B.N.P. Intercont.	294	291
Béghin-Say (C.I.)	620	....
Bénédictine	3989	....
Blanzy Ouest	2949	3000
B T P	102	99
Cambodge	946	944
Carbone Lorraine	1086	1073
Case Poclain	27 30	27 60
C.E.G.F (Frigor)	441	439 80
Centenaire Blanzy	600	602
Cerabati	116 30	116 20
Champex Ny	140	140
CIC (CIP)	238	240
C.I.M.	821	823
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	700	463 o
Cofradel	1220	....
Cogifi	415	420 10
Comiphos	700	710
Cie Industrielle	7100	7300
Cpt Lyon Alemand	663	652
Concorde	1052	1050
Constr.Méc.Prov.	40	40 90
Crédit Gén.Ind.	489	....
Cr Universel (Cie)	712	711
Crédiel	130 40	128 10
Darblay	719	719
Degremont	1652	1669
Delalande	2465	2465
Delmas Vieljeux	4450	4450
Didot Bottin	1495	1480
Drouot Assu.	378 30	315 o
Eaux Bassin Vichy	3095	3180
Eaux Vittel	8450	....
Ecia	302	310
Electro-Banque	365	355
Elf Antargaz	1900	1900
E.L.M. Leblanc	747	750
Esalfi Bretagne	523	521
Ent.Mag. Paris	4068	....
Eterx (ex. Eternit)	2310	2300
Europ Soures Ind.	73	27 40d
Finalens	320	320
F.I.P.P.	177 20	178
F.N.A.C.	2240	2230
Foncière (Cie)	821	768
Fonc Lyonnaise	960	932
Foncina	840	844
Fougerolle	840	832
France I.A.R.D.	985	....
France SA (La)	2211	2214
From. Paul-Renard	2548	....
Gaumont	1045	1055
Genefim	320	329
Gévelot	680	615
G.F.C.	478	465
G.F.I.I.	343	342 90
Grds Moulins Paris	1580	1595
G.T.I (Transport)	580	578
Immobail	377	377
Immobanque	807	800
Im.Marseillaise	7580	....
Imm. Plaine-Monceau	587	574
Immofice	518	514
Invest.(Ste Cle.)	3120	3150
Jaeger	118 10	115
Lambert Frères	499	....
Lille Bonnières	1695	1694
Loca-Expansion	314 50	315
Locafinancière	444	445
Locatel	352	386
Louis Vuitton	1001	1000
Louvre	5400	5450
Lucia	1975	1980
Machines Bull	71 50	74
Mag.Uniprix	200	202
Magnant	920	1100 d
Métal Déployé	588	589
Mors	185	182 10
Navigation (Nle)	257	....
Nozal	199 10	197 90
Optorg	404	390 50
Oréal (CI)	276	....
Origny-Desvroise	1430	1429
Palais Nouveauté	1330	1350
Paluel Marmont	890	890
Parfinance	214	218
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	235	238
Paris Orléans	284	278
Parthena Invest.	523	535
Passerelle RD	1278	1315
Pathé Cinéma	888	....
Piper Heidsieck	2150	2160
PLM	440	450
Porcher	730	....
Promodès (CI)	947	....
Publicis	964	966
Rochefortaise	175	170
Rosario	668	659
Rougier	510	510
S.A.C.E.R.	579	...
S.A.F.A.A.	535	488
S.A.F.I.C. Alcan	490	475
SAFT	2085	2051
Saga	227	228
Salins du Midi	680	680
Satam	133 90	133 80
Savoisienne M.	174	....
S.C.A.C.	885	880
Senelle Maubeuge	497 90	490
S.Eaud.Part. (M)	185	178
Silic	823	823
Sinvim	496 90	497 50
S.I.P.H.	455	456
Sofal	800	799
Soffo	621	621
Soficel	1145	1130
Soficomi	648	....
S O F I P (M)	480	....
Sofragi	1758	..
Sophia-Bail	462	462
Sopagri	181	181
Soudure Autogène	1035	1020
Sovabail	535	525
Stemi	732	750
Suez (CIP)	406	400
Taittinger	5400	5320
Télémécanique Elect.	5090	5090
Testut-Aequitas	890	....
Tour Eiffel	315	....
Ufiner	1339	1317
Ugine Acier Ch.-G.	240	....
U.T.A.	2580	2450
Vicat	3600	3599
Viniprix	2015	2016
Virax	177	176 50
Waterman	1360	1360
Maroc Sté Brasseries	275	...

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1023	1060
Akzo Nv Sico	388	....
Alcan Aluminium	123 50	120 50
Algemene B.Ned.	110 10	....
American Brands	351	....
Arbed	850	...
Asturienne Mines	217	...
Banco Popular Espa.	526	525
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	34500	34200
Can.Pacifique	97	....
Chrysler Corp.	86	....
C I R	23 20	...
Commerzbank	994	...
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	323	....
GBL (Brux Lamb.)	635	....
Gevaert	1340	....
Glaxo Holdings Ltd	85	....
Goodyear Tire	169	165
Grace and Co (WR)	163 50	163
GTE Corp.	155	...
Honeywell Inc.	598	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	37 50	....
Latonia	310	310
Midland Bank	31	..
Noranda Mines	95	...
Olivetti priv.	19 05	....
Pakhoed hold.	630	645
Pfizer Inc.	394	...
Procter Gamble	490	....
Ricoh	42	....
Robeco	300 50	299
Rodamco NV	226 60	225
Rolinco	302	304 80
Saipem	8 30	8 30
Sema Group	55 50	55 10
SKF Aktiebolaget	152	....
Tenneco Inc.	384	....
Thorn Electrical	77	75
Toray Ind.	28 60	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	2000	....
West Rand Cons.	13	13
Whitman Corp.	140	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	...
Buitoni	815	....
Calciphos	235	235
C G H Cogenhor	110	110
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	...
Cochery Bourdin	360	...
Coparex	595	581
Europ. Accum.	67 80	....
Gachot S.A.	120	....
Guy Degrenne	430	...
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	391	...
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Particip. Perrier	379	369 50
Rorento N.V.	178	...
St-Gobain-Emballage	3600	....
Sema Metra	335	340
S.E.P.R.	1820	1965 d
Sofi	356	..
S.P.R. act. B	392 90	....
Ulinex	380	...
Wonder	968	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 507	5 482	5 320	5 670
Ecu	6 950	6 953	....	....
Allemagne (100 dm)	335 420	335 300	326 500	347
Belgique (100 F)	16 275	16 275	15 800	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 740	297 690	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 580	4 579	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 160	88 110	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 993	....	9 700	10 500
Grèce (100 drachmes)	3 420	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	391 620	....	379	401
Suède (100 krs)	92 610	....	89	97
Norvège (100 k)	87 460	....	84	92
Autriche (100 sch)	47 678	....	46 500	49 600
Espagne (100 pes)	5 477	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 823	....	3 650	4 350
Canada (1 $ can)	4 783	....	4 580	4 980
Japon (100 yens)	3 694	....	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/7
Or fin (kilo en barre)	64150	64300
Or fin (en lingot)	64300	64350
Napoléon (20f)	380	381
Pièce Fr (10 f)	377	.....
Pièce Suisse (20 f)	416	417
Pièce Latine (20 f)	376	376
Souverain	475	476
Pièce 20 dollars	2155	2140
Pièce 10 dollars	1280	1280
Pièce 5 dollars	845	.....
Pièce 50 pesos	2420	2415
Pièce 10 florins	385	385

SICAV (sélection) 20/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1157 36	1129 13
Acilion	243 36	238 85
Agepargne	867 67	830 31
Ageplacement	6926 38	6925 38
Agepremière	107 03	106 71
AGF Actions ex CIP	1198 01	1168 79
A.G.F. 5000	697 35	680 34
AGF ECU	1017 85	1007 77
AGF Foncier	124 37	121 34
AGF Invest Sicav	128 76	125 62
AGF Interfonds	414 95	404 83
AGF Oblig	1068 04	1062 73
AGF Sécurité Sicav	10720 59	10720 59
A.G.F.I.M.O.	705 30	688 10
AMERI-GAN	6605 38	6305 85 ♦
Amplitude	676 86	657 14 ♦
Arbitrages Court.T.	6057 47	6045 37
Associc	1111 44	1111 44
Atout Futur	382 35	369 78
Aurecic	1318 63	1280 22
Avenir Alizes	1602 23	1570 81
Avenir CIC	111 91	108 65
Axa Capital	143 42	137 24
Axa Europe	131 18	125 53
Axa Investissements	133 44	127 69
Axa NPI	116 02	111 02
Axa Valeurs PER	139 53	133 52
Capemonétaire	5368 68	5363 32
Capioblig	5451 60	5371 03
Capitacic	1099 47	1083 22
Capital-Monde	420 28	410 03
Capital Plus	1717 95	1717 95
Castlen Pierre	37 14	36 23
Coexis	1108 14	1091 76
Compavalor	5928 48	5919 58
Convertimmo	420 92	404 73
Credinter	522 89	507 66
Crédit Mutuel Capital	1090 99	1069 80
Drass	1230 84	1190 17
Drouot France	904 04	865 11
Drouot Investiss.	1110 11	1062 31
Drouot Sécurité	246 45	235 84
Drouot Sélection	141 76	135 68
Ecucic	1052 42	1036 87 ♦
Ecupar	125 26	119 87
Ecureuil Capitalisation	2169 16	2147 68 ♦
Ecureuil Invest.	423 30	410 97
Ecureuil Monepremière	56344 59	56344 59
Ecureuil Monétaire	33202 18	33202 18
Ecureuil Trésorerie	2058 99	2058 99 ♦
Ecureuil Trimestr.	1989 25	1969 65
Elicash	342872 75	342872 75
Energie	312 43	298 26 ♦
Eparcic	3029 97	3029 97
Eparcourt-Sicav	4241 35	4230 77
Epargne Associat.	24547 18	24510 39
Epargne Capital	8984 58	8895 62
Epargne Court Terme	572 51	572 51
Epargne Croissance	1704 35	1658 73
Epargne Industrie	101 61	98 89
Epargne J.	59031 87	59031 87
Epargne Long Terme	198 81	193 49
Epargne Monde	1339 73	1303 87
Epargne Obligat.	189 13	184 07
Epargne Première	12371 53	12279 43
Epargne Quatre	1085 82	1056 78
Epargne-Unie	1416 32	1365 13
Epargne Valeurs	457 87	445 42
Epsilon	1176 89	1165 04
Eulinvest	739 12	717 59 ♦
Eurocic Leaders	1158 63	1122 94
Eurodyn	1277 50	1235 49
Euro Gan	7933 21	7573 47 ♦
Eurosicall	26 87	26 47
Fonsicav	12072 21	12072 21
FRANCE-GAN	10291 70	9825 01 ♦
France Garantie	269 80	259 08
France Investiss.	439 69	428 97 ♦
France Oblig.	449 88	445 43
Francic	514 09	499 12
Francic Pierre	122 38	118 82
France-Regions	1354 93	1315 47
Fructi-Association	30 15	30 15
Fructi-Capi	35 29	34 77
Fructi Court	119873 34	119873 34
Fructidor	236 38	232 89
Fructi-Ecu	561 12	552 83
Fructi-Epargne	30 70	29 95
Fructifrance	980 39	956 48
Fructimmo	33 94	33 11
Fructi-Première	11317 67	11150 41
Fructivar	4616 29	4604 78
Futuroblig	1210 11	1170 32
Gestilion	62030 56	61875 87
Gest.Associations	165 14	161 51
Gest. F Sécur.	10515 98	10463 66
Horizon	1243 30	1207 09
Interepar	107139 79	104019 21
Interoblig	11982 81	11521 93
Intersélection Fce	577 17	560 36
Japacic	185 82	180 41
Jeunepargne	251 90	248 18
Laffitte Amerique	217 42	207 56
Laffitte Europe	312 97	298 78
Laffitte Expan.	280 04	267 34
Laffitte France	356 28	340 12
Laffitte Immobil.	266 76	254 66
Laffitte Japon	456 65	435 94
Laffitte Oblig.	136 90	130 69
Laffitte Rendement	180 89	172 69
Laffitte Tokyo	389 28	371 63
Lasnade	5731 75	5723 17
Leumi C.T.	10693 60	10693 60
Leumi L.T.	5829 66	5659 86
Lion Association	11219 83	11219 83
Lion Institution	24702 59	24640 98
Lionplus	820 95	804 85
Lion Trésor	2082 98	2062 38
Lion 20 000	22346 97	22346 97
Livret Bourse Inv.	569 74	553 15
Livret Portefeuil.	728 31	707 10 ♦
Méditerranée	209 67	200 64
Mensuel CIC	10087 50	9986 63
Mondial Investissem.	438 42	418 54
Monecic	5378 38	5378 38
Monedem	56916 39	56916 39 ♦
Mone.J.	61526 22	61526 22
Monévalor	69207 36	69207 36
Mutualist dépôts	11412 74	11389 98
Mutuelle Unie Sel.	153 05	146 46
Natio Court Terme	238863 00	238863
Natio-Epargne	14931 72	14783 88
Natio-Ep. Ret.	133 01	129 45
Natio Epargn.Trésor	6684 11	6670 77
Natio-Imm.	1317 30	1282 04
Natio-Inter.	1183 67	1151 99
Natio-Monétaire	21548 82	21548 82
Natio Obligations	509 88	496 23
Natio-Patrimoine	1514 26	1473 73
Natio-Placements	64704 40	64704 40
Natio-Revenus	1018 90	1008 81
Natio Sécurité	11977 94	11977 94
Natio-Valeurs	885 21	861 52
Nippon-Gan	6499 35	6204 63 ♦
Nord Sud Dévelop.	1290 38	1287 80
Obli-Associations	126 89	125 63
Oblicic-Mondial	2328 15	2293 74
Oblicic-Régions	1000 94	986 15
Oblig. tres caté.	152 92	150 66
Oblilion	1119 29	1108 21
Oblisécurité	10856 14	10856 14
Optimat	31026 95	30123 25
Oraction	1174 87	1136 24
Orvalor	6279 81	6052 64
Paribas Epargne	17528 87	17493 88
Paribas Opportunités	132 26	126 87
Paribas Patrimoine	574 59	551 17
Paribas Revenus	90 17	88 28
Patrimoine Retraite	188 89	185 19
Pervalor	704 02	683 51
Phenix Placement	279 98	271 83
Pierre Investissements	776 36	757 42
Placement A.	1262 37	1237 62
Placements C.T.	7628 42	7613 19
Placement J.	6093 95	6081 79
Placement Premier	5645 14	5633 87
Plénitude	122 51	119 23
Poste Gestion	55186 53	55186 53 ♦
Première Oblig.	10593 13	10582 55 ♦
Prév. Ecureuil	110 87	107 90
Privassociation	24862 10	24862 10
Proficus	1057 38	1022 61
Quartz	133 44	130 15
Réalvalor	1062 03	1031 10
Rentacic	162 78	160 37
Revenus Trimestr.	5325 41	5272 68 ♦
Revenu-Vert	1124 02	1107 41
St Honoré Bio-Alim.	954 45	911 17
St Honoré Global	279 87	267 18
St Honoré Mat Plac.	242 33	231 34
St Honoré Pacifique	654 84	625 15
St Honoré PME	565 14	539 51
St Honoré Real	12673 35	12622 86
St Honoré Services	533 22	512 71 ♦
St Honoré Techno	823 36	786 02 ♦
Séconcic	1485 91	1485 91
Sécuri-Gan	12817 03	12565 72 ♦
Sécuri-Taux	1182 33	1182 33
Sicasden	708 76	698 29
Sicav Associations	1571 94	1569 59
S.F.I. fr. et etr	719 13	698 18 ♦
Sicav 5.000	450 05	438
S.I. Est	1563 21	1495 89
Silvafrance	737 40	717 66
Sivam	441 40	429 59
Sivarente	209 34	205 24
Sivinter	449 37	437 34
S.N.I.	1290 49	1252 90
Sogépargne	341 32	328 98
Sogéroc	53692 24	52128 39
Sogevar	1142 76	1090 94
Soginter	1379 26	1316 72
Soleil Investissements	568 52	542 74 ♦
Solstice	2033 15	2028 08 ♦
Stratégie Actions	1235 43	1187 91 ♦
Stratégie Rendements	1221 35	1182 91
Technocic	1153 23	1119 64
Techno-Gan	6388 94	6099 23 ♦
Thesora	553 45	547 97
Transplus	135 38	129 55
Trésor Avenir	106 92	105 86 ♦
Trésor Plus	1085 95	1075 20
Trésor Réal	12136 46	12136 46
Trésoricic	108849 93	108849 93
Trilion	5112 53	5061 91
U A P Investiss.	497 54	479 56
U.A.P. Act. F.	622 03	599 55
U.A.P Act. Sél.	681 34	656 71
U.A.P Aedif.	654 48	630 83
U.A.P. Altefi.	199 05	191 86
U.A.P Alto	164 03	158 10
UAP Moyen Terme	116 74	112 52
Uni-Associations	115 76	115 76
Uni-Foncier	1515 58	1460 80
Unifrance	629 95	607 18
Uni-Garantie	1306 93	1281 28
Uni Régions	1638 61	1579 38
Unirente	2429 33	2349 45
Univar	202 88	202 88
Univers Actions	1359 84	1315 13
Univers-Obligation	1652 95	1598 60
Valorem	579 13	565
Valorg	1786 61	1764 85
Valréal	45124 37	45101 82
Vauban	24421 66	24397 24 ♦

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

ITALIE : la lutte contre la Mafia

L'ancien maire de Palerme condamné à trente-huit mois de prison

ROME

de notre correspondant

La condamnation à trente-huit mois de prison et 2 millions de lires d'amende prononcée vendredi 20 juillet par le tribunal de Palerme à l'encontre de l'ancien maire de la ville, M. Vito Ciancimino, et de cinq de ses complices peut paraître bien légère au regard, notamment, des dizaines de milliards de francs de marchés publics détournés et de la fortune ainsi accumulée en Italie et à l'étranger par «don Vito». D'autant que le parrain, qui s'est donné la barbe blanche et le regard mouillé d'un vieil universitaire digne et n'a pas hésité à en appeler au président de la République et à Amnesty International après être sorti de détention préventive pour raison de santé, n'ira probablement pas purger sa peine avant d'avoir épuisé les innombrables ressources de l'appel et de la cassation que permet la justice italienne.

Cette série de condamnations pourrait *toutefois constituer un* tournant dans la lutte entreprise par la magistrature contre le complexe politico-mafieux sicilien. Malgré bien des vissicitudes et des déchirements internes, l'équipe chargée de la lutte anti-Mafia a, preuves à l'appui, pu démontrer, grâce à ce procès et à son verdict, la participation d'une large partie de l'administration et des élus locaux à la criminalité organisée et l'ingérence des *cosche* dans les marchés publics.

Un coin du voile

Un coin du voile se soulève donc après vingt ans de soupçons et de rumeurs sur des affaires de corruption et de sang. D'autres enquêtes *judiciaires sont ainsi en cours* autour de «don Vito». L'ombre de celui-ci ne plane-t-elle pas lourdement sur la mort d'un ex-dirigeant provincial de la démocratie chrétienne, Michele Reina, qui s'opposait à ces pratiques, et sur l'élimination du maire communiste Giuseppe Insalaco, qui, dénonçant ces agissements et refusant de s'y plier, avait été exécuté trois ans plus tard?

Deux coïncidences troublantes accréditent l'impression que cette avancée de la justice n'est pas le fruit du hasard. Dans son combat, parfois ambigu, pour une Sicile assainie, passant par un renouvellement du discours et de l'action de la démocratie chrétienne, le nouveau maire de Palerme, M. Leoluca Orlando, avait refusé plusieurs marchés portant l'empreinte de «don Vito» et s'était violemment opposé à l'aile traditionnelle de la démocratie chrétienne proche du président du conseil, M. Giulio Andreotti. A l'issue des dernières élections municipales, remportées triomphalement par ce jeune et charismatique trublion, M. Andreotti, après avoir tenté de l'écarter, avait admis, moyennant probablement quelques compromis, de reconnaître la prééminence locale de M. Orlando.

Parallèlement, l'administration puis la justice se sont abattues sur la société Lesca Farsura, dont le patron avait été inculpé en même temps que Vito Ciancimino. La société avait d'abord été rayée du registre national des entreprises de travaux publics puis déclarée en faillite le jour même de la sentence de Palerme, alors que ses actifs excèdent encore son passif et que le débiteur qui avait déposé un recours contre elle, après avoir été remboursé, aurait retiré sa plainte. Neuf actions similaires de mise en faillite ont par ailleurs été engagées contre des sociétés du même groupe qui appartiennent toutes au comte Arturo Cassina, protégé – ou protecteur? – de «don Vito».

Reste à savoir si ces actions de l'Etat italien visent seulement à amputer un membre manifestement trop gangrené de la société ou à dresser un barrage conséquent à l'intégration de plus en plus profonde de la Mafia dans le système économique et politique du pays. – *(Intérim.)*

□ *CORÉE DU SUD : démission des députés de l'opposition.* – Les soixante-dix représentants du Parti pour la paix et la démocratie (PPD), dirigé par M. Kim Dae-jung, ainsi que cinq députés du Parti démocratique (DP) et un député indépendant ont démissionné, lundi 23 juillet, afin d'obtenir la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections générales anticipées. Les quatre autres députés de l'opposition l'avaient déjà fait il y a deux semaines. Un responsable du Parti démocratique libéral au pouvoir (DLP), M. Kim Young-sam, a cependant annoncé que l'Assemblée (deux cent quatre-vingt-dix-neuf membres) compte renvoyer les lettres de démission. – *(AFP.)*

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22-23 juillet 1990 a été tiré à 504 615 exemplaires.

La crise entre l'Irak et le Koweït

L'Egypte tente de trouver une solution au conflit

Les tentatives de médiation arabe – essentiellement de l'Egypte, de l'Arabie saoudite et de la Ligue arabe – se sont poursuivies, samedi 21 et dimanche 22 juillet, pour tenter de désamorcer la crise entre Bagdad et Koweït, l'Irak accusant notamment l'Émirat voisin de lui «voler» du pétrole.

LE CAIRE

de notre correspondant

En visite au Caire, où il devait participer, lundi 23 juillet, à une réunion du Conseil de coopération arabe – qui réunit l'Egypte, l'Irak, la Jordanie et le Yémen, – le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a été reçu dimanche par le président Hosni Moubarak, auquel il a remis un message du président Saddam Hussein relatif au conflit irako-koweïtien. Après cette rencontre, M. Tarek Aziz a repris les accusations irakiennes contre son voisin, assurant, de plus : *« Ce sont eux* (les Koweïtiens) *qui nous menacent. Nous ne menaçons personne. »* De son côté, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Abdel Meguid, a assuré que l'Egypte œuvrait pour tenter de trouver une solution au litige irako-koweïtien.

Le président Moubarak a, pour sa part, tenu à minimiser l'ampleur de la crise, estimant, dans un discours à la nation qu'il a tenu avant sa rencontre avec le ministre irakien, que la dispute entre Bagdad et Koweït n'était *« qu'un nuage d'été »*. Il a ajouté qu'il *« faisait confiance à la sagesse du président irakien pour surmonter calmement et objectivement le problème, afin d'éviter les tensions et les divisions au sein du monde arabe »*.

La visite de M. Tarek Aziz avait également pour objectif de faire baisser la tension entre Bagdad et Le Caire à la suite de ses déclarations au conseil ministériel de la Ligue arabe, jugées hostiles à l'Egypte par la presse officieuse du Caire (*le Monde* daté 22-23 juillet). Après son entrevue avec le raïs, auquel il a transmis un message de M. Saddam Hussein sur les *« relations fraternelles »* entre les deux pays, M. Tarek Aziz a affirmé que ses propos devant la Ligue avaient été *« mal interprétés, car il est inimaginable qu'un ministre des affaires étrangères irakien porte atteinte à l'Egypte »*. Il s'est ensuite félicité de *« l'accueil fraternel et de la compréhension du président Moubarak »*. M. Aziz a enfin affirmé que, dans cette affaire, *« une page a été tournée, sur laquelle nous sommes convenus de ne pas revenir »*.

Tension égypto-palestinienne

Si la tension est tombée entre Le Caire et Bagdad, elle demeure encore vive entre l'Egypte et l'OLP, dont le chef, M. Yasser Arafat, avait, lui aussi, été accusé d'avoir tenu des propos hostiles à l'Egypte. La presse officieuse avait notamment reproché à M. Arafat d'avoir accusé l'Egypte d'être au service des Etats-Unis pour avoir fait pression sur l'OLP afin qu'elle accepte les conditions de Washington pour une reprise du dialogue palestino-américain. M. Moubarak est intervenu lui-même, dimanche, pour accuser les responsables de l'OLP de tenir un double langage. *« Ils* (les Palestiniens) *disent que nous leur avons imposé le dialogue avec les Américains, alors que ce sont eux qui nous ont demandé d'œuvrer pour sa tenue*, a déclaré le raïs. *A chaque fois que nous agissons à la demande de responsables palestiniens, nous devenons la cible des experts de l'injure. A ce moment, les responsables palestiniens qui nous ont demandé d'agir gardent le silence. »*

Toutefois, M. Nabil Chaath, conseiller politique de M. Arafat, a indiqué que les *« responsables palestiniens à tous les échelons tenaient à avoir des relations solides avec le grand frère égyptien »*. Il a ajouté que le chef de l'OLP se rendrait en Egypte dans les prochains jours.

ALEXANDRE BUCCIANTI

« Farzad Bazoft n'était pas un espion »

déclare l'infirmière britannique libérée

Daphné Parish, l'infirmière britannique récemment libérée après dix mois de détention en Irak, a déclaré, dimanche 22 juillet, dans un entretien publié par *l'Observer*, que *« Farzad Bazoft n'était pas un espion »* et qu'il avait *« tout fait au grand jour, au vu et au su des passants, y compris des soldats »*.

Mme Parish, accusée d'avoir emmené en voiture le correspondant de *l'Observer* sur le site d'une usine d'armement – ce qui a valu à Farzad Bazoft, d'origine iranienne, d'être pendu le 15 mars dernier, – avait été condamnée à quinze ans de prison pour complicité d'espionnage. A propos des aveux passés par le journaliste, qui avait admis travailler pour les services secrets israéliens, Mme Parish affirme que c'est sous la menace que Farzad Bazoft a parlé ; elle-même a été menacée de mort. – *(AFP.)*

ALGÉRIE

Les islamistes exigent de nouveau des élections législatives

M. Abassi Madani, le chef du Front islamique du salut (FIS), a réitéré, dimanche 22 juillet, au cours d'une conférence de presse, sa demande de dissolution de l'Assemblée nationale et annoncé son intention d'entamer le dialogue avec le pouvoir pour fixer la date des élections législatives. *« Nous demandons au président d'ordonner, au plus tôt, la dissolution de l'Assemblée qui doit être renouvelée dans un délai sur lequel nous nous mettrons d'accord selon l'intérêt du peuple »*, a-t-il déclaré.

Par ailleurs, *Echaab*, le quotidien du FLN, s'est félicité, dimanche, de la décision de l'assemblée populaire de la wilaya (département) de Jijel, dans l'est du pays, contrôlée par le FIS, de rejeter toute correspondance *« rédigée en langue étrangère »*, c'est-à-dire essentiellement en français.

L'assemblée populaire de la wilaya d'Alger a *« recommandé »* l'interdiction de la mixité dans les écoles algéroises à partir de la prochaine rentrée scolaire. Devant les réactions des autres élus, les nouveaux édiles islamistes ont transformé leur *« décision »* initiale en simple recommandation.

En outre, plusieurs centaines de femmes ont manifesté, samedi, dans le centre d'Alger *« pour que* [leurs] *voix ne soient pas détournées »* et obtenir une modification de la loi électorale qui permet à leur mari de voter pour elles sans procuration. – *(AFP, Reuter.)*

HONGRIE

Compromis sur la décollectivisation des terres

Les trois partis au pouvoir ont trouvé un compromis sur la question de la restitution des terres à leurs anciens propriétaires, a annoncé dimanche 22 juillet Radio-Budapest. Le Forum démocratique et ses deux alliés, le Parti des petits propriétaires et les chrétiens-démocrates, ont convenu de restituer gratuitement les terres à leurs anciens propriétaires de 1947, à condition qu'ils s'engagent à les exploiter directement. Les autres candidats à l'exploitation privée des terres devront les racheter sous des formes à définir. Ce compromis, exclut pratiquement les anciens propriétaires établis en ville ou à l'étranger, ainsi que leurs héritiers, qui envisageaient la restitution dans un but spéculatif. – *(Corresp.)*

CARTES POSTALES

Négociation à Nouâtre

Sans aucun préavis, quelques dizaines de décibels sont venus déchirer la place somnolente du 11-Novembre-1918 de Nouâtre (Indre-et-Loire). Toutes les musiques se ressemblent, sur les autoradios des voitures immatriculées loin de Nouâtre, quand elles viennent crever le silence torride d'une sieste villageoise.

En coupant le contact, le chauffeur a rendu d'un coup la place à son silence, et les deux portières avant se sont ouvertes en même temps sur un couple exaspéré, lui en survêtement «Téléfoot» plateau-repas, elle en short bonbon-fluo, genre ravages à Fréjus.

Bonbon-fluo a bondi sur l'asphalte et ouvert la porte arrière droite. Deux sandalettes hésitantes sont apparues dans l'embrasure, prolongées par des genoux à sparadrap, supportant eux-mêmes un citoyen renfrogné d'environ quatre ans et demi, visible vainqueur aux points d'une harassante négociation-pipi.

Au-dessus de la boulangerie, un rideau s'est écarté, à peine. Derrière l'arbre de la Liberté (planté le 14 juillet 1790, comme l'atteste une plaque dorée, et qui ouvre majestueusement la rue de la Liberté), on a entrevu dans l'ombre d'une fenêtre le mouvement furtif d'une tête. Nouâtre ne dormait que d'un œil.

«Et alors ? C'est toi qui voulais t'arrêter, non ?», a lancé Bonbon-fluo à sa descendance. Visiblement, l'envie était passée.

Usant de l'immémorial privilège du conducteur, «Téléfoot» a choisi de se désintéresser de la question, et s'est éloigné de quelques pas pour aller, sur la place, consulter les affiches annonciatrices de la fête au village : *dimanche, Nouâtre et les communes environnantes accueilleraient les Rollimax (avaleur de sabre, cracheur et mangeur de feu), une course d'ânes et un concours de pêche en barque.*

«Tu es sûr que tu n'as plus envie ?», a encore demandé Bonbon-fluo. A l'instant où elle allait claquer la portière, le passager a finalement choisi d'obtempérer. Il a gratifié la place de Nouâtre d'un regard circulaire, signifiant clairement l'ampleur de son dédain, et, escorté de maman, a daigné emprunter le chemin pierreux qui, de la place, descend directement vers la rive boueuse de la Vienne.

La rivière à peine un peu plus polluée, les touristes sont remontés en voiture, non sans avoir entamé une négociation-chewing-gum, bien partie pour durer au moins jusqu'à Romorantin. Au-dessus de la boulangerie, le rideau a frissonné à peine. Et Nouâtre, laissée à son tête-à-tête avec l'été, son arbre de la Liberté et les rives boueuses de la Vienne, a replongé dans le sommeil tranquille des bourgades honnêtes, dont aucune réforme de l'orthographe ne menacera jamais l'accent circonflexe.

de Chenonceaux (Indre-et-Loire)
DANIEL SCHNEIDERMANN

Cabinets ministériels

M. Cadoux directeur du cabinet de M. Marchand

M. Daniel Cadoux est nommé directeur du cabinet de M. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

[Né le 28 août 1946 à Annecy (Haute-Savoie), M. Daniel Cadoux, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de l'université et ancien élève de l'ENA, a été sous-préfet, successivement à la préfecture de Paris, puis à celles des Côtes-du-Nord, du Calvados et de la région Rhône-Alpes. Conseiller technique de 1984 à 1986, au cabinet de M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, M. Cadoux a ensuite occupé les fonctions de chargé de mission à la DATAR, de conseiller technique du délégué à l'aménagement du territoire (M. Jacques Sallois) et de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne. Depuis janvier 1989, il était sous-directeur de l'administration territoriale au ministère de l'intérieur.]

□ **Sondage : baisse pour M. Mitterrand, stabilité pour M. Rocard.** – Réalisé entre le 28 juin et le 7 juillet, par l'IFOP, auprès de mille sept cent quatre-vingts personnes, le sondage publié dans le *Journal du dimanche* du 22 juillet indique une baisse de deux points de la cote de satisfaction de M. François Mitterrand : 37 % au lieu de 39 % en juin. Toutefois, 41 % au lieu de 43 % se déclarent mécontents du président de la République. Avec 39 % de satisfaits, comme en juin, M. Michel Rocard obtient un meilleur score que le chef de l'Etat. Le premier ministre voit, en outre, le pourcentage de mécontents diminuer de cinq points : 33 % contre 38 % le mois dernier.

Deux disparitions

Le comédien et metteur en scène Sacha Pitoëff

Troisième enfant de Georges et Ludmilla Pitoëff, le comédien et metteur en scène Sacha Pitoëff est mort à Paris le samedi 21 juillet. Il était âgé de soixante-dix ans.

Homme sensible et fin au long visage souligné d'une barbe à la russe, Sacha Pitoëff ne fréquentait plus, depuis une dizaine d'années, les théâtres parisiens où, dès les années 50, il remit sur le métier le répertoire jadis imposé et défendu en France par ses parents exilés et venus de Bakou : Pirandello ou Tchekhov.

« Quand je pense au théâtre, je ne peux pas m'empêcher de penser à mon père. Il était le théâtre incarné. Et à côté de lui je me sens tout petit », disait-il. C'est, en effet, Georges Pitoëff qui transmit le goût du théâtre à son fils, lui donnant un petit rôle dans *l'Ennemi*. Le premier rôle, et l'avant dernier. Georges Pitoëff réalise son dernier spectacle, *la Dame aux camélias*, en 1939. De 1961 à 1967, Sacha Pitoëff dirigea le Théâtre moderne, tout en animant sa compagnie. Il ouvrit également dans les années 70 un cours d'art dramatique. En 1977, il mit en scène une dernière et nouvelle fois *Six Personnages en quête d'auteur*, de Pirandello, dont il disait qu' *« il dénonce le mensonge de la réalité »*.

B. M.

L'acteur Georges Flamant

Le comédien Georges Flamant vient de mourir à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Révélé en 1931 dans *la Chienne*, de Jean Renoir, au côté de Michel Simon et Janie Mazère, Georges Flamant travailla avec les plus importants réalisateurs français des débuts du cinéma parlant, notamment Marcel L'Herbier *(Terre de feu)* ou Jean Gremillon *(l'Etrange monsieur Victor)*. Il fut le partenaire de Viviane Romance dans *Prisons de femmes*, de Roger Richebé, *la Vénus aveugle*, d'Abel Gance, en 1940, *Une femme dans la ville*, de Jean Gréville, et *Feu sacré*, de Maurice Cloche, en 1941, ou *Carthacalha*, de Léon Mathot en 1942. Il mit fin à sa carrière cinématographique après la deuxième guerre mondiale, préférant les tournées poétiques, en argot le plus souvent.